

CODE CIVIL
DU
CANTON DU VALAIS
ET
ANNEXES



SION
IMPRIMERIE F. AYMON
1895.

Bibliothèque Ferdinand Kreutzer

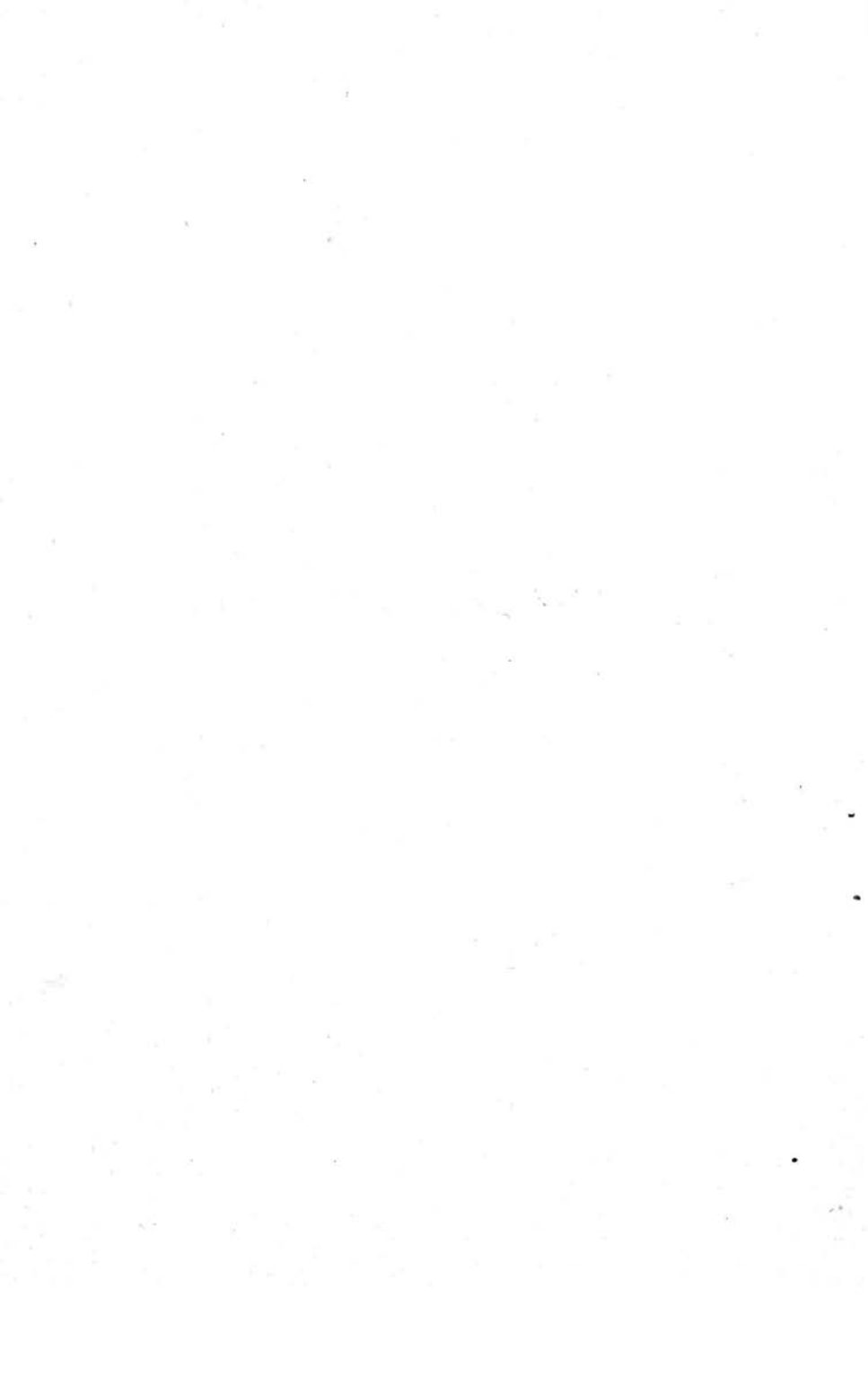
CODE CIVIL

Médiathèque VS Mediathek



1011025261

2



CODE CIVIL

DU

CANTON DU VALAIS

AVEC

NOTES

INDIQUANT LES LOIS QUI L'ONT MODIFIÉ



5158371

SION

IMPRIMERIE F. AYMON

1893

TA 78.203



MEDIATHEQUE
MEDIATHEK
valais wallis

ABRÉVIATIONS

C. O. Code fédéral des obligations.

L. f. Loi fédérale.

L. c. Loi cantonale.

D. c. Décret cantonal.

An. Annexes, suivi d'un chiffre indiquant la page.

Cap. civ. Loi fédérale sur la capacité civile.

L. P. Loi fédérale sur la poursuite pour dettes.

Cfr. Confrontez.



CODE CIVIL



Titre préliminaire.

Des effets et de l'application des lois en général.

ARTICLE 1^{er}. La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.⁽¹⁾

2. Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire du Canton.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi du Canton.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Valaisans, même résidant en pays étranger.⁽²⁾

3. Les actes faits à l'étranger pourront être déclarés valides, lorsqu'ils seront conformes à la loi du pays où ils ont été passés.

(1) C. O. art. 881 et s. An. 267.

(2) Cap. civ. art. 10 — An. 276.

L. f. du 25 Juin 1891. art. 8. 28 -- An. 278.

4. On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

5. Dans les questions qui ne peuvent être résolues ni par le texte, ni par l'esprit de la loi, on a recours aux principes généraux du droit.



LIVRE PREMIER

DES PERSONNES



Titre premier.

De la jouissance et de la privation des droits civils.

Chapitre premier.

De la jouissance des droits civils.

6. Tout citoyen valaisan jouit des droits civils.⁽¹⁾

7. L'étranger ne jouira que de ceux des droits civils qui sont accordés aux Valaisans dans l'Etat auquel appartient cet étranger.

Néanmoins, l'étranger ne pourra jamais invoquer la réciprocité, pour jouir de droits plus étendus, ou autres que ceux dont les Valaisans jouissent dans

⁽¹⁾ Const. féd. art. 43 — An. 3.

L. f. du 25. Juin 1891 — An. 278.

D. c. du 28 Mai 1892 — An. 316.

le Canton; et cette réciprocité ne pourra s'appliquer aux cas pour lesquels la loi a spécialement disposé d'une autre manière.⁽¹⁾

8. L'Etat, les communes, les corporations et les sociétés autorisées sont considérés comme des personnes morales, qui jouissent des droits civils, sous les modifications portées par les lois.⁽²⁾

9. L'enfant à naître jouit des droits civils dès le moment où il a été conçu, pourvu qu'il naisse viable.

Dans le doute, est présumé viable celui à l'égard duquel il y a preuve qu'il est né vivant, sauf ce qui est réglé pour le cas prévu au N° 3 de l'article 114.

10. L'existence et la mort d'une personne, ainsi que la circonstance qu'une personne a survécu à une autre, doivent, dans le doute, être prouvées par ceux qui y ont intérêt, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

11. Lorsque plusieurs personnes périssent dans un seul et même événement, si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de soixante et dix ans accomplis, dans le doute, l'on doit présumer que le majeur a survécu au mineur; entre plusieurs mi-

(1) Loi du 27 Mai 1861 — An. 325.

(2) C. O. art. 719. — C. civ. 598.

neurs, le plus âgé au plus jeune; entre plusieurs majeurs, le plus jeune au plus âgé.

Si ceux qui ont péri ensemble avaient les uns plus de soixante et dix ans, et les autres plus de sept ans, ces derniers seront présumés avoir survécu; ils seront au contraire présumés décédés avant les premiers, s'ils avaient moins de sept ans.

En cas d'incertitude sur l'âge des décédés, on présume qu'ils sont tous morts au même instant.

12. Tout enfant né d'un Valaisan, en pays étranger, est Valaisan.

13. L'enfant exposé, né de père et mère inconnus, trouvé sur le territoire du Canton, est citoyen Valaisan.

14. La femme suit la condition de son mari.⁽¹⁾

Chapitre II.

Des effets de la naturalisation en pays étranger et de la privation des droits civils.⁽²⁾

15. Le citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger, est privé de l'exercice de ses droits politiques

(1) Cap. civ. art. 7 — An. 276.

(2) Const. féd. art. 44. — An. 4.

L. f. du 3 Juin 1876 — An. 31.

et de la jouissance de ses droits utiles de bourgeoisie ou de communauté.

16. Le citoyen Valaisan naturalisé à l'étranger, ainsi que ses descendants jusqu'à la deuxième génération inclusivement, peuvent recouvrer leurs droits en rentrant dans le Canton avec l'intention d'y fixer leur domicile.

17. Les enfants du citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger conservent l'exercice des droits mentionnés en l'article 15, tant qu'ils sont domiciliés en Valais.

18. La perte des droits civils ou de leur jouissance a également lieu en vertu de condamnations, mais seulement de la manière et dans les cas déterminés par le Code pénal.

19. Le condamné à la peine de mort est privé des droits suivants :

Il perd la possession et la jouissance de tous ses biens, et il ne peut en aucune manière en disposer ;

Il ne peut succéder ;

Il ne peut acquérir ni par donation entre vifs, ni par acte de dernière volonté, si ce n'est pour cause d'aliments ;

Il ne peut disposer ni par donation entre vifs,

ni par acte de dernière volonté, des biens qu'il aurait acquis par la suite;

Il ne peut exercer les droits de la puissance paternelle, ni donner son autorisation ou consentement aux actes qui concernent l'intérêt de sa femme;

Il perd les droits que la loi lui accorde sur les biens de sa femme; la communauté d'acquêts entre époux est dissoute;

Il ne peut être nommé tuteur, ni curateur, ni faire partie d'un conseil de famille;

Il ne peut être témoin;

Il ne peut procéder en justice, ni en demandant ni en défendant, que sous le nom et par le ministère d'un curateur.

20. Les autres peines auxquelles est attachée la perte, en tout ou en partie, des droits mentionnés en l'article précédent, sont déterminées par les lois.

21. Les condamnations n'emportent la perte de ces droits que dès le moment où le jugement est passé en force de chose jugée.

22. Dans le cas d'exécution de la peine de mort, la succession du condamné est dévolue aux héritiers appelés par la loi à lui succéder *ab intestat*, au moment de l'exécution, et les dispositions de der-

nière volonté qu'il aura faites antérieurement de meurent sans effet.

23. Si la condamnation à la peine de mort ne peut être exécutée, les biens que le condamné possédait à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, seront administrés et ses droits seront exercés de la même manière que ceux des absents. Il en sera de même dans tous les cas de condamnation à d'autres peines emportant privation des droits mentionnés en l'article 19.

24. Les héritiers légitimes du condamné, à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, pourront, dans les cas prévus par l'article précédent, se faire envoyer immédiatement en possession provisoire de ses biens, dont les fruits leur appartiendront.

Cependant ceux qui, par la suite, seraient habiles à exclure les héritiers envoyés en possession, ou à concourir avec eux, pourront obtenir l'envoi en possession provisoire, après avoir justifié, en contradictoire de ces derniers, que le condamné était vivant à l'époque où leur droit a été acquis, sans qu'ils puissent néanmoins prétendre à la restitution des fruits perçus par les précédents administrateurs.

Ces administrateurs seront d'ailleurs soumis à toutes les charges et obligations imposées par la loi

à ceux qui auront obtenu l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent.

25. L'époux du condamné pourra, à la même époque, exercer ses droits légaux et conventionnels.

26. La succession des condamnés dont il s'agit en l'article 23, ne s'ouvrira qu'au moment de leur décès, soit relativement aux biens qui leur appartenaient à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, soit par rapport à ceux qu'ils posséderaient au moment du décès.

Titre II.

Des actes de l'état civil et de leur rectification.⁽¹⁾

27. L'état civil des personnes est constaté par des actes de naissance, de mariage et de décès, inscrits sur des registres spécialement destinés à cet effet.

Des dispositions particulières régleront tout ce qui y est relatif.

28. Les extraits de ces registres font foi comme les actes publics.

(1) L. f. du 24 Décembre 1874 — An. 8.

Décret du 2 Décembre 1875 art. 21 — An. 305.

29. Dans le cas où il n'y aurait pas de registres, ou qu'un acte y aura été omis, ou ne s'y trouvera plus inscrit, les naissances, mariages et décès pourront être prouvés, soit par titres, soit par témoins ou par des écrits émanés des père et mère décédés.

30. Tout dépositaire des registres de l'état civil est civilement responsable des altérations qui y surviennent, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs de ces altérations.

31. Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, donnent lieu aux dommages-intérêts des parties, sans préjudice de l'action au criminel.

32. Il ne peut être apporté aucun changement aux inscriptions une fois faites des actes de l'état civil, sans l'intervention des parties intéressées.

33. La rectification ne peut dans aucun temps être opposée aux parties intéressées qui n'y ont pas été appelées.

Titre III.

Du domicile.⁽¹⁾

34. Le domicile civil de tout Valaisan est au lieu où il a son principal établissement.

35. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

36. La preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse, faite au président de la commune que l'on quitte, et à celui du lieu où l'on a transféré son domicile.

37. A défaut de déclaration, le nouveau domicile est censé établi par le fait du séjour et le transport du principal établissement, depuis une année révolue.

38. La femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.

Si la femme est légalement séparée de corps et de biens, son nouveau domicile est au lieu de son principal établissement.

⁽¹⁾ Const. féd. art. 45, 46, 47 — An. 4.

L. f. du 25 Juin 1891 — An. 278.

Décret du 28 Mai 1892 — An. 316.

39. Le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère; il conserve ce domicile même après leur décès.

Le majeur interdit conserve le domicile qu'il avait avant son interdiction.

40. Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, ont le même domicile que la personne qu'ils servent, ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison.

41. Le citoyen appelé à des fonctions publiques ou révocables, conserve le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas fait de déclaration contraire.

42. Le lieu où la succession s'ouvre est déterminé par le domicile du défunt.

43. Lorsqu'un acte contient, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

44. Le mineur ne peut changer son domicile sans le consentement de son tuteur et l'autorisation de la chambre pupillaire.

45. L'absent qui n'a pas établi son domicile en pays étranger, conserve le domicile qu'il avait avant son départ.

Titre IV.

Des absents.

Chapitre premier.

De la présomption d'absence.

46. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne qui a cessé de paraître dans le Canton, dont on n'a pas de nouvelles et qui n'a pas constitué de procureur, il lui sera nommé un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou même d'office.

47. Ce curateur est, quant à l'administration qui lui est confiée et aux comptes de sa gestion, soumis aux mêmes obligations qu'un tuteur.

48. Les enfants mineurs et les femmes des présumés absents seront pourvus de tuteur ou de conseil judiciaire.

Chapitre II.

De la déclaration d'absence.

49. Lorsqu'une personne aura cessé de paraître dans le pays, et que depuis dix ans, qu'elle ait constitué un procureur ou non, on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le juge de première instance du dernier domicile dans le Canton, de la personne présumée absente, afin que l'absence soit déclarée.

50. Pour constater l'absence, le juge de première instance, sur une requête écrite, ordonnera qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le ministère public.

51. L'ordonnance d'enquête sera publiée aux criées ordinaires du dernier domicile et insérée au bulletin.

52. Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après l'insertion de l'ordonnance d'enquête dans le bulletin.

En statuant, le juge aura égard aux motifs de l'absence et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

53. Le jugement de déclaration d'absence ne

sera exécutoire qu'après avoir été publié aux criées du dernier domicile, et inséré au bulletin.

Chapitre III.

Des effets de l'absence.

Section I.

Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles.

54. Lorsque le jugement de déclaration d'absence sera exécutoire, les héritiers présomptifs au jour des dernières nouvelles ou, si l'on n'en a pas reçu, au jour de la disparition de l'absent, pourront se faire envoyer en possession provisoire de ses biens.

Le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la réquisition des parties qui croiraient y avoir intérêt, ou à la demande du ministère public, et déposé, s'il est olographe, entre les mains d'un notaire, conformément à l'article 622.

Les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui auraient sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront aussi les exercer provisoirement.

55. Ceux qui, en vertu de l'article précédent, auront obtenu la mise en possession des biens de l'absent, ne pourront obtenir l'administration de ces biens qu'après avoir fourni une garantie suffisante.

56. A l'époque de la mise en possession provisoire, l'époux présent exercera ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner une garantie suffisante pour les choses susceptibles de restitution.

La communauté d'acquêts, si elle existe, cessera dès cette époque.

57. La possession provisoire n'est qu'un dépôt, qui donne à ceux qui l'obtiennent l'administration des biens de l'absent, s'ils ont fourni les garanties requises, et qui les rend comptables envers lui ou les ayants-droit, en cas qu'il reparaisse, ou qu'on ait de ses nouvelles.

58. Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire devront faire dresser l'inventaire des titres de l'absent, ainsi que l'inventaire estimatif de ses biens meubles et un état de ses immeubles, en présence du rapporteur ou d'une personne choisie par lui dans la commune où ces opérations doivent avoir lieu. Cet état et cet inventaire seront transcrits dans les actes de la chambre pupillaire.

Tous les frais faits à cet égard seront pris sur les biens de l'absent.

La chambre pupillaire ordonnera, s'il y a lieu, de vendre tout ou partie du mobilier. Dans le cas de vente, il sera fait emploi du prix, ainsi que des revenus échus.

59. Les ascendants et les descendants qui, par suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens, ne seront point tenus de rendre les revenus en cas de retour de l'absent.

Les autres personnes qui, par suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens de l'absent, ne seront tenues de lui rendre compte que de la moitié des revenus nets, s'il reparaît avant trente ans révolus, depuis le jour de sa disparition, ou celui de ses dernières nouvelles.

S'il ne reparaît qu'après le terme de trente ans, la totalité des revenus leur appartiendra.

60. Tous ceux qui ne jouissent qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne peuvent aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, à moins qu'il n'y ait nécessité ou utilité évidente pour celui-ci. Dans ce cas, l'autorisation de la chambre pupillaire est nécessaire, et la vente se fait d'après le mode fixé pour les biens des mineurs.

61. Si, avant l'envoi définitif, il se présente quel-

qu'un qui établisse qu'à l'époque de la disparition ou des dernières nouvelles, il avait un droit préférable ou égal à celui de la personne qui a obtenu l'envoi provisoire, il pourra exclure celle-ci de la possession ou s'y faire associer; mais il n'aura aucun droit aux fruits qui, en vertu de l'article 59, auront été acquis avant la demande judiciaire.

62. Si l'absence, depuis l'envoi provisoire, a continué pendant trente ans, ou s'il s'est écoulé quatre-vingt-dix ans révolus depuis la naissance de l'absent, les cautions et les autres sûretés seront dégagées; la succession sera ouverte du jour de la disparition ou des dernières nouvelles; les ayants-droit pourront demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'envoi en possession définitif.

L'envoi définitif sera, ainsi que l'envoi provisoire, prononcé contradictoirement avec le ministère public.

Le jugement ne sera exécutoire qu'après avoir été rendu public par l'insertion au bulletin et une publication aux criées du dernier domicile de l'absent.

63. Si le décès de l'absent est prouvé, la succession sera ouverte, du jour de ce décès, en faveur de ceux qui, à cette époque, étaient habiles à succéder; et ceux qui auraient joui des biens de l'absent seront tenus de les restituer, sous la réserve des fruits par eux acquis en vertu de l'article 59.

64. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée pendant l'envoi provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront; sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires, prescrites au chapitre 1^{er} du présent titre, pour l'administration de ses biens.

65. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée, même après l'envoi définitif, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, et le prix de ceux qui auront été aliénés. Si ce prix a été employé à l'acquisition d'autres biens, il pourra réclamer les biens provenant de l'emploi.

66. Les descendants de l'absent pourront également, dans les trente ans à compter de l'envoi définitif, demander la restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent.

67. Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens et qui en auraient l'administration. Mais si l'administration ne leur est pas confiée, les poursuites seront dirigées contre le curateur qui administre les biens de l'absent.

68. Si les héritiers présomptifs, les légataires, donataires ou autres, qui ont sur les biens de l'ab-

sent des droits subordonnés à la condition de son décès, ne veulent ou ne peuvent fournir les garanties prescrites, il sera nommé un curateur pour l'administration de ces biens.

69. Le curateur rendra compte des revenus à ceux à qui ils appartiennent en vertu de l'article 59.

Il sera fait emploi de la part des revenus réservée à l'absent; et les revenus qui en proviendront appartiendront en entier à ceux qui auront obtenu la mise en possession provisoire.

70. La curatelle sera renouvelée comme la tutelle.

61. La curatelle cessera lors de l'envoi en possession définitif.

72. Un salaire sera alloué au curateur, et il se prélèvera sur la part des revenus qui revient à ceux qui ont obtenu la mise en possession provisoire.

Section II.

Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.

73. Quiconque réclame un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que cet individu existait quand le droit a été ouvert; jusqu'à cette preuve il n'est pas recevable dans sa demande.

74. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut. Les descendants de cet individu seront toutefois admis à le représenter comme s'il était décédé, dans les cas et suivant les règles de la représentation en matière de succession.

Dans ces cas, ceux à qui la succession est dévolue, sont tenus à fournir des garanties suffisantes pour en assurer la restitution, cas échéant, et de faire procéder à l'inventaire conformément à l'article 58.

75. Les dispositions des deux articles précédents ont lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compéteront à l'absent, s'il reparaît, ou qu'on ait de ses nouvelles, ou à ses représentants ou ayants-cause, et ne s'éteignent que par le laps de temps établi pour la prescription.

76. Tant que l'absent ne se représente pas, ou que les actions ne sont point exercées de son chef, ceux qui ont recueilli la succession gagnent les fruits par eux perçus de bonne foi.

Titre V.

Des fiançailles et du mariage.⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

Des fiançailles.

77. Les fiançailles ne produiront une action civile, qu'autant qu'elles seront faites par acte public, ou par acte sous seing privé.

Si les contractants sont soumis à la puissance paternelle, ils devront en outre obtenir l'autorisation de leur père, ou, si celui-ci est empêché ou décédé, celle de la mère.

Les autres mineurs devront obtenir l'autorisation de leur tuteur ou curateur.

Le consentement requis dans les cas ci-dessus énoncés devra être donné par acte authentique ou sous seing privé.

78. Lorsque les fiançailles auront été valablement contractées, si l'un des contractants refuse d'accomplir sa promesse, l'autre ne pourra réclamer que les

(1) L. f. du 24 Décembre 1874 — An. 8.

D. c. du 2 Décembre 1875 art. 16 et s. — An. 303.

C. O. 76.

dommages qu'il aura réellement soufferts; on n'aura égard ni aux dommages éventuels, ni aux clauses pénales qui auraient été stipulées.

Chapitre II.

Des qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils.

79. Les qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils seront réglées par une loi particulière.

Chapitre III.

Des obligations qui naissent du mariage.

80. Les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

81. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

82. Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et aux autres ascendants qui sont dans le besoin.

83. Le gendre et la bru doivent également, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leur beau-père et belle-mère, mais cette obligation cesse :

1. Lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces ;

2. Lorsque celui des deux époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés.

84. Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

85. Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit.

86. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

87. Celui qui doit fournir les aliments a le choix, ou de satisfaire à cette obligation moyennant une pension alimentaire, ou de recevoir et entretenir, dans sa demeure, la personne qui a droit aux aliments.

Le juge pourra cependant, suivant les circons-

tances, déterminer le mode de prestation des aliments.

Chapitre IV.

Des droits et des devoirs respectifs des époux.

88. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

89. Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

90. La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il jugera à propos de résider; le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

91. La femme ne peut intenter une action ou y défendre sans l'autorisation de son mari.

92. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police.

93. La femme majeure ne peut passer aucun contrat, ni autrement s'obliger, sans l'autorisation de son mari.⁽¹⁾

(1) Cap. civ. art. 1. 7 — An. 276.

L. f. du 25 Juin 1891, art. 7 — An. 280.

Si la femme est mineure, il faut de plus l'autorisation de la chambre pupillaire.

94. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester un jugement, ou à passer un acte, la chambre pupillaire peut donner l'autorisation, après avoir entendu ou appelé le mari.

95. Si les intérêts du mari se trouvent en opposition avec ceux de sa femme, ou si le mari est intéressé, la femme pourra être autorisée par la chambre pupillaire, qui pourra, en ce cas, donner l'autorisation sans que le mari ait été entendu ou appelé.

96. Si le mari est empêché d'autoriser sa femme par l'effet de sa minorité, par son interdiction, ou parce qu'il est placé sous conseil judiciaire, par son absence, ou une condamnation, même par contumace, à une peine de plus d'une année de prison ou à toute autre peine plus grave, la femme ne pourra agir qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.⁽¹⁾

Il en sera de même de la femme séparée de biens.

97. Les actes de pure administration des biens de la femme sont exercés par les représentants du

(1) Cfr. C. civ. 344.

mari mineur ou interdit, sauf ce qui est dit au second membre de l'article 336.⁽¹⁾

98. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger et ester en jugement pour ce qui concerne son négoce.

Elle n'est réputée marchande publique que lorsqu'elle fait un commerce séparé, et non lorsqu'elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari.⁽²⁾

99. Toute autorisation donnée en général, et même stipulée par contrat de mariage, est sans effet.

Un mandat spécial du mari absent équivaut à son autorisation.

100. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers.

101. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

(1) Cfr. Cap. civ., art. 1 — An. 274.

(2) C. O., art. 35.

Chapitre V.

Des secondes noces.

102. La femme qui contracte un second mariage avant dix mois révolus depuis le décès de son mari, perd tous les avantages qu'elle avait obtenus de son premier mari, tant en vertu des conventions matrimoniales, que par disposition de dernière volonté.

Elle sera de plus privée des droits que la loi accorde à l'époux survivant sur les biens de l'époux prédécédé.

Les conventions matrimoniales du second mariage sont, en outre, nulles, tant pour l'un que pour l'autre des époux.⁽¹⁾

103. Celui qui, ayant des enfants d'un mariage, en contracte un nouveau, perd, au profit des enfants qu'il a eus avec l'époux donateur prédécédé, la nue propriété de tout ce qu'il a reçu de la libéralité de ce dernier; il n'en recouvre pas la propriété même en cas de prédécès des dits enfants.

104. La disposition de l'article précédent n'est pas applicable au cas où l'époux prédécédé aura expressément déclaré dans les conventions matri-

(1) L. f. du 24 Décembre 1874, art. 28 — An. 19.

moniales, ou par acte de dernière volonté, que le survivant conservera la propriété des biens ci-dessus désignés, lors même qu'il contracterait un nouveau mariage.

105. L'époux qui, ayant des enfants d'un autre lit, aura contracté un second mariage, ne pourra donner à son nouvel époux, soit par acte entre-vifs, soit par acte de dernière volonté, une part plus forte que celle de l'enfant du premier lit le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens.

Chapitre VI.

Des effets civils de la séparation de corps.⁽¹⁾

106. Si la séparation de corps a été prononcée pour cause de peine infamante, de changement de religion, d'adultère, de sévices ou d'excès, ou pour cause d'attentat à la vie de l'un des époux, celui contre lequel la séparation aura été admise, perdra, par le fait du jugement de séparation, tous les avantages que la loi assure au conjoint survivant sur les biens de l'époux prédécédé, et ceux que

(1) D. c. du 2 Décembre 1875, art. 23 et s. — An. 305.

l'autre époux avait faits par le contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

L'époux contre lequel la séparation est obtenue, pourra de plus être condamné envers l'autre à une pension alimentaire, qui sera réglée d'après les besoins de l'époux innocent et les facultés de l'époux coupable.

107. Les dits avantages ne seront rétablis qu'autant que les époux se réuniraient, habiteraient de nouveau ensemble, et que celui en faveur duquel la déchéance est encourue, renoncerait par écrit à ses droits acquis.

Cette renonciation n'exige pas d'autre consentement que celui des époux.

Néanmoins elle ne pourra avoir lieu au préjudice des droits acquis par des tiers.

108. Dans tous les cas de séparation, les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu la séparation, à moins que le juge n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux soient confiés aux soins de l'autre époux soit d'une tierce personne.⁽¹⁾

109. Quelle que soit la personne à laquelle les enfants sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et

(1) D. c. du 2 Décembre 1875, art. 25 et s. — An. 306.

l'éducation de leurs enfants, et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

S'il ne reste rien à l'un des époux, l'autre doit supporter entièrement les frais d'entretien et d'éducation des enfants communs.

110. La séparation de corps ne privera les enfants nés du mariage d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leur père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de séparation.

111. La séparation de corps emporte toujours séparation de biens.

Titre VI.

De la paternité et de la filiation.⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

De la filiation des enfants légitimes ou nés dans le mariage.

112. L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

(1) L. f. du 25 Juin 1891, art. 8 — An. 281.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

113. Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant.

Il ne pourra le désavouer, même pour cause d'adultère, que dans le cas où la naissance lui aurait été cachée, et dans celui où il aurait été légalement séparé de sa femme à l'époque de la conception; auxquels cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père. La seule déclaration de la mère ne suffit pas pour établir cette preuve.

114. L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivants :

1. S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage;
2. S'il a assisté à l'acte de naissance;
3. Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

115. L'enfant d'une veuve remariée dans les dix premiers mois de son deuil, né après cent quatre-vingts jours depuis le second mariage, est présumé, dans le doute, appartenir au second mari.⁽¹⁾

116. Dans tous les cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire judiciairement, dans les deux mois dès la naissance de l'enfant, s'il se trouve sur les lieux de la naissance ;

Dans les trois mois après son retour, si, à l'époque de la naissance, il est absent ;

Dans les trois mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

117. Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant aura été en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

118. L'action sera dirigée contre un tuteur spécial donné à l'enfant, la mère à ce appelée.

119. La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

(1) Cfr. L. f. du 24 Décembre 1874, art. 28 — An. 19.

Chapitre II.

Des preuves de la filiation des enfants légitimes.

120. La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance.

121. A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

122. La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ;

Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

123. S'il existe des enfants issus de deux individus qui aient vécu publiquement comme mari et

femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfants ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de preuve de la célébration du mariage, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

124. Les enfants nés d'un mariage nul sont considérés comme légitimes, si les deux époux, ou l'un d'eux, l'ont contracté de bonne foi.⁽¹⁾

125. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son acte de naissance et la possession conforme à ce titre.

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

126. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, sont assez graves pour déterminer l'admission.

(1) Cfr. L. f. du 24 Décembre 1874, art. 55 — An. 28.

D. c. du 2 Décembre 1875, art. 22 — An. 305.

127. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

128. La preuve contraire pourra se faire par témoins et par tous autres moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

129. L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

130. L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

131. Cette action ne peut être intentée par les héritiers ou descendants de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les trois ans après sa majorité.

132. Les héritiers ou descendants peuvent suivre cette action, lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

Chapitre III.

Des enfants naturels.

Section I.

De la légitimation des enfants naturels.

133. Les enfants naturels, autres que ceux mentionnés à l'article suivant, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, même lorsqu'il y a eu un mariage intermédiaire entre la naissance de l'enfant et le mariage qui opère la légitimation.

134. Sont exclus du bénéfice de la légitimation:⁽¹⁾

1. Les enfants dont les père et mère, à l'époque de la conception, étaient tous les deux, ou l'un d'eux seulement, engagés dans les liens du mariage avec une autre personne;
2. Les enfants nés de personnes qui ne pouvaient contracter mariage pour cause de parenté ou d'affinité en ligne directe à l'infini, ou pour cause de parenté en ligne collatérale jusqu'au second degré suivant la supputation civile;
3. Les enfants dont le père et la mère, ou seule-

(1) L. f. du 24 Décembre 1874, art. 25 et 41 — An. 18 et 24.

D. c. du 2 Décembre 1875, art. 22 — Au. 305.

ment l'un d'eux, étaient, à l'époque de la conception, engagés dans les ordres sacrés ou liés par des vœux solennels de profession religieuse.

135. La légitimation par mariage subséquent n'aura lieu qu'en faveur des enfants légalement reconnus par leurs père et mère, avant le mariage ou lors de sa célébration, ou qui auraient été adjugés avant cette époque.⁽¹⁾

136. Cette légitimation peut avoir lieu même à l'égard des enfants naturels décédés, et elle profite à leurs descendants.

137. Les enfants ainsi légitimés ont, dès le jour du mariage, les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

Section II.

De la reconnaissance et de l'adjudication des enfants naturels.

138. La reconnaissance d'un enfant naturel se fera dans son acte de naissance, ou par un acte authentique antérieur ou postérieur à sa naissance.

Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu en faveur des enfants désignés dans l'article 134.

⁽¹⁾ Cfr. L. f. du 24 Décembre 1874, art. 41 — An. 24.

139. La reconnaissance d'un enfant naturel n'aura d'effet qu'à l'égard de celui qui l'aura reconnu.

140. La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage, ne pourra nuire ni à son époux, ni aux enfants nés de ce mariage; néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants.

141. Toute reconnaissance de la part du père, ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra être contestée par tous ceux qui y auront intérêt.

142. La paternité de l'enfant naturel qui n'a pas été reconnu par le père, ne peut être recherchée et l'enfant adjugé que dans les cas suivants:

1. Lorsqu'il serait prouvé que l'individu désigné comme père de l'enfant a donné à celui-ci une suite de soins d'où l'on puisse inférer la paternité;
2. Lorsqu'on représente un écrit émané de l'individu désigné comme père de l'enfant, par lequel cet individu déclare sa paternité;
3. Dans le cas d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapporte à celle de la conception;

4. Lorsque la mère établit que dans le temps qui a couru depuis le trois-centième au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant, le prétendu père a cohabité avec elle.

143. L'aven circonstancié, même extrajudiciaire, suffit pour établir la preuve de la cohabitation.

144. L'action en paternité sera rejetée :

1. Si le défendeur prouve que dans le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant, la mère a cohabité charnellement avec un autre homme ;
2. Si l'action est intentée contre un décédé.

145. L'action en paternité de la part de la mère doit être intentée dans les cinq ans depuis la naissance de l'enfant, dans le cas prévu au N° 1 de l'article 142, et dans les trois mois dès la même époque, dans les autres cas mentionnés au dit article.

Cette action peut être formée sans que la mère ait, à cet effet, besoin d'autorisation.

146. L'action en paternité d'une étrangère au Canton contre un Valaisan ne sera admise qu'autant que l'étrangère prouvera que, d'après la loi de son pays, cette action serait aussi admise, en pareille

circonstance, en faveur d'une Valaisanne contre un citoyen du dit pays.⁽¹⁾

Toutefois l'étrangère ne pourra pas se prévaloir du droit de réciprocité pour intenter cette action contre un Valaisan, dans des cas autres que ceux admis par le présent Code.

147. L'action en paternité et toute cause qui s'y rattache, seront portées devant le tribunal au correctionnel du district où le défendeur a son domicile, ou devant celui du domicile de la mère, au choix de celle-ci.

148. La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère, sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée. Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il y aura déjà un commencement de preuve par écrit, ou quand les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, seront assez graves pour déterminer l'admission.

(1) Const. féd., art. 60 — An. 7.

Section III.

*De l'état civil, de l'entretien et de l'éducation
des enfants naturels.*⁽¹⁾

149. L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

Les droits des enfants naturels sont réglés aux titres *des successions testamentaires* et *des successions ab intestat*.

150. Tout enfant naturel est à la charge de la mère, si la paternité n'en a été constatée par reconnaissance ou adjudication.

151. L'enfant naturel dont la paternité est constatée, porte le nom de son père et devient bourgeois de la commune paternelle.⁽²⁾

Il est à la charge de la mère pendant les deux premières années : en cas d'insuffisance de la part de la mère, le père y pourvoit ; il doit de plus une indemnité de trente-cinq francs pour les frais de couche.

152. Après la seconde année, le père est tenu de fournir à l'entretien de l'enfant et de lui procurer

(1) L. f. du 25 Juin 1894, art. 8 — An. 281.

(2) L. c. du 3 Juin 1870, art. 9, 10 — An. 294.

L. du 24 Mai 1873 — An. 301.

une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins.

Si le père est hors d'état de supporter cette charge en tout ou en partie, il y sera pourvu par la mère.

153. Si le père, quoique appartenant au canton, n'est ressortissant d'aucune commune, l'enfant appartient à la commune de la mère, tant que le père n'aura pas acquis de droit à une commune.

154. L'enfant naturel, dont le père n'est pas connu, porte le nom de sa mère et devient bourgeois de la commune de celle-ci.

La mère est tenue de fournir à son entretien et de lui donner une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins.

155. Si le père possède plusieurs droits de commune, l'enfant naturel acquiert le droit de bourgeoisie dans toutes ces communes.

Cette disposition s'applique également au cas où un enfant naturel, n'ayant pas de père connu, la mère se trouverait posséder plus d'un droit de communauté.

Titre VII.

De la puissance paternelle.⁽¹⁾

156. L'enfant doit, à tout âge, honneur et respect à ses père et mère.

157. Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

158. Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

159. L'enfant mineur, non émancipé, ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

160. Le père qui a des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant mineur, non émancipé, peut porter ses plaintes à la chambre pupillaire, sur le préavis de laquelle le tribunal civil du district peut autoriser la détention de l'enfant pendant deux mois au plus.

La chambre pupillaire et le tribunal entendent l'enfant avant de proposer et de décréter la détention. Si, étant appelé, l'enfant fait défaut, il sera amené devant eux.

(1) L. f. du 25 Juin 1891, art. 9 — An. 281.

Il n'y aura aucune formalité judiciaire, ni écriture, si ce n'est la proposition et l'autorisation de la détention.

La décision du tribunal est définitive.

161. Le père est tenu de payer tous les frais auxquels la demande en détention a donné lieu et de fournir à l'enfant des aliments convenables.

162. La mère survivante et non remariée peut aussi demander la détention de son enfant.

163. Les dispositions des articles précédents sont communes aux pères et mères des enfants naturels reconnus ou adjugés.

164. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra de nouveau être ordonnée de la manière prescrite à l'article 160.

165. Le père ou la mère qui a requis la détention, ou le tribunal qui l'a autorisée, peuvent toujours la faire cesser.

166. Le père, durant le mariage, et après le décès de l'un des époux, le survivant des père et mère aura la jouissance des biens des enfants nés du mariage, jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Les mêmes droits appartiennent à la mère dans le cas où l'absence du mari aurait été déclarée.

Lorsque l'enfant sera demeuré dans la maison de ses père ou mère, après sa majorité ou son émancipation, cette jouissance sera présumée avoir continué, s'il n'y a convention contraire.

167. Les charges de cette jouissance sont :

1. Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;
2. Le paiement des annuités ou des intérêts des capitaux, qui courent du jour où l'usufruit a été ouvert;
3. La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, selon leur fortune et condition;
4. Les frais funéraires et ceux de maladie.

Cependant les père et mère ne sont pas tenus de fournir caution, sauf ce qui est dit à l'article 176.

168. Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel la séparation de corps et de biens aura été prononcée pour les causes énoncées à l'article 106, à moins que les enfants ne soient confiés à ses soins en vertu de l'article 108.⁽¹⁾

(1) D. c. du 2 Décembre 1875, art. 25 — An. 306.

169. Cette jouissance cesse à l'égard de la mère qui convole en secondes noces.

170. La jouissance du père et de la mère ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourraient acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas: mais cette condition est sans effet quant aux biens qui doivent former leur légitime.

171. Les revenus des biens soustraits à la jouissance du père ou de la mère, supporteront proportionnellement les charges dont il est fait mention à l'article 167.

172. Le père est de plus administrateur des biens de ses enfants mineurs.

Il est comptable quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

173. Le père majeur, ayant la libre disposition de ses biens, représente ses enfants mineurs non émancipés dans tous les actes civils. Il ne peut cependant aliéner, obliger ni hypothéquer les biens dont il a l'usufruit ou l'administration, si ce n'est

en cas de nécessité ou d'utilité reconnue et avec l'approbation de la chambre pupillaire.

Si le père n'a pas la libre disposition de ses biens, il sera pourvu par la chambre pupillaire à la nomination d'un tuteur.

174. Si les intérêts de l'enfant mineur sont en opposition avec ceux de son père, il est donné à l'enfant un curateur spécial.

175. Le père doit faire inventaire des biens de ses enfants, tant de ceux dont il a l'usufruit, que de ceux dont il n'a que l'administration.

La chambre pupillaire veille à l'accomplissement de cette obligation.

Un double de l'inventaire doit être déposé aux archives de la chambre pupillaire.

La même obligation incombe à la mère qui a la jouissance des biens de ses enfants.

176. Si le père n'offre pas de garantie et met en péril les biens de ses enfants, il est tenu de les assurer convenablement par cautionnement ou d'une autre manière.

S'il ne peut fournir des sûretés suffisantes, il sera nommé un tuteur aux enfants, sans préjudice du droit que le père peut avoir sur les revenus.

Si le père réclame, le cas est porté devant le juge de première instance qui prononce sauf appel.

177. Le père n'est tenu de rendre compte de son administration qu'à ses enfants devenus majeurs ou émancipés, ou à leurs ayants-droit, sauf dans le cas où il contracterait un nouveau mariage.⁽¹⁾

178. Indépendamment des cas prévus à l'article 157, la puissance paternelle finit par la mort; par l'effet des condamnations judiciaires auxquelles est attachée la perte de ce droit; et par l'absence déclarée de celui qui l'exerce, mais seulement pendant la durée de cette absence.

179. Le père et la mère pourront aussi être privés de la puissance paternelle, s'ils se sont rendus coupables d'excès ou de sévices graves envers leurs enfants.

180. La capacité ou l'incapacité des fils de famille, par rapport à certains contrats, est réglée par les titres du Code qui y sont relatifs.

(1) L. c. du 19 Novembre 1870, art. 1 -- An. 295.

Titre VIII.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

Chapitre I^{er}.

De la minorité.⁽¹⁾

181. Le mineur est l'individu de l'un ou l'autre sexe, qui n'a point encore vingt-trois ans accomplis.

Chapitre II.

De la tutelle.⁽²⁾

182. L'administration des tutelles a lieu sous l'autorité de chambres pupillaires qui devront prendre l'avis des conseils de famille dans tous les actes importants de la tutelle.

(1) Cap. civ. — An. 274.

(2) L. f. du 25 Juin 1891 — An. 278.

D. c. du 28 Mai 1892 — An. 316.

Section I.*De la chambre pupillaire et des conseils de famille.***§ 1.***De la chambre pupillaire.*

183. Chaque commune a une chambre pupillaire. Elle se compose de trois membres: elle a deux suppléants et un secrétaire.

184. Les membres de la chambre pupillaire et les suppléants sont nommés par le conseil municipal dans ou hors de son sein. Le secrétaire est nommé par la chambre pupillaire: un de ses membres peut en remplir les fonctions.

185. Les chambres pupillaires sont soumises à réélection après chaque renouvellement des conseils municipaux.

Les membres de ce conseil ne pourront se refuser d'en faire partie.

186. Plusieurs communes voisines peuvent se réunir pour n'avoir qu'une seule chambre pupillaire.

187. La chambre pupillaire est spécialement chargée de veiller aux intérêts des personnes auxquelles la loi accorde une protection spéciale, et

d'exercer la plus grande surveillance sur la gestion des tuteurs et des curateurs.

188. Les membres de la chambre pupillaire sont tenus de réparer le dommage causé par leur dol ou par leur faute lourde.

189. La juridiction des chambres pupillaires est déterminée par le domicile des personnes que la loi place sous leur protection spéciale.⁽¹⁾

190. Un membre de la chambre pupillaire est récusable, et il devra se récuser lui-même, lorsqu'il sera parent ou allié au quatrième degré de celui qui a des intérêts opposés à ceux du mineur.

191. Toutes les opérations relatives aux tutelles seront inscrites dans un protocole particulier.

Le secrétaire de la chambre pupillaire tient un registre contenant les noms de tous les tuteurs de la commune, la date de leur nomination, de la reddition de compte, et de la cessation de leurs fonctions.

192. Le rapporteur du district inspecte chaque année le protocole et le registre mentionnés à l'article précédent, et en fait son rapport au Conseil d'Etat.

(1) L. f. du 25 Juin 1891, art. 4 in f. — An. 279.

193. Les chambres pupillaires sont sous la surveillance immédiate du Conseil d'Etat, qui l'exerce par l'intermédiaire des rapporteurs de district ou de délégués spéciaux.

Le Conseil d'Etat prend les arrêtés nécessaires pour pourvoir à l'exécution des obligations imposées aux chambres pupillaires.

§ 2.

Des conseils de famille.

194. Le conseil de famille se compose des parents et alliés du mineur, mâles, majeurs et non interdits, jusqu'au huitième degré inclusivement.

Il est convoqué par la chambre pupillaire au moyen d'une publication faite aux criées ordinaires du domicile du mineur.

195. La chambre pupillaire pourra en outre appeler individuellement au conseil de famille ceux des parents et alliés dont elle jugera la présence plus utile aux intérêts du mineur.

Cet appel aura lieu au moyen d'une invitation faite à personne ou à domicile.

Cette invitation pourra se faire par un simple avis, émanant du président de la chambre pupillaire,

même quant aux parents ou alliés domiciliés hors de la commune du mineur.

196. Hors les cas d'urgence, il y aura au moins trois jours d'intervalle entre le jour de l'invitation mentionnée à l'article précédent et celui indiqué pour la réunion du conseil de famille.

Cet intervalle sera augmenté d'un jour par six lieues de distance, pour les parents ou alliés qui ne sont pas domiciliés dans la commune. On n'aura pas égard aux distances moindres de six lieues.

197. Ceux qui seront appelés au conseil de famille conformément à l'article 194, seront tenus de s'y rendre en personne.

Cependant les parents ou alliés pourront se faire représenter par leur père ou beau-père, fils ou beau-fils, frère ou beau-frère.

Le fondé de pouvoirs ne peut représenter plus d'une personne.

198. Tout individu convoqué à personne ou à domicile, qui, sans excuse légitime, ne se présentera pas au conseil de famille, encourra une amende de cinq francs au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur.

Cette amende sera prononcée sans appel par la chambre pupillaire.

199. Le conseil de famille est présidé par le président de la chambre pupillaire.

200. A défaut de parents, ou si les parents convoqués font défaut, la chambre pupillaire procédera d'office à toutes les opérations dans lesquelles la loi donne quelque attribution aux conseils de famille.

Section II.

De la manière dont la tutelle est déférée.

§ 1.

De la tutelle testamentaire.

201. Le père a le droit de choisir un tuteur à ses enfants mineurs.

A défaut de tuteur choisi par le père, le même droit appartient à la mère survivante, non remariée.

202. Ce tuteur ne pourra être nommé que par acte de dernière volonté.

203. Si le père avait nommé sa femme survivante tutrice de leurs enfants, cette nomination sera soumise à la confirmation de la chambre pupillaire, sauf appel au tribunal du district qui statuera définitivement.

204. Le père ainsi que la chambre pupillaire pourront adjoindre à la mère tutrice un conseil spé-

cial sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

Si les actes, pour lesquels le conseil est nommé, ont été spécifiés, la mère tutrice sera habile à faire les autres sans son avis.

205. La mère ne pourra, sans motifs suffisants, refuser la tutelle, sauf dans le cas prévu à l'article 209.

206. La mère tutrice sera soumise, quant à l'administration des biens de ses enfants, aux règles prescrites aux autres tuteurs.

207. La mère tutrice perdra de plein droit la tutelle, si elle met au monde un enfant illégitime.

208. Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant la célébration du mariage, en avertir la chambre pupillaire, qui décidera, après avoir entendu le conseil de famille, si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cet avis, elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau mari sera solidairement responsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura induement conservée.

209. Lorsque la chambre pupillaire conservera la tutelle à la mère, elle lui donnera nécessairement

pour co-tuteur le second mari qui devra intervenir dans tous les actes de l'administration, et deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

Les significations, auxquelles cette gestion pourra donner lieu, seront faites à tous les deux.

210. Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des individus qui, à défaut de cette élection spéciale, auraient pu en être chargés.

§ 2.

De la tutelle des ascendants.

211. A défaut de tuteur testamentaire, la tutelle appartient de droit aux ascendants tant paternels que maternels. S'ils sont plusieurs, la chambre pupillaire désignera celui d'entre eux qui devra gérer la tutelle.

§ 3.

De la tutelle déferée par la chambre pupillaire.

212. A défaut d'ascendants mâles et de tuteur testamentaire, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées, se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-

après ou valablement excusé, il sera pourvu, par la chambre pupillaire, à la nomination d'un tuteur, après avoir entendu le conseil de famille.

Toute personne pourra dénoncer à la chambre pupillaire le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

213. Dans le choix d'un tuteur, la chambre pupillaire se conformera aux règles établies ci-après.

214. La tutelle sera déferée aux héritiers présomptifs du mineur, en choisissant premièrement le tuteur dans la ligne paternelle, et ensuite dans la ligne maternelle, et ainsi alternativement jusqu'à la majorité du mineur.

215. La disposition de l'article précédent est applicable au mari de l'héritière présomptive, mais seulement dans le cas où celle-ci est vivante, et, si elle est décédée, dans celui où il y a des enfants vivants de ce mariage qui sont héritiers présomptifs du mineur.

216. Si, dans le nombre des héritiers présomptifs, il ne s'en trouvait pas dans le cas de gérer la tutelle, on y appellera le parent ou l'allié le plus proche en degré, en commençant du côté paternel, et en alternant ainsi qu'il est dit à l'article 214.

On continuera de procéder ainsi en appelant successivement tous les parents et alliés habiles jusqu'au huitième degré inclusivement, sauf ce qui est dit à l'article 239.

217. Si dans une ligne il n'y a pas d'héritiers présomptifs à qui la tutelle puisse être déférée, les héritiers de l'autre en seront exclusivement chargés.

218. Lorsque tous les parents et alliés d'une ligne ont fait leur tour de tutelle, ils ne peuvent être rappelés à un nouveau tour pendant que tous ceux de l'autre ligne n'ont pas encore subi la tutelle.

219. Si la chambre pupillaire s'écartait des règles ci-dessus établies, il sera procédé comme il est dit aux articles 241 et suivants.

220. Si le mineur n'a pas de parents ou alliés qui puissent être chargés de la tutelle en vertu des dispositions du présent code, le tuteur sera choisi hors de la parenté.

221. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité de réunir le conseil de famille, la chambre pupillaire pourra nommer un tuteur provisoire, pour procéder aux actes qui ne souffrent pas de retard.

222. La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci se-

ront seulement responsables de la gestion de leur auteur.

Section III.

Du subrogé tuteur.

223. Dans toute tutelle, il y aura un subrogé tuteur. Ses fonctions consistent à agir pour les intérêts du mineur lorsqu'ils se trouvent en opposition avec ceux du tuteur; à provoquer la nomination d'un nouveau tuteur, dans la cas où la tutelle serait vacante ou abandonnée, et à surveiller la gestion.

224. La subrogé tuteur est nommé de la même manière que le tuteur.

225. Lorsque les fonctions de tuteur seront dévolues à une personne de l'une des qualités exprimées aux §§ 1 et 2 de la section précédente, et qu'il n'y aura pas de subrogé tuteur nommé par acte de dernière volonté, ce tuteur devra, avant d'entrer en exercice, provoquer la nomination d'un subrogé tuteur.

S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, la chambre pupillaire pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

226. Le subrogé-tuteur sera, autant que possible, choisi dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartient pas.

227. Les fonctions du subrogé-tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.

228. Les dispositions contenues dans les sections 5 et 6 du présent chapitre, s'appliquent aux subrogés-tuteurs.

Section IV.

De la durée de la tutelle.

229. La durée de la tutelle déferée par la chambre pupillaire est de deux ans. Cependant celui qui en a été chargé est tenu d'administrer jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

230. Le tuteur peut être confirmé dans ses fonctions, mais il n'est tenu de les continuer que dans le cas où il serait le seul parent ou allié habile à desservir la tutelle.

231. Le tuteur testamentaire peut se faire décharger après le laps de deux ans, et l'ascendant à l'âge de soixante-cinq ans révolus.

Section V.

Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer.

232. Sont dispensés de la tutelle pendant la durée de leurs fonctions :

- 1° Le président du Grand-Conseil ;
- 2° Les membres du Conseil d'Etat ;
- 3° Le secrétaire d'Etat.

233. Sont également dispensés de la tutelle les absents du Canton.

234. Les membres du Conseil d'Etat pourront se faire libérer de la tutelle qui leur aurait été déferée avant l'entrée en exercice de leurs fonctions.

Il en sera de même des individus qui seraient dans le cas de s'absenter du Canton.

235. Tout individu âgé de soixante-cinq ans accomplis peut refuser d'être tuteur ; celui qui aura été nommé avant cet âge, devra continuer jusqu'au terme de la tutelle, sauf ce qui est dit à l'article 231.

236. Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée, est dispensé de la tutelle.

Il pourra même s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

237. Trois tutelles sont pour toute personne une juste dispense d'en accepter une quatrième.

238. Celui qui, étant père, est déjà chargé de deux tutelles, ne pourra être tenu d'en accepter une troisième, excepté celle de ses descendants.

239. Les parents ou alliés, autres que l'héritier présomptif, peuvent refuser la tutelle, s'ils sont domiciliés à plus de trois lieues de l'endroit où elle s'exerce.

240. Tout individu, non parent ni allié, qui n'est pas domicilié dans le lieu où s'exerce la tutelle, ne peut être tenu de l'accepter.

241. Si le tuteur nommé est présent lors de la délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur le champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles la chambre pupillaire délibérera.

242. Si le tuteur nommé n'est pas présent lors de la délibération qui lui confère la tutelle, il devra proposer ses excuses à la chambre pupillaire dans la huitaine, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination; lequel délai sera augmenté d'un jour par six lieues de distance entre le lieu où la tutelle a été déférée et le domicile du tuteur: passé ce terme, il sera non recevable.

243. Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant le juge de première instance pour les faire admettre, mais il sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement.

244. Le juge de première instance statuera après avoir entendu le tuteur et la chambre pupillaire, représentée par son président.

Sa décision n'est pas susceptible d'appel.

245. Si le tuteur succombe dans sa réclamation, il sera condamné aux frais de l'instance. Dans le cas contraire, les frais demeureront à la charge du mineur.

246. Toute personne qui refusera d'administrer une tutelle qui lui est définitivement déferée, sera passible des dommages-intérêts envers le mineur et devra de plus être condamné, au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur, à une amende de 30 à 100 francs.

Cette peine sera prononcée par le juge de première instance, sur la poursuite du ministère public.

La chambre pupillaire est en outre autorisée à nommer un curateur, même non parent, pour gérer aux frais et sous la responsabilité du tuteur, pendant le temps que doit durer la tutelle.

Section VI.*De l'incapacité, des exclusions et des destitutions
de la tutelle.*

247. Ne peuvent être tuteurs, ni assister aux conseils de famille :

- 1° Les mineurs, sauf ce qui est dit à l'article suivant ;
- 2° Les interdits ;
- 3° Les personnes placées sous conseil judiciaire, conformément à l'article 325 ;
- 4° Les femmes autres que la mère, et les ascendantes ;
- 5° Tous ceux qui ont, sont exposés à avoir, ou dont les père ou mère ont pareillement, ou sont exposés à avoir avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis. Il en est de même de l'héritier présomptif de celui qui est, ou est exposé d'avoir un procès avec le mineur.

248. Les père et mère, quoique mineurs, peuvent assister au conseil de famille.⁽¹⁾

(1) Cfr. Cap. civ., art. 4 — An, 274.

349. Sont exclus de la tutelle et devront même être destitués s'ils sont en exercice :

- 1° Les gens d'une inconduite notoire ;
- 2° Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

250. La condamnation à la réclusion, et même la condamnation à une peine correctionnelle pour vol ou faux, emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte même destitution dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déferée.

251. Tout individu qui aura été exclu ou destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

252. Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, elle sera prononcée par la chambre pupillaire.

Cette décision sera motivée et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.

253. Si le tuteur adhère à la décision, il en sera fait mention et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonctions.

S'il y a réclamation, le tuteur sera néanmoins suspendu de ses fonctions et remplacé par un tuteur provisoire.

254. Le tuteur qui veut réclamer devra le faire dans la huitaine, en portant la cause devant le juge de première instance, dont la décision est susceptible d'appel.

La cause sera poursuivie en contradictoire du ministère public.

255. Les parents et alliés du mineur pourront intervenir dans la cause, qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.

Section VII.

De l'administration du tuteur.

256. Le tuteur doit, à peine de dommages-intérêts, agir et administrer, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence, sinon du jour qu'elle lui a été notifiée.

Il ne pourra néanmoins se saisir des papiers du mineur avant la confection de l'inventaire.

257. Le tuteur prend soin de la personne du mineur, le représente dans tous les actes civils et en administre les biens.

Le tuteur, avant d'entrer en fonctions, prête serment, entre les mains du président de la chambre pupillaire, de bien et fidèlement gérer la tutelle.

258. Le tuteur ne pourra enlever au père ou à la mère l'éducation des enfants sans cause grave, dont la chambre pupillaire connaîtra, sauf recours au juge de première instance, qui prononcera à charge d'appel.

259. Le tuteur qui aura de graves sujets de mécontentement sur la conduite du mineur, pourra porter ses plaintes à la chambre pupillaire, qui procédera ainsi qu'il est dit à l'article 160, après avoir consulté le conseil de famille.

260. Le mineur doit respect et obéissance à son tuteur; il peut cependant porter ses plaintes à la chambre pupillaire lorsque le tuteur abuse de son autorité ou néglige de remplir ses obligations.

261. Le tuteur administrera les biens du mineur en bon père de famille; il répondra des dommages qui seraient résultés d'une mauvaise administration.

262. Dans les huit jours qui suivront celui où il a eu connaissance de sa nomination, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, conformément au code de procédure.

Un double de cet inventaire sera déposé aux archives de la chambre pupillaire.

L'obligation de faire inventaire se renouvelle

toutes les fois que la fortune du mineur a reçu quelque accroissement par héritage ou autrement.

Si le mineur doit au tuteur, celui-ci devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce, sur l'interpellation que celui qui dresse l'inventaire sera tenu de lui en faire et dont mention sera faite au procès-verbal.

263. L'inventaire sera dressé par le secrétaire de la chambre pupillaire, ou par une autre personne déléguée par elle, en présence du tuteur et du subrogé-tuteur.

264. Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre aux enchères reçues par une personne déléguée par la chambre pupillaire, après une taxe et deux publications qui seront faites deux dimanches consécutifs aux criées ordinaires, tous les meubles autres que ceux que la chambre pupillaire l'aurait autorisé à conserver en nature.

265. La mère tutrice, tant qu'elle a la jouissance légale des biens du mineur, est dispensée de vendre les meubles, si elle préfère de les garder.

Dans ce cas, elle est soumise aux mêmes obligations que les usufruitiers.

266. Si le mineur a seize ans révolus, et s'il demeure dans la commune ou dans le voisinage, il

devra être appelé à l'inventaire et à la vente des meubles et des immeubles.

S'il est présent, il sera entendu dans ses observations; s'il est absent, les causes de son absence seront indiquées.

267. Le tuteur qui succède à un autre, devra recevoir l'inventaire du précédent tuteur et le vérifier.

Si le précédent tuteur, n'ayant pas encore rendu ses comptes, ne pouvait remettre un inventaire complet, il devra fournir à son successeur un état des objets qu'il lui remet, et s'en faire donner décharge.

268. Le tuteur ne doit pas détourner à son profit les deniers du mineur, et s'il le fait, il en devra l'intérêt, au taux légal, du jour de l'emploi, et pourra de plus être tenu au remboursement, à la réquisition de la chambre pupillaire ou du subrogé-tuteur.

269. Le tuteur fera emploi des capitaux, dans les trois mois dès leur rentrée; s'il ne le fait pas dans ce terme, il en devra l'intérêt dès cette époque, sauf le cas d'impossibilité reconnue par la chambre pupillaire, ou à moins que celle-ci n'eût autorisé le tuteur d'en différer l'emploi.

270. Si les revenus du mineur excèdent la dépense, la chambre pupillaire déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer cet excédent. L'emploi devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi, à moins que la chambre pupillaire, pour de justes motifs, ne l'eût autorisé à garder les revenus pendant un terme plus long sans les employer.

271. Si le tuteur n'a pas fait déterminer la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai de six mois, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit. Il devra les intérêts même pendant ce délai, s'il a employé pour son propre compte l'argent du mineur.

272. La chambre pupillaire pourra, si la gestion est difficile et étendue, autoriser le tuteur à s'adjoindre, pour sa gestion, un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérant sous la responsabilité du tuteur.

273. Le salaire des administrateurs particuliers sera convenu entr'eux, le tuteur et le subrogé-tuteur, sous l'approbation de la chambre pupillaire.

274. Le tuteur ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, la chambre pupillaire n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

La chambre pupillaire indiquera, dans tous les cas, au tuteur les immeubles qui devront être vendus de préférence, et prescrira toutes les conditions qu'elle jugera utiles.

275. En cas de vente, elle se fera publiquement, en présence du tuteur, aux enchères qui seront reçues par un membre de la chambre pupillaire, dans la commune où les biens sont situés, à la suite d'une taxe faite par deux experts, et après les publications faites trois dimanches consécutifs aux criées ordinaires de la même commune et dans celle du domicile du mineur.

La chambre pupillaire pourra néanmoins ordonner que les publications et enchères soient faites dans d'autres communes, lorsque les intérêts du mineur le lui conseilleront.

276. Si la taxe de la totalité des biens, dont la vente est autorisée, excède cent cinquante francs,

un double de la publication sera inséré au *Bulletin officiel*, huit jours au moins avant l'enchère.

277. Les formalités exigées par l'article 274 pour l'aliénation des biens du mineur ne s'appliquent pas au cas où un jugement aurait ordonné la licitation, sur la provocation d'un co-propriétaire par indivis.

Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite aux deux articles précédents : les étrangers y seront nécessairement admis.

278. Si les offres à l'enchère n'atteignent pas le prix de la taxe, il y aura une nouvelle enchère, publiée au moins six jours d'avance.

Si le prix de la taxe n'est pas offert à cette seconde enchère, la chambre pupillaire peut autoriser la vente au-dessous de la taxe, sans enchère ultérieure.

279. La chambre pupillaire pourra permettre la vente des meubles, sans enchère et sans taxe, lorsqu'elle le trouvera de l'intérêt du mineur.

280. Les immeubles du mineur seront remis à bail aux enchères publiques, après deux publications faites deux dimanches consécutifs dans la commune du domicile du mineur, ou dans celle où les biens

sont situés, selon que la chambre pupillaire le trouvera plus utile aux intérêts du mineur.

Cependant la dite chambre peut dispenser de cette formalité. ⁽¹⁾

281. Le tuteur ne peut accepter la cession d'aucune créance contre le mineur.

282. Le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Dans les cas douteux, la chambre pupillaire prescrira au tuteur de faire usage du bénéfice d'inventaire.

283. Le tuteur ne peut, sans l'autorisation de la chambre pupillaire :

Acquérir un immeuble à titre onéreux, ni accepter une donation qui imposera quelque obligation au mineur :

Transiger et compromettre.

284. Pour obtenir, à l'égard du mineur, les mêmes effets qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être précédé d'une estimation et approuvé par la chambre pupillaire.

285. Le tuteur ne peut prêter aucun argent

(1) C. civ. 1460.

du mineur sans hypothèque spéciale et caution solidaire.

286. Le débiteur du mineur n'est valablement déchargé du capital qu'il a remboursé au tuteur, que lorsque la quittance aura été approuvée par le subrogé-tuteur.

287. Le tuteur ne pourra pas plaider au nom du mineur, soit en demandant soit en défendant, ni acquiescer à une demande relative aux biens immobiliers de ce dernier, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cependant, s'il y a péril dans le retard, il peut faire de son chef les plus urgentes démarches conservatoires; mais il doit faire connaître ces démarches à la chambre pupillaire et obtenir son autorisation pour procéder ultérieurement.

Si le mineur est condamné, le tuteur ne pourra plaider en appel sans l'autorisation de la chambre pupillaire, à peine d'être responsable des frais de l'appel.

288. Le tuteur peut faire, au nom du mineur, tous les actes de simple administration non prévus en la présente section.

289. L'engagement légal du tuteur n'oblige que les biens du mineur.

290. Les obligations des mineurs, contractées avec les formalités requises, ont le même effet que celles contractées par les majeurs.⁽¹⁾

Section VIII.

Des comptes de la tutelle.

291. Tout tuteur est tenu de rendre compte de sa gestion, après le terme de deux ans, ou à l'expiration de ses fonctions, si elles ont cessé plus tôt.

Sont exceptés les ascendants, qui ne sont tenus de rendre compte qu'à la fin de la tutelle.⁽²⁾

292. Toute dispense de rendre compte est de nul effet, ainsi que toute prohibition d'en exiger.

293. Le compte sera rendu au mineur devenu majeur ou à la chambre pupillaire, en présence du conseil du famille, si l'administration du tuteur a cessé plus tôt.

Tout parent est admis à faire ses observations.

Le mineur sera nécessairement appelé, s'il a seize ans révolus.

294. Si le tuteur appelé à rendre ses comptes fait défaut, il pourra être remplacé, à moins qu'il n'ait été légitimement empêché.

(1) C. civ., art. 1181.

(2) L. c. du 19 Novembre 1870, art. 2 — An. 296.

Sur le second défaut, il sera nécessairement remplacé, et il sera poursuivi à la reddition de compte par le nouveau tuteur.

Il pourra de plus être dénoncé comme dépositaire infidèle.

295. Lorsque le tuteur rendra compte, il devra représenter les quittances et autres pièces justificatives, les créances, l'inventaire des biens du mineur et le compte précédent.

296. Le tuteur n'est pas responsable des meubles que la chambre pupillaire l'aurait autorisé de laisser à la disposition du mineur.

297. Toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile, seront allouées au tuteur.

Les menues dépenses et celles pour lesquelles on n'est pas dans l'usage de prendre des quittances, seront justifiées par les annotations particulières du tuteur, désignant la date de ces dépenses, et soutenues, au besoin, de son serment.

298. Le solde dû par le tuteur ou le mineur sera exigible à volonté, et portera intérêt dès la clôture du compte.

Cependant, ce que le tuteur doit au mineur pour intérêts de créances et prix de locations qu'il n'a

pas recouvrés, ne portera intérêt qu'une année après leur échéance.⁽¹⁾

299. Une indemnité réglée d'après le travail du tuteur, lui sera allouée par la chambre pupillaire.

300. Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

301. Tout traité, relatif aux faits de la tutelle, qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur, sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition de compte et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par une décharge en forme, dix jours au moins avant le traité.

302. Après chaque passation de compte, l'inventaire des biens du mineur sera, si de besoin, rectifié et rendu conforme au compte.

Chapitre III.

De l'émancipation.⁽²⁾

303. Le mineur pourra, à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé par son père.

(1) L. c. du 19 Novembre 1870, art. 3 — An. 296.

(2) Cap. civ., art. 2 — An. 274.

L. f. du 25 Juin 1891, art. 7 — An. 280.

304. A défaut de père, l'émancipation pourra être accordée par la chambre pupillaire, après avoir consulté le conseil de famille.

Dans ce cas, l'émancipation sera constatée par une déclaration délivrée par la chambre pupillaire.

305. Le mineur émancipé reste sous curatelle jusqu'à sa majorité.

306. Le père est curateur de droit du mineur émancipé.

307. Le mineur émancipé pourra donner seul ses biens à ferme ou à loyer pour l'espace de trois ans au plus; il recevra ses revenus, en donnera décharge et fera tous les actes de pure administration, sans être restituable contre ces actes, sauf les cas où le majeur le serait lui-même.

308. Le mineur émancipé ne peut plaider, recevoir un capital et en donner quittance, emprunter, cautionner, hypothéquer, vendre ou aliéner ses immeubles, ni faire aucuns actes autres que ceux de pure administration, sans observer les formalités prescrites pour les mineurs non émancipés.

309. Pourront être émancipés par la chambre pupillaire, les enfants mineurs âgés de dix-huit ans accomplis et qui se trouveront dans l'un des cas suivants :

- 1° Si leur père est interdit, ou placé sous conseil judiciaire ;
- 2° Si le père s'est absenté, et est resté plus d'un an sans donner de ses nouvelles ;
- 3° Si le père est privé de la puissance paternelle ;
- 4° Si le père est condamné à une détention de plus d'un an.

310. Si les causes d'émancipation, prévues par les deux premiers paragraphes de l'article précédent, viennent à cesser, le père reprendra les droits de la puissance paternelle.

311. Le mineur émancipé ne peut entreprendre un commerce ou un art, sans l'autorisation de son curateur.

312. Le mineur qui a obtenu cette autorisation, peut s'obliger seul pour ce qui concerne son négoce ou son art.⁽¹⁾

313. Sont émancipés de plein droit, et acquièrent tous les droits qui appartiennent aux majeurs :

Les docteurs en droit, en médecine ou chirurgie, les avocats et les notaires.

(1) C. O., art. 34.

Titre IX.

De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire.

Chapitre I^{er}.

De la majorité.

314. La majorité est fixée à vingt-trois ans accomplis; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf les restrictions portées par la loi.⁽¹⁾

Chapitre II.

De l'interdiction.⁽²⁾

315. Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécilité, de démence ou de fureur, peut être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

316. Le prodigue peut aussi être interdit.

317. Tout parent ou allié est recevable à provoquer l'interdiction de son parent.

(1) Cap. civ., art. 4 — An. 274.

(2) Cap. civ., art. 5 et s. — An. 275.

L. f. du 25 Juin 1891, art. 10 et s. — An. 281

D. c. du 28 Mai 1892, art. 1 et s. — An. 316.

Il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

En cas de silence des uns et des autres, l'interdiction pourra être provoquée par le conseil municipal.

La chambre pupillaire pourra également y procéder d'office.

318. Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée par aucune des personnes mentionnées à l'article précédent, elle doit l'être par le ministère public.

319. L'interdiction sera prononcée par la chambre pupillaire, sauf recours aux tribunaux.

320. Les faits qui motivent la demande en interdiction seront portés à la connaissance du conseil de famille, qui donnera son avis motivé.

321. L'interdiction ne sera prononcée qu'après avoir entendu ou appelé celui qu'il s'agit d'interdire; à moins que l'interdiction ne soit provoquée pour cause de fureur, de démence ou d'imbécilité, et que les faits qui y donnent lieu ne soient notoires.

322. S'il y a réclamation contre la décision de la chambre pupillaire prononçant l'interdiction, la cause sera portée et poursuivie devant le juge de

première instance, en contradictoire du ministère public et aux frais de l'interdit.

323. La réclamation mentionnée à l'article précédent devra se faire dans les quatorze jours qui suivront la publication de l'interdiction, à défaut de quoi la décision de la chambre pupillaire sera définitive.

324. En cas de recours aux tribunaux, les parties suivront, pour l'instruction de la cause, les formes ordinaires de la procédure.

Néanmoins la cause sera instruite et les délais courront même pendant les fêtes.

Le juge pourra abréger les délais.

325. Dans le cas où les informations prises ne présenteraient pas des motifs suffisants pour donner lieu à une interdiction absolue, la chambre pupillaire, ainsi que les tribunaux, pourront ordonner que l'individu dont il s'agit ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital ni en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèque, acquérir des immeubles à titre onéreux, acheter des meubles à crédit, accepter ni répudier une succession sans l'assistance d'un conseil, qui sera nommé de la même manière que le tuteur.

Les dispositions des articles 348, 350 et 351 sont applicables à ce conseil.

326. La décision des tribunaux, admettant ou rejetant l'interdiction, est susceptible d'appel.

327. Si la décision de la chambre pupillaire, prononçant l'interdiction, était réformée par le juge, l'appel pourra être interjeté par les parents ou alliés du défendeur à l'interdiction et en contradictoire de ce dernier, lors même qu'ils ne seraient pas intervenus dans la cause.

328. Le tribunal d'appel pourra, s'il le juge utile, interroger ou faire interroger par une commission du tribunal, la personne dont l'interdiction est demandée.

329. Si la chambre pupillaire rejette la demande en interdiction, ceux qui l'ont formée pourront la poursuivre devant le juge de première instance, en contradictoire de celui contre lequel elle est provoquée.

330. La décision de la chambre pupillaire portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire, est exécutoire par provision, nonobstant le recours aux tribunaux.

331. Lorsque la décision mentionnée à l'article précédent sera devenue irrévocable, il sera pourvu à la nomination d'un curateur ou d'un conseil judiciaire définitifs.

332. L'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire sera publiée aux criées ordinaires du domicile du défendeur, et insérée au bulletin officiel.⁽¹⁾

Elle aura son effet dès la publication, pour les personnes domiciliées dans la commune, ou, si les criées ordinaires se font à la paroisse, pour les personnes, domiciliées dans la paroisse; et, pour les autres, dès que le bulletin a pu parvenir à leur connaissance.

Le président de la chambre pupillaire est tenu, sous peine de dommages-intérêts, de veiller à ce que l'insertion au bulletin ait lieu dans les quatorze jours qui suivront la publication.

333. Les actes antérieurs à l'interdiction, pour cause de démence ou d'imbécilité, pourront être annulés au profit de l'interdit, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits.

Il en sera de même en cas d'interdiction pour cause de prodigalité, si la partie qui a contracté avait connaissance de cette cause et que la nature du contrat passé avec l'interdit prouve sa mauvaise foi.

334. Les actes sous seing privé passés par l'interdit sous une date antérieure à l'interdiction,

(1) Cap. civ., art. 6 -- An. 275.

ne pourront lui être opposés qu'autant que la certitude de la date sera d'ailleurs établie.

335. Le mari est de droit le curateur de sa femme interdite non séparée, sauf dans le cas où elle serait interdite pour cause de prodigalité.

336. L'interdit est, quant à l'administration de ses biens, assimilé au mineur non émancipé.

Néanmoins la chambre pupillaire, sur l'avis du conseil de famille, pourra confier à l'interdit certains actes de simple administration.

337. Les revenus d'un interdit pour cause de démence ou d'imbécilité doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, la chambre pupillaire pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison où il pourra recevoir les soins et traitements convenables à sa position.

338. L'interdiction et l'établissement du conseil judiciaire cessent avec les causes qui y ont donné lieu : néanmoins l'interdit, ou celui qui doit être assisté d'un conseil judiciaire, ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après la décision de mainlevée.

339. La levée de l'interdiction sera prononcée

par la chambre pupillaire, après avoir entendu ou appelé le conseil de famille.

340. Lorsque la levée de l'interdiction sera demandée par l'interdit, si la chambre pupillaire et le conseil de famille sont d'avis de la maintenir, cet avis fera règle.

En cas de dissidence, la chambre pupillaire décide, sauf recours aux tribunaux, devant lesquels la question sera plaidée en contradictoire du ministère public, si la chambre pupillaire s'est prononcée pour le maintien de l'interdiction, et en contradictoire de l'interdit, dans le cas contraire.

341. La décision de la chambre pupillaire prononçant la main-levée, ne sera exécutoire qu'autant que personne n'aura réclamé dans les quatorze jours qui suivront celui où elle aura été rendue.

La réclamation pourra être faite par ceux qui sont admis à provoquer l'interdiction.

342. La chambre pupillaire tiendra un registre contenant les noms de tous les interdits de son ressort.

343. Les dispositions du présent chapitre, concernant l'interdiction, sont applicables au cas où l'on provoquerait la nomination d'un conseil judiciaire pour les motifs mentionnés aux articles 315 et 316.

Chapitre III.

Du conseil judiciaire des femmes⁽¹⁾

344. Seront pourvues d'un conseil judiciaire :

La fille et la veuve, si elles sont majeures.

La mère tutrice aura un conseil particulier pour ce qui concerne ses biens personnels.

Les pouvoirs de la femme mariée sont réglés au titre du mariage.

345. Le conseil judiciaire est nommé par la chambre pupillaire.

La fille ou la veuve sera entendue ou appelée.

346. Le père est de droit conseil judiciaire de sa fille majeure.

347. La fille ou la veuve majeure ne peut, sans le consentement de son conseil, ester en droit soit en demandant, soit en défendant, recevoir un capital, ni en donner décharge, faire un emprunt, acheter des immeubles, accepter ni répudier une succession, vendre, échanger, aliéner ou hypothéquer ses immeubles.

(1) Cap. civ., art. 1 — An. 274.

C. O., art. 29.

Elle ne peut cautionner sans l'approbation de la chambre pupillaire.

Elle peut, sans le concours de son conseil, faire tous les autres actes non spécifiés dans présent article.

348. Dans les cas prévus au présent chapitre, si le conseil judiciaire refuse son consentement, la fille ou la veuve pourra recourir à la chambre pupillaire, dont l'avis tiendra lieu de consentement.

349. La fille, la femme ou la veuve pourront être rangées dans la classe des interdits, pour les causes mentionnées au chapitre II du présent titre, en observant les formalités qui y sont prescrites.

350. La durée des fonctions du conseil judiciaire est de quatre ans.

Cependant ce conseil est tenu de continuer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Il peut être confirmé, s'il y consent.

351. Sont applicables aux conseils judiciaires les dispositions concernant l'incapacité, les exclusions et destitutions de la tutelle.

Titre X.

De la curatelle.

352. Il sera nommé un curateur :

- 1° Pour représenter une succession vacante ;
- 2° Pour représenter le condamné à la maison de détention, pendant la durée de sa détention ;
- 3° Pour soigner les intérêts de l'enfant dont une veuve se trouverait enceinte au décès de son mari ;
- 4° Et généralement dans tous les cas déterminés par la loi.

353. Dans toute curatelle il y aura un subrogé-curateur. Les dispositions des articles 226, 227 et 228 lui sont applicables.

354. Le curateur et le subrogé-curateur sont nommés par la chambre pupillaire, sauf dans les cas spécialement exceptés par la loi.

355. Sont applicables aux curatelles, quant à la nomination des curateurs par la chambre pupillaire, à la durée de la curatelle, aux causes de dispense,

et à la manière de les proposer et de les discuter, à l'incapacité, aux exclusions et destitutions, à l'administration, à la reddition des comptes, à la tenue des conseils de famille et à la juridiction, les mêmes dispositions qui sont établies pour les tutelles.

356. La curatelle cessera avec les causes qui l'ont rendue nécessaire.



LIVRE SECOND

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ



Titre premier.

De la distinction des biens.

357. Tous les biens sont meubles ou immeubles.

Chapitre I^{er}.

Des immeubles.

358. Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

359. Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

360. Les moulins et autres usines, fixés sur des piliers ou faisant partie d'un bâtiment, sont immeubles par leur nature.

361. Les récoltes pendantes par les racines, et

les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

362. Tous arbres ou arbustes tenant au sol sont aussi immeubles.

363. Les coupes ordinaires des bois taillis, ou des futaies mises en coupes réglées ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

364. Les sources, les réservoirs et les cours d'eau sont considérés comme immeubles.

Il en est de même des conduits servant à faire arriver des eaux dans un bâtiment ou autre fonds; ces conduits sont réputés faire partie de l'immeuble à l'usage duquel les eaux sont destinées.

365. Sont immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés ou appliqués au fonds à perpétuelle demeure.

Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre, ou à chaux, ou à

ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

366. Sont immeubles, par l'objet auquel ils s'appliquent :

L'usufruit des choses immobilières;

Les servitudes ou services fonciers;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

Chapitre II.

Des meubles.

367. Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

368. Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place

que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

369. Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions même hypothécaires, qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, ainsi que les rentes perpétuelles ou viagères.

370. Les barques, bateaux et bacs sont meubles.

371. Les expressions *meubles*, *biens meubles*, celles de *meublier* ou *d'effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble, d'après les règles ci-dessus établies.

372. Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartements, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

373. La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants.

374. La vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant, les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

Chapitre III.

Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

375. Les particuliers ont la libre dispositions des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

L'administration et l'aliénation des biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont soumises à des formes et à des règles particulières.

376. Les routes et chemins publics autres que ceux des communes, le Rhône, le lac Léman, ses rivages et ses ports, et généralement toutes les portions du territoire cantonal qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public.

377. Les biens vacants et sans maître sont dévolus à la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

378. Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat.

379. On peut avoir sur les biens ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement un droit à des services fonciers.

Titre II.

De la propriété.

380. La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

381. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

382. La propriété d'une chose soit mobilière soit immobilière donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

Chapitre I^{er}.

Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.

383. Les fruits naturels ou industriels de la terre et les fruits civils appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

384. Les fruits naturels sont ceux qui sont le

produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des capitaux, les arrérages des rentes viagères et autres.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

385. Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais de travaux, des engrais et semences, faits par des tiers.

386. Le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, et n'est tenu de restituer que ceux perçus dès la demande judiciaire.

387. Celui qui possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignorait les vices, est possesseur de bonne foi.

388. Le possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer non seulement tous les fruits perçus dès son injuste détention, mais encore ceux qu'il n'a pas perçus par sa faute, et qu'un bon père de famille aurait pu percevoir.

389. Le possesseur, même de bonne foi, ne peut

prétendre à aucune indemnité pour les améliorations qui n'existeraient plus lors de l'éviction.

Le possesseur de bonne foi aura droit de rétention sur les biens, pour raison des améliorations réelles et existantes, si elles ont été l'objet d'une demande dans l'instance en revendication, et qu'on ait fourni quelque preuve de leur existence.

Ce droit de rétention n'appartiendra, en aucun cas, au possesseur de mauvaise foi.

S'il y a une différence entre la somme représentant la valeur effective des améliorations et celle qui a été réellement dépensée pour cet objet, le possesseur, même de bonne foi, ne pourra jamais prétendre qu'à la plus faible des deux sommes.

Chapitre II.

Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.

390. Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire suivant les règles ci-après établies.

Section I.

Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.

391. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il juge à propos et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir.

Le tout sauf les exceptions établies au titre: *Des servitudes ou services fonciers*, et les modifications résultant des lois et des règlements.

392. Si les fouilles ou excavations que fait un propriétaire, exposent le fonds voisin à un grave danger, on pourra, sur la demande de ce dernier, ou prohiber ces fouilles, ou déclarer le propriétaire tenu de fournir les sûretés jugées nécessaires pour garantir le voisin de tous les dommages qui pourraient en résulter.

393. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans pré-

judice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription ou autrement, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

394. Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

395. Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de payer une somme égale à celle dont le fonds est augmenté de valeur.

Néanmoins, si les plantations, constructions et

ouvrages ont été faits par un tiers évincé qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression des dits ouvrages, plantations et constructions, mais il aura seulement le droit d'opter comme ci-dessus.

396. En cas cependant qu'une partie du bâtiment en construction empiète sur le sol du voisin, si celui-ci a eu connaissance de la construction sans y former opposition, et que la personne qui a fait bâtir ait été de bonne foi, elle pourra être déclarée propriétaire tant du sol que du bâtiment, en payant au voisin la valeur de l'emplacement occupé, avec l'augmentation du tiers en sus, outre les dommages et intérêts pour le préjudice qu'il peut éprouver.

397. Lorsque les plantations, constructions et autres ouvrages ont été faits par un tiers, avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les revendiquer.

Néanmoins, il pourra agir contre le tiers qui s'en est servi, afin d'en être indemnisé; il pourra même agir contre le propriétaire du sol, mais à l'effet seulement d'obtenir le prix qu'il devrait encore.

398. Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux

fonds riverains d'un lac, du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, sauf les exceptions ci-après, soit qu'il s'agisse du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, à la charge de laisser le marche-pied ou chemin de halage, conformément aux règlements, et de laisser le terrain nécessaire à la construction des digues, dans les lieux où les règlements n'en abandonnent pas le soin aux propriétaires riverains.

399. Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives, en se portant sur l'autre. Le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

400. Les alluvions du lac Léman appartiennent à l'Etat.

401. L'alluvion ne profite pas aux riverains, lorsque les propriétés qui bordent le fleuve ou la rivière sont limitées; elle appartient, dans ce cas, à la commune sur le territoire de laquelle l'alluvion s'est formée.

402. L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la dé-

charge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires.

403. Si le fleuve, une rivière ou un torrent enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un fonds riverain et la porte vers un fonds inférieur ou contre la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais il est tenu de former sa demande dans l'année; après ce délai, il n'y sera plus recevable.

404. Si, par l'effet d'un éboulement, une partie considérable d'un fonds supérieur a été transportée sur le fonds inférieur, le propriétaire de cette portion éboulée peut la reprendre dans l'année, pourvu qu'il forme sa demande dans les six mois qui suivront l'éboulement.

Dans ce cas, le propriétaire devra enlever toutes les matières qui ont été transportées de sa propriété, et payer les dommages résultant de l'enlèvement des matières éboulées.

405. Les îles et attérissements qui se forment dans le Rhône, dans les rivières et dans les torrents, appartiennent aux propriétaires riverains du côté où

l'île s'est formée; si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu du fleuve, de la rivière ou du torrent, sauf que les propriétés voisines soient limitées, dans quel cas les communes riveraines en deviennent propriétaires.

406. Si le Rhône, une rivière ou un torrent, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le fonds d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son fonds.

407. Si le Rhône, une rivière ou un torrent se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés ont droit d'obtenir, sur l'ancien lit abandonné, une portion du sol correspondante à la valeur des fonds occupés.

Si, ces propriétaires étant indemnisés, il reste encore une partie du sol, elle appartiendra aux propriétaires riverains du lit abandonné.

408. Les dispositions de la présente section ne dérogent point au droit de maintenir ou remettre dans leurs limites le fleuve et les rivières.

Section II.

Du droit d'accession, relativement aux choses mobilières.

409. Lorsque plusieurs choses mobilières qui appartiennent à différents maîtres et qui ont été unies de manière à former un tout, peuvent néanmoins être séparées, sans qu'elles éprouvent de détérioration notable, chacun des maîtres conserve la propriété de sa chose, et peut en demander la séparation.

Celui qui, par sa faute ou sa négligence, a été la cause de l'union des deux choses, est passible des dommages et intérêts auxquels il a donné lieu.

410. Lorsque les matières unies ne peuvent être séparées, ou ne peuvent pas l'être sans que l'une d'elles soit notablement détériorée, et si ces matières se trouvent unies, soit par le consentement de tous les intéressés, soit par cas fortuit, le tout formé par le mélange deviendra commun à tous les propriétaires, dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur de la matière appartenant à chacun d'eux.

Si, par contre, les matières ont été unies par un tiers ou par le fait d'une partie seulement des propriétaires, ceux qui n'auront pas consenti au mé-

lange, auront le choix, ou de prendre une part à la chose à raison de la quantité et de la qualité de leur matière, ou de l'abandonner au moyen d'une juste indemnité.

411. Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le choix, ou de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre, ou d'abandonner sa matière au moyen d'une juste indemnité.

412. Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire.

413. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, de manière que ces matières ne puissent pas être séparées ou ne puissent l'être sans inconvénient, la chose est commune aux propriétaires, en raison de la matière, d'une part, et de la matière et du prix de la main-d'œuvre, de l'autre.

Le propriétaire néanmoins, à l'insu duquel la matière a été employée, peut l'abandonner à celui qui en a fait l'emploi et en réclamer la valeur.

414. Lorsque la chose est commune entre plusieurs, elle doit être licitée au profit commun.

415. Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres, et à leur insu, pourront aussi être condamnés à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites au criminel, si le cas y échet.

Titre III.

De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.

Chapitre I^{er}.

De l'usufruit.

416. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

417. L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

418. L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

419. Il peut être établi sur toutes espèces de biens meubles ou immeubles.

Section I.

Des droits de l'usufruitier.

420. L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

421. Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier; ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompense de part ni d'autre des labours, semences et autres frais de culture; mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

422. Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit.

Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

423. Pour déterminer la portion suivant laquelle les fruits civils résultant de baux doivent être partagés entre le propriétaire et l'usufruitier en l'année où l'usufruit commence et en celle où il finit, l'année du bail partira du jour où il a été conclu, s'il s'agit de baux à loyer, et du 1^{er} janvier de chacune des dites années, s'il s'agit de baux à ferme.

424. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme les grains, le vin et autre liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en payer l'estimation à la fin de l'usufruit, ou de les rendre en même espèces, en tenant compte de la moins value ou du déficit, s'il y en a.

Si l'usufruit comprend de l'argent, l'usufruitier en restituera la même valeur, à la fin de l'usufruit et en espèces courantes, à son choix.

425. Si l'usufruit a pour objet des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, l'usufruitier a le droit de s'en servir, pour l'usage auquel elles sont destinées, et il n'est tenu de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

Toutefois, si l'usufruit comprend des vêtements, tapis, rideaux, effets de literie et linges quelconques,

des ustensiles de cuisine ou instruments aratoires, l'usufruitier tiendra compte de la détérioration que ces objets auront éprouvée.

426. L'usufruitier peut, avant de prendre possession des meubles, les abandonner au propriétaire, en totalité ou en partie.

427. L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit de la percevoir, sans être tenu à aucune restitution.

428. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires ; sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de balivaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

429. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces

coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres, pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

430. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie ; il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident ; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

431. Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes comprises dans l'usufruit ; il peut aussi prendre sur les arbres, des produits annuels ou périodiques : le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

432. Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

433. L'usufruitier peut jouir par lui-même, ou céder, à titre onéreux ou gratuit, l'exercice de son droit.

434. Les baux que l'usufruitier a passés pour un temps qui excède deux ans, ne sont, en cas de cessation d'usufruit, obligatoires que pour le

temps qui reste à courir, soit de la première période de deux ans, si elle n'est pas encore échue, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit de jouir des fonds loués jusqu'à la fin de la période de deux ans, durant laquelle l'usufruit vient à cesser.

435. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

436. Il jouit des droits de servitude, de passage et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

437. Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit.

Il n'a aucun droit d'usufruit sur les mines et carrières non encore ouvertes, ni sur les tourbières dont l'exploitation n'est pas commencée, ni sur le trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

Il percevra néanmoins l'intérêt des sommes allouées à titre d'indemnité, pour la dégradation des fonds sujets à l'usufruit.

438. Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

Section II.

Des obligations de l'usufruitier.

439. L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles se trouvent.

Il a droit à la jouissance dès le moment où l'usufruit est ouvert, mais il ne peut entrer en possession des biens soumis à l'usufruit qu'après avoir fourni caution de jouir en bon père de famille, et fait dresser, en présence du propriétaire ou lui dûment appelé, un inventaire estimatif des meubles et un état des immeubles.

Les frais de l'inventaire sont à la charge de l'usufruitier, à moins que le titre constitutif ne contienne une disposition contraire.

440. L'usufruitier ne peut pas être dispensé de fournir caution, ni de faire l'inventaire estimatif des meubles; cependant le vendeur ou le donateur, sous

réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

441. Si l'usufruitier n'a pas fait faire l'état des immeubles, il est censé les avoir reçus en bon état de réparation de toute espèce.

442. Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont remis à bail, ou mis en séquestre;

Les créances sont mises en séquestre;

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées;

Les denrées sont vendues et le prix en provenant est pareillement placé;

Les intérêts de ces sommes et le prix de ces baux appartiennent à l'usufruitier.

443. Pourra néanmoins l'usufruitier, en fournissant la caution requise par l'article 439, faire cesser le séquestre, et reprendre, à l'expiration du bail, l'administration des biens loués.

444. A défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées, et alors l'usufruitier perçoit l'intérêt pendant son usufruit; cependant l'usufruitier pourra demander, et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances,

qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

445. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

446. Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et couvertures en entier, ou dans leur plus grande partie.

Celui des digues, celui des aqueducs servant à l'usage des usines, moulins et autres artifices de ce genre, ainsi que celui des murs de soutènement et de clôture, aussi en entier, ou dans leur plus grande partie

Quant à la reconstruction à neuf des aqueducs servant aux irrigations, la part qui surpasse la dépense de l'entretien ordinaire calculée sur la moyenne des trois années précédentes, est à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

447. Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit, à moins que le bâtiment ne soit nécessaire à l'exploitation des biens sujets à l'usufruit ; en ce cas, le propriétaire peut y être contraint, sous les conditions spécifiées à l'article 449.

448. L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles des biens sujets à l'usufruit, telles que les contributions soit en nature, soit en argent, et autres charges qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits.

449. A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété, pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte de l'intérêt.

Le propriétaire peut néanmoins faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

L'usufruitier sera judiciairement prévenu de la vente et il pourra l'empêcher, en faisant l'avance de la somme nécessaire pour payer les charges.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

450. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué; s'il les paye, il a son recours contre le propriétaire.

451. L'usufruitier à titre universel est tenu pour le tout ou en proportion des biens dont il jouit, au paiement des intérêts des dettes, ainsi que de toutes les annuités perpétuelles ou viagères.

Quand il s'agit du paiement d'un capital, si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle ces biens doivent contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

On observera la même règle quand il s'agira de grosses réparations.

452. L'usufruitier est tenu des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

S'il y a contestation sur la propriété et sur la jouissance, le propriétaire et l'usufruitier seront tenus, chacun en proportion de son intérêt.

453. Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci; faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

454. Si l'usufruit est établi sur des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer et qu'elles viennent à périr, même par cas fortuit, l'usufruitier est tenu d'en faire la restitution de la manière prescrite à l'article 424.

455. Si l'usufruit n'est établi que sur un animal, qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

456. Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

Section III.*Comment l'usufruit prend fin.***457.** L'usufruit s'éteint :

Par la mort naturelle de l'usufruitier ;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été constitué ;

Par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire ;

Par le non-usage du droit pendant l'espace de temps fixé pour la prescription des diverses propriétés ;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi ;

Par la renonciation, qui, cependant, ne pourra pas avoir lieu partiellement, sauf ce qui est dit à l'article 426.

458. L'usufruitier perd aussi son droit à la totalité de l'usufruit, s'il vend, échange, hypothèque, grève de servitude ou aliène de quelque autre manière un immeuble compris dans l'usufruit.

459. L'usufruit peut encore cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en com-

mettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises, et des garanties pour l'avenir.

Les tribunaux peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier, ou à ses ayants-cause, une somme déterminée, jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

Les tribunaux pourront aussi, suivant les cas, ordonner que les biens soient affermés, sauf la jouissance de l'usufruit à qui de droit.

460. L'usufruit qui est accordé à d'autres qu'à des particuliers, ne dure que trente ans, à moins que l'acte constitutif de l'usufruit ne détermine un plus long terme; dans ce cas toutefois, la durée de l'usufruit ne pourra jamais excéder soixante ans.

461. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

462. La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier;

il continue de jouir de son usufruit, s'il n'y a pas formellement renoncé.

463. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

464. Si une partie seulement d'une chose sujette à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

465. Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura droit de jouir ni du sol, ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouira du sol et des matériaux.

Chapitre II.

De l'usage et de l'habitation.

466. Les droits d'usage et d'habitation s'établissent par le fait de l'homme et se perdent de la même manière que l'usufruit.

467. Celui qui a un droit d'usage ou d'habitation doit donner caution et faire des états et un inventaire comme l'usufruitier.

468. L'usager et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

469. Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit :

470. Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds, ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

471. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

472. Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où le droit lui a été acquis.

473. Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé, et de sa famille.

474. Le droit d'habitation ne peut être cédé ni loué.

475. Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et aux charges annuelles comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

Titre IV.

Des servitudes ou services fonciers.

476. Une servitude est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un fonds appartenant à un autre propriétaire.

477. Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou du fait de l'homme.

Chapitre I^{er}.

Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.

478. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui

en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

Il pourra néanmoins réunir ses eaux dans des fossés ou aqueducs (coulisses) et les faire écouler sur le fonds inférieur.

479. Le propriétaire du fonds supérieur devra cependant prévenir, à peine de dommages-intérêts, le propriétaire du fonds inférieur, avant de faire les ouvrages nécessaires à l'établissement de ces fossés, et ils devront être faits de la manière la moins nuisible pour le fonds inférieur.

480. Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

481. La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé, sur le fonds supérieur, des ouvrages apparents destinés et ayant servi à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

482. Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, lorsqu'elle fournit aux habitants d'une commune, d'un village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

483. Celui dont la propriété borde une eau, qui, sans travaux de main d'homme, a un cours naturel, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse le fonds, peut de même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, aux droits acquis et aux règlements et usages locaux.

484. Les moulins et usines ne peuvent, sauf usages ou conventions contraires, détourner les eaux destinées à l'irrigation des terres.

485. Les eaux pluviales et celles qui étant abandonnées, se jettent naturellement sur les chemins, sont à la disposition du premier occupant, chacun vis-à-vis de son fonds, sauf les règlements sur la police des routes.

486. La disposition de l'article précédent ne s'ap-

plique pas aux eaux qui proviennent des sources, ou aux égouts de fontaines, d'écuries ou de fumiers, qui coulent sur les chemins, dans des canaux ouverts ou fermés, faits avec l'autorisation de la police, lesquels demeurent dans la propriété de ceux qui ont, à cet égard, titre ou possession.

487. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

488. Tout propriétaire peut clore son fonds, sauf l'exception portée en l'article 524, et les droits de servitude qui pourraient compéter aux tiers.

Chapitre II.

Des servitudes établies par la loi.

489. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

490. Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marche-pied le long des eaux, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

491. La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

492. Ces obligations sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage et aux aqueducs.

Section I.

Du mur et du fossé mitoyens.

493. Tout mur servant de séparation entre bâtiments, jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre des fonds de terre, si ces fonds sont de niveau, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Si les fonds ne sont pas de niveau, et qu'un mur soutienne le terrain le plus élevé, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du fonds que le mur soutient.

494. Il y a marque de non-mitoyenneté :

Lorsqu'il y a des ouvertures existantes, telles que portes et fenêtres, ou des signes de ces anciennes ouvertures, comme tablettes, cadres et corniches ;

Lorsqu'il y a un égout ;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté, ou un chaperon, ou des filets et corbeaux qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire en faveur duquel les ouvertures ont été pratiquées, ou du côté duquel sont l'égout, le chaperon ou les filets et corbeaux.

Les pierres d'attente ne sont pas une preuve de mitoyenneté.

495. La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

496. Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions, en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

Cet abandon ne peut empêcher que celui qui a renoncé à la mitoyenneté ne soit tenu aux réparations auxquelles il aurait donné lieu par son fait.

497. Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de son épaisseur.

Toutefois, il ne peut y pratiquer aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage,

sans le consentement du copropriétaire, ou sans avoir, à son refus, fait régler, par experts, les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de ce dernier.

498. Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, les réparations d'entretien de la partie exhaussée, ainsi que les ouvrages qu'il serait dans le cas de faire pour que le mur mitoyen puisse supporter la plus grande charge provenant de cet exhaussement, sans rien perdre de sa solidité.

499. Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser, doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

Dans les cas prévus par le présent article, et par l'article précédent, le copropriétaire est en outre tenu d'indemniser le voisin à raison du dommage qu'il souffrirait, même temporairement, à l'occasion de l'exhaussement ou de la nouvelle construction.

500. Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté, en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

501. Tout propriétaire, dont le fonds joint immédiatement le mur du voisin, a de même la faculté de le rendre mitoyen, en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti, à la charge en outre de faire exécuter les travaux qui seraient jugés nécessaires pour ne pas nuire au voisin.

502. On ne peut adosser contre un mur mitoyen aucun amas de fumier, de bois, de terre, ou d'autre matière semblable, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces amas ne puissent nuire ni par leur humidité, ni par leur poussée ou leur trop grande élévation, ni de toute autre manière.

503. Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait et entretient le plancher sur lequel il marche, et il est permis au propriétaire inférieur d'y appliquer son plafond, sans payer d'indemnité.

Le propriétaire du premier étage fait et entretient l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait et entretient, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

Lorsqu'un étage est divisé entre plusieurs propriétaires, la dépense faite pour l'escalier qui y conduit, à partir de l'étage immédiatement inférieur ou du rez-de-chaussée, s'il s'agit du premier étage, sera répartie entre eux en raison de la valeur de leur portion respective dans l'étage qui leur appartient.

En ce qui concerne les escaliers qui conduisent dans les caves ou les galetas, on suivra la même répartition, en prenant pour base la valeur des caves ou des galetas.

Les voûtes sont à la charge de celui à qui appartient la pièce dont elles dépendent.

504. Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

505. Tous fossés entre deux fonds sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

506. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé, pourvu que ce rejet y soit accumulé depuis trois ans.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Cette présomption cesse lorsque la disposition en pente du terrain ou tout autre obstacle évident oblige de jeter la terre d'un côté seulement.

507. Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

508. Toute haie qui sépare des fonds est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des fonds en état de clôture, ou s'il n'y a bornes, titres ou possession suffisante au contraire.

509. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

Section II.

De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, excavations et plantations.

510. Celui qui veut construire une maison ou seulement un mur, peut bâtir sur les confins mêmes

de sa propriété, sans préjudice de la faculté qu'a le voisin de rendre le mur mitoyen, en conformité de l'article 501.

511. Nul ne peut faire creuser un puits, une citerne ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non, qu'à la distance de six pieds, à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

512. Nul ne peut construire des cheminées, fours, ou forges contre un mur mitoyen ou non, qu'à la distance de trois pieds, à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

Dans tous les cas, l'inspection de la police est réservée.

513. Nul ne peut construire des étables, établir des magasins de sel ou amas de matières corrosives, contre un mur mitoyen ou non, à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour éviter de nuire au voisin.

514. Le propriétaire d'un fonds ne pourra y faire un fossé ou un aqueduc, qu'en laissant jusqu'à la ligne séparative des deux fonds autant de distance que le fossé ou l'aqueduc a de profondeur, à moins

qu'il ne prenne les précautions nécessaires pour ne pas nuire à son voisin.

515. Il n'est permis de planter des arbres près des confins de la propriété d'un voisin, qu'en observant les distances suivantes :

1° Pour les arbres de haute futaie, douze pieds.

Quant aux distances à observer, sont considérés comme arbres de haute futaie, tous ceux dont la force principale provient de l'élévation considérable de leur tronc, soit qu'il se divise en plusieurs branches, soit qu'il se prolonge sans se diviser : tels que les noyers, les châtaigners, les chênes, les pins, les ormes, les peupliers, les platanes et autres semblables.

2° Pour les autres arbres qui ne sont pas de haute futaie, six pieds.

Sont considérés comme appartenant à cette espèce, ceux dont le tronc, parvenu à une hauteur peu considérable, se divise en rameaux plus ou moins nombreux : tels que les poiriers, les pommiers, les cerisiers, et en général les arbres fruitiers non compris dans le N° 1^{er}.

3° Pour les vignes, les arbustes, ainsi que pour les arbres fruitiers, soit nains, soit à espa-

lier, dont la hauteur n'excède pas huit pieds, un pied et demi.

Il ne sera point nécessaire d'observer les distances ci-dessus prescrites, lorsque le fonds sera séparé de celui du voisin par un mur mitoyen ou non, pourvu que les plantes soient maintenues à une hauteur qui ne dépasse pas celle du mur.

516. Quant aux plantes qui croissent et aux plantations que l'on fait, soit dans l'intérieur des forêts, près des limites respectives, soit sur le bord des canaux, ou le long des chemins communaux, on observera les usages locaux et à leur défaut les distances fixées à l'article précédent.

517. Le voisin peut toujours exiger que les arbres qui, à l'avenir, seront plantés à une moindre distance soient abattus.

518. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son fonds, il a le droit de les y couper lui-même.

519. Le propriétaire d'un fonds ne peut le clore par une haie vive, à une distance moindre d'un pied de la ligne de séparation des deux fonds.

La distance doit être de deux pieds si le fonds attenant est un jardin ou une vigne.

Section III.*Des vues sur la propriété de son voisin.*

520. L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit.

421. Le propriétaire d'un mur non mitoyen peut y pratiquer des jours ou fenêtres, lors même que ce mur joindrait immédiatement le fonds d'autrui; mais il ne peut garnir ces jours ou fenêtres de barres de fer placées en croix, à moins qu'il n'y ait neuf pieds de distance entre le parement extérieur du mur où on les pratique et le fonds voisin.

Cette prohibition cesse lorsqu'il y a servitude ou lorsqu'il y a entre les deux propriétés un chemin ou une petite rue dont la largeur est moindre que celle ci-dessus indiquée.

522. Lorsque le droit de vue est acquis par titre ou par prescription, le voisin ne peut bâtir plus près de neuf pieds du bâtiment opposé.

Section IV.*De l'égout des toits.*

523. Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son

terrain ou sur la voie publique, sauf inspection de la police; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

Section V.

Du droit de passage et des aqueducs.

524. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son fonds, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage pourra occasionner.

La disposition de cet article est aussi applicable dans le cas où le propriétaire du fonds enclavé changerait la culture ou le mode d'exploitation de ce fonds.

525. Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court, du fonds enclavé à la voie publique.

526. Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

527. Si le fonds n'a été enclavé que par suite d'une vente, d'un échange ou d'un partage, les vendeurs, les copermutants ou les copartageants sont

tenus d'accorder le passage, et le doivent même sans indemnité.

528. Si le passage accordé au fonds enclavé cesse d'être nécessaire, par la réunion de ce fonds à un autre fonds aboutissant à un chemin public, le propriétaire du fonds servant pourra toujours demander qu'il soit supprimé; s'il a été payé une indemnité, le prix en sera rendu.

Il en sera de même si l'on vient à ouvrir un chemin communiquant au fonds qui était enclavé.

Dans ces deux cas, la prescription ne peut être invoquée.

529. Le passage nécessaire peut aussi être demandé, en saison morte, pour exploitation des forêts, même pour les arbres isolés qu'on ne peut sortir que par les fonds inférieurs, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage peut occasionner.

530. L'action en indemnité, dans le cas prévu à l'article 524, est prescriptible, et le droit de passage continue à subsister, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

531. Un ou plusieurs propriétaires qui manquent d'eau pour l'irrigation de leurs propriétés, peuvent réclamer un passage à l'eau par l'établissement d'un

aqueduc, sur les fonds d'autrui, à la charge de payer une indemnité proportionnée au terrain nécessaire pour ce service, avec le sixième en sus.

Ce sixième en sus ne sera plus payé pour les propriétés communales.

Le propriétaire de l'aqueduc sera passible de tous les dommages qui en résulteront.

532. La commune, le village ou hameau qui n'a pas de fontaines en quantité suffisante, peut demander le passage nécessaire pour en établir de nouvelles, moyennant l'indemnité déterminée dans l'article précédent.

533. Le passage dont il est parlé aux deux articles précédents doit, dans la règle, être pris là où il est le moins dommageable aux fonds intermédiaires.

Il ne peut, contre le gré des propriétaires, être pris par des bâtiments, cours, jardins et enclos murés.

Chapitre III.

Des servitudes établies par le fait de l'homme.

Section I.

Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

534. Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public.

535. On peut néanmoins faire toute convention portant qu'une personne, indépendamment des biens qu'elle possède, aura, pour son utilité ou pour son agrément, un droit à exercer sur le fonds d'un autre individu; mais ce droit ne peut être cédé, ni loué, ni s'étendre au-delà de la vie des premiers concessionnaires, ni être établi en faveur de leurs successeurs.

536. L'usage et l'étendue des servitudes se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après :

537. Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continu, sans avoir besoin du fait actuel de l'homme, telles sont les conduites d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées: tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

538. Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, comme un aqueduc.

Les fenêtres ne sont un signe apparent de servitude que lorsqu'elles sont garnies de barres de fer placées en croix, sauf dans le cas où il y a destination du père de famille.

Les portes ne sont pas un signe apparent de servitude, à moins qu'elles ne soient pratiquées dans un mur mitoyen.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

539. La servitude de prise d'eau, au moyen d'un canal ou de tout autre ouvrage extérieur et per-

manent, lorsque cette eau sera dérivée dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie ou pour tout autre usage, est mise au rang des servitudes continues et apparentes.

Section II.

Comment s'établissent les servitudes.

540. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans.

541. Les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

Cependant les servitudes de passage en faveur de fonds certains et déterminés, pourront aussi s'acquérir par la possession de trente ans, pourvu que ce passage ne puisse être considéré comme abusif. Il est réputé tel toutes les fois qu'il existe un autre passage suffisant pour le service des fonds.

Quant aux autres servitudes, la possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir, sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession.

542. La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

543. Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

544. Si l'un de ces fonds vient à être aliéné sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

545. Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le passage.

546. La servitude concédée par un des copropriétaires d'un fonds indivis, n'est réputée établie et n'affecte réellement le fonds que lorsque les autres copropriétaires l'ont également concédée ensemble ou séparément.

Les concessions faites, à quelque titre que ce soit, par quelques-uns des copropriétaires, sont toujours en suspens, tant que les autres n'y ont pas tous accédé.

Cependant, lorsqu'une concession a été faite par un des copropriétaires, sans le concours des autres, non seulement le copropriétaire de qui émane la

concession, mais encore ses successeurs même à titre particulier, ainsi que ses ayants-cause, ne pourront rien faire qui apporte obstacle à l'exercice du droit concédé.

Section III.

Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

547. Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

548. Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

Si cependant le propriétaire du fonds assujetti tire quelques avantages des mêmes ouvrages, les frais en seront supportés par les deux propriétaires proportionnellement à l'utilité que chacun d'eux en retire.

549. Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé de faire à ses frais la totalité ou une partie des ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en abandonnant

la partie du fonds sur laquelle s'exerce la servitude, au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

550. Si le fonds pour lequel la servitude est établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

551. Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage, ou à le rendre plus incommode.

Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds, un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

552. De son côté, celui qui a un droit de servitude, ne peut faire, ni dans le fonds qui doit la

servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

Section IV.

Comment les servitudes s'éteignent.

553. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent dans un tel état qu'on ne peut plus en user.

554. Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit aux articles 556 et suivants.

555. Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due, et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

556. La servitude est éteinte par le seul non-usage pendant trente ans, à moins que le propriétaire du fonds dominant n'ait été empêché d'en jouir par une circonstance indépendante de sa volonté.

557. Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte con-

traire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

558. Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même, et de la même manière.

559. L'usage d'une servitude dans un temps autre que celui qui a été convenu ou réglé par la possession, n'en empêche pas la prescription.

560. Si le fonds en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

561. Si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.



LIVRE TROISIÈME

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ



Dispositions générales.

562. La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession testamentaire ou *ab intestat*, par donation entre-vifs et par l'effet d'autres obligations.

563. La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation et par prescription.

564. Les choses qui n'appartiennent à personne, mais dont on peut devenir propriétaire, s'acquièrent par l'occupation.

Ces choses sont :

Les animaux qui ne sont possédés par personne,
et qui sont l'objet de la chasse et de la pêche;
le trésor et les choses mobilières abandonnées.

Les choses perdues peuvent aussi s'acquérir par l'occupation.

565. La faculté de chasser et de pêcher est réglée par des lois particulières.

Il n'est cependant pas permis d'entrer sur le fonds d'autrui, pour y chasser contre la défense du possesseur.⁽¹⁾

566. Tout propriétaire d'essaims d'abeilles a le droit de les suivre sur le fonds d'autrui; mais il est tenu de réparer le dommage causé au possesseur du fonds.

Si le propriétaire ne les a pas suivis dans les deux jours, ou a cessé de les suivre pendant un même intervalle de temps, les essaims peuvent être pris et conservés par toute personne sur un terrain public ou communal, et par le propriétaire du fonds sur un terrain particulier.

Le même droit appartient au propriétaire des animaux apprivoisés; mais si on ne les réclame pas dans le terme de vingt jours, ils appartiennent à celui qui s'en est rendu maître.

567. La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour une moitié à celui qui l'a découvert par le pur effet du hasard, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

(1) L. c. du 28 Mai 1877, art. 7, 8 — An. 307.

Le trésor est un dépôt ancien de toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété.

568. Celui qui trouve une chose est tenu de la restituer au précédent possesseur, si les signes qu'elle présente ou d'autres circonstances le lui font connaître.

Mais, s'il ne le connaît pas, et que la chose excède la valeur d'un franc, il devra, dans le délai de quarante-huit heures, en faire la consignation au président de la commune où elle aura été trouvée.

Dans les deux cas prévus par le présent article, l'inventeur qui n'aura pas fait la restitution ou la consignation prescrite, sera considéré comme détenteur frauduleux de la chose d'autrui.

569. Le président de la commune fera connaître au public la consignation qui lui aura été faite.

Si la valeur de l'objet trouvé dépasse six francs, il en donnera connaissance par la voie du bulletin officiel.

570. Si dans les six mois de la publication, le maître ne se présente pas, la chose est présumée abandonnée, et appartient à celui qui l'a trouvée. Lorsque les circonstances en auront exigé la vente, il aura droit de s'en faire remettre le prix.

571. Le maître de la chose devra, si celui qui l'a trouvée l'exige, lui payer, à titre de récompense, le dixième de la somme ou de la valeur de la chose; mais, si cette somme ou cette valeur est au-dessus de mille francs, la récompense pour l'excédant ne sera que du vingtième.

572. Le maître de la chose perdue ou celui qui l'a trouvée, quand il la reprend ou qu'il en reçoit le prix, est tenu d'en rembourser les frais.

573. Il est des choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

Titre premier.

Des successions.⁽¹⁾

574. Les successions sont déferées par la disposition de l'homme ou par celle de la loi.

575. On ne peut disposer, ni de sa succession en tout ou en partie, ni de sommes ou d'objets particuliers qui y sont compris, que par testament; sauf les exceptions énoncées dans le chapitre V du titre *Des donations*.

(1) L. f. du 25 Juin 1891, art. 22 et s. — An. 284.

Titre II.

Des successions testamentaires.

Chapitre I^{er}.

Du testament.

576. Le testament est un acte révocable de sa nature, par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus et conformément à ce qui est prescrit par la loi, de tout ou partie de ses biens, en faveur d'une ou de plusieurs personnes.

577. Le testament peut renfermer des dispositions soit à titre universel, soit à titre particulier.

578. Les dispositions à titre universel sont celles par lesquelles le testateur laisse à une ou à plusieurs personnes l'universalité de ses biens, ou une quote-part de cette universalité.

Toutes les autres dispositions sont à titre particulier.

579. Deux ou plusieurs personnes ne pourront, par un même acte, faire un testament, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque.

Chapitre II.

De la capacité de disposer et de recevoir par testament.⁽¹⁾

580. Toutes personnes peuvent disposer et recevoir par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables.

581. Sont incapables de disposer par testament :

Ceux qui n'ont pas l'âge de seize ans accomplis ;

Ceux qui ont été privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformément à ce qui est établi au titre *De la jouissance et de la privation des droits civils* ;

Les interdits pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur ; à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils étaient sains d'esprit à l'époque où le testament a été fait ;

Les personnes mêmes qui n'auraient pas été interdites, lorsqu'il sera prouvé qu'elles étaient en état d'imbécillité, de démence ou de fureur ; ou que, pour toute autre cause, elles n'étaient pas saines d'esprit à l'époque du testament.

(1) L. f. du 25 Juin 1891. art. 7 in f. — An. 280.

582. L'étranger qui possède des biens en Valais, peut en disposer par testament, même en faveur d'un étranger, suivant ce qui est réglé par l'article 7 du présent code.

Lors même qu'aux termes du dit article l'étranger ne pourrait disposer de ses biens, il lui sera néanmoins facultatif d'en disposer en faveur d'un Valaisan.

583. L'incapacité provenant d'une condamnation pénale, comme celle résultant de la qualité d'étranger, vicie le testament, lors même que cette incapacité n'existerait qu'au moment du décès du testateur.

Si l'incapacité survenue après le testament a cessé avant le décès du testateur, elle ne préjudicie point à la validité du testament.

584. Nul ne peut, par convention ou autrement, s'interdire la faculté de tester.

585. Sont incapables de recevoir par testament :

Ceux qui ne sont pas encore conçus, à l'exception des enfants au premier degré d'une personne déterminée et vivante à l'époque du décès du testateur ;

Ceux qui ne sont pas nés viables ;

Ceux qui sont privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformément à ce

qui est établi au titre *de la jouissance et de la privation des droits civils*: ils pourront cependant recevoir pour cause d'aliments;

Enfin l'étranger, en conformité de ce qui est dit à l'article 7.

586. Lorsqu'il s'agit de l'incapacité des enfants non conçus, de celle qu'entraîne une condamnation pénale, et de l'incapacité résultant de la qualité d'étranger, on ne considère que l'époque du décès du testateur.

Cependant on considère aussi le temps où la condition imposée par le testateur s'accomplit, lorsqu'il s'agit de celle dont il est parlé à l'article 676.

587. Les enfants du testateur, nés hors mariage, et dont il est fait mention en l'article 134, ne peuvent recevoir que des aliments.

588. Les enfants naturels ne peuvent rien recevoir par testament au-delà de ce que la loi leur accorde dans la succession *ab intestat*, lorsque le testateur laisse des enfants légitimes ou légitimés.

Ils peuvent, outre leur réserve, recevoir la moitié de la portion disponible, lorsque le testateur ne laisse pas de descendants, mais bien des ascendants des frères ou sœurs, ou des descendants d'eux; et les trois quarts de cette même portion, lorsque le

testateur ne laisse ni descendants, ni ascendants, ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux, mais bien des collatéraux au degré successible.

589. L'incapacité établie aux deux articles précédents n'est relative qu'aux dispositions des père et mère des enfants qui y sont mentionnés : elle n'existe pas vis-à-vis de toute autre personne.

590. Sont incapables de recevoir par testament, comme indignes :

- 1° Celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au testateur, à moins que celui-ci n'ait fait son testament postérieurement au délit, et après en avoir connu l'auteur ;
- 2° Le majeur qui, sachant qu'il est héritier du défunt, et qui, instruit du meurtre commis sur sa personne, ne l'aura pas dénoncé à la justice dans les six mois, à dater du jour où il en aura eu connaissance, sauf le cas où le ministère public aurait poursuivi d'office. Le défaut de dénonciation ne peut être opposé à l'époux, aux descendants et aux ascendants du meurtrier, ni à ses frères ou sœurs, oncles ou tantes, neveux ou nièces, ni à ses alliés aux mêmes degrés ;
- 3° Celui qui a formé contre le testateur une

accusation pour délit emportant peine de mort ; lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement, à moins que le testateur n'ait disposé après avoir connu l'accusation et la déclaration de calomnie ;

4° Toute personne qui a empêché le testateur de faire un nouveau testament ou de révoquer celui qu'il avait fait, ou qui a supprimé, biffé ou falsifié le testament postérieur ;

5° Celui qui a contraint quelqu'un ou l'a engagé par dol à faire un testament, ou à changer celui déjà fait. Cet individu ne peut rien recevoir, ni en vertu du dernier testament, ni en vertu du testament antérieur.

591. L'héritier exclu de l'hérédité ou du legs pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

592. Si l'indigne survit au testateur, et s'il a des enfants ou descendants, ceux-ci, lorsqu'il y aura d'autres héritiers institués, auront droit à la part légitimaire ou à la réserve qui aurait été due à leur auteur.

Toutefois l'exclu n'aura aucun des droits d'usufruit ou d'administration qu'il aurait pu exercer, en

vertu de la puissance paternelle, sur la portion d'hérédité dévolue à ses enfants ou descendants, il ne pourra leur succéder *ab intestat* dans les biens provenant de la succession dont il a été exclu.

593. Les membres des ordres monastiques ne peuvent disposer par testament après l'émission des premiers vœux, même temporaires.⁽¹⁾

Ils ne peuvent rien recevoir par testament, excepté de modiques pensions viagères pour leur menues dépenses.

594. Les membres des ordres monastiques qui ont fait des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, après en avoir été légitimement déliés, rentrent dans le monde, recouvrent, mais seulement pour l'avenir, la capacité de recevoir par testament, et de disposer des biens acquis postérieurement à leur rentrée dans le monde.

S'ils y rentrent cependant dans les dix ans depuis l'émission de leurs premiers vœux, ils seront non seulement censés rétablis dans le droit de disposer et de recevoir, mais ils pourront en outre demander l'exécution des dispositions testamentaires antérieurement faites à leur profit, et les fruits d'une année seulement.

(1) Art. 593, 594 abrogés L. c. du 24 Mai 1880 — An. 308.

595. Les corporations religieuses ne peuvent pas acquérir par testament.⁽¹⁾

Les autres personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les confréries religieuses, les établissements d'utilité publique peuvent recevoir par testament; mais si les dispositions testamentaires ont pour objet des immeubles, elles ne pourront recevoir leur exécution qu'autant qu'elles seront approuvées par un décret du Grand-Conseil.

596. Toute disposition testamentaire au profit des personnes incapables dont il est parlé aux articles 587 et 588, sera nulle, quand même elle serait faite sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

Hors les cas d'incapacité prévus dans les articles susdits, ou s'il s'agit de personnes autres que celles désignées ci-dessus, la disposition ne sera annulée qu'autant que celui qui l'attaque prouvera qu'elle a été faite en fraude de la loi.

(1) Modifié — L. c. du 24 Mai 1880, art. 2 — An. 308.

Chapitre III.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament et de la légitime ou réserve; de la réduction et de l'exhérédation.⁽¹⁾

Section I.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la légitime ou réserve.

597. Les libéralités par testament ne pourront excéder le tiers des biens du disposant, s'il laisse à son décès un ou plusieurs enfants légitimes ou légitimés; la moitié, si à défaut d'enfants légitimes ou légitimés, il laisse des ascendants ou des collatéraux au quatrième degré, dans chacune des deux lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse des ascendants ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne.

598. Néanmoins le testateur peut, au préjudice d'un héritier étranger au Canton, disposer de la même part de biens dont on pourrait, en pareil cas, disposer dans le pays auquel appartient cet étranger; sans que cette part puisse jamais être moindre que celle fixée à l'article précédent.

(1) L. f. du 25 Juin 1891, art. 27 — An. 285.

599. Sont compris dans l'article 597, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit.

600. La portion non disponible des biens forme la légitime ou la réserve. — Elle est recueillie par les parents en ligne descendante, ascendante ou collatérale, dans l'ordre où la loi les appelle à succéder.

Lorsqu'il n'y a des descendants ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne, ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux plus éloignés ne leur donnerait plus la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

601. La réserve de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère, est du tiers de celle qu'il aurait eue s'il eut été légitime.

Si l'enfant naturel se trouve en concours avec des ascendants ou des collatéraux au quatrième degré dans les deux lignes, la réserve de l'enfant naturel se prélève sur celle des ascendants ou des collatéraux.

S'il n'y a des descendants ou des collatéraux à réserve que dans une ligne, la part à la réserve qui eût appartenu à l'autre ligne, fait partie de la portion disponible.

602. La légitime ou la réserve est due en toute propriété, sans que le testateur puisse la soumettre à aucune charge ni condition.

603. A défaut de descendants légitimes ou naturels, d'ascendants ou de collatéraux au quatrième degré, les libéralités par testament pourront épuiser la totalité des biens.

604. Si la disposition est d'un usufruit ou d'une rente viagère, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

605. La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles, en ligne directe à tous les degrés, ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse.

Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles qui auraient consenti à ces aliénations.

Section II.

De la réduction des dispositions testamentaires.

606. Les dispositions testamentaires qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession.

607. La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du testateur.

On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur valeur à l'époque des donations, s'il s'agit d'effets mobiliers, et, s'il s'agit d'immeubles, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur; on calcule ensuite sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers que laisse le testateur, la portion dont il a pu disposer.

Si les dettes absorbaient ou excédaient la valeur des biens laissés par le défunt, la réserve se calculera exclusivement sur la masse des biens donnés entre-vifs.

608. Lorsque la valeur des donations entre-vifs excédera ou égalera la quotité disponible, toutes les dispositions testamentaires seront sans effet.

609. Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les légataires à titre universel et les légataires à titre particulier.

610. Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que telle libéralité soit acquittée de préférence aux autres, cette préférence aura lieu, et la libéralité qui en sera l'objet ne sera réduite qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la légitime ou la réserve légale.

Section III.

De l'exhérédation.

611. Indépendamment des causes qui rendent un héritier indigne de succéder, les personnes au profit desquelles la loi fait une réserve légale, peuvent en être privées par une déclaration expresse du testateur, pour des motifs admis par la loi et spécifiés dans le testament.

612. L'enfant ou descendant ne peut être exhérédé que dans les cas suivants :

- 1° Si, sans motif légitime, il a refusé des aliments au testateur ;

- 2° Si, celui-ci étant en état de fureur ou de démence, il l'a abandonné sans en prendre aucun soin;
- 3° Si, pouvant le tirer de prison, il a, sans motif raisonnable, négligé de le faire;
- 4° S'il s'est rendu coupable envers son père ou sa mère, de mauvais traitements ou d'une injure grave.

613. Le père ou la mère peuvent être exhérédés pour la cause exprimée dans le N° 2 de l'article précédent; ils peuvent l'être aussi pour les causes suivantes :

- 1° S'ils ont entièrement négligé l'éducation de l'enfant qui dispose, ou que, sans motif légitime, ils lui aient refusé les aliments;
- 2° S'ils ont attenté à la vie d'un de leurs enfants;
- 3° Si le père ou la mère ont attenté à la vie l'un de l'autre, ou si l'un d'eux a outragé l'autre d'une manière atroce.

Les dispositions de cet article seront applicables à tout autre ascendant.

614. Le collatéral, au profit duquel la loi établit une réserve, peut être exhérédé pour les causes exprimées à l'article 612; il peut l'être aussi pour les causes suivantes :

- 1° S'il a sciemment causé au testateur un préjudice notable dans ses biens;
- 2° S'il a formé contre le testateur une accusation pour délit emportant peine de réclusion, lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement.

615. L'exhérédation d'un descendant peut aussi avoir lieu, lorsqu'on peut raisonnablement craindre que, par suite de la prodigalité ou de l'insolvabilité de celui qui est appelé à la succession, ses enfants ne soient privés de tout ou partie de la légitime qui lui revient. Mais cette exhérédation ne peut avoir lieu qu'au profit des enfants de l'exhéréde.

616. La cause d'exhérédation exprimée dans le testament doit être prouvée par l'héritier.

617. Si l'exhéréde, ayant des enfants ou descendants, survit au testateur, la légitime ou la réserve, à laquelle il aurait eu droit, leur appartient; si au contraire le testateur lui survit, l'exhérédation ne préjudiciera point à leurs droits.

Dans le premier cas, l'exhéréde n'aura ni l'usufruit, ni l'administration des biens composant la légitime ou la réserve, et il ne pourra, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfants et descendants, comme il est prescrit par l'article 592.

618. Si la cause d'exhérédation n'est pas exprimée, ou qu'on ne la prouve pas, l'exhéréhé n'aura droit qu'à une part légitimaire.

619. Celui qui, par l'effet de l'exhérédation d'un descendant ou d'un ascendant, profitera de cette part, devra fournir les aliments à l'exhéréhé, à moins que celui-ci n'ait d'autres moyens d'existence; il ne sera cependant pas tenu de les fournir au-delà des fruits de la part légitimaire.

Chapitre IV.

De la forme des testaments.

620. Tout testament doit être olographe, ou fait par acte public, à moins que la loi ne permette de le faire dans la forme privilégiée.

Section I.

Du testament olographe.

621. Le testament olographe doit être écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, à peine de nullité.

622. Le testament olographe sera déposé entre les mains d'un notaire et annexé à ses minutes.

Le notaire dressera acte de ce dépôt en présence de deux témoins, et délivrera des grosses ou expéditions du testament conformément à ce qui est établi pour les actes notariés.

623. Le testament olographe ne pourra être mis à exécution avant le dépôt mentionné à l'article précédent, sauf quant aux dispositions urgentes.

624. Si les scellés ont été apposés sur les effets du défunt, le dépôt sera fait par l'office du juge. Dans les autres cas il aura lieu à la diligence de l'héritier ou de tout autre intéressé.

625. Le testateur pourra déposer lui-même son testament olographe chez un notaire.

Il pourra le présenter clos et scellé.

Le testament clos et scellé portera une superscription indiquant le contenu.

Le notaire ne pourra ouvrir ce testament avant la mort du testateur, à peine d'une amende qui pourra s'élever à deux cents francs, au profit des pauvres de la commune du notaire.

626. Le testateur pourra toujours retirer son testament olographe des mains du notaire qui en est dépositaire, contre un reçu qu'il devra lui donner, lequel restera annexé à ses minutes.

La restitution du testament sera mentionnée en marge du procès-verbal de dépôt.

Section II.

Du testament public.

627. Le testament public est reçu par un notaire, en présence de deux témoins.

628. Le notaire doit connaître le testateur ou s'assurer de l'identité de sa personne.

Il doit voir le testateur pendant qu'il teste.

629. Le testateur doit énoncer sa volonté de vive voix d'une manière précise, et non par une simple approbation d'une proposition qui lui aurait été faite.

630. Le testateur déclare sa volonté au notaire en présence des témoins; le notaire lui donne lecture du testament aussi en leur présence.

A cette lecture, le testateur doit ratifier ses dispositions de dernière volonté, article par article.

Il est fait mention dans l'acte de l'accomplissement des dispositions contenues dans le présent article.

L'heure de la clôture du testament sera indiquée.

631. Le testament doit être signé par le testateur: s'il ne sait ou ne peut signer, la cause qui l'en empêche sera énoncée dans l'acte.

632. Le testament devra être signé par le notaire et les deux témoins.

633. Dans les cas d'urgence, le testament reçu par un notaire en présence de deux témoins, dont l'un ou tous les deux ne sauraient pas signer, est valide, si dans les quarante-huit heures après sa stipulation, son contenu est certifié par le notaire et les deux témoins, en présence de deux nouveaux témoins qui devront signer la minute.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

634. Si celui qui est entièrement privé de l'ouïe, mais qui sait lire, veut faire un testament public, il devra, indépendamment de ce qui est prescrit par les articles 630, 631 et 632, faire lecture du testament en présence des témoins et du notaire, qui fera mention expresse de cette formalité. Si le testateur ne sait ou ne peut lire, on appellera trois témoins, dont deux au moins devront signer le testament. Le tout à peine de nullité.

635. Les dispositions de la présente section, concernant les testaments par acte public, seront observées sous les peines portées par la loi sur le notariat.

Disposition commune aux deux sections précédentes.

636. Le Valaisan qui se trouvera en pays étranger, pourra faire son testament par acte olographe, ainsi qu'il est dit à l'article 621, ou par acte public, avec les formalités prescrites dans le lieu où cet acte sera passé.

Section III.

Des testaments privilégiés.

637. Le testament fait dans les lieux avec lesquels toute communication sera interceptée et où il n'y aura pas de notaire, sera valable s'il a été reçu par écrit, en présence de deux témoins, par le curé ou par le président, ou par le juge de la commune, ou par ceux qui en font les fonctions.

Le testament sera toujours signé par celui qui l'aura reçu: si les circonstances le permettent, il sera en outre signé par le testateur et par les témoins. Néanmoins il sera valable sans la signature du testateur et des témoins; mais, en ce cas, on fera mention expresse de la cause qui les a empêchés de signer.

On pourra, dans ces testaments, prendre pour témoins les personnes de l'un et de l'autre sexe, pourvu qu'elles soient saines d'esprit et qu'elles aient seize ans accomplis.

638. Si le testateur décède avant que les communications soient rétablies, ou dans les trente jours dont il sera parlé en l'article suivant, le testament sera déposé le plus tôt possible entre les mains d'un notaire qui l'annexera à ses minutes.

Les dispositions des articles 622 et 623 sont ici applicables.

639. Les testaments dont il est parlé ci-dessus deviendront nuls trente jours après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou trente jours après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interrompues, à moins que le testateur n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

640. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité d'appeler un notaire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, le testament pourra être fait dans les formes prescrites par l'article 637.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté

de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

Les dispositions des articles 622 et 623 sont applicables à ce testament.

641. Les testaments des militaires au service fédéral ou cantonal, et des individus employés dans l'armée pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un major ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins ayant les qualités requises par l'article 637. Ces testaments devront être faits par écrit, et on observera, quant aux signatures, ce qui est prescrit par le dit article.

Les testaments de ceux qui font partie d'un corps ou d'un poste détaché de l'armée, peuvent aussi être reçus par le capitaine, ou par tout autre officier subalterne qui en a le commandement.

642. Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'aumônier ou par le chirurgien de service, en présence de deux témoins, et de la manière prescrite par l'article précédent.

643. Les testaments énoncés dans les articles précédents devront être transmis, dans le plus bref délai possible au Conseil d'Etat, qui en ordonnera le dépôt chez un notaire. — Celui-ci l'annexera à ses minutes et en délivrera des grosses ou expéditions.

644. Les dispositions des articles 641 et 642 n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, tant hors du Canton que dans l'intérieur, ou qui se trouveront dans des lieux dont les accès seront fermés et les communications interrompues à cause de la guerre.

645. Le testament fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul trente jours après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la faculté de disposer dans les formes ordinaires.

646. Les dispositions des articles 637, 641 et 642 seront observées à peine de nullité.

Section IV.

Disposition commune aux différentes espèces de testaments.

647. Les institutions et les legs faits au profit du notaire, de l'officier civil ou militaire, ou de l'ecclésiastique qui l'a reçu, ou même au profit des témoins appelés au testament, ne produiront aucun effet. Il en sera de même des institutions ou legs faits au profit de l'époux ou des parents ou alliés des personnes susdites jusqu'au second degré inclusivement.

Chapitre V.

De l'institution d'héritier et des legs.

648. Les dispositions testamentaires à titre d'institution d'héritier ou de legs, ou sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté du testateur, produiront leur effet, pourvu qu'elles soient conformes à ce qui est prescrit par les lois.

649. L'héritier est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre universel.

650. Le légataire est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre particulier.

651. Si le testateur n'a disposé que d'une quantité de l'hérédité, ce qui reste est dévolu aux héritiers légitimes, selon l'ordre établi pour les successions *ab intestat*.

Il en sera de même, lorsque le testateur n'aura fait que des legs particuliers.

652. Lorsque plusieurs héritiers ont été institués sans fixation de parts, ils partagent entre eux par portions égales, sans distinction entre ceux qui ont été institués séparément et ceux qui l'ont été conjointement.

653. Lorsque parmi plusieurs héritiers institués, il a été assigné aux uns des quotes parts déter-

minées, telles qu'un tiers, un sixième, et qu'il n'a été assigné aucune part aux autres, le surplus de la succession est dévolu à ces dernier par portions égales.

654. S'il ne reste rien pour l'héritier institué sans part déterminée, il doit être déduit proportionnellement de chaque part déterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à celle de l'héritier à qui a été assignée la moindre part. Si les parts des héritiers sont égales, ils doivent céder à l'héritier institué d'une manière indéterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à la leur. Dans tous les autres cas où le testateur s'est trompé dans ses calculs, le partage doit être fait de manière à accomplir les intentions du testateur autant que possible d'après les proportions qu'il a établies pour la succession entière.

655. Lorsque les dispositions à titre particulier absorberont la totalité de la succession, les dispositions à titre universel seront sans effet.

656. S'il se trouve parmi les héritiers institués des personnes dont les unes doivent, d'après les principes de la succession *ab intestat*, être considérées à l'égard des autres comme une seule et même personne (par exemple, les neveux à l'égard du frère du défunt), elles doivent aussi, lors du

partage à faire en vertu du testament, n'être considérées que comme une seule et même personne. Une corporation, une communauté, une aggrégation d'individus (par exemple, les pauvres) ne sont toujours comptés que comme une seule personne.

657. Sera nulle toute disposition au profit d'une personne tellement incertaine, qu'elle ne puisse devenir certaine.

Sera pareillement nulle toute disposition faite au profit d'une personne incertaine qui serait nommée par un tiers.

Sont néanmoins permises les dispositions à titre particulier, faites au profit d'une personne à choisir par un tiers entre plusieurs personnes désignées par le testateur ou appartenant à certaines familles ou à certains corps moraux qu'il a déterminés. Il en est de même des dispositions à titre particulier faites au profit d'un des corps moraux qu'il aura pareillement désignés.

658.⁽¹⁾ Les libéralités que le testateur aura faites en général en faveur de son âme ou au profit des pauvres, et toutes autres dispositions semblables dont il n'aurait pas indiqué l'application, ou dans lesquelles il n'aurait pas déterminé l'œuvre pie ou l'établissement public qu'il a entendu avantager, seront

(1) Modifié L. c. du 24 Mai 1880 — An. 309.

mises à la disposition du conseil municipal de la commune où le testateur avait son domicile à l'époque de son décès, qui devra les verser dans la caisse des pauvres, ou les appliquer à l'instruction publique. Il en sera de même, si la personne chargée de déterminer l'usage, l'œuvre pie ou l'établissement public que le testateur a eu en vue, ne peut ou ne veut accepter cette charge.

659. On n'est pas admis à prouver que l'institution ou le legs fait au profit d'une personne désignée dans un testament, ne l'a été qu'en apparence, et que le testateur a réellement eu l'intention de disposer en faveur d'une autre personne, d'un corps moral ou d'un établissement qu'il n'a pas nommé : cette disposition aura lieu nonobstant toutes les expressions contenues dans le testament, qui indiqueraient ou feraient présumer cette intention.

Néanmoins la disposition de cet article ne s'appliquera point au cas où l'institution ou les legs seraient attaqués comme faits au profit d'incapables, sous le nom de personnes interposées.

660. Toute disposition à titre universel ou particulier, fondée sur une fausse cause qui aurait seule déterminé le testateur, sera sans effet.

661. S'il ne résulte pas du testament que la cause exprimée a seule déterminé le testateur, la

disposition aura son effet, lors même que la cause serait fausse, à moins qu'il ne soit prouvé par celui qui veut attaquer la disposition, que le testateur ne s'est déterminé que par le motif indiqué.

662. Si la personne de l'héritier ou du légataire a été faussement désignée, la disposition sera valable, pourvu qu'il n'y ait point d'incertitude sur la personne que le testateur a voulu nommer.

Il en sera de même, lorsqu'il y aura démonstration ou indication fausse de la chose léguée, pourvu qu'il y ait certitude sur la chose dont le testateur a voulu disposer.

663. Toute disposition qui donnera à l'héritier ou à un tiers la faculté de déterminer la quotité du legs, sera de nul effet, à moins qu'il ne s'agisse de legs faits à titre rémunératoire, pour services rendus au testateur dans sa dernière maladie.

664. Le legs de la chose d'autrui est nul, à moins qu'il ne soit énoncé dans le testament que le testateur savait que la chose appartenait à une autre personne: en ce cas, l'héritier aura le choix d'acquérir la chose pour en faire la délivrance au légataire, ou de lui en payer le prix.

Cependant le legs sera indistinctement valable, si la chose léguée, quoique appartenant à autrui à

l'époque du testament, était la propriété du testateur au temps de son décès.

665. Dans tous les cas, le legs de la chose appartenant à celui qui est chargé d'acquitter le legs, est valable; mais celui-ci aura le choix de livrer la chose ou d'en payer la valeur.

666. Si le testateur ou la personne chargée d'acquitter le legs, ne sont propriétaires que d'une portion de la chose léguée, ou n'ont qu'un simple droit sur cette chose, le legs ne sera valable que relativement à cette portion ou à ce droit, à moins qu'il ne conste de la volonté du testateur de léguer la chose en entier, conformément à l'article 664.

667. Si l'un des époux, entre lesquels il y a communauté d'acquêts, lègue une chose appartenant à cette communauté, le légataire pourra réclamer cette chose si, lors du partage de la communauté, elle tombe au lot des héritiers du testateur; dans le cas contraire, il pourra en réclamer la valeur.

668. Le legs d'une chose mobilière indéterminée, comprise dans un genre ou dans une espèce, sera indistinctement valable, quoique la chose ne se trouverait pas dans les biens du testateur lors de son décès, soit qu'il en ait existé ou non du même genre ou de la même espèce à l'époque du testament.

669. Lorsque le testateur aura légué comme lui appartenant, une chose individuellement désignée, ou comprise dans un genre ou dans une espèce déterminée, le legs sera nul, si, à l'époque de son décès, cette chose ne se trouve pas dans sa succession.

Si, à cette époque, la chose existe dans la succession, mais qu'elle ne s'y trouve pas dans la quantité déterminée par le testateur, le légataire ne pourra rien prétendre au-delà de ce qui s'y trouve.

670. Est nul le legs d'une chose qui appartenait déjà au légataire à l'époque du testament.

S'il l'a acquise du testateur ou de tout autre depuis le testament, le prix lui en sera dû, pourvu qu'il y ait la réunion des circonstances exigées par l'article 664, et nonobstant la disposition de l'article 678; mais, dans les deux cas, le legs sera sans effet, si la chose est parvenue au légataire à titre purement gratuit.

671. Toute disposition à titre universel ou particulier, peut être faite purement et simplement, ou sous condition.

672. Dans toute disposition testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites.

673. Toute condition qui empêcherait quelqu'un de se marier ou de se remarier, est contraire à la loi.

Toutefois celui à qui on aurait légué un usufruit, un droit d'usage ou d'habitation, une pension ou autre redevance périodique, dans le cas où il serait célibataire ou veuf, ou pour le temps qu'il resterait tel, ne pourra en jouir que pendant la durée de son célibat ou de sa viduité.

La condition de viduité apposée dans les dispositions testamentaires de l'un des époux au profit de l'autre, sera également valable. Cette condition, quoique non exprimée, sera toujours censée apposée, lorsque le disposant aura laissé des enfants ou descendants.

674. Dans toute disposition à titre universel, la désignation du jour auquel l'institution d'héritier doit commencer ou cesser, sera pareillement réputée non écrite.

675. Toute disposition à titre universel ou à titre particulier sera nulle, si elle est faite sous la condition que l'héritier ou le légataire fera aussi dans son testament un avantage au testateur.

676. Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendant d'un événement incertain, et tel que, dans l'intention du testateur, cette dis-

position ne doit être exécutée qu'autant que l'événement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier ou le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

677. La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué ou le légataire d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.

678. Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

Il en sera de même de l'expropriation forcée.

Si l'aliénation est faite par le procureur à l'insu du testateur, par son tuteur ou curateur, le légataire pourra réclamer la valeur de l'objet aliéné.

679. Le legs est censé révoqué, si le testateur a fait subir à la chose léguée des modifications telles qu'elle ne conserve plus ni la forme qu'elle avait précédemment, ni sa première dénomination.

Le simple changement de culture ne sera pas considéré comme changement de forme.

680. Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur. Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort sans le fait ni la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en demeure de la délivrer, lorsqu'elle eut également dû périr entre les mains du légataire.

681. Si plusieurs choses ont été léguées alternativement, le legs subsistera quoiqu'il n'en resterait qu'une seule.

682. Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

683. La disposition testamentaire sera caduque, relativement à l'héritier institué ou au légataire qui la répudiera, ou qui se trouvera incapable de la recueillir.

684. Les dispositions, soit à titre universel, soit à titre particulier, faites par celui qui, à l'époque du testament, n'avait ni enfants ni descendants, ou ignorait d'en avoir, seront révoquées de plein droit par l'existence ou par la survenance d'un enfant ou descendant légitime, même posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent.

Cette révocation aura lieu, lors même que l'enfant du testateur aurait déjà été conçu à l'époque

du testament, ou que l'enfant naturel serait né avant le testament et seulement légitimé depuis.

Toutefois la révocation n'aura point lieu si le testateur a pourvu au cas d'existence ou de survenance d'enfants ou descendants, ou s'il résulte du testament que le testateur connaissait la grossesse de sa femme au moment du testament.

685. La disposition aura néanmoins son effet, si les enfants ou descendants qui donnent lieu à la révocation, conformément à l'article précédent, viennent à prédécéder au testateur.

686. Le legs d'une créance, ou celui qui porte libération d'une dette, n'aura d'effet que pour la portion de cette dette ou de cette créance qui existera à l'époque du décès du testateur.

L'héritier ne sera tenu de céder au légataire que les actions qui compétaient au testateur sur la créance léguée.

687. Le legs d'une chose ou d'une quantité à prendre dans un lieu déterminé, n'a d'effet que pour la portion qui se trouve dans le lieu désigné par le testateur.

688. Lorsque le testateur aura légué une chose ou une somme déterminée, comme étant par lui due au légataire, le legs sera valable, encore que la chose ou la somme léguée ne soit point due.

Si la dette du testateur existait réellement, le légataire acquerra une nouvelle action pour exiger sa créance, sans être obligé d'attendre l'échéance du terme fixé pour le paiement, ou l'événement de la condition qui y était apposée. Toutefois le legs serait sans effet, si le testateur a acquitté la dette depuis le testament.

689. Le legs fait au créancier, sans que le testateur ait fait mention de sa dette, ne sera pas censé en compensation de la créance.

690. Tout legs pur et simple donnera au légataire, dès le jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers.

691. Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée comprise dans un certain genre ou dans une certaine espèce, l'option appartiendra à l'héritier, qui ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et qui ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

692. On observera la même règle, lorsque le choix aura été laissé à l'arbitrage d'un tiers.

693. Si ce tiers est décédé, s'il refuse de faire le choix, ou qu'il en soit empêché, le juge y procédera en se conformant à ce qui est ci-dessus prescrit.

694. Mais si l'option est réservée au légataire, celui-ci pourra choisir, parmi les choses de même

espèce qui se trouveraient dans la succession, celle qui sera de la meilleure qualité; s'il ne s'en trouve aucune de la même espèce, on observera à l'égard du légataire ce qui est prescrit pour le choix laissé à l'héritier.

695. En cas de legs alternatif, l'option est censée avoir été laissée à l'héritier.

696. Si l'héritier ou le légataire n'ont pu se prévaloir de l'option dans les cas où elle leur est respectivement attribuée, ce droit passe à leurs héritiers, et l'option une fois faite est irrévocable.

Lorsqu'il n'existera dans les biens du testateur qu'une seule chose de l'espèce ou du genre légué, l'héritier ou le légataire ne pourra, quoiqu'il ait le droit d'option, prétendre d'en choisir une autre hors de ces biens, à moins que, par une disposition expresse, le testateur ne lui ait donné cette faculté.

697. Le legs portant libération de dettes ne comprend que celles qui existaient à l'époque du testament, et non celles contractées depuis.

698. Le legs des aliments comprend la nourriture, l'habillement, l'habitation, et tout ce qui est nécessaire à l'entretien du légataire pendant sa vie; il peut même, eu égard aux circonstances, comprendre l'instruction convenable à sa condition.

699. Le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, sans en demander la délivrance aux héritiers.

700. Il ne pourra en prétendre les fruits ou les intérêts, qu'à compter du jour où il en aurait fait la demande en justice, ou du jour auquel la délivrance lui en aurait été volontairement consentie.

701. Les intérêts ou les fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice :

- 1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament ;
- 2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

702. Si le testateur a légué une quantité déterminée pour être acquittée à des époques fixes, par exemple, chaque année, chaque mois, ou en tout autre temps, la première époque courra dès le décès du testateur, et la quantité léguée sera acquise en entier au légataire pour toute la période, quoiqu'il serait décédé aussitôt après qu'elle a commencé.

Le legs ne sera cependant exigible qu'à l'échéance du terme ; mais il pourra être exigé dès que le

terme aura commencé, s'il a été fait à titre d'aliments.

703. Les frais nécessaires pour la délivrance du legs seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction dans la réserve légale.

704. La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du testateur.

705. Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissements, des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

706. Si la chose léguée est grevée d'une redevance, d'une rente foncière, d'un usufruit, d'une servitude ou d'une autre charge qui y est inhérente, le légataire en supportera le poids.

Mais si, avant le testament ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, celui qui

doit acquitter le legs sera tenu de la dégager, à moins que le légataire n'ait été chargé d'acquitter la dette par une disposition expresse du testateur.

707. Dans le cas où il y aurait plusieurs héritiers, soit testamentaires soit *ab intestat*, si le testateur n'a chargé aucun d'eux en particulier de l'acquittement du legs, ils seront tous personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de ce qui lui est échu dans la succession.

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession, dont ils seront détenteurs.

708. Si l'un des héritiers a été particulièrement chargé de payer le legs, il sera seul personnellement tenu de l'acquitter.

Dans ce cas, le légataire ne pourra exercer son action hypothécaire que sur les immeubles laissés à l'héritier grevé, ou sur la quote part qui lui en reviendra dans l'hérédité.

Si on a légué la chose d'un des cohéritiers, son cohéritier ou ses cohéritiers seront tenus de l'indemniser en argent ou en fonds héréditaires, au prorata de leur part dans la succession, à moins que le testateur n'ait manifesté une volonté contraire.

709. Lorsqu'une hérédité ou un legs aura été laissé sous la condition de ne pas faire ou de ne

pas donner, l'héritier ou le légataire sera tenu de donner caution, ou de fournir toute autre sûreté propre à garantir l'exécution de la volonté du testateur, dans l'intérêt de ceux auxquels l'hérédité ou le legs serait dévolu si l'on contrevient à la condition.

710. Si un legs a été fait sous condition, ou pour n'avoir lieu qu'après un certain temps, le légataire pourra obliger celui qui sera tenu de l'acquitter à donner caution, ou à fournir à cet effet toute autre sûreté suffisante.

La même disposition est applicable à l'institution d'héritier faite sous condition.

Chapitre VI.

Du droit d'accroissement.

711. Lorsqu'il y a deux ou plusieurs héritiers institués sans portion déterminée et que l'un d'eux ne peut ou ne veut pas recueillir sa part, cette part accroît aux autres héritiers institués.

712. Les parts ne seront censées avoir été déterminées que dans le cas où le testateur aura expressément désigné la quotité de la succession qui

doit appartenir à chacun des cohéritiers. Les simples expressions *par égales parts et portions* n'excluent pas le droit d'accroissement.

713. Les cohéritiers, auxquelles la portion du cohéritier qui ne participe pas à la succession, sera dévolue en vertu du droit d'accroissement, supporteront toutes les obligations et charges auxquelles il aurait été soumis; à moins que ces charges et obligations ne se rapportent exclusivement aux actes personnels du cohéritier qui ne succède pas.

714. Le cohéritier auquel accroîtra la portion de celui qui ne participe pas à la succession, ne pourra la répudier, s'il ne renonce en même temps à la portion héréditaire qui lui a été déférée.

715. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement, la portion de l'héritier qui ne participera pas à la succession, sera dévolue aux héritiers légitimes du testateur.

Ceux-ci devront supporter les charges et obligations auxquelles l'héritier susdit aurait été soumis, sous la restriction mentionnée à l'article 712.

716. Il y aura lieu à accroissement entre les légataires à titre particulier, dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement, lorsqu'il le sera par le même acte, et que le testateur n'aura

pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée.

717. Lorsqu'un usufruit aura été légué à plusieurs personnes, et que, d'après les règles prescrites ci-dessus, il y aura lieu à accroissement entre elles, la portion de l'usufruitier qui n'a pas profité du legs, ou qui est décédé, ou a cessé d'y participer après l'avoir accepté, accroît toujours aux autres usufruitiers.

Mais s'il n'y a pas lieu à accroissement, cette portion se consolide à la propriété.

718. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement entre les légataires, la portion de celui qui ne participera pas au legs appartiendra à l'héritier ou au légataire personnellement chargé de l'acquitter; mais si le legs est à la charge de la succession, cette portion profitera à tous les héritiers ou légataires, au prorata de leur part héréditaire.

719. Les règles établies par les articles 713 et 714, relativement aux obligations auxquelles aurait été soumis le cohéritier qui ne recueille pas, sont également applicables au colégataire qui profite du legs en vertu du droit d'accroissement, et à l'héritier à qui il appartiendrait en cas de caducité.

Chapitre VII.

Des substitutions.

720. On peut substituer une autre personne à l'héritier institué ou au légataire, pour le cas où l'un d'eux ne recueillerait pas l'hérédité ou le legs. Cette substitution est appelée *substitution vulgaire*.

721. On peut substituer plusieurs personnes à une seule, ou une seule personne à plusieurs.

722. Lorsque, dans une substitution, on n'a exprimé que le cas où le premier appelé ne pourrait recueillir, ou seulement celui où il ne voudrait pas recueillir l'hérédité ou le legs, le cas non exprimé sera censé compris dans celui qui est exprimé, si le disposant n'a déclaré le contraire.

723. Les substitués supporteront les charges imposées à ceux auxquels ils sont substitués, à moins qu'il ne résulte que l'intention du testateur a été de n'y soumettre que les premiers appelés.

Toutefois les conditions mises à l'institution de l'héritier ou au legs, ou spécialement imposées à la personne de l'héritier ou du légataire, ne seront censées répétées à l'égard du substitué que lorsque le testateur l'aura expressément déclaré.

724. Lorsque des cohéritiers ou légataires dont les parts sont inégales, auront été substitués réciproquement, la proportion établie dans les parts qui leur sont attribuées par la première disposition sera censée répétée dans la substitution.

Mais si, outre les premiers appelés, une autre personne a été comprise dans la substitution, tous ceux qui sont substitués auront une égale part à la portion vacante.

725. La disposition par laquelle l'héritier institué ou le légataire aura été chargé de conserver et de restituer à un tiers la succession ou le legs, est appelée *substitution fidéicommissaire*.

726. La défense faite par le testateur à l'héritier institué ou au légataire d'aliéner la succession ou le legs, comprend une substitution fidéicommissaire et oblige ceux-ci à transmettre la succession ou le legs à leurs héritiers légitimes.

727. Dans les fidéicommiss de famille, la substitution sera, dans le doute, déferée aux mâles de la descendance masculine, et dans l'ordre réglé pour les successions *ab intestat*.

728. Si l'époque de la restitution n'est pas fixée, elle est présumée devoir se faire après la mort du grevé de substitution.

729. Toute substitution au-delà du premier degré est prohibée.

Elle est éteinte dès que les biens ont passé de la personne du grevé de substitution à celle du substitué.

730. La disposition par laquelle l'héritier ou le légataire est chargé de restituer la succession ou le legs à un tiers, aura aussi son effet dans le cas où l'héritier ou le légataire ne voudrait ou ne pourrait pas recueillir la succession ou le legs.

731. L'ascendant qui aura institué deux ou plusieurs de ses enfants, peut les substituer les uns aux autres. Cette substitution aura aussi son effet jusqu'au dernier survivant des dits enfants. Dans ce cas, toute autre substitution lui est interdite.

732. On peut substituer une personne qui ne serait pas encore conçue à l'époque du décès du testateur. Il suffit qu'elle soit conçue à l'époque de l'ouverture de la substitution pour pouvoir la recueillir.

Il est dérogé, en ce cas, au dispositif du premier alinéa de l'article 585.

733. L'héritier ou le légataire chargé d'une substitution, jouit d'un droit de propriété limité avec les droits et les obligations d'un usufruitier. Il ne peut ni aliéner ni hypothéquer les immeubles grevés de

substitution. Il ne peut les détériorer en les soumettant à des services fonciers onéreux.

734. Il donne caution pour la restitution des créances, argent et biens meubles. S'il ne veut ou ne peut satisfaire à cette obligation, ces biens seront administrés par un curateur nommé à l'instance des parties intéressées ou de leurs représentants, ou d'office par le juge.

735. Les droits des substitués seront ouverts à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la jouissance du grevé de substitution cessera.

L'abandon anticipé de la jouissance au profit du substitué ne pourra préjudicier aux créanciers du grevé, antérieurs à l'abandon, ni à ceux qui seraient appelés à la substitution à l'époque fixée par le testament.

736. Si le substitué vient à mourir avant l'héritier ou le légataire grevé de substitution, la substitution sera éteinte.

737. La substitution faite par le testateur à l'un de ses descendants, au moment où celui-ci n'avait point d'enfants, s'éteint dans le cas où le grevé de substitution laisse des descendants légitimes.

738. Celui qui sera appelé à une substitution fidéicommissaire, pourra y renoncer, soit avant, soit après qu'elle aura été ouverte à son profit, mais

dans aucun cas il ne pourra y renoncer pour ceux qui seraient appelés à son défaut.

739. Après le décès du testateur, les intéressés pourront réclamer qu'il soit fait inventaire de tous les biens et effets sujets à substitution. Le juge pourra aussi l'ordonner d'office.

740. La disposition par laquelle on aura laissé un usufruit à plusieurs personnes successivement, n'aura d'effet qu'au profit des premiers qui sont appelés à en jouir au décès du testateur.

Il en sera de même de toute disposition qui emporterait charge de payer des annuités à plusieurs personnes successivement, soit à perpétuité, soit pour un temps déterminé.

On pourra cependant imposer à quelqu'un la charge de payer annuellement un revenu destiné, à perpétuité ou pour un temps, à secourir l'indigence. Toutefois cette charge pourra être rachetée aux conditions qui seront déterminées par la loi.

Chapitre VIII.

Des exécuteurs testamentaires.

741. Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

742. Ne peuvent être exécuteurs testamentaires ceux qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens.

743. Les exécuteurs testamentaires veilleront à ce que le testament soit exécuté, et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

744. Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

745. S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir à défaut des autres.

746. Les frais faits par l'exécuteur testamentaire, relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.

747. Le testateur pourra charger l'exécuteur testamentaire du paiement des legs. Il pourra, à cet effet, lui donner la saisine de tout ou partie de ses meubles; mais l'exécuteur testamentaire ne pourra en prendre possession qu'après avoir fait procéder à leur inventaire.

Si le testateur ne lui a pas donné la saisine, il ne pourra l'exiger.

748. Dans le cas de l'article précédent, l'exécuteur testamentaire devra, après avoir interpellé l'héritier, et si celui-ci ne s'y oppose pas, acquitter le legs.

En cas d'opposition de la part de l'héritier, il doit suspendre tout paiement, jusqu'à ce que la contestation soit jugée définitivement.

749. A défaut de deniers suffisants pour acquitter les legs, l'exécuteur testamentaire provoquera la vente des meubles, et si ceux-ci ne suffisent pas, il se pourvoira pour faire vendre les immeubles.

750. Si les héritiers sont tous majeurs et présents, les ventes se feront dans les formes et par l'acte que les parties croiront convenables. Si, parmi eux, il y a des mineurs, des interdits, des absents, ou des corps administrés, on observera, pour les ventes, les formalités prescrites par les lois relatives aux aliénations des biens qui appartiennent à ces personnes.

751. L'héritier pourra, soit faire cesser la saisine, soit empêcher la vente mentionnées aux articles 747 et 749, en offrant de remettre à l'exécuteur testamentaire une somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.

Chapitre IX.

De la révocation des testaments.

752. On ne peut renoncer, en aucune manière, à la liberté de révoquer ou de changer les dispositions faites par testament.

753. Les testaments pourront être révoqués en tout ou en partie, par un testament postérieur, ou par une simple déclaration de changement de volonté.

Cette déclaration pourra se faire par acte olographe, dans la forme prescrite à l'article 621, ou par acte reçu par un notaire, en présence de deux témoins. Elle pourra aussi se faire dans les formes prescrites pour les testaments privilégiés, dans les cas où la loi admet les dispositions de cette espèce. Dans ce dernier cas, l'acte portant révocation d'un testament sera soumis à toutes les règles prescrites pour les testaments privilégiés.

754. Le testament olographe peut aussi être révoqué par sa cancellation; sauf le cas de fraude où il serait démontré que ce n'est pas le testateur qui l'a annulé.

Si le testament a été fait en deux doubles, la cancellation de l'un des doubles ne suffit pas pour révoquer le testament.

755. Le testament subsiste, si l'acte qui l'a révoqué est déclaré nul.

756. Les dispositions révoquées comme il est dit ci-dessus, ne peuvent renaître qu'en vertu d'un nouveau testament.

757. Le testament postérieur qui ne révoquera pas d'une manière expresse le précédent ou les précédents, n'annulera dans ceux-ci que les dispositions qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles ou qui seront contraires.

Deux institutions d'héritiers faites dans deux testaments sont réputées incompatibles.

Il en serait de même dans le cas où le testateur léguerait, dans un testament postérieur, une chose qu'il avait léguée à une autre personne dans un testament antérieur: n'importe que le testateur fasse ou non mention, dans le second testament, du legs fait dans le premier.

758. La révocation faite dans un testament postérieur aura tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué, ou du légataire, ou par leur renonciation à l'hoirie ou au legs.

Titre III.

Des successions ab intestat.

Dispositions générales.

759. La succession est déférée *ab intestat*, en tout ou en partie, lorsqu'il n'y a pas de testament, ou que celui qui existe est nul; lorsque le défunt n'a pas disposé de tout son patrimoine; lorsque les héritiers institués ne peuvent ou ne veulent accepter; enfin lorsqu'il y a plusieurs cohéritiers entre lesquels il n'y a pas lieu à accroissement.

760. La loi défère la succession aux descendants, aux ascendants, aux parents collatéraux, aux enfants naturels, au conjoint et au fisc, dans l'ordre et d'après les règles ci-après établies.

761. Pour régler la succession, la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens.

762. Toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle.

Il ne se fait de dévolution d'une ligne à l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral dans l'une des deux lignes.

763. Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait plus de division entre les diverses branches; mais la part dévolue à chaque ligne appartient à ceux des parents de chacune des deux lignes qui sont appelés à succéder conformément aux règles établies à la section II du chapitre suivant.

764. La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations.

765. Chaque génération forme un degré.

766. La suite des degrés forme la ligne; on appelle ligne directe la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; ligne collatérale, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

767. En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations, non compris l'auteur commun.

768. En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusque

et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

769. Les personnes incapables ou indignes de recevoir par testament, pour les causes énoncées au chapitre II *de la capacité de disposer et de recevoir par testament*, Titre *des successions testamentaires*, sont pareillement incapables ou indignes de succéder *ab intestat*.

Sont aussi incapables de succéder, comme indignes, les personnes qui auraient empêché le défunt de tester.

Les enfants et descendants de l'indigne pour les causes mentionnées ci-dessus, ne sont point exclus de la succession par la faute de leur père, lors même qu'il serait vivant, s'ils y viennent de leur chef; mais s'ils ne peuvent y être admis qu'avec le secours de la représentation, ils n'auront droit qu'à la part légitimaire qui aurait compété à l'indigne. Celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer l'usufruit ni l'administration des biens de cette succession; il ne peut même, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfants ou descendants, conformément à ce qui est prescrit par les articles 592 et 617.

770. A l'égard des personnes qui appartiennent à des corporations religieuses, la capacité ou l'incapacité de recueillir ou revendiquer les successions

ab intestat, est déterminée d'après les règles établies pour les successions et dispositions testamentaires, par l'article 594. ⁽¹⁾

771. L'effet de la représentation est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

772. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante. Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un autre enfant prédécédé, soit que tous les enfants du défunt étant décédés avant lui, les descendants de ces enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux, et lors même que, les enfants étant en degrés égaux, le nombre n'en serait pas le même dans chaque souche.

773. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

774. En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et des descendants des frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères ou sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

(1) Rapporté L. c. du 24 mai 1880, art. 1 — An. 308.

Elle est encore admise en faveur des enfants et descendants des frères et sœurs de ceux qui sont appelés à succéder de leur chef, lors même que ces enfants ou descendants ne se trouveraient plus au degré successible, et qu'ils ne seraient pas admis à succéder s'ils n'étaient conduits par leurs oncles ou tantes.

Ce droit de représentation aura lieu même dans le cas où les oncles ou tantes seraient exclus de la succession pour cause d'incapacité personnelle.

775. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage se fait par souches.

Si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

776. On ne représente pas les personnes vivantes, à moins qu'il ne s'agisse de celles qui sont absentes ou qui ont encouru la perte des droits civils, ou qui ont renoncé à la succession.

Leurs enfants ou descendants sont admis à les représenter dans les cas prévus et suivant les règles établies aux articles 772 et 774.

Les enfants et descendants des exclus pour cause d'indignité, ou de ceux qui ont été exhéredés, peu-

vent aussi les représenter, mais seulement dans les cas et suivant les règles déterminées aux articles 592, 617 et 769.

777. On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

Chapitre I^{er}.

Des divers ordres de succession.

Section I.

Des successions déférées aux descendants.

778. Les enfants légitimes, ceux légitimés par mariage subséquent, ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère ou autres ascendants, encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par tête, quand ils sont tous au premier degré; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

Section II.

Des successions déférées aux ascendants et aux collatéraux.

779. A défaut de descendants, la succession se divise en deux portions égales, conformément à l'article 762.

La moitié affectée à la ligne paternelle est déférée au père du défunt. Si celui-ci est prédécédé, elle est déférée aux frères et sœurs, germains ou consanguins du défunt, ou à leurs descendants; à leur défaut, aux ascendants paternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de la même ligne.

La moitié affectée à la ligne maternelle est déférée à la mère du défunt. Si celle-ci est prédécédée, elle est déférée aux frères et sœurs, germains ou utérins du défunt, ou à leurs descendants; à leur défaut, aux ascendants maternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de cette ligne.

780. Dans chaque ligne, l'ascendant le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Si dans la même ligne, il y a plusieurs ascendants au même degré, ils succèdent par tête.

781. Les frères et sœurs du défunt succèdent par tête, leurs enfants ou descendants succèdent par souche, conformément aux articles 774 et 775.

Parmi les autres collatéraux, la succession est déférée à ceux qui ont avec le défunt la souche commune la plus rapprochée.

Parmi les descendants de cette souche, les plus proches excluent les plus éloignés, sauf le droit de représentation établi à l'article 774.

Ceux qui sont au même degré succèdent par tête.

782. Les parents au-delà du huitième degré ne succèdent pas, sauf ce qui est dit à l'article 774.

A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

Chapitre II.

Des successions irrégulières.

Section I.

Des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.

783. L'enfant naturel succède à sa mère, sous les modifications établies ci-après. Il succède aussi à son père, sous les mêmes modifications, mais dans le cas seulement où celui-ci l'aurait reconnu conformément à l'article 138.

784. Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère morts *ab intestat*, est du tiers de la part qu'il aurait eue s'il eût été légitime, lorsque le défunt laisse des parents au degré successible dans les deux lignes.

A défaut de parents au degré successible dans

l'une ou l'autre ligne, l'enfant naturel recueille en entier la moitié affectée à cette ligne.

A défaut de parents au degré successible dans les deux lignes, l'enfant naturel a droit à la totalité de la succession.

785. L'enfant naturel est tenu d'imputer, sur la part à laquelle il succède, tout ce qu'il a reçu du père ou de la mère et qui serait sujet à rapport d'après les règles établies ci-après au Chapitre IV, *Titre des dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat.*

786. En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants légitimes ou légitimés peuvent réclamer les droits accordés à leur père ou mère par les articles précédents.

787. L'enfant naturel, quoique reconnu, n'a aucun droit sur les biens des parents de ses père et mère, ni ces parents sur les biens de l'enfant naturel, sauf ce qui est dit à l'article 792.

788. Les dispositions des articles précédents ne sont pas applicables aux enfants dont il est fait mention en l'article 134, de quelque manière que leur filiation soit établie.

La loi ne leur accorde que des aliments.

789. Ces aliments sont réglés, eu égard aux fa-

cultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

790. Lorsque le père ou la mère des enfants désignés en l'article 134 auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux leur aura assuré des aliments de son vivant, ces enfants ne pourront élever aucune réclamation à cet égard.

791. La succession de l'enfant naturel, décédé sans postérité légitime ou naturelle, se divise par moitié entre son père, qui l'a reconnu, et sa mère, si la maternité est constatée. En cas de prédécès de l'un d'eux, cette succession appartient en entier au survivant, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

792. En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel mort sans postérité, ou de l'un d'eux, les biens qu'il en avait reçus, ou leur valeur, passent aux frères et sœurs légitimes ou légitimés et à leurs descendants; et, à leur défaut, à ceux des parents du côté du père ou de la mère prédécédé qui seraient appelés à la succession en cas de parenté légitime. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

Section II.

Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.

793. Le conjoint survivant a l'usufruit de la moitié des biens de son conjoint décédé, lorsque

celui-ci a laissé des descendants légitimes ou légitimés. A défaut de ces enfants, l'usufruit s'étend sur la totalité des biens.

794. L'usufruit accordé au conjoint survivant est réduit de moitié, s'il convole en secondes noces.

Il en est de même dans le cas où la femme survivante mènerait une vie dissolue.

795. Le conjoint survivant ne peut, en aucun cas, prétendre à l'usufruit des biens dont le conjoint prédécédé avait la nue propriété au moment de son décès.

Toute stipulation contraire est nulle.

796. Les donations entre-vifs ou testamentaires faites par l'époux prédécédé ne pourront pas réduire l'usufruit du conjoint survivant au-delà de moitié de celui qui lui eût appartenu, si aucune disposition n'eût été faite.

797. Lorsque le défunt n'a laissé ni parents successibles dans l'une ou l'autre ligne, ni enfants naturels, sa succession appartient au conjoint qui lui survit.

798. A défaut de parents successibles, d'enfants naturels et de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

Titre IV.

Dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat.

Chapitre I^{er}.

De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héritiers.

799. Les successions testamentaires et *ab intestat* s'ouvrent au moment de la mort.

800. Les héritiers légitimes sont immédiatement et de plein droit saisis des biens, droits et actions du défunt, lors même qu'ils n'auraient pas encore pris possession réelle de l'hoirie.

801. Les héritiers testamentaires et les enfants naturels, qui ont droit à une part de la succession, doivent en demander la délivrance aux parents successibles.

Néanmoins, ils auront droit à la jouissance de leur part héréditaire, à compter du jour du décès, si la demande en délivrance a été faite dans l'année depuis cette époque; sinon, cette jouissance ne commencera que du jour de la demande judiciaire, ou

du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

802. Lorsque, à défaut d'héritiers légitimes, la succession est dévolue aux héritiers testamentaires, aux enfants naturels, au conjoint survivant ou à l'Etat, ils doivent demander la délivrance au juge de première instance du lieu où la succession est ouverte.

Le juge ne peut statuer sur cette demande qu'après avoir rempli les formalités prescrites par le Code de procédure civile.

803. Dans le cas prévu à l'article précédent, le juge doit, d'office, faire apposer les scellés, faire faire inventaire, et prendre les mesures nécessaires d'administration provisoire.

804. L'héritier testamentaire, l'enfant naturel et l'époux survivant sont tenus de faire emploi du mobilier ou de donner des garanties suffisantes pour en assurer la restitution, au cas où il se représenterait des héritiers légitimes du défunt. Mais après cinq ans les sûretés données seront libérées, si la succession n'a pas été réclamée dans cet intervalle.

805. La succession s'ouvre encore par l'émission des vœux, même temporaires, dans les ordres monastiques. ⁽¹⁾

(1) Art. 805, 806, 807 rapportés — L. c. du 24 Mai 1880, art. 1.
— An. 308.

806. Néanmoins les religieux qui auront émis des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, en étant légitimement déliés, rentreront dans le monde dans les dix ans depuis l'émission des vœux, auront droit de demander la restitution de leurs biens, et les revenus d'une année seulement.

Les héritiers, auxquels pareilles successions seront déférées, devront faire procéder à l'inventaire des biens, et se conformer, pendant les dix années ci-dessus fixées, aux règles d'administration prescrites en cas de mise en possession des biens d'un absent.

Il en sera de même toutes les fois qu'une succession s'ouvrira au profit des religieux susdits, pendant les dix années depuis l'émission des vœux.

807. Si les religieux rentrent dans le monde après les dix ans mentionnés à l'article précédent, ceux qui auront été mis en possession de leurs biens, seront tenus de leur fournir des aliments, mais jusqu'à concurrence seulement du revenu de ces biens.

Pour la sûreté de cette prestation, les religieux auront droit de prendre inscription hypothécaire tant sur les immeubles qu'ils possédaient à l'époque de l'émission des vœux, que sur ceux qui leur écherront postérieurement, et de réclamer des garanties suffisantes pour la conservation des créances.

Si les héritiers ne veulent ou ne peuvent fournir ces garanties, les créances seront mises en séquestre, dont les rentes appartiendront aux héritiers, sous l'obligation ci-dessus mentionnée.

Chapitre II.

De l'acceptation et de la répudiation des successions.

Section I.

De l'acceptation.

808. Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

809. Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

810. Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans les autorisations requises par les articles 93 et suivants.

Lorsque, sur le refus du mari, la femme est autorisée par la chambre pupillaire, les créanciers, en cas d'insuffisance des biens de la succession, ne peuvent poursuivre leur paiement sur les autres biens de la femme qu'en respectant la jouissance qui en appartient au mari.

Les filles et les veuves majeures ne peuvent accepter une succession qu'avec le consentement de leur conseil judiciaire.

811. Les successions échues aux mineurs et aux interdits, ne peuvent valablement être acceptées que conformément aux dispositions du *Titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*.

812. Les successions échues aux mineurs soumis à la puissance paternelle, ne pourront être acceptées par le père qu'avec l'autorisation de la chambre pupillaire.

813. L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

814. La faculté d'accepter une succession se prescrit par le laps de trente ans.

815. L'acceptation d'une succession ne se présume pas.

Elle peut être expresse ou tacite.

Elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou sous seing privé.

Elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

816. Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'addition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.

817. La donation, la vente ou le transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelqu'un d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

818. Il en est de même de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers, ainsi que de la renonciation qu'il fait, même au profit de tous les cohéritiers indistinctement, lorsqu'il en reçoit le prix.

819. La renonciation n'emporte point acceptation de la succession, lorsqu'elle est faite gratuitement au profit de tous les cohéritiers testamentaires ou *ab intestat*, auxquels la portion du renonçant serait dévolue à son défaut.

820. Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou acceptée expressément ou tacitement, il transmet à ses héritiers le droit de l'accepter ou de la répudier.

821. Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

822. Les héritiers qui ont accepté la succession du défunt peuvent néanmoins répudier la succession qui lui était échue et qu'il n'avait point encore acceptée; mais la renonciation à la succession du défunt emporte la renonciation à toute succession qui lui aurait été déferée.

823. L'héritier ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui.

Il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, si ce n'est envers les légataires, et dans le cas seulement où la succession se trouverait absorbée ou diminuée du plus du tiers, par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

Section II.

De la renonciation aux successions.

824. La renonciation à une succession ne se présume pas.

Elle ne peut avoir lieu que par une déclaration faite au juge de première instance du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

Elle sera rendue publique par le juge, dans les formes prescrites par le Code de procédure civile.

825. L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier.

Néanmoins, sa renonciation ne le prive pas du droit de réclamer les legs faits à son profit.

826. Dans les successions *ab intestat*, la part du renonçant est dévolue à ceux qui y seraient appelés si le renonçant n'existait pas.

827. Dans les successions testamentaires, la part du renonçant est dévolue à ses cohéritiers, ou aux héritiers légitimes, d'après les principes posés aux articles 711 et 715 et à l'article précédent.

828. Dans les successions *ab intestat*, le cohéritier auquel est dévolue la part du renonçant, peut la répudier, tout en conservant la part à laquelle il est appelé directement.

829. Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent accepter la succession du chef de leur débiteur, et en son lieu et place.

Cette acceptation aura lieu sous bénéfice d'inventaire.

Dans ce cas la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances; elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

830. La succession peut toujours être répudiée, tant qu'il n'y pas eu d'acceptation expresse ou tacite.

Cependant si l'héritier ne se déclare pas sur l'acceptation ou la renonciation dans les trois mois dès l'ouverture de la succession, ceux qui sont appelés à succéder à son défaut peuvent l'obliger à le faire dans un nouveau délai de six mois, à peine d'être déchu de son droit de successibilité.

L'héritier qui ne se déclare pas sur l'acceptation ou la renonciation dans les trois mois dès l'ouverture de la succession, est de plus passible des frais de poursuites dirigées contre lui, à moins qu'il ne justifie qu'il n'a pas eu connaissance du décès du défunt; dans quel cas les frais sont à la charge de la succession.

831. Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers, le conjoint survivant, l'enfant naturel ou l'Etat; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.

832. On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni

aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

833. Les héritiers qui auraient diverti ou recelé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer: ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation.

Section III.

Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

834. Un héritier peut demander à être admis au bénéfice d'inventaire, quelle que soit la défense faite à cet égard par le testateur, et lors même que d'autres héritiers auraient accepté la succession purement et simplement.

835. Tant que la faculté d'accepter la succession n'est pas prescrite, l'héritier conserve le droit de demander le bénéfice d'inventaire, s'il n'a pas d'ailleurs fait acte d'héritier.

836. La demande du bénéfice d'inventaire doit être faite au juge de première instance du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

837. Ensuite de la demande du bénéfice d'inventaire, le juge devra désigner d'office une personne chargée d'administrer les biens.

Cette administration sera confiée de préférence à l'héritier, s'il présente des garanties suffisantes.

838. Le juge devra également faire procéder, d'office, à l'inventaire fidèle et exact des biens de la succession, et inviter les créanciers et les légataires, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile pour les discussions, à faire inscrire leurs prétentions au greffe, sous la peine portée à l'article 843.

839. S'il existe dans la succession des objets susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, l'administrateur de la succession fera procéder à la vente de ces effets, après y avoir été autorisé par le juge.

Cette vente se fera dans les formes prescrites pour la vente des meubles en cas de discussion.

840. Dans les trois mois dès que les vérifications des inscriptions seront terminées, l'héritier bénéficiaire sera tenu d'accepter la succession ou d'y renoncer.

Pendant ce délai, il ne pourra être obtenu de condamnation contre l'héritier.

841. Si l'héritier ne se déclare pas dans le terme fixé à l'article précédent, il sera censé avoir renoncé à la succession, et, s'il n'y a pas d'héritiers

purs et simples, il sera procédé à la discussion de la succession.

842. L'héritier qui s'est rendu coupable de recelé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

843. L'effet du bénéfice d'inventaire est de mettre l'héritier bénéficiaire à portée de connaître la valeur de la succession, et, en cas d'acceptation, de n'être tenu, envers les créanciers et les légataires qui n'ont pas fait inscrire leurs prétentions, ou dont les prétentions n'ont pas été admises par défaut de vérifications, que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis.

844. Si les héritiers ou successeurs à titre universel n'ont pas fait usage du bénéfice d'inventaire, ils sont tenus au paiement de toutes les dettes héréditaires, lors même qu'elles excèderaient la valeur des biens de la succession; mais pour réclamer la réduction des donations et des legs, il suffira qu'ils puissent établir de toute autre manière la consistance de ces biens.

845. Les créanciers hypothécaires qui, ensuite de l'invitation mentionnée à l'article 838, ne feraient pas inscrire leurs prétentions, ou dont les préten-

tions ne seraient pas admises par défaut de vérifications, sont déchus de leur droit d'hypothèque.⁽¹⁾

846. Les frais occasionnés par la demande du bénéfice d'inventaire sont à la charge de toute la succession, à moins qu'il n'y ait des héritiers purs et simples, dans quel cas ces frais seront payés sur la part afférante aux héritiers bénéficiaires.

Section IV.

Des successions vacantes.

847. Lorsque les héritiers légitimes auront laissé écouler le délai de trois mois sans se mettre en possession de la succession, sans y renoncer ou sans demander le bénéfice d'inventaire, le juge du lieu où la succession est ouverte, nommera d'office ou à la demande des intéressés, un curateur à la succession, et invitera, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile, tous les prétendants à titre d'héritiers à faire inscrire leurs prétentions au greffe.

Dans le cas d'urgence, le curateur sera nommé dès que les circonstances l'exigeront.

848. Le curateur à la succession est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire; il

⁽¹⁾ Cfr. L. P., art. 139, 257.

en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle, et en administre les biens.

849. Si aucun héritier ne s'est présenté ensuite de l'invitation mentionnée à l'article 847, la succession est réputée vacante, et il sera procédé à la discussion.

L'excédant, s'il y en a, sera versé à la caisse d'Etat, sauf aux ayants-droit la faculté de le réclamer.

Chapitre III.

Du partage.

850. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions ou conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité; cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée.

Le testateur peut aussi défendre le partage de la portion disponible pendant un temps qui n'excèdera pas cinq ans.

851. L'action en partage, à l'égard des fils de famille, des mineurs ou des interdits, peut être exercée par leurs pères, tuteurs ou curateurs spécialement autorisés par la chambre pupillaire.

S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier.

852. La femme majeure mariée à un majeur non interdit, ne peut provoquer le partage sans le consentement de son mari.

Si le mari refuse son consentement, ou si la femme est mineure, elle ne peut provoquer le partage sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Si le mari, par un motif quelconque, n'a pas l'administration des biens de sa femme, celle-ci exerce l'action en partage avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

La fille et la veuve majeures intentent cette action avec le consentement de leur conseil judiciaire.

853. L'action en partage, à l'égard du cohéritier en état de présomption d'absence, est exercée par le curateur aux biens du présumé absent, avec l'autorisation de la chambre pupillaire.

A l'égard du cohéritier dont l'absence est déclarée, l'action appartient aux parents envoyés en possession.

854. Le mari ne peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des biens à elle échus; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ces biens, demander un partage provisionnel.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

855. L'action en partage, et les contestations qui peuvent s'élever entre les copartageants dans le cours des opérations; celles auxquelles peut donner lieu l'exécution du partage; ou celles qui auraient pour objet de le faire rescinder, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

856. Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, le juge prononce comme en matière sommaire.

Il peut, au besoin, désigner quelqu'un pour représenter les cohéritiers qui refusent d'y procéder.

857. Chacun des cohéritiers peut demander sa part, en nature, des meubles et immeubles de la succession.

858. Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, ils doivent être vendus aux

enchères publiques, en la forme établie pour la vente des immeubles des mineurs.

Néanmoins si les copartageants sont tous majeurs, non interdits et qu'ils y consentent, la vente peut se faire par licitation entre eux.

859. Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur.

860. Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

861. Après ces prélèvements, il est procédé sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes.

862. Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les fonds; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

863. L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en créances, soit en argent.

864. Les lots sont faits par les héritiers, et, s'ils ne peuvent convenir entre eux, par un ou plusieurs experts.

Ils sont ensuite tirés au sort.

865. Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

Il pourra aussi demander une révision de taxe.

866. Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

867. Tout partage qui a pour objet des immeubles, et dans lequel des femmes mariées, des mineurs, des interdits ou des absents sans procureur sont intéressés, sera écrit par le greffier, en présence du juge, ou par un notaire, à peine de nullité.

868. Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritiers aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession.

869. Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui y auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix. il est réglé par le juge.

870. Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence: ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais; ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins, toutefois, qu'il n'y ait été procédé sans eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

Chapitre IV.

Des rapports et des imputations.

871. Les donations entre-vifs faites par un ascendant à un descendant successible, sont censées faites à titre d'avancement d'hoirie, et doivent être rapportées à la masse par le donataire venant à la succession de l'ascendant, même en qualité d'héritier bénéficiaire, avec ses frères ou sœurs ou descendants d'eux, à moins que le donateur n'ait autrement disposé.

872. Lors même que dans le cas de l'article précédent, l'enfant ou descendant aurait été expressément dispensé du rapport, il ne pourra retenir la donation que jusqu'à concurrence de la portion disponible : l'excédant est sujet à rapport.

873. L'héritier qui renonce à la succession peut cependant réclamer le legs à lui fait. Il peut aussi retenir la donation entre-vifs jusqu'à concurrence de la portion disponible, si la donation a été faite à titre de préciput et hors part ; et jusqu'à concurrence de la part héréditaire à laquelle il aurait eu droit en cas d'acceptation, si la donation a été faite à titre d'avancement d'hoirie.

874. Le don fait à celui qui n'était pas héritier présomptif du donateur lors de la donation, mais qui

se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, n'est pas sujet à rapport.

875. Les donations faites au descendant de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputées faites avec dispense de rapport.

L'ascendant venant à la succession du donateur n'est pas tenu de les rapporter.

876. Pareillement, le descendant venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son ascendant, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci.

Mais s'il ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à l'ascendant, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

877. Les donations faites au conjoint d'un descendant, sont réputées faites avec dispense du rapport.

Si les donations sont faites conjointement à deux époux, dont l'un seulement est descendant du donateur, la portion qui lui est donnée est seule sujette à rapport.

878. Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers et pour le paiement de ses dettes.

879. Tout ce qui est laissé par testament est dispensé du rapport, à moins que le testateur n'ait ordonné le contraire, et sauf l'exception établie à l'article 895.

880. Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et les présents d'usage ne doivent pas être rapportés.

881. L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

Si l'immeuble qui a péri avait été aliéné par le donataire, celui-ci devrait en rapporter le prix.

882. Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dûs qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

883. Le rapport n'est dû que par l'héritier en ligne descendante à son cohéritier, conformément à la disposition de l'art. 871; il n'est dû ni aux autres héritiers, ni aux légataires, ni aux créanciers de l'hoirie, à moins que le donateur ou le testateur ne l'ait ordonné, et sauf ce qui est prescrit par les articles 607 et 895.

884. Le rapport se fait en nature ou en moins prenant, au choix du donataire.

885. Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant,

quand le donataire a aliéné ou hypothéqué l'immeuble avant l'ouverture de la succession.

886. Le rapport en moins prenant est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession.

887. Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

888. Il doit être pareillement tenu compte au donataire des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

889. Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute ou négligence.

890. Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations et dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédents.

891. Lorsque le don d'un immeuble fait à un descendant successible avec dispense du rapport, excède la quotité disponible, le donataire peut, à son choix, ou rapporter l'immeuble en nature, ou le

retenir en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

892. Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

893. Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix.

894. Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

895. Nonobstant ce qui est porté aux articles 879 et 883, lorsque le donataire ou le légataire ayant droit à la portion réservée par la loi, demande la réduction des dispositions faites au profit d'un cohéritier ou d'un légataire même étranger, en soutenant qu'elles excèdent la portion disponible, il doit imputer sur sa réserve les donations et les legs qui lui ont été faits, à moins qu'il n'en ait été formellement dispensé.

La dispense d'imputation ne pourra cependant avoir aucun effet au préjudice d'un donataire antérieur.

Tout autre objet dont le rapport ne serait pas dû d'après les règles précédemment établies, sera pareillement dispensé de l'imputation.

Chapitre V.

Du paiement des dettes.

896. Les héritiers ou successeurs à titre universel sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour la part et portion qu'ils y prennent, et hypothécairement pour le tout : sauf leur recours, s'il y a lieu, contre les autres héritiers ou successeurs à titre universel, à raison de la part pour laquelle chacun d'eux doit y contribuer.

897. Le cohéritier ou successeur à titre universel qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier, qui a payé la dette, se serait fait

subroger aux droits des créanciers; néanmoins, le cohéritier conservera la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre créancier, sous la déduction de la part de cette créance qui serait à sa charge comme héritier.

898. En cas d'insolvabilité d'un des héritiers, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur tous les autres au prorata de la portion héréditaire de chacun.

899. Les créanciers et légataires de la succession peuvent demander, dans tous les cas, la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.

900. Ce droit ne peut cependant plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

901. Le droit de séparation se conserve sur les immeubles de la succession, par la seule inscription prise sur chacun de ces immeubles, dans les six mois dès l'ouverture de la succession, sans qu'il soit nécessaire que cette inscription soit précédée ou accompagnée d'une demande adressée à qui que ce soit.

Ce droit, en ce qui concerne les meubles, ne peut être exercé que tant qu'ils sont possédés par l'héritier, et il se prescrit par le laps de trois ans.

902. Dans les six mois mentionnés à l'article précédent, aucune aliénation des immeubles de la succession ne peut avoir lieu au préjudice du droit de séparation des patrimoines.

Toutefois, ce droit pourra encore être exercé après les six mois quant aux immeubles qui existent dans la main de l'héritier, ou quant au prix qui serait encore dû de ceux qui auraient été aliénés; mais sans préjudice du droit que des tiers auraient acquis sur ces biens dans l'intervalle.

903. L'inscription prise sur les immeubles de la succession en vertu du droit de séparation des patrimoines, donne à ceux qui l'ont requise le droit de les suivre entre les mains des tiers détenteurs.

904. Si l'inscription a été prise dans le terme mentionné à l'article 901, ou même après ce terme, mais avant le partage de la succession, le créancier qui l'a requise peut agir hypothécairement, pour la totalité de sa créance, contre l'héritier au lot duquel est échu l'immeuble sur lequel l'inscription a été prise.

Si ce droit n'a été exercé qu'après les termes ci-dessus mentionnés, le créancier ne peut agir contre chacun des héritiers que pour leur part héréditaire.

905. Les créanciers de la succession qui ont demandé la séparation des patrimoines, sont pré-

férés, jusqu'à concurrence de l'inscription qu'ils ont prise, tant aux créanciers de l'héritier qu'aux créanciers chirographaires de la succession qui n'ont pas fait usage de ce droit. Mais en cas d'insuffisance de ces biens, ils n'auront recours sur ceux de l'héritier qu'après que tous les créanciers personnels de ce dernier, antérieurs à la demande en séparation, auront été satisfaits.

906. Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

907. Le légataire particulier n'est pas tenu du paiement des dettes de la succession, sans préjudice néanmoins de l'action hypothécaire des créanciers sur le fonds légué, et sauf le droit de séparation de patrimoine établi ci-dessus; mais le légataire qui a acquitté la dette dont l'immeuble légué était grevé, demeure subrogé aux droits du créancier contre les héritiers.

Chapitre VI.

Des effets du partage et de la garantie des lots.

908. Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans

son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

909. Les cohéritiers demeurent respectivement garants, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

910. Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les héritiers solvables.

911. Les héritiers sont tenus, les uns envers les autres, à la garantie de la solvabilité des débiteurs de la succession.

Cette garantie ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage.

Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

Chapitre VII.

De la rescision en matière de partage.

912. Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

913. L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

914. L'action en rescision n'est pas admise contre une vente de droit successif faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers, ou par l'un d'eux.

915. Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur état et leur valeur à l'époque du partage.

916. Le défendeur à la demande en rescision pour cause de lésion, peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

917. Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou en partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour cause de lésion.

Il n'est pas recevable non plus à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.

918. L'action en rescision pour cause de lésion se prescrit par deux années à compter du partage; celle en rescision pour dol ou violence se prescrit par quatre années depuis la découverte du dol ou la cessation de la violence.

Titre V.

Des donations entre-vifs.

919. La donation entre-vifs est un acte spontané de libéralité, par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

920. Est aussi réputé donation tout acte de libéralité ayant pour cause la reconnaissance du donateur, le mérite du donataire, les services particuliers qu'on veut récompenser, ainsi que tout acte de libéralité par lequel on imposerait quelque charge au donataire.

Chapitre I^{er}.

De la forme des donations entre-vifs.⁽¹⁾

921. Toute donation entre-vifs doit être faite par acte passé devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats, sous peine de nullité.

Cette disposition n'est pas applicable au don manuel de meubles corporels.

922. La donation entre-vifs n'engagera le donateur

⁽¹⁾ C. O., art. 10.

et ne produira son effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès.

L'acceptation pourra être faite ou dans l'acte même, ou par un acte devant notaire passé postérieurement et du vivant du donateur; mais, dans ce dernier cas, la donation n'aura d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte d'acceptation lui aura été notifié.

923. Si le donataire est majeur, l'acceptation doit être faite par lui, ou en son nom, par la personne fondée de sa procuration, portant pouvoir exprès d'accepter la donation faite, ou un pouvoir général d'accepter les donations qui auraient été ou qui pourraient lui être faites.

924. La femme mariée ne pourra accepter une donation sans l'autorisation de son mari.

Si la femme est mineure,⁽¹⁾ et s'il s'agit d'une donation qui impose quelque obligation au donataire, il faut de plus l'autorisation de la chambre pupillaire.

925. Si le mari refuse d'autoriser sa femme, la chambre pupillaire pourra l'autoriser, après avoir entendu ou appelé le mari.

926. Si le mari se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 96, les donations ne pourront être

(1) Cap. civ., art. 1. — An. 274.

acceptées par la femme qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.⁽¹⁾

927. La fille majeure ne peut accepter une donation sans le consentement de son conseil judiciaire, ou en cas de refus de sa part, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

928. La donation faite à un mineur ou à un interdit, doit être acceptée par le père, sous la puissance duquel se trouve le mineur, ou, dans les autres cas, par le tuteur ou le curateur.

En cas de refus de leur part, ou s'il s'agit d'une donation qui impose quelque obligation au donataire, l'acceptation aura lieu sous l'autorisation de la chambre pupillaire.

929. Les donations faites aux personnes ou corps moraux seront acceptées par les administrateurs qui y seront autorisés par les règlements respectifs, en se conformant à ce qui est prescrit par l'article 595 pour les donations testamentaires.

930. La donation dûment acceptée sera parfaite entre les parties, et la propriété des objets sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin de tradition.

Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, faites avant sa célébration, soit par les

(1) Cfr. C. civ., art. 96.

conjoints l'un à l'autre, soit par tout autre en faveur de ceux-ci et des descendants à naître de leur mariage, ne pourront être attaquées par défaut d'acceptation.

931. Lorsque la donation d'immeubles sera acceptée par acte séparé, cet acte ainsi que sa notification, faite conformément à l'article 922, seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques dans chaque arrondissement de la situation des biens, et mentionnés en marge de la transcription de l'acte de donation.

932. La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard, sauf ce qui est établi pour les donations en vue de mariage.

Si la donation consiste dans l'obligation de payer une somme, ou autre chose déterminée seulement par le genre auquel elle appartient, elle sera considérée comme donation de biens présents, lors même que le paiement ne devrait se faire qu'à la mort du donateur et sur les biens qu'il laissera à son décès.

933. Toute donation faite sous une condition impossible, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sera nulle.

934. En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation, ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, le dit effet ou la dite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses ou stipulations contraires.

935. Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas de prédécès du donataire seul, soit pour le cas de prédécès du donataire et de ses descendants.

Le droit de retour ne peut être stipulé que dans les limites dans lesquelles il est permis de substituer.

936. L'effet du droit de retour sera de résoudre toutes les aliénations des biens donnés et de faire revenir ces biens au donateur francs et quittes de toutes charges et hypothèques.

937. Les substitutions ne sont permises par donations entre-vifs, que dans les cas et dans les limites déterminés pour les actes de dernière volonté.

La nullité de la substitution ne portera aucune atteinte à la validité de la donation.

938. Le donateur pourra réserver à son profit, ou au profit d'une ou de plusieurs autres personnes, mais non pas successivement, l'usage ou l'usufruit des biens meubles ou immeubles compris dans la donation.

939. Lorsque la donation d'effets mobiliers aura été faite avec réserve d'usufruit, au profit du donateur ou d'un tiers, le donataire sera tenu, à l'expiration de l'usufruit, de prendre les effets donnés qui existeront en nature, dans l'état où ils seront, non détériorés par le dol ou par la faute de l'usufruitier, et il aura action contre ce dernier pour les objets non existants, à moins qu'ils n'aient péri sans sa faute.

Chapitre II.

De la capacité de disposer et de recevoir par donation entre-vifs.

940. Sont incapables de disposer par donation entre-vifs :

Celui qui ne peut pas tester :

Les mineurs, les interdits et les personnes placées sous conseil judiciaire, conformément à l'article 325. Cependant les fils de famille pourront, avec l'autorisation de leur père majeur et non interdit, et les autres incapables ci-dessus mentionnés, avec l'autorisation de la chambre pupillaire, donner par contrat de mariage à l'autre époux, tout ce que la loi permet à l'époux majeur et non interdit de donner à l'autre conjoint.

941. La femme majeure ne pourra donner entre-vifs sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cependant elle pourra, avec la seule autorisation de son mari, faire des donations en vue d'un mariage certain et déterminé, à moins que ce ne soit au profit des parents du mari jusqu'au troisième degré inclusivement: dans quel cas l'autorisation de la chambre pupillaire est pareillement nécessaire.

942. Lorsque la donation faite par la femme aura eu lieu sans le consentement du mari, elle ne préjudiciera pas à son droit de jouissance.

943. La fille majeure ne pourra donner entre-vifs sans le consentement de son conseil judiciaire.⁽¹⁾

Elle pourra cependant, par contrat de mariage, donner à son mari sans ce consentement; mais cette donation ne pourra, dans aucun cas, excéder la moitié de ses biens.

944. Les personnes incapables de recevoir par testament, ne peuvent acquérir par donation entre-vifs, même sous le nom de personnes interposées, dans les cas déterminés et suivant ce qui est réglé au Titre *des successions testamentaires*, Chapitre de *la capacité de disposer et de recevoir par testament*.

945. Toute donation entre-vifs au profit d'un

⁽¹⁾ C. O., art. 29. — Cap. civ., 1.

incapable est nulle, quoiqu'elle soit déguisée sous la forme d'un contrat onéreux.

L'incapacité résultant de la perte des droits civils ou de l'exercice de ces mêmes droits, en vertu d'un jugement de condamnation, même prononcé en contumace, rend également la donation nulle, lors même que l'incapacité qui existait au temps de la donation aurait cessé à l'époque de l'acceptation.

Chapitre III.

De la réduction des donations entre-vifs.

946. Les donations entre-vifs, celles même qui, en vue de mariage, seraient faites soit entre époux, soit par des tiers aux époux ou aux enfants à naître, seront réductibles à la quotité disponible, suivant les règles établies au *Titre des successions testamentaires, Chapitre de la portion dont on peut disposer par testament*, lorsqu'à l'époque du décès du donateur elles excéderont cette quotité.

On observera pour la réduction des donations entre-vifs, ce qui est prescrit par l'article 604 et par les articles 606 et suivants de la Section II du même chapitre, pour la réduction des dispositions testamentaires.

947. La réduction des donations entre-vifs ne peut être demandée que par ceux au profit desquels la loi établit une légitime ou réserve, par leurs héritiers ou ayants-cause.

Les donataires, les légataires ni les créanciers du défunt ne peuvent demander cette réduction ni en profiter.

948. Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires et, lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

949. Le donataire restituera les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande judiciaire en réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande.

950. Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans hypothèques ou autres charges créées par le donataire.

951. L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même

manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes. Cependant les donataires ou leurs ayants-cause pourront empêcher la revendication en payant en argent ce qui pourrait être dû pour les réserves.

Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

Chapitre IV.

Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.

952. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfants.

Cette révocation aura lieu avec ou sans charges créées par le donataire, conformément aux articles suivants; et ce encore que la donation n'aurait pas été transcrite.

953. Dans le cas de révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des im-

meubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

954. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude, que dans les cas suivants :

Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;

S'il lui refuse des aliments.

955. La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

956. La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du fait imputé par le donateur au donataire, ou du jour que ce fait aura pu être connu par le donateur.

957. La révocation pour cause d'ingratitude ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire. Cependant, si l'action avait été intentée par le donateur contre le donataire, et que l'un ou l'autre fut décédé pendant l'instance, il pourra y être donné suite par les héritiers et contre les héritiers.

L'action pourra aussi être intentée par les héritiers du donateur, si celui-ci est décédé dans l'année du fait imputé. Mais si le donateur est décédé sans avoir eu connaissance de ce fait, le délai mentionné à l'article précédent ne commencera à courir contre les héritiers du donateur qu'à dater du décès de ce dernier, ou du jour où ils auront pu connaître le fait d'ingratitude.

958. La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur les biens compris dans la donation, pourvu que le tout soit antérieur à la transcription mentionnée à l'article suivant.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au temps de la demande, et les fruits, à compter du jour de cette demande.

959. La demande en révocation pour cause d'ingratitude sera transcrite au bureau des hypothèques, en désignant les immeubles qui en font l'objet, conformément à l'article 1892, et sera rappelée en marge de la transcription de la donation.

960. Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude.

961. Toutes les donations entre-vifs faites par des personnes qui n'avaient point d'enfants ou descendants légitimes vivants au temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage, par toute autre personne que par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

S'il s'agit de donations mutuelles, et qu'il survienne un enfant à l'un des donateurs, la donation faite par l'autre est également révoquée.

962. Cette révocation aura lieu encore que l'enfant du donateur fût conçu au temps de la donation.

963. La survenance d'un enfant né d'un mariage nul, contracté de bonne foi au moins par l'un des époux, opérera aussi la révocation même de la donation faite par l'époux qui a contracté de mauvaise foi.

964. La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en

possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant ; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour de la demande judiciaire pour recouvrer la possession des biens donnés.

965. Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit rentreront dans le patrimoine du donateur libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire ou de ses ayants-droit, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement, à la reprise des apports de la femme ou à l'exercice des droits résultant des conventions matrimoniales : ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage du donataire, et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé, comme caution, à l'exécution du contrat de mariage.

966. Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif ; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation a été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

967. Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle et ne pourra produire aucun effet.

968. Le donataire, ses héritiers ou ayants-cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume; et ce, sans préjudice des causes légitimes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

Chapitre V.

Des donations faites en vue de mariage aux époux et aux enfants à naître et des donations entre époux.

969. Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, au profit des époux et des enfants à naître du mariage, pourront, nonobstant les dispositions de l'article 932, comprendre les biens que le donateur laissera au jour de son décès.

Pareille donation, quoique faite seulement au

profit des époux ou de l'un d'eux, sera présumée faite au profit des enfants et descendants à naître du mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire.

970. La donation mentionnée en l'article précédent sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer à titre gratuit des objets compris dans la donation, si ce n'est pour des sommes modiques, à titre de récompense ou autrement, à moins qu'il ne se soit réservé une plus ample faculté de disposer.

971. La donation de biens à venir faite en vue de mariage, aura son effet sur les biens que le donateur laissera à son décès, déduction faite des dettes et charges de la succession.

972. La donation en vue d'un mariage certain et déterminé, dont il est parlé aux articles précédents, pourra être faite cumulativement des biens présents et avenir ; auquel cas, il sera libre au donataire, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présents, en renonçant au surplus des biens du donateur, pourvu que la donation ait été légalement transcrite et que les biens présents y aient été désignés conformément à l'article 1892.

A défaut de cette transcription, le donataire ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront

existants au jour du décès du donateur, déduction faite de toutes les dettes et charges de la succession.

973. Dans les donations, même de biens présents, faites en vue de mariage, la jouissance des biens donnés sera toujours censée réservée au donateur pendant sa vie, à moins de stipulation contraire.

974. Lorsque, dans une donation soit des biens présents, soit des biens à venir, faite en vue d'un mariage certain et déterminé, le donateur se sera réservé la faculté de disposer d'un des effets donnés, d'une quotité ou d'une somme fixe à prendre sur les mêmes biens, la propriété en restera au donataire, si le donateur est décédé sans en avoir disposé.

975. Toute donation faite en vue de mariage sera sans effet, si le mariage ne s'en suit pas.

976. La donation, faite à l'un des époux, des biens à venir, ou d'une partie des biens que le donateur laissera à son décès, demeurera sans effet, si celui-ci survit à l'époux donataire, et aux enfants issus du mariage en vue duquel la donation a été faite.

977. Les époux pourront, par contrat de ma-

riage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, donation de tout ce dont il est permis de disposer par testament, conformément aux articles 597 et suivants du Titre *des successions testamentaires*, Section I, du Chapitre III, sans préjudice des dispositions portées aux articles 940 et 943.

978. Toute donation de biens présents, faite entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée.

979. La donation de biens à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, sera soumise aux règles ci-devant établies à l'égard des donations pareilles qui leur seront faites par des tiers; sauf qu'elle ne sera point transmissible aux enfants issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.

980. Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire aucune libéralité, si ce n'est par actes de dernière volonté, dans les formes et suivant les règles prescrites pour ces actes.

Chapitre VI.

Dispositions particulières.⁽¹⁾

981. Les dispositions relatives aux donations entre-vifs ne sont pas applicables aux renonciations qui ont lieu à l'occasion de l'entrée en religion. Ces renonciations seront valables quoique faites par des mineurs, lesquels seront réputés majeurs, pourvu qu'ils aient atteint l'âge où il leur est permis de tester.

Ces renonciations pourront comprendre même les biens à venir que le renonçant acquerrait dans l'intervalle de temps écoulé entre sa renonciation et sa profession religieuse.

982. Elles cesseront d'avoir leur effet et seront réputées comme non avenues, si le renonçant n'a pas pris les habits religieux dans les six mois à dater de sa renonciation.

Leur effet cessera pareillement si le renonçant, après avoir été légitimement délié des vœux qu'il a faits, rentre dans le monde dans les dix ans depuis l'émission des vœux.

983. Dans les cas prévus aux deux articles précédents, ceux au profit desquels les renonciations auront lieu, devront se conformer aux mesures conservatoires prescrites par l'article 806.

(1) Art. 981 à 983 rapportés, L. c. du 24 mai 1880, art. 1. — An. 308.

Titre VI.

Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

Chapitre I^{er}.

Dispositions préliminaires.

984. Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.⁽¹⁾

985. Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral*, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

986. Il est *unilatéral*, lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

987. Lorsque chacune des parties se soumet à

NOTE. — Les citations du Code fédéral des obligations indiquent ceux des articles de ce code qui sont, quant à leur objet, en corrélation avec ceux du Code civil.

(1) C. O., art. 1, 2.

l'accomplissement de quelque obligation, le contrat est à *titre onéreux*.

Le contrat de *bienfaisance* est celui dans lequel une des parties procure à l'autre un avantage gratuit.

988. Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

989. Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales qui forment l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont ci-après établies sous les titres relatifs à chacun d'eux.

Chapitre II.

Des conditions essentielles pour la validité des conventions.⁽¹⁾

990. Les conditions essentielles pour la validité d'une convention sont :

Le consentement des parties :

(1) C. O., art. 4, 15, 47, 29.

La capacité de contracter ;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;

Une cause licite dans l'obligation.

Section I.

Du consentement.⁽¹⁾

991. Il n'y a point de consentement valable, s'il n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence, ou surpris par dol.

992. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

993. La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par une personne autre que celle au profit de laquelle la convention a été faite.⁽²⁾

⁽¹⁾ C. O., art. 18 et s.

⁽²⁾ C. O., art. 26.

994. Le consentement est censé arraché par la violence, lorsque celle-ci est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et à lui inspirer une juste crainte d'exposer sa personne ou ses biens à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.⁽¹⁾

995. La violence est une cause de nullité du contrat, non seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

996. La seule crainte révérentielle envers le père, la mère, les autres ascendants ou le mari, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

997. Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, ou si on a laissé passer le temps que la loi a fixé pour l'attaquer.⁽²⁾

998. Le dol est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une

(1) C. O., art. 27.

(2) C. O., art. 28.

des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.⁽¹⁾

Le dol ne présume pas, il doit être prouvé.

999. La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit ; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la Section VII du Chapitre V du présent titre.

1000. La lésion ne vicie les conventions que dans les cas spécialement exprimés dans le présent Code.

1001. On ne peut, en général, s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même.⁽²⁾

1002. Néanmoins, on peut s'obliger envers un autre en promettant le fait d'un tiers ; mais cette promesse ne donne lieu qu'à une indemnité contre celui qui s'est obligé ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

1003. On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une sti-

(1) C. O., art. 24, 25.

(2) C. O., art. 127.

pulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter.⁽¹⁾

1004. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants-cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

Section II.

De la capacité des parties contractantes.

1005. Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.⁽²⁾

1006. Sont incapables de contracter, sauf dans les cas prévus par la loi : ⁽³⁾

Les mineurs,

Les interdits,

Les femmes et les filles majeures,

Et, généralement, tous ceux à qui la loi interdit certains contrats.

1007. Les personnes capables de s'engager ne

⁽¹⁾ C. O., art. 128.

⁽²⁾ C. O., art. 29, 720. — Cap. civ., 1.

⁽³⁾ C. O., art. 30. — Cap. civ., 1, 3.

peuvent opposer l'incapacité des personnes avec lesquelles elles ont contracté.⁽¹⁾

Section III.

De l'objet et de la matière des contrats.⁽²⁾

1008. Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

1009. Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

1010. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

1011. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

1012. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession

⁽¹⁾ C. O., art. 30.

⁽²⁾ C. O., art. 17.

non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, soit avec la personne de la succession de laquelle il s'agit, soit avec des tiers, quoique du consentement de cette personne, si ce n'est dans le cas prévu par l'article 981.

Section IV.

De la cause des contrats.

1013. L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

1014. La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.⁽¹⁾

1015. Toute convention est présumée avoir une cause, à moins que la partie qui s'est obligée ne prouve le contraire.

1016. La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.⁽²⁾

⁽¹⁾ C. O., art. 15.

⁽²⁾ C. O., art. 17.

Chapitre III.

De l'effet des obligations.

Section I.

Dispositions générales.

1017. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1018. Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Section II.

De l'obligation de donner.

1019. L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livrai-

son, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

1020. L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

1021. L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes légitimement exprimé.⁽¹⁾

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où l'obligation a été contractée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer ; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

1022. Le débiteur est constitué en demeure soit par une sommation ou par un autre acte équiva-

(1) C. O., art. 199, 204.

lent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.⁽¹⁾

1023. Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglées au Titre *de la vente*, et au Titre *des privilèges et hypothèques*.

1024. Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à une personne et successivement à une autre, par des actes distincts, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.⁽²⁾

Section III.

De l'obligation de faire ou de ne pas faire.⁽³⁾

1025. Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

⁽¹⁾ C. O., art. 117.

⁽²⁾ C. O., art. 199, 205, 209.

⁽³⁾ C. O., art. 110 à 112, 175.

1026. Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement soit détruit ; et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

1027. Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1028. Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

Section IV.

Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.⁽¹⁾

1029. Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en mesure de remplir son obligation, ou lorsque la chose qu'il s'était obligé de donner ou de faire, ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

1030. Le débiteur est condamné, s'il y a lieu,

⁽¹⁾ C. O., art. 110 et s.

au paiement des dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution ou le retard provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1031. Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts, lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

1032. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.⁽¹⁾

1033. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus et qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est pas exécutée.

1034. Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard

(1) Art. 1032 et s. — C. O., art. 416

de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

1035. Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre, à moins qu'il ne résulte évidemment que la somme est énormément excessive, auquel cas le juge pourra la réduire.⁽¹⁾

1036. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi ; sauf les règles particulières au cautionnement et à la société.⁽²⁾

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande judiciaire, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

1037. Les intérêts échus des capitaux ne peu-

(1) C. O., art. 182.

(2) C. O., art. 119.

vent produire des intérêts, ni par une demande judiciaire, ni par la convention des parties.⁽¹⁾

Ces intérêts sont cependant susceptibles d'en produire d'autres lorsqu'ils ont pris le caractère d'un capital, soit par la substitution d'une dette nouvelle et d'espèce différente à l'ancienne dette, soit par un changement dans la personne du débiteur ou du créancier.

1038. Les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande judiciaire ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

Section V.

De l'interprétation des conventions.⁽²⁾

1039. On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

(1) C. O., art. 335.

(2) C. O., art. 16.

1040. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

1041. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

1042. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

1043. On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1044. Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

1045. Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

1046. Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

1047. Lorsque dans un contrat on a exprimé

un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

Section VI.

De l'effet des conventions à l'égard des tiers.

1048. Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1003.

1049. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

1050. Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.⁽¹⁾

Si les contrats sont à titre onéreux, il faut prouver qu'il y a eu fraude de la part des deux parties contractantes ; s'ils sont à titre gratuit, il suffit qu'il y ait eu fraude de la part du débiteur.

(1) C. O., art. 889. — L. P., art. 285 et s.

Chapitre IV.

Des diverses espèces d'obligations.⁽¹⁾

Section I.

Des obligations conditionnelles.

§ 1.

De la condition en général et de ses diverses espèces.

1051. L'obligation est *conditionnelle* lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

1052. La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

1053. La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

1054. La condition *mixte* est celle qui dépend

(1) C. O., art. 171 et s.

tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes, et de la volonté d'un tiers ou du hasard.

1055. Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle et rend nulle la convention qui en dépend.⁽¹⁾

1056. La condition de ne pas faire une chose physiquement impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

1057. Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition qui en fait dépendre le lien de la seule volonté de celui qui s'oblige.

1058. Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

1059. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie ; et elle n'est censée défail-

⁽¹⁾ C. O., art. 177.

lie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

1060. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. Elle l'est également, si avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas ; et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

1061. La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.⁽¹⁾

1062. La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté ; si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

1063. Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.⁽²⁾

(1) C. O., art. 176.

(2) C. O., art. 172.

§ 2.

De la condition suspensive.

1064. L'obligation contractée sous une condition *suspensive* est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.⁽¹⁾

Dans le premier cas, l'obligation ne produit son effet qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

1065. Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.⁽²⁾

Si la chose est entièrement périée sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose est entièrement périée par la faute du débiteur, celui-ci est tenu à des dommages et intérêts envers le créancier.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre l'o-

(1) C. O., art. 171.

(2) C. O., art. 204.

bligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§ 3.

De la condition résolutoire.

1066. La condition *résolutoire* est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.⁽¹⁾

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

1067. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement, sauf l'exception établie au Titre *de la vente*.⁽²⁾

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de

(1) C. O., art. 174.

(2) C. O., art. 95, 122.

plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice ; et il peut être accordé au défendeur un délai, selon les circonstances.

Section II.

Des obligations à terme.⁽¹⁾

1068. Le *terme* diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

1069. Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance du terme ; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété.

1070. Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a aussi été convenu en faveur du créancier.⁽²⁾

(1) C. O., art. 87 et s.

(2) C. O., art. 94.

1071. Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il est en discussion, ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

Section III.

Des obligations alternatives.⁽¹⁾

1072. Le débiteur d'une obligation *alternative* est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation ; mais il ne peut forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

1073. Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

1074. L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière *alternative*, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

1075. L'obligation *alternative* devient pure et simple, si l'une des deux choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur.

(1) C. O., art. 82.

Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont périées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

1076. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déferé par la convention au créancier :

Ou l'une des choses seulement est périée ; et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste ; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste ou le prix de celle qui est périée ;

Ou les deux choses sont périées ; et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre, à son choix.

1077. Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1172.

1078. Les mêmes principes s'appliquent aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

Section IV.

Des obligations solidaires.⁽¹⁾

§ 1.

De la solidarité entre les créanciers.⁽²⁾

1079. L'obligation est *solidaire* entre plusieurs créanciers, lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

1080. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ni libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

1081. Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

(1) C. O., art. 162-170.

(2) C. O., art. 169, 170.

§ 2.

De la solidarité de la part des débiteurs.⁽¹⁾

1082. Il y a *solidarité* de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

1083. L'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple; ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

1084. La solidarité ne se présume point: il faut qu'elle soit expressément stipulée.⁽²⁾

Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

1085. Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.⁽³⁾

(1) C. O., art. 162 et s.

(2) C. O., art. 162.

(3) C. O., art. 163.

1086. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

1087. Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

1088. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.⁽¹⁾

1089. La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires, fait courir les intérêts à l'égard de tous.

1090. Le codébiteur solidaire, poursuivi par le créancier, peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.⁽²⁾

(1) C. O., art. 155.

(2) C. O., art. 164.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

1091. Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part ou portion du débiteur ou du créancier.

1092. Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.⁽¹⁾

1093. Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur, lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part*.

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des débiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

(1) C. O., art. 166.

1094. Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd la solidarité que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

1095. L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.⁽¹⁾

1096. Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

1097. Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolubles, la portion des insolubles sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

⁽¹⁾ C. O., art. 168.

1098. Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

Section V.

Des obligations divisibles et indivisibles.⁽¹⁾

1099. L'obligation est *divisible* ou *indivisible*, selon qu'elle a pour objet ou une chose qui, dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division.

1100. L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel il est considéré dans l'obligation ne le rend pas susceptible d'exécution partielle.

1101. La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

§ 1.

Des effets de l'obligation divisible.

1102. L'obligation qui est susceptible de division doit être exécutée entre le créancier et le débiteur, comme si elle était indivisible.

(1) C. O., art. 79 et s. 155.

La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette, ou qui ne sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis, ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

1103. Le principe établi dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers du débiteur, lorsque la dette a pour objet un corps certain, qui se trouve, par suite du partage, entre les mains de l'un d'eux.

§ 2.

Des effets de l'obligation indivisible.⁽¹⁾

1104. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1105. Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une pareille obligation.

1106. Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible, en donnant une caution solvable pour la part afférente à ses cohéritiers.

(1) C. O., art. 79.

Il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette; il ne peut seul recevoir le prix au lieu de la chose.

Si l'un des héritiers a seul remis la dette ou reçu le prix de la chose, son cohéritier ne peut demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix.

1107. L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers. Toutefois, si la dette est de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, celui-ci peut être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

Section VI.

Des obligations avec clause pénale.⁽¹⁾

1108. La *clause pénale* est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

1109. La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

(1) C. O., art. 179 et s.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

1110. Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

1111. La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

1112. Soit que l'obligation principale contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doit être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à recevoir, soit à faire, est en demeure.

1113. La peine peut être modifiée par le juge, lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

1114. Lorsque l'obligation principale, contractée avec une clause pénale, est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur; et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait

la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

1115. Lorsque l'obligation principale, contractée sous une peine, est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque, la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité; en ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres héritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

Chapitre V.

De l'extinction des obligations.⁽¹⁾

1116. Les obligations s'éteignent :

Par le paiement ;

Par la novation ;

Par la remise volontaire ;

Par la compensation ;

Par la confusion ;

Par la perte de la chose ;

Par la déclaration de nullité ou par la rescision :

Par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent ;

Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

Section I.

Du paiement.⁽²⁾

§ 1.

Du paiement en général.

1117. Tout *paiement* suppose une dette ; ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

(1) C. O., art. 129 et s.

(2) C. O., art. 72, 77 et s.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

1118. Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

1119. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

1120. Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent, ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'était pas propriétaire, ou n'était pas capable de l'aliéner.

1121. Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

1122. Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

1123. Le paiement fait au créancier n'est point valable, s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

1124. Le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'un séquestre, n'est pas valable à l'égard des créanciers qui ont opéré le séquestre : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

1125. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

1126. Le débiteur ne peut point forcer le créan-

cier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.⁽¹⁾

1127. Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues, ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fut pas en demeure.

1128. Si la dette est d'une chose, qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.⁽²⁾

1129. Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du créancier, s'il se trouve dans le Canton, ou à celui de son fondé de pouvoir, s'il réside hors du Canton. Il doit être fait dans le domicile du

(1) C. O., art. 78, 757.

(2) C. O., art. 81.

débiteur, si le créancier réside hors du Canton et n'y a pas de fondé de pouvoir.⁽¹⁾

1130. Les frais de paiement sont à la charge du débiteur.

§ 2.

Du paiement avec subrogation.⁽²⁾

1131. La *subrogation* dans les droits du créancier, au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou *conventionnelle* ou *légale*.

1132. Cette subrogation est conventionnelle:

- 1° Lorsque le créancier, recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur. Cette subrogation doit être expresse, et faite en même temps que le paiement;
- 2° Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette, et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaire; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été

(1) C. O., art. 84.

(2) C. O., art. 126, 168, 79.

empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

1133. La subrogation a lieu de plein droit:

- 1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques;
- 2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet immeuble était hypothéqué;
- 3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter.

1134. La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs; elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie; en ce cas il peut exercer ses droits pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

§ 3.

De l'imputation des paiements.⁽¹⁾

1135. Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

1136. Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts: le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

1137. Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente; à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

1138. Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

⁽¹⁾ C. O., art. 99 et s.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne ; toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§ 4.

Des offres de paiement et de la consignation.⁽¹⁾

1139. Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et, au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles, suivies d'une consignation, libèrent le débiteur ; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

1140. Pour que les offres réelles soient valables, il faut :

- 1° Qu'elles soient faites au créancier ayant capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui ;
- 2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer ;
- 3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dûs, des

(1) C. O., art. 107 et s., 759.

frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire ;

4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier ;

5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée :

6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, et si le créancier a un domicile dans le Canton, elles soient faites à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention ; et s'il n'a pas de domicile dans le Canton, et n'y a pas de fondé de pouvoirs, la notification de l'offre de paiement soit faite sous l'autorité du juge du débiteur ;

7° Que les offres soient faites en présence du juge, ou du greffier, ou de l'huissier, qui en dressera procès-verbal.

1141. Pour que la consignation soit valable, il suffit :

1° Qu'elle ait été précédée d'une signification faite par exploit au créancier, contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée ;

2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant au juge, avec les intérêts, s'ils sont dûs, jusqu'au jour du dépôt.

1142. Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

1143. Tant que la consignation n'a point été acceptée, le débiteur peut la retirer; et, s'il la retire, l'obligation renaît avec tous ses accessoires.⁽¹⁾

1144. Lorsque le créancier a accepté les offres et la consignation de son débiteur, ou que par un jugement passé en force de chose jugée, les offres et la consignation de ce débiteur ont été déclarées bonnes et valables, celui-ci ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation, au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

1145. Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation, après l'avoir acceptée, ou après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus, pour le paiement de sa créance, exercer les privilèges et hypothèques qui y étaient attachés, au préjudice des tiers qui auraient pris inscription dans l'intervalle.

(1) C. O., art. 109.

1146. Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention, ou au domicile du débiteur, s'il n'y a pas de convention sur le lieu du paiement et si le créancier réside hors du Canton et n'y a pas de fondé de pouvoirs. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, le débiteur peut obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.⁽¹⁾

Section II.

De la novation.⁽²⁾

1147. La *novation* s'opère de trois manières :

- 1° Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ;
- 2° Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est déchargé par le créancier ;
- 3° Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'an-

(1) C. O., art. 108.

(2) C. O., art. 142 et s.

cien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

1148. La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

1149. La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

1150. La novation par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

1151. La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point de novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

1152. Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

1153. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les privilèges et hypothèques primitifs de la créance ne passent point sur les biens du nouveau débiteur.

1154. Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel engagement.

Section III.

De la remise de la dette.⁽¹⁾

1155. La remise volontaire du titre original sous signature privée fait preuve de la libération, soit au profit du débiteur à qui elle a été faite, soit au profit de ses codébiteurs solidaires.

1156. La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.⁽²⁾

⁽¹⁾ C. O., art. 104.

⁽²⁾ C. O., art. 166.

1157. La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

1158. La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal, libère les cautions;

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal;

Celle accordée à l'une des cautions, ne libère pas les autres de ce qui, dans la dette, excède la part de cette caution.⁽¹⁾

Section IV.

De la compensation.⁽²⁾

1159. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une *compensation* qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

1160. La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant même où elles existent simultanément, jusqu'à concurrence de la plus faible.⁽³⁾

1161. La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme

(1) C. O., art. 129.

(2) C. O., art. 131 et s.

(3) C. O., art. 138.

d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce, et qui sont également liquides et exigibles.⁽¹⁾

1162. Le terme accordé gratuitement par le créancier, n'est point un obstacle à la compensation.

1163. La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou de l'autre des dettes, excepté dans le cas :⁽²⁾

1° De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé ;

2° De la demande en restitution d'un dépôt ou d'un prêt à usage ;

3° D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

1164. La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal ;

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution.

Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur.⁽³⁾

(1) C. O., art. 131.

(2) C. O., art. 132.

(3) C. O., art. 134.

1165. Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

1166. Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de transport au lieu du paiement.

1167. Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'article 1138.

1168. La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi, celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis le séquestre fait par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice de celui qui a opéré le séquestre, opposer la compensation.⁽¹⁾

1169. Celui qui a payé une dette qui était, de droit, éteinte par la compensation, ne peut plus, en

(1) C. O., art. 133.

exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir, au préjudice des tiers, des privilèges ou hypothèques, ni des cautionnements qui y étaient attachés, à moins qu'il n'ait eu une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette.

Section V.

De la confusion.⁽¹⁾

1170. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une *confusion* de droit qui éteint la dette et la créance.

1171. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal, profite à ses cautions.

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale;

Celle qui s'opère dans la personne de l'un des débiteurs solidaires, ne profite à ses codébiteurs que pour la portion dont il était débiteur.

(1) C. O., art. 144.

Section VI.*De la perte de la chose due.*⁽¹⁾

1172. Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte, si la chose a péri, a été mise hors du commerce, ou a été perdue sans la faute du débiteur, et avant qu'il fût en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure, et s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose fût également périée chez le créancier, si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite de la restitution du prix.

1173. Lorsque la chose est périée, mise hors du commerce ou perdue sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

(1) C. O., art. 118, 145.

Section VII.

De l'action en nullité ou en rescision des conventions.

1174. L'action en nullité ou en rescision d'une convention dure quatre ans, dans tous les cas où elle n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière.⁽¹⁾

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par des personnes incapables de contracter, du jour où l'incapacité a cessé.

1175. Cette action est transmissible aux héritiers, qui ne peuvent toutefois l'exercer que pendant la durée du terme qui restait à courir au profit de leurs auteurs, sans préjudice des dispositions relatives à l'interruption ou à la suspension des prescriptions.

1176. La simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à la demande en nullité ou en rescision.⁽²⁾

1177. L'incapable qui est commerçant ou artisan, n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art.⁽³⁾

(1) C. O., art. 28, 32.

(2) C. O., art. 33 in f.

(3) C. O., art. 34. — Cap. 3.

1178. L'incapable n'est pas non plus restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit.

1179. Il n'est pas recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit dans l'état d'incapacité, lorsqu'il l'a ratifié étant parvenu à celui de capacité, soit que cet engagement fût nul en sa forme, soit qu'il fût seulement sujet à restitution.

1180. Lorsque les personnes incapables sont admises à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant l'état d'incapacité, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.⁽¹⁾

1181. Lorsque les formalités requises à l'égard de la personne incapable de contracter soit pour aliénation d'immeubles, pour l'acceptation ou le partage d'une succession, soit pour tout autre acte ont été remplies, elle est, relativement à ces actes, considérée comme si elle les avait faits dans l'état de capacité.⁽²⁾

1182. L'exception de nullité peut être opposée par toute personne qui est poursuivie pour l'exécu-

(1) C. O., art. 33. Cap. civ. 3.

(2) C. O., art. 30.

tion de l'obligation, dans tous les cas où cette personne aurait été admissible à agir par voie de nullité ou de rescision.

Cette exception n'est point sujette à la prescription établie par l'article 1174.

Chapitre VI.

De la preuve des obligations, et de celle du paiement.

1183. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1184. Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

Section I.

De la preuve littérale.

1185. La preuve littérale dérive d'un titre authentique ou d'un titre sous seing privé.

§ 1.

Du titre authentique,

1186. L'acte authentique est celui qui a été reçu, selon les formes prescrites, par un notaire, ou par un autre officier public ayant, dans le lieu où il l'a rédigé, le pouvoir de donner à cet acte le caractère de l'authenticité.

1187. L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

1188. L'acte authentique fait pleine foi de la convention et des faits qui se sont passés en présence du notaire ou de l'officier public qui l'a reçu.

Néanmoins, en cas de plainte en faux principal, ou en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux devront suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

1189. L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition.

Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve.

1190. Les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes; elles n'ont point d'effet contre des tiers.⁽¹⁾

§ 2.

De l'acte sous seing privé.

1191. L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayants-cause, la même foi que l'acte authentique.

1192. Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayants-cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

1193. Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayants-cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

1194. Le billet ou la promesse sous seing privé, par lequel une partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent, ou à lui livrer une chose

(1) C. O., art. 16, 189.

appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins, il faut, qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose.

1195. Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.⁽¹⁾

1196. Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été légalisés ou visés par un notaire certificateur, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

1197. Les livres de ceux qui exercent un art ou une profession font foi, sauf preuve contraire, des fournitures qui y sont portées, comme suit :

Les livres des artisans jusqu'à 35 frs.

Ceux des aubergistes jusqu'à 60 frs.

Ceux des boulangers jusqu'à 75 frs.

(1) C. O., art. 723.

Ceux des bouchers et des marchands domiciliés dans le pays jusqu'à 120 frs.

1198. Pour que ces livres fassent foi, il faut :

- 1° Que ceux qui en font usage soient d'une probité reconnue ;
- 2° Qu'ils inscrivent leurs crédits dans un journal dans un ordre exact, date après date, sans ratures ni blancs suspects ;
- 3° Que ce journal soit visé et daté par un notaire certificateur et que, de plus, il soit par lui côté et signé à chaque feuille ;
- 4° Qu'il indique l'objet vendu, et qu'il contienne la date de l'an et du jour de la livraison, les noms et prénoms de la personne à laquelle le crédit a été fait, ainsi que ceux de la personne à laquelle la chose a été délivrée ;
- 5° Que celui qui veut en faire usage prête serment que la somme lui est bien due, s'il en est requis par le juge ou la partie.

Ces livres font foi pendant un an à compter du jour où le crédit a été fait.

1199. Les livres des marchands font preuve contre eux ; mais celui qui veut en tirer avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

1200. Les registres et papiers domestiques ne font point preuve en faveur de celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui :

1° Dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ;

2° Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut de titre ou document en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

1201. L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, ou en marge, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ 3.

Des tailles.

1202. Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail.

§ 4.

Des copies des titres.

1203. Les copies des actes publics font la même foi que l'original, lorsqu'elles ont été tirées sur la minute, et certifiées par le notaire ou autre officier public qui a reçu ces actes, ou par celui qui est légalement autorisé à en délivrer des copies authentiques.

1204. La représentation du titre original, lorsqu'il existe, peut toujours être exigée.

1205. A défaut de la minute, les copies authentiques délivrées conformément à l'article 1203 font pleine foi, pourvu qu'elles ne présentent ni altération, ni aucun motif de suspicion.

1206. Les copies qui, à défaut de l'original, ont été tirées par des officiers publics sans qualité pour le faire, ne font aucune foi, à moins qu'il ne s'agisse de copies de titres anciens faites depuis plus de trente ans ; dans ce cas, elles peuvent servir d'indication ou de commencement de preuve plus ou moins forte, suivant les circonstances.

Les copies qui sont simplement transcrites sur les registres publics, ne peuvent servir que d'un commencement de preuve par écrit.

1207. Hors les cas spécifiés dans l'article précédent, les copies des copies ne font aucune foi.

1208. La copie authentique du testament olographe, tirée de l'original déposé chez un notaire, conformément aux articles 622 et 625, fait la même foi que l'original, sans préjudice cependant du droit d'en demander la collation avec l'original, s'il existe.

§ 5.

Des actes récongnitifs et confirmatifs.

1209. L'acte récongnitif fait preuve contre le débiteur, ses héritiers et ayants-droit, à moins que ceux-ci, par la représentation du titre primordial, ne prouvent qu'il y a eu dans l'acte récongnitif erreur ou augmentation de la dette primitive.

S'il y a plusieurs actes récongnitifs, le plus récent doit prévaloir.

1210. L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement en tout ou en grande partie, après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification ou exécution volontaire, dans les formes et à l'époque déterminées par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre l'obligation, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent point à l'acte en rescision qui est fondée sur la lésion.

1211. Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs, nulle en la forme ; il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

1212. La confirmation, ratification ou exécution volontaire d'une donation ou d'une disposition testamentaire par les héritiers ou ayants-droit du donateur ou du testateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

Section II.

De la preuve testimoniale.⁽¹⁾

1213. Il n'est reçu aucune preuve par témoins d'une convention dont l'objet ou la valeur excède la somme de trois cents francs, même pour dépôts

(1) C. O., art. 9, 184, 275, 491.

volontaires ; cette preuve n'est pas non plus admise contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de trois cents francs.

1214. La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de trois cents francs.

1215. Celui qui a formé une demande excédant trois cents francs ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

1216. La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de trois cents francs, ne peut être admise lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

1217. Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la somme de trois cents francs, la preuve par témoins ne peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différents

temps, si ce n'était que ces droits procédassent par succession, donation ou autrement de personnes différentes.

1218. Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout écrit émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente et qui rend vraisemblable le fait allégué.

1219. Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

Cette seconde exception s'applique :

- 1° Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits ;
- 2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs dans les hôtelleries où ils logent, ou aux voituriers qui les conduisent, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ;
- 3° Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus qui n'auraient pas permis de faire des actes par écrit ;

- 4° Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

Section III.

Des présomptions.

1220. Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le juge tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§ 1.

Des présomptions établies par la loi.

1221. La *présomption légale* est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits, tels sont ;

- 1° Les actes que la loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité ;
- 2° Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées ;
- 3° L'autorité que la loi attribue à la chose jugée ;
- 4° La force que la loi attache à l'aveu ou au serment de la partie ;

1222. L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

1223. La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

1224. Quant aux jugements rendus en pays étrangers, on agira de la même manière qu'on en use dans ces pays à l'égard des jugements rendus par les tribunaux du Valais.

§ 2.

Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.

1225. Les présomptions qui ne sont point établies par la loi sont abandonnées à la prudence du juge, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans le cas seulement où la loi admet la preuve testimoniale, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

Section IV.

De l'aveu de la partie.

1226. L'aveu qui est opposé à une partie est *extrajudiciaire* ou *judiciaire*.

1227. L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

1228. S'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale est admissible, l'aveu extrajudiciaire fait preuve s'il a été fait en présence de celui auquel il profite.

1229. L'aveu judiciaire est la déclaration que la partie fait en justice.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait ;

Il ne peut être divisé contre lui ;

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait ;

Il ne peut être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

1230. L'aveu judiciaire de l'avocat ou du mandataire fait la même foi que celui de la partie elle-même.

Cependant cet aveu pourra être révoqué avant le jugement, en payant les frais frustratoires.

1231. L'aveu judiciaire ne produit les effets qui lui sont attribués par l'article 1229 que lorsqu'il est fait par une personne capable de s'obliger.

L'aveu des tuteurs et administrateurs ne préjudicie aux personnes placées sous leur autorité que lorsqu'il est fait dans les cas où la loi leur permet d'obliger ces personnes, et en suivant les formes qu'elle détermine.

Section V.

Du serment.

1132. Le serment, de quelque espèce qu'il soit, doit être prêté par la personne même, et non par un fondé de pouvoir.

1233. Le serment *judiciaire* est de deux espèces :

- 1° Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause ; il est appelé *décisoire* ;
- 2° Celui qui est déféré par le juge à l'une des parties, soit d'office, soit à la demande de

celle-ci, par suite d'une disposition expresse de la loi.

§ 1.

Du serment décisoire.

1234. Le serment décisoire ne peut être déféré sur quelque espèce de contestation civile que ce soit.

Il ne peut avoir pour objet un fait incriminé par la loi.

1235. Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère ; il peut l'être cependant sur la simple science d'un fait.

1236. Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

1237. Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé, et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

1238. La partie à laquelle le serment a été déféré ne peut plus le référer, si elle a déclaré être prête à faire ce serment.

1239. Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

1240. Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

Si cependant la fausseté en a été établie par un jugement criminel, les effets civils du serment décisoire n'en subsistent pas moins, sauf à celui au préjudice duquel il a été fait, à exercer l'action en dommages et intérêts qu'il peut avoir en vertu du jugement criminel.

1241. La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

1242. Celui qui a déféré ou référé le serment, peut en dispenser l'adversaire qui a déclaré être prêt à le faire ; dans ce cas, le serment est censé fait.

1243. Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers ou ayants-cause ou contre eux.

Néanmoins, le serment déféré par l'un des

créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier ;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions ;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs ;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal, que lorsqu'il a été déféré sur la dette, et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§ 2.

Du serment déféré par le juge.

1244. Le serment qui est déféré par le juge à l'une des parties a pour but ou de compléter une preuve, et il est appelé *supplétif*, ou de déterminer le montant de la condamnation.

1245. Hors le cas prévu à l'article 1198, le serment supplétif ne peut être déféré que sous les deux conditions suivantes : il faut,

- 1° Que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée ;

2° Qu'elle soit appuyée sur la déposition d'un témoin non récusable.

1246. Le serment supplétif n'est pas admis :

1° Lorsque la demande en capital et intérêts excède cent cinquante francs, sauf dans les cas prévus à l'article 1219 ;

2° Lorsque, après avoir formé une demande excédant cent cinquante francs, l'on restreint la demande primitive ;

3° Lorsque la somme réclamée est le restant ou fait partie d'une valeur excédant cent cinquante francs.

1247. Le serment déféré par le juge à l'une des parties ne peut être par elle référé à l'autre.

1248. Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible, par la faute du défendeur, de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

Titre VII.

Des engagements qui se forment sans convention.

1249. Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'est obligé, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la loi ; les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs ou autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déférée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent des quasi-contrats, ou des délits ou quasi-délits.

Ils font la matière du présent titre.

Chapitre I^{er}.*Des quasi-contrats.*

1250. Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

1251. Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de ne pas l'abandonner intempestivement et de manière à causer du préjudice au propriétaire ; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.⁽¹⁾

1252. Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

1253. Il est tenu d'apporter à son administration tous les soins d'un bon père de famille. Néan-

(1) C. O., art. 469 et s.

moins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

1254. Le maître dont l'affaire a été bien administrée doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

1255. Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.⁽¹⁾

1256. Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier, par suite du paiement, a de bonne foi supprimé son titre ou renoncé aux gages de sa créance, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

1257. S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

(1) C. O., art. 70 et s.

1258. Celui qui a reçu indûment une chose est tenu de la restituer en nature, si elle existe ; si elle est perdue ou détériorée, il doit, dans le cas où il l'a reçue de mauvaise foi, en restituer la valeur, lors même que la perte ou la détérioration n'est arrivée que par cas fortuit ; s'il l'a reçue de bonne foi, il n'est tenu à en restituer la valeur que jusqu'à concurrence de ce dont il a profité.

1259. Si celui qui a reçu de bonne foi a vendu la chose, il ne doit que restituer le prix de la vente, ou céder l'action qu'il a pour en obtenir le paiement.

1260. Celui auquel la chose est restituée doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

Chapitre II.

Des délits et des quasi-délits.

1261. Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.⁽¹⁾

1262. Chacun est responsable du dommage qu'il

(1) C. O., art. 50.

a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1263. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.⁽¹⁾

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

La responsabilité ci-dessus n'a point lieu si les père et mère, les maîtres et commettants, prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1264. Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1265. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle

(1) C. O., art. 61 et s.

est arrivée par une suite du défaut d'entretien, ou par le vice de sa construction.

1266. Celui qui a un juste motif de craindre que son fonds, ou toute autre chose dont il est en possession, ne soit menacé d'un dommage considérable et prochain, par un bâtiment, par un arbre ou par un autre objet de même nature, qu'un autre individu posséderait dans le voisinage, peut, en exposant le fait au juge, requérir, selon la diversité des circonstances, qu'il prescrive des mesures convenables pour obvier au danger qui est dénoncé, ou que le voisin soit condamné à fournir caution pour le paiement des dommages que l'état actuel des choses pourrait occasionner.

1267. Celui qui a lieu de craindre que le nouvel œuvre qu'un individu aura entrepris sur son propre fonds ou sur celui d'un autre, ne cause du dommage à son fonds, pourra, dans l'année à compter de l'époque où l'ouvrage aura été commencé, et avant qu'il soit terminé, en faire la dénonciation au juge, afin qu'il statue provisoirement, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement prononcé sur les droits respectifs des parties.

1268. Le juge, après avoir pris connaissance du fait, pourra, suivant les circonstances, faire suspendre le nouvel œuvre, ou en permettre la con-

tinuation ; s'il ordonne la suspension des travaux, il exigera, s'il y échet, les sûretés convenables pour le paiement des dommages que l'injonction faite à celui qui les a entrepris peut lui occasionner ; si au contraire il en permet la continuation, il exigera les mêmes sûretés pour le cas de démolition ou de réduction du nouvel œuvre, et pour les dommages que pourrait supporter celui qui en a fait la dénonciation.



Titre VIII.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux, relativement à leurs biens.⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

Dispositions générales.

1269. Les époux peuvent faire dans leur contrat de mariage toutes les conventions qu'ils jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

1270. Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef de la famille, ni aux droits conférés au survivant des époux par le *Titre de la puissance paternelle*, et par le *Titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

⁽¹⁾ C. O., art. 76. — L. f. du 25 juin 1891, art. 19 et s., An. 283. — L. c. du 28 mai 1892, art. 7 et s., An. 318.

1271. Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux ; sans préjudice des donations entre-vifs ou des dispositions testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

1272. Les époux ne peuvent stipuler, d'une manière générale, que leur contrat de mariage sera réglé par quelqu'une des lois, coutumes ou statuts locaux ci-devant en vigueur en Valais.

1273. Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage par acte devant notaire, ou par acte sous seing privé ayant date certaine.

1274. Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

1275. Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

1276. Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir, sous l'autorisation de son tuteur, toutes les conventions dont ce contrat est susceptible ; et les donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été autorisé conformément à l'article 940.

1277. Le mariage contracté entre deux personnes domiciliées l'une en Valais et l'autre en pays étranger, sera, à défaut de convention contraire, régi, quant aux acquêts, par la loi du lieu où le mari était domicilié à l'époque du mariage.

Chapitre II.

Des droits et des obligations du mari à l'égard des biens de sa femme.

1278. Le mari seul a l'administration des biens meubles et immeubles de sa femme pendant le mariage.

Les fruits et les intérêts lui appartiennent.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour ses menues dépenses et ses besoins personnels.

1279. Lorsque la femme aura laissé à son mari la jouissance de la portion des revenus stipulée à son profit, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que pourrait lui faire sa femme, soit à la dissolution du mariage ou en cas de séparation de biens, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

1280. Le mari a seul le droit de poursuivre les débiteurs des créances appartenant à sa femme et de recevoir le remboursement des capitaux.

1281. Il peut exercer seul les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à sa femme.

Il ne peut aliéner les immeubles de sa femme, ni exercer les actions qui y sont relatives, sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement des biens de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires.

1282. Les baux que le mari seul a fait des biens de sa femme pour un terme qui excède deux ans, ne sont, en cas de dissolution du mariage ou de séparation de biens, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir soit de la première période de deux ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la

seconde et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la période de deux ans où il se trouve.

1283. Les revenus des biens de la femme appartiennent au mari, à la charge par celui-ci :

- 1° De fournir à sa femme des aliments convenables d'après sa fortune et sa condition ; de pourvoir à l'entretien et à l'éducation des enfants communs et de supporter toute autre charge du mariage ;
- 2° De payer les arrérages et intérêts des rentes ou dettes passives de sa femme, échus durant le mariage.

1284. Le mari est de plus tenu à l'égard des biens de sa femme, de toutes les obligations de l'usufruitier, sauf qu'il est dispensé de fournir caution.

Il est responsable de toutes prescriptions et détériorations survenues par sa négligence.

1285. Si le mari a bâti sur le fonds de sa femme ou s'il a fait des impenses pour l'amélioration des biens de celle-ci, il peut, à la dissolution du mariage ou en cas de séparation de biens, réclamer une indemnité conformément au dispositif du dernier membre des articles 389 et 395.

Chapitre III.

Des acquêts faits et des dettes contractées durant le mariage.

1286. A défaut de contrat, l'association conjugale est soumise, quant aux acquêts, au régime de la communauté, conformément aux règles ci-après expliquées.

1287. Il n'est pas permis aux époux de contracter une communauté universelle de biens, autre que celle des acquêts.

1288. Il est permis aux époux de régler la communauté d'acquêts par des conventions spéciales, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux articles 1269, 1270, 1271 et 1272 ; dans tous les cas, néanmoins, on observera les modifications et les autres dispositions énoncées dans les articles suivants.

1289. La communauté d'acquêts, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour du mariage : on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

1290. La communauté d'acquêts comprend tous les biens meubles ou immeubles acquis par les

époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de leur industrie que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

1291. On ne peut faire entrer en communauté ni l'actif ni le passif actuel des conjoints, ni les biens qui peuvent leur échoir, pendant sa durée, par succession, legs ou donation.

La communauté comprendra cependant la jouissance de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, présents et futurs.

1292. Tout bien meuble ou immeuble est réputé acquêt, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession, legs ou donation.

Cette preuve peut être faite tant par titres que par témoins.

1293. En cas de communauté d'acquêts, les impenses pour améliorations faites aux biens de l'un des époux ou pour constructions sur les dits biens, font partie des avoirs de la communauté, et l'époux auxquels elles profitent en doit la récompense conformément au principe posé au dernier alinéa des articles 389 et 395.

Il en est de même toutes les fois que l'un des

époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté.

1294. Le mari administre seul les biens de la communauté et exerce en justice les actions qui la concernent : il ne peut néanmoins aliéner ou hypothéquer qu'à titre onéreux les biens dont la propriété tombe dans la communauté.

1295. Les acquêts ne se comptent que sur ce qui reste après que les époux ont prélevé leurs apports, et déduction faite des dettes contractées à un titre quelconque durant le mariage.

Si les biens de la communauté ne suffisent pas à l'acquittement de ces dettes, le mari seul en est tenu.

Toute stipulation contraire est nulle.

1296. Les dettes contractées par la femme avec le consentement du mari, sont censées contractées dans l'intérêt de ce dernier ou dans celui de la communauté, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elles l'ont été dans l'intérêt personnel de la femme.

Toutefois, les créanciers peuvent en poursuivre le paiement même sur les biens de la femme, sauf la récompense, s'il y a lieu.

1297. Les acquisitions faites durant le mariage par la femme ou en son nom ne constituent des

propres de la femme qu'autant qu'il conste qu'elles ont eu lieu en emploi de deniers à elle appartenant.

1298. A défaut de stipulation spéciale, les acquêts faits durant le mariage se partagent par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

1299. Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans les dits effets.

1300. Si, lors du partage de la communauté, une dette passive n'a pas été déduite de l'actif, le mari ou ses héritiers auront recours contre la femme ou ses ayants-cause, à raison de la part qu'elle a eue dans l'actif.

1301. Lorsque les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, tous les acquêts appartiennent au mari.

1302. La communauté d'acquêts ne peut être dissoute que par la mort de l'un des époux ; par la perte des droits civils ou par la privation de la jouissance de ces mêmes droits, conformément aux dispositions du Titre *de la jouissance et de la privation des droits civils* ; par la déclaration d'absence ; par la séparation de corps, et par la séparation de biens prononcée en justice.

Chapitre IV.

De la séparation de biens.

1303. Lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que ses biens ne soient point suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme, ou que la conduite déréglée du mari expose la femme à perdre tout le fruit de son travail, celle-ci peut demander la séparation de biens.

1304. La séparation de biens sera prononcée par les tribunaux.

Toute séparation volontaire est nulle.

1305. Les créanciers personnels de la femme ne peuvent demander la séparation de biens.

1306. Pour agir en séparation de biens, la femme devra être autorisée par la chambre pupillaire.

1307. Toute séparation de biens doit être rendue publique de la même manière que l'interdiction.

Elle aura son effet vis-à-vis des tiers conformément à ce qui est établi à l'article 332 pour l'interdiction.

Elle remonte, quant à ses effets, vis-à-vis du mari, au jour de la demande.

1308. La femme séparée de biens en reprend l'administration sous l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.⁽¹⁾

Cependant elle doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs. Elle supporte entièrement ces frais s'il ne reste rien au mari.

1309. Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation, pour la contester.

1310. La séparation de biens peut cesser du consentement des deux parties, constaté par acte devant notaire.

A cet effet, la femme devra être autorisée par la chambre pupillaire.

En ce cas, la communauté d'acquêts, si les époux étaient mariés sous ce régime, reprend son effet du jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution

(1) C. civ., art. 96.

des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

1311. Si la séparation de biens est la conséquence de la séparation de corps, ses effets cesseront par la réunion des époux opérée conformément à l'article 107.

Chapitre V.

De la restitution du bien des femmes et de la récompense.

1312. A la dissolution du mariage, ou en cas de séparation de biens, la femme reprend ses biens qui existent encore en nature, et réclame, quant aux autres, la récompense que le mari ou ses héritiers sont tenus de lui en faire.

1313. Si les meubles appartenant à la femme ont dépéri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

1314. Les créances de la femme, si elles exis-

tent, seront reprises en nature ; dans le cas contraire, la valeur en sera représentée en argent ou autrement.

Si quelques-unes de ces créances périssent, ou sont perdues par l'insolvabilité des débiteurs, le mari n'en sera pas responsable, si cela est arrivé sans aucune faute ou négligence de sa part.

1315. Le mari est garant et doit la récompense du prix des biens de sa femme aliénés avec son autorisation.

Toutefois la récompense n'est due que de la somme moyennant laquelle l'aliénation a eu lieu, lors même que cette somme serait inférieure à la valeur réelle de l'immeuble aliéné.

1316. L'immeuble acquis par le mari au nom de sa femme ou avec déclaration que l'acquisition est faite en emploi des deniers à elle appartenant, est réputé bien propre de la femme, si ce remploi a été accepté par elle sous l'autorisation de la chambre pupillaire.

L'acceptation du remploi de la part de la femme peut avoir lieu tant que l'immeuble acquis à ce titre est possédé par le mari, et que celui-ci n'a pas révoqué cette déclaration.

1317. Les immeubles acquis par voie d'échange

contre des immeubles appartenant à la femme sont, de plein droit, subrogés à ces derniers, et prennent, indépendamment de toute déclaration, la nature de biens propres de la femme.

1318. La récompense des valeurs que le mari doit à sa femme s'opère au moyen d'un prélèvement que celle-ci fait d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur les biens acquis durant le mariage, au choix de la femme ou de ses héritiers, et, en cas d'insuffisance, sur les biens personnels du mari.

1319. Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment de la séparation de biens ou de la dissolution du mariage, appartiennent à l'époux propriétaire, conformément à la règle établie pour l'usufruit à l'article 421.

Quant aux fruits civils, on se conformera aux dispositions des articles 422 et 423.



Titre IX.

De la vente.

Chapitre I^{er}.

De la nature et de la forme de la vente.

1320. La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose et l'autre à la payer.⁽¹⁾

1321. Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.⁽²⁾

1322. La vente peut être faite purement et simplement, ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous les cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

(1) C. O., art. 229.

(2) C. O., art. 199, 204.

1323. Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées ; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance, ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

1324. Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite immédiatement.

La vente est censée faite en bloc, lorsqu'elle a lieu pour un prix unique et certain, sans avoir égard au poids, au compte ou à la mesure, ou même lorsqu'on y a seulement égard pour fixer la quotité du prix.

1325. A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

1326. La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.⁽¹⁾

1327. La promesse de vendre ou d'acheter n'aura d'effet que lorsqu'elle sera réciproque, et

(1) C. O., art. 269.

qu'il y aura consentement sur la chose et sur le prix, sauf ce qui est dit à l'article 1329.

Toutefois, les offres faites dans une enchère sont obligatoires, si elles sont acceptées par le vendeur avant la levée de la séance de l'enchère.

1328. La promesse de vendre ou d'acheter, valablement faite, produit simplement une obligation personnelle, qui a pour effet de faire condamner à des dommages-intérêts la partie qui se refuse à l'accomplissement de sa promesse.

1329. Si la promesse de vendre ou d'acheter ne réunit pas les conditions énoncées à l'article 1327, mais si elle a été faite avec des arrhes, les parties ne peuvent s'en départir :

Celle qui les a données, qu'en les perdant ;

Et celle qui les a reçues, qu'en restituant le double.

1330. Toute promesse de vendre ou d'acheter, sans limitation de terme, se prescrit par un an.

1331. Dans les ventes ou promesses de vente faites avec arrhes, les dommages-intérêts résultant de l'inexécution de la convention seront toujours censés être au moins de la valeur des arrhes.⁽¹⁾

(1) C. O., art. 178.

1332. Les arrhes en numéraire données par l'acheteur sont imputées sur le prix de vente.

Si les arrhes consistent en autre chose que du numéraire, celui qui les a reçues peut les retenir à titre de gage jusqu'à ce qu'il soit entièrement satisfait.

1333. Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.⁽¹⁾

1334. Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers nommé par les parties dans l'acte de vente. On peut aussi stipuler que ce tiers sera choisi d'un commun accord, postérieurement à la vente, pourvu qu'il soit expressément convenu que, à défaut de s'accorder sur le choix, il sera désigné par le juge. — Si le tiers nommé dans l'acte ne veut ou ne peut faire l'estimation, la vente est nulle.

1335. On peut encore, pour la fixation du prix, s'en rapporter à celui résultant des mercuriales d'un lieu ou d'un marché certain et déterminé.

1336. Les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur, sauf conventions contraires.⁽²⁾

⁽¹⁾ C. O., art. 261.

⁽²⁾ C. O., art. 232.

Chapitre II.

Qui peut acheter ou vendre.

1337. Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

1338. Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux.

Cependant, l'un des époux peut céder des biens à l'autre pour l'acquittement d'une dette envers l'époux acquéreur, ou pour l'emploi d'une somme dont ce dernier est propriétaire ;

Sauf, dans ces cas, le droit des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect pour l'époux.

1339. Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées :

Les tuteurs ou curateurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle ou la curatelle ;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre ;

Les juges, des biens dont la vente se fait sous leur autorité, ainsi que les greffiers chargés de suivre l'enchère.

1340. Les avocats et les procureurs ne peuvent devenir cessionnaires de procès, actions et droits litigieux, sous peine de nullité et des dépens, dommages et intérêts.

Ils ne peuvent, en outre, sous la même peine, faire avec leurs clients aucun traité ni contrat de vente, de donation, d'échange, ni autres semblables, sur les choses qui sont l'objet des procès dans lesquels ils prêtent leur ministère.

Chapitre III.

Des choses qui peuvent être vendues.

1341. Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

1342. La vente des récoltes ne peut avoir lieu au préjudice des créanciers du vendeur, avant l'époque à laquelle la loi permet de les saisir.

1343. La vente de la chose d'autrui est nulle; elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui. ⁽¹⁾

1344. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

(1) C. O., art. 205.

1345. Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, et qu'elle soit de telle importance relativement au tout que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie qui a péri, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation.

Chapitre IV.

Des obligations du vendeur.

Section I.

Dispositions générales.

1346. Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

1347. Il a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

Section II.

De la délivrance ou tradition de la chose ⁽¹⁾

1348. La délivrance est le transport de la chose

(1) C. O., art. 200 et s.

vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

1349. A l'égard des immeubles, la délivrance est censée opérée par la remise des clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, et par le seul fait de la convention, s'il s'agit de tout autre immeuble.

1350. La délivrance des effets mobiliers s'opère:
ou par la tradition réelle,
ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent,

ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

1351. La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

1352. Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire. ⁽¹⁾

1353. La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu. ⁽²⁾

(1) C. O., art. 232 et s.

(2) C. O., art. 84. 233.

1354. Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur. ⁽¹⁾

1355. Dans l'un et l'autre cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

1356. Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement. ⁽²⁾

1357. Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite, ou si le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix : à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme convenu.

1358. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Dès ce moment, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

(1) C. O., art. 234.

(2) C. O., art. 263. 95. 96.

1359. L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

1360. Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

1361. Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat.

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

1362. Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur doit fournir le supplément du prix ; il peut cependant se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

1363. Dans tous les autres cas,

Soit que la vente soit faite d'un corps certain et limité,

Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés,

Soit qu'elle commence par la mesure, ou par la désignation de l'objet vendu, suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix en faveur du vendeur, pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution de prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

1364. Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix, ou de se désister du contrat, ou de fournir le supplément du prix, et ce avec les intérêts, s'il a gardé l'immeuble.

1365. Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, contre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

1366. L'action en supplément de prix de la part du vendeur, et celle en diminution de prix ou en résiliation de contrat de la part de l'acquéreur, doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance.

1367. S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence ; et l'action, soit en supplément, soit en diminution de prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

1368. La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la délivrance, est jugée d'après les règles prescrites au *Titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général*.

Section III.

De la garantie. ⁽¹⁾

1369. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue ; le second, les défauts cachés de cette chose, ou les vices redhibitoires.

§ 1.

De la garantie en cas d'éviction.

1370. Quoique, lors de la vente, il n'ait été fait

(1) C. O., art. 235. et s.

aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

1371. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit, ou en diminuer l'effet ; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

1372. Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle.

1373. Dans le même cas de stipulation de non garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

1374. Lorsque la garantie est promise., ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a le droit de demander contre le vendeur :

1° La restitution du prix ; ⁽¹⁾

(1) C. O., art. 241.

- 2° Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince ;
- 3° Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire ;
- 4° Enfin, les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

1375. Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

1376. Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

1377. Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

1378. Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations qu'il aura faites au fonds.

1379. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

1380. Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente. ⁽¹⁾

1381. Si, dans le cas d'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

1382. Si le fonds vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

1383. Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour

⁽¹⁾ C. O., art. 242.

l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au Titre *des contrats ou des obligations conventionnelles en général*.

1384. La garantie pour cause d'éviction cesse, lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.⁽¹⁾

Dans tous les cas, l'acquéreur ne peut pas réclamer les frais faits avant d'avoir appelé son vendeur, si cet appel n'a pas lieu dès qu'il résulte de la procédure que le recours en garantie peut être exercé.

§ 2.

De la garantie des défauts de la chose vendue.⁽²⁾

1385. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue, qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

1386. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents, et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-

(1) C. O., art. 239.

(2) C. O., art. 243. et s. 890

même, ni des vices non apparents dont celui-ci avait connaissance.

1387. Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

1388. Dans le cas des articles 1385 et 1387, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

1389. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêt envers l'acheteur.

1390. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

1391. Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommagements dont il s'agit dans les deux articles précédents.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

1392. L'action résultant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans le terme d'un an à dater de la délivrance, s'il s'agit d'immeubles ; et dans celui de trois mois, s'il s'agit de meubles autres que des animaux.

1393. Les vices qui donnent lieu à l'action redhibitoire, à l'égard des animaux, et le terme dans lequel cette action doit être intentée, sont déterminés par une loi particulière. ⁽¹⁾

Chapitre V.

Des obligations de l'acheteur. ⁽²⁾

1394. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la convention.

1395. S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

1396. L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivants :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente ;

(1) Concordat de 1866. An. 289.

(2) C. O., art. 230. 260. et s.

Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ;

Si l'acheteur a été sommé de payer.

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

1397. Si l'acheteur est troublé, ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action, soit hypothécaire, soit en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble ; à moins que celui-ci ne préfère donner caution, ou qu'il n'ait été stipulé que l'acheteur paiera, nonobstant un trouble quelconque.

1398. Le vendeur ne peut pas demander la résolution de la vente pour cause de non-paiement du prix, sauf ce qui est dit aux articles suivants.

1399. S'il a été stipulé, lors de la vente, que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, la résolution, s'il s'agit d'immeubles, pourra être demandée par le vendeur, sans sommation préalable, même au préjudice des droits acquis par des tiers ; mais s'il s'agit de meubles, elle ne pourra être demandée qu'autant qu'ils se trouveront encore en la possession de l'acquéreur.

1400. Si la vente a pour objet des biens meubles qui n'ont pas encore été délivrés à l'acquéreur, le vendeur pourra demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix dans le terme convenu ; ou, s'il n'y a point eu de terme stipulé, pour défaut de paiement dans les dix jours dès la vente.

La disposition du présent article est applicable même au cas où il n'aurait pas été stipulé que la vente serait résolue de plein droit à défaut de paiement.

Chapitre VI.

De la nullité et de la résolution de la vente.

1401. Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat, et par la lésion.

Section I.

Du rachat conventionnel.

1402. Le rachat conventionnel est un acte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose

vendue, moyennant la restitution du prix principal et le remboursement dont il est parlé à l'article 1415.

1403. La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

1404. Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge.

1405. Faute par le vendeur d'avoir exercé l'action de rachat dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

1406. Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

1407. Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même le rachat convenu n'aurait pas été déclaré dans le second contrat.

1408. L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur ; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

1409. Si l'acquéreur à pacte de rachat d'une partie indivise d'un fonds s'est rendu adjudicataire de la totalité sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout, lorsque celui-ci veut user du pacte.

1410. Si plusieurs ont vendu conjointement et par un seul contrat un fonds commun entre eux, chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

1411. Il en est de même si celui qui a vendu un fonds a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

1412. Mais, dans le cas des deux articles précédents, l'acquéreur peut exiger que tous les co-vendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise du fonds entier ; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

1413. Si la vente d'un fonds appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement et de tout le fonds ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparé-

ment l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait ;

Et l'acquéreur ne peut forcer celui qui l'exercera de cette manière, à retirer le tout.

1414. Si l'acquéreur a laissé plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux.

Mais s'il y a eu partage de l'hérédité, et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers, l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

1415. Le vendeur qui use du pacte de rachat, doit rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les dépenses faites pour les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Lorsque le vendeur rentre dans son fonds par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé.

Le vendeur est cependant tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur, pourvu qu'ils n'excèdent pas le terme de trois ans.

Section II.

De la rescision de la vente pour cause de lésion.

1416. Si le vendeur ou l'acheteur ont été lésés de plus d'un tiers dans le prix d'un immeuble, ils ont le droit de demander la rescision de la vente, quand même ils auraient expressément renoncé, dans le contrat, à la faculté de demander cette rescision et qu'ils auraient déclaré donner la plus value.

1417. Pour savoir s'il y a lésion de plus du tiers, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

1418. La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années à compter du jour de la vente.

Ce délai court contre les femmes mariées, et contre les absents, les interdits et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu.

Ce délai court aussi et n'est pas suspendu pendant la durée du temps stipulé pour le rachat.

1419. Dans le cas où l'action en rescision est admise, le défendeur a le choix, ou d'admettre la

rescision du contrat, ou de le maintenir en admettant pour prix de vente l'évaluation faite par les experts.

1420. Si la rescision est demandée par le vendeur, et que l'acquéreur préfère garder la chose, en fournissant le supplément du juste prix, il doit l'intérêt du supplément du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et en recevoir le prix, il doit les fruits du jour de la demande. •

L'intérêt du prix qu'il a payé lui est aussi compté du jour de la demande, ou du jour du paiement, s'il n'a touché aucuns fruits.

1421. Si la rescision est demandée par l'acheteur, et que le vendeur préfère maintenir la vente en réduisant le prix à la juste valeur de l'immeuble, il restituera l'excédant du juste prix et il devra les intérêts de cette excédant dès le jour de la demande.

S'il opte pour la rescision du contrat, il reprendra la chose et remboursera à l'acheteur le prix qui lui aurait été payé.

Il lui devra aussi les intérêts de ce prix du jour de la demande, ou du jour du paiement si l'acheteur n'a perçu aucuns fruits.

Il remboursera de plus les dépenses faites pour réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation.

1422. La rescision pour lésion n'a pas lieu dans les ventes qui se font aux enchères publiques, par autorité de justice.

1423. Elle n'a pas lieu non plus au profit de l'acheteur, si la chose a péri par sa faute, ou si, par tout autre motif, il ne peut pas restituer tous les objets acquis, ou s'il ne peut pas libérer l'immeuble des charges dont il l'aurait grevé.

1424. Si la chose a péri par cas fortuit, le vendeur ne peut pas agir pour cause de lésion ; mais si c'est l'acheteur qui est lésé, la perte de la chose ne le prive pas du droit de demander une diminution de prix.

1425. Les règles expliquées dans la section précédente pour les cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers, sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

1426. La demande en rescision pour cause de lésion est une action personnelle qui ne se donne

pas contre le tiers détenteur de l'immeuble, ni au préjudice des hypothèques et autres charges dont l'acquéreur l'aurait grevé.

Chapitre VII.

De la licitation.

1427. Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte ;

Ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre ;

La vente s'en fait par licitation ou aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Cependant on ne pourra pas demander la licitation des montagnes de consorts.

1428. Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation. Ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur.

1429. Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliquées au Titre *des successions* et au Code de procédure civile.

Chapitre VIII.

Du transport des créances et autres droits incorporels⁽¹⁾

1430. La vente ou cession d'une créance, d'un droit ou d'une action est parfaite, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur ou cessionnaire, dès qu'on est convenu de la créance ou du droit, et du prix, quoique la délivrance n'ait pas encore été opérée.

La délivrance s'opère par la remise du titre justificatif de la créance ou du droit cédé ; et, à défaut de titre, par le seul fait de la cession.

1431. Le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers dès que le transport a acquis date certaine par acte authentique ou sous seing privé.

1432. Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé de bonne foi le cédant ou ses ayants-droits, il sera valablement libéré.

1433. La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que cautions, privilèges et hypothèques : elle ne comprend pas cependant les rentes et intérêts échus, à moins qu'il n'y ait convention à cet égard. ⁽²⁾

(1) C. O., art. 183 et s.

(2) C. O., art. 190.

1434. Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

1435. Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance cédée. ⁽¹⁾

Il n'est pas tenu à la garantie des hypothèques, à moins de convention contraire.

1436. Lorsque le cédant a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, sans qu'il ait été convenu de la durée de cette garantie, elle ne s'étend pas au-delà d'une année à compter de la cession de la créance, si déjà le terme stipulé pour le paiement est expiré.

Si le terme n'est pas encore expiré, la garantie cesse un an après l'échéance.

Si la créance consiste dans des constitutions de rentes perpétuelles, la garantie n'a plus lieu après dix ans dès le jour de la date de la cession.

1437. Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

(1) C. O., art. 192.

1438. S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

1439. L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

1440. Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts, à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

1441. La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

1442. La disposition portée en l'article 1440 cesse:

- 1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé ;
- 2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû ;
- 3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur du fonds sujet au droit litigieux.

Titre X.

*De l'échange.*¹

1443. L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1444. L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

1445. Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

1446. Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose, mais sans préjudice du droit que des tiers ont pu acquérir du chef du copermutant détenteur de la chose.

1447. Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

⁽¹⁾ C. O., art. 272 et s.

Titre XI.

Du contrat de louage. ⁽¹⁾

Chapitre 1^{er}.

Dispositions générales.

1448. Il y a deux sortes de contrat de louage :
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

1449. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celui-ci s'oblige de lui payer.

1450. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel [l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1451. Ces deux genres de louage se divisent en plusieurs espèces particulières :

On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles ;

(1) C. O., art. 274. — 320.

Bail à ferme ou *à métairie*, celui des biens ruraux ;

Loyer, le louage du travail ou du service ;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie ;

Devis, marché ou *prix-fait*, l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, lors même que la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1452. Est réputé bail, toute concession temporaire d'immeubles, moyennant la prestation d'une redevance annuelle, à quelque titre qu'elle soit faite.

Cette concession ne transfère aucun domaine au concessionnaire, nonobstant toute clause contraire, qui sera considérée comme non écrite.

1453. Les baux d'immeubles ne peuvent être stipulés pour un terme qui excède trente ans. Si le terme convenu est plus long, il est censé limité à cette durée, à partir du jour où le bail a reçu son exécution : toute clause contraire est comme non avenue.

S'il s'agit cependant du bail d'une maison servant à l'habitation, on pourra convenir qu'il durera pendant la vie du locataire, et même deux années après.

1454. Sont exceptés de la disposition de l'article précédent, les baux dans lesquels le locataire s'oblige à des frais considérables de constructions, et ceux de terrain en friche, dont le défrichement exige des travaux extraordinaires, passés sous condition qu'on les mettra en culture.. Ces baux pourront être stipulés pour plus de trente ans, mais leur durée ne pourra excéder cent ans.

Chapitre II.

Du louage des choses.

1455. On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

Section I.

Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.

1456. On peut louer ou par écrit ou verbalement.

1457. Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie,

la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

1458. Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts ; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

1459. Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite, et que cela puisse avoir lieu sans préjudice pour le propriétaire.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

1460. Les baux des biens des mineurs ne peuvent, sans l'autorisation spéciale de la chambre pupillaire, être consentis pour un terme qui excède deux ans.

1461. Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière :

- 1° De délivrer au preneur la chose louée ;
- 2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;
- 3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

1462. Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, sauf les réparations locatives ou de menu entretien, qui, d'après l'usage, sont à la charge du preneur.

1463. Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

Mais s'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur n'est tenu de l'indemniser qu'autant qu'il les aurait connus.

1464. Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation du bail.

Dans l'un et dans l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1465. Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

1466. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de vingt jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitables ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, il pourra suivant les circonstances, y avoir lieu à la résiliation du bail.

1467. Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par des voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée ; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

1468. Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite

d'une action concernant la propriété ou la jouissance du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

1469. Si ceux qui ont commis des voies de fait prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est cité lui-même en justice, pour se voir condamné au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir de l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

1470. Le preneur est tenu de deux obligations principales :

- 1° D'user de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention ;
- 2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

1471. Si le preneur emploie la chose à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou

s'il n'en use pas en bon père de famille, le bailleur peut, selon les circonstances, faire résilier le bail.

1472. S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou qui a été dégradé par vétusté ou force majeure.

1473. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé avoir reçu la chose louée en bon état de réparations locatives, et doit la rendre telle, sauf la preuve contraire.

1474. Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

1475. Il répond aussi des dégradations et des pertes arrivées par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

1476. Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve :

Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou malgré la surveillance qu'un père de famille soigneux a coutume d'exercer ;

Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

1477. S'il y a plusieurs locataires, tous sont responsables de l'incendie, ainsi que le bailleur, s'il habite le même corps de logis, chacun proportionnellement à la valeur de la partie qu'il occupe ;

A moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu ;

Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

1478. Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé.

1479. Le bail fait sans fixation de terme est censé fait pour une année, sauf ce qui est dit à l'article 1498.

1480. Si, à l'expiration du terme pour lequel la location a été faite, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail, aux mêmes conditions que le premier, dont la durée est réglée comme suit :

Si le bail a été fait pour une année ou plus, il est censé renouvelé pour une année ;

S'il a été fait pour un temps plus court, il est censé renouvelé pour le temps fixé par le contrat.

1481. Lorsqu'il y a un congé donné, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite reconduction.

1482. Dans le cas des deux articles précédents, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

1483. Le contrat de louage se résout par la perte entière de la chose louée.

Il peut se résoudre aussi par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements.

1484. Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

1485. Le contrat de louage fait par acte authentique ou sous seing privé ayant date certaine, n'est pas résolu par l'aliénation de la chose louée, à moins que le bailleur ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

1486. S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas d'aliénation l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou le locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le

bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

1487. S'il s'agit d'une maison, appartement, cave ou boutique, le bailleur paie, à titre de dommages et intérêts, au locataire qui doit être expulsé, une somme égale au prix du loyer pendant trois mois.

S'il s'agit d'une seule chambre ou d'autres pièces séparées, il lui paie un mois de loyer.

1488. S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

1489. L'indemnité se règlera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines ou autres établissements qui exigent de grandes avances.

1490. L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas d'aliénation, est en outre tenu d'avertir le locataire trois mois à l'avance.

Il doit aussi avertir le fermier des biens ruraux au moins un an à l'avance.

1491. Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur,

ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

1492. Si le bail n'est pas fait par acte authentique, ou n'a point de date certaine, l'acquéreur peut expulser le fermier, sans qu'il soit tenu envers lui des dommages et intérêts ; sauf le recours de celui-ci contre le bailleur, pour cet objet.

1493. L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

Section II.

Des règles particulières aux baux à loyer.⁽¹⁾

1494. Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer d'une année.

1495. Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie, et sans qu'il puisse opposer des paiements faits par anticipation.

(1) C. O., art. 274 et s.

Les paiements faits par le sous-locataire, soit en vertu d'une stipulation portée en son bail, soit en conséquence de l'usage des lieux, ne sont pas réputés faits par anticipation.

1496. Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire :

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle, ou autres accidents extraordinaires et de force majeure dont le locataire ne peut être tenu ;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures.

1497. Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires quand elles sont occasionnées par vétusté ou par force majeure.

1498. Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an ;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois ;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

1499. Le bailleur ne peut résoudre la location,

encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a convention contraire.

1500. S'il a été convenu dans le contrat de louage que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de donner congé trois mois d'avance.

Section III.

Des règles particulières aux baux à ferme.⁽¹⁾

1501. Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à diminution ou à augmentation de prix pour le fermage, que dans les cas et suivant les règles exprimés au *Titre de la vente*.

1502. Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

1503. Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Cet avertissement doit être donné dans le terme de vingt jours.

(1) C. O., art. 296 et s.

1504. Lorsqu'une partie considérable d'une récolte est enlevée par cas fortuits, le fermier peut, dans les baux de plus de deux années, demander une remise sur le prix de sa location, si la perte est au moins de la moitié des fruits.

Cette perte sera appréciée année par année, sans égard aux fruits perçus ou à percevoir dans les autres années du bail.

1505. Si le bail n'est que d'une ou de deux années, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location, lorsque la perte sera au moins du tiers des fruits.

Il ne pourra prétendre à aucune remise pour une perte moindre.

1506. Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas, le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui livrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

1507. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

1508. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel ou gelée.

Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

1509. Le fermier sortant doit laisser les fourrages, pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance ; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation, en en prévenant le fermier une année avant l'expiration du bail, si celui-ci a été fait pour plusieurs années, et six mois avant la dite époque, si le bail n'est que d'une année.

Section IV.

Du bail à métairie.⁽¹⁾

1510. Celui qui prend à bail un bien rural, sous l'obligation d'en partager les fruits avec le bailleur, s'appelle *colon partiaire* ; et le contrat qui renferme leurs conventions est désigné sous le titre de *bail à métairie*.

⁽¹⁾ C. O., art. 296 et s.

Ce contrat est soumis aux règles générales établies pour la location des choses, et en particulier pour la location des biens ruraux, sous les modifications suivantes.

1511. La perte, par cas fortuit, de la totalité ou d'une partie des fruits à partager, est supportée proportionnellement par le propriétaire et le colon partiaire; elle ne donne lieu à aucune action en indemnité de l'un envers l'autre.

1512. Le colon partiaire ne peut ni sous-louer, ni céder, si la faculté ne lui en a pas été expressément accordée par le bail.

En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le colon est condamné aux dommages et intérêts résultant de l'inexécution du bail.

1513. Le colon partiaire d'une ferme ne peut vendre le foin, la paille, le fumier, sans le consentement du propriétaire.

Si le propriétaire refuse son consentement à cette aliénation, il est tenu de les prendre au prix d'estimation.

1514. Le bail à métairie peut être résilié en tout temps, s'il existe de justes motifs, par exemple, si le propriétaire ou le colon partiaire manque

à ses engagements, si une maladie habituelle met celui-ci dans l'impossibilité de cultiver les terres, ou pour autres causes semblables, dont l'importance et la légitimité sont abandonnées à l'appréciation des tribunaux.

1515. Le décès du colon partiaire résout le bail à l'expiration de l'année agricole courante ; si cependant ce décès a eu lieu dans les quatre derniers mois, il est loisible à la veuve et aux enfants, et, à leur défaut, aux autres héritiers du défunt, qui habitaient avec lui, de continuer le bail, même pour l'année suivante.

Mais si la veuve ou les héritiers ne cultivent pas les biens en bon père de famille, le bailleur pourra, soit pour le temps qui reste à courir de l'année agricole courante, soit pour l'année suivante, le faire cultiver lui-même, et il aura le droit de prélever les frais de culture sur la portion des fruits afférente à la veuve ou aux héritiers.

1516. Dans le cas prévu à l'article précédent, le bail ne cesse pas de plein droit : le propriétaire doit donner, ou les successeurs du colon partiaire prendre congé au moins trois mois d'avance.

1517. Les cas non prévus par les dispositions

précédentes, ou par les clauses expresses du contrat, seront réglés par les coutumes locales.

A défaut de coutumes ou de conventions expresses, on observera les règles suivantes.

1518. Le colon partiaire doit fournir les animaux nécessaires à la culture des terres et les instruments aratoires qu'exige l'exploitation de la ferme.

1519. Les semences sont fournies en commun par le bailleur et par le colon partiaire.

1520. Celui-ci est seul chargé des dépenses qu'occasionnent la culture des terres et la récolte des fruits.

1521. Les plantations ordinaires, celles qu'on fait, par exemple, en remplacement des arbres morts, fortuitement abattus, ou devenus stériles pendant la durée du bail à métairie, sont à la charge du colon partiaire ; mais c'est au propriétaire de fournir les plants, ainsi que les fascines, liens et tuteurs destinés à les diriger et à les soutenir.

Toutefois, il n'est dû aucune indemnité au colon, lorsque les plants sont tirés d'une pépinière dépendant du fonds affermé.

1522. Les charges publiques sont supportées par le bailleur et par le colon partiaire, dans la proportion de la part que chacun d'eux retire des produits de la ferme.

1523. Le curage des fossés établis, soit dans l'intérieur des terres, soit le long des routes publiques ou communales, est à la charge du colon.

Celui-ci est en outre tenu de faire les charriages ordinaires, soit pour les réparations des fonds et de la maison fermière, soit pour le transport des fruits dans la maison du maître.

1524. Le colon partiaire ne peut, sauf empêchement légitime, récolter, battre les blés ni vendanger, sans en avoir averti le propriétaire.

1525. Les fourrages des fonds affermés appartiennent pour les deux tiers au propriétaire et pour un tiers au colon : tous les autres fruits, soit naturels, soit industriels, se divisent entre eux par moitié.

La coupe des bois nécessaires pour l'échalassement des vignes et pour les autres besoins de la ferme, est à la charge du colon partiaire. Le surplus des bois taillis appartient au propriétaire, qui supportera les frais occasionnés par la coupe de ces bois. Les arbres morts ou abattus sont aussi réservés au propriétaire.

Chapitre III.

Du louage d'ouvrage et d'industrie.

1526. Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie :

- 1° Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;
- 2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises et effets ;
- 3° Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

Section I.

Du louage des domestiques et ouvriers.⁽¹⁾

1527. On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

1528. Le maître est cru sur son affirmation assermentée :

Pour la quotité des gages ;

Pour le paiement du salaire de l'année échue ;

(1) C. O., art. 338—349.

Et pour les acomptes donnés pour l'année courante.

1529. Une loi particulière règlera la police sur les domestiques et les ouvriers.

Section II.

Des voituriers par terre et par eau.⁽¹⁾

1530. Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au Titre *du dépôt et du séquestre*.

1531. Ils répondent non seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur barque, bateau ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt, pour être placé dans leur barque, bateau ou voiture.

1532. Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par cas fortuit ou force majeure.

1533. Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux de roulages publics,

(1) C. O., art. 449—468.

doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

1534. Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques ou bateaux et les voituriers sont en outre assujettis à des réglemens particuliers, qui font la loi entre eux et les personnes avec lesquelles ils contractent.

Section III.

Des devis et marchés. ⁽¹⁾

1535. Lorsque on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

1536. Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

1537. Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

1538. Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de

⁽¹⁾ C. O., art. 350 — 371

la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

1539. S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par partie: elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

1540. Si, dans les dix ans à compter du jour où un édifice ou tout autre gros ouvrage construit à prix fait a été achevé, l'édifice ou l'ouvrage vient à périr en tout ou en partie, ou menace évidemment ruine par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables.

1541. Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmen-

tations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

1542. Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et du gain raisonnable qu'il aurait pu faire dans cette entreprise.

1543. Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur.

1544. Mais le propriétaire est tenu de payer, en proportion du prix porté par la convention, à leurs héritiers, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

1545. L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

1546. Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

1547. Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section : ils sont considérés comme entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Chapitre IV.

Du bail à cheptel. ⁽¹⁾

Section I.

Dispositions générales.

1548. Le bail à cheptel est un contrat par lequel une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

1549. Il y a plusieurs sortes de cheptels :

Le cheptel simple ou ordinaire ;

Le cheptel à moitié ;

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

Il y a encore une quatrième espèce de contrat improprement appelé *cheptel*.

1550. On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

⁽¹⁾ C. O., art. 320.

1551. A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

Section II.

Du cheptel simple.

1552. Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié de l'augmentation.

L'augmentation consiste tant dans le croît que dans la plus-value des bestiaux à la fin du bail.

1553. L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur ; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

1554. Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

1555. Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

1556. En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

1557. Le preneur est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes qui ont péri par cas

fortuit, à moins que ces peaux n'aient été détruites par ordre de la police, ou par cas fortuit.

1558. Si le cheptel périt en entier, ou s'il a perdu de sa valeur primitive sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

1559. Le preneur profite seul du laitage, du fumier et des animaux donnés à cheptel.

La laine et le croît se partagent.

1560. On ne peut stipuler,

Que le preneur supportera plus de la moitié de la perte du cheptel, lorsqu'elle arrive par cas fortuit et sans sa faute ;

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit ;

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

1561. Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

1562. Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui

ce fermier tient ; sans quoi il peut le saisir pour ce que ce fermier lui doit.

1563. Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

1564. S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

1565. Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

1566. A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur prélève des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation : l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, sans que le preneur soit tenu de concourir à la perte.

Section III.

Du cheptel à moitié.

1567. Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

1568. Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

1569. Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié.

Section IV.

*Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier
ou au colon partiaire.*

§ 1.

Du cheptel donné au fermier.

1570. Ce cheptel est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

1571. L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

1572. Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

1573. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier ne devient point sa propriété particulière, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

1574. La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

1575. A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ 2.

Du cheptel donné au colon partiaire.

1576. On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire;

Que le bailleur aura une plus grande part du profit;

Qu'il aura la moitié des laitages.

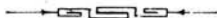
1577. Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

1578. Il est d'ailleurs soumis à toutes les règles du cheptel simple.

Section V.*Du contrat improprement appelé cheptel.*

1579. Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont remises pour les garder et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété; et le preneur profite seul du lait et des veaux qui en naissent pendant la durée du bail.

1580. Le bailleur supporte la perte, à moins qu'elle n'ait été précédée de quelque faute du preneur, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée; auquel cas la perte est à la charge du preneur.



Titre XII.

Du contrat de société.⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

Dispositions générales.

1581. La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

1582. Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

Chapitre II.

Des diverses espèces de sociétés.

1583. Les sociétés sont universelles ou particulières.

(1) C. O., art. 524—551.

Section I.

Des sociétés universelles.

1584. On distingue deux sortes de sociétés universelles : la société de tous biens présents, et la société universelle de gains.

1585. La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains ; mais les gains qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance : toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée.

1586. La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quel titre que ce soit, pendant le cours de la société.

Les biens meubles et immeubles que chacun des associés possède au temps du contrat, ne sont pas compris dans la société ; ils n'y entrent que pour la jouissance seulement.

1587. La simple convention de société univer-

selle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

1588. Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager réciproquement au préjudice d'autres personnes.

Section II.

De la société particulière.

1589. La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à percevoir.

1590. Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

Chapitre III.

Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.

Section I.

Des engagements des associés entre eux.

1591. La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

1592. S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1617 ; si cependant la société a pour objet une affaire dont la durée soit limitée, elle n'est censée contractée que pour le temps que doit durer cette affaire.

1593. Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé qui a fait l'apport, en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

1594. L'associé qui devait apporter une somme dans la société et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1595. Les associés qui se sont soumis à appor-

ter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

1596. Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière ; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

1597. Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

1598. Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

1599. Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société, sont des corps certains et déterminés qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces choses se consomment par l'usage, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut réputer que le montant de son estimation.

1600. Un associé a action contre la société, non seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

1601. Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme celle de l'associé qui a le moins apporté.

1602. Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux, ou à un tiers, pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se trouve lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

1603. La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

1604. L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société, peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

1605. Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déter-

minées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

1606. S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration; à moins cependant qu'il n'y ait urgence, et que l'omission n'entraîne pour la société un préjudice grave et irréparable.

1607. A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on observe les règles suivantes :

1.° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue;

2.° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de ma-

nière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit;

3.^o Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société;

4.^o L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendant de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

1608. L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

1609. Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société; il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

Section II.

Des engagements des associés à l'égard des tiers.

1610. Lorsque l'un des associés a reçu en termes exprès le pouvoir d'agir au nom de la société et de se servir de la raison sociale, les engagements qu'il contracte au nom de la société, dans les limites

des pouvoirs qui lui sont conférés, obligent tous les associés solidairement envers les tiers.

1611. Hors le cas prévu à l'article précédent, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales; mais ils sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

1612. L'obligation contractée, même pour le compte de la société, par l'un des associés qui ne serait pas nanti de pouvoirs suffisants à cet effet, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que la chose n'ait tourné au profit de la société.

Chapitre IV.

Des différentes manières dont finit la société.

1613. La société finit:

1.^o Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée;

2.^o Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation;

3.^o Par la mort de l'un des associés;

4.^o Par la perte des droits civils mentionnés en l'article 19, par l'interdiction de l'un des associés ou par la mise en discussion des biens de l'un d'eux;

5.^o Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de ne plus continuer la société.

1614. La prorogation d'une société contractée pour un temps limité ne peut être établie que par les moyens admis pour la preuve du contrat de société.

1615. Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

1616. S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son

héritier ou seulement avec les associés survivants, ces dispositions seront suivies ; au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, en égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

1617. La dissolution de la société par la volonté de l'un des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi, et non faite à contre-temps.

1618. La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

1619. La dissolution de la société à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres

cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage et à la prudence des juges.

1620. Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.



Titre XIII.

Du prêt ⁽¹⁾

1621. Il y a deux sortes de prêts :

Celui des choses dont on peut user sans les consommer ?

Et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.

La première espèce s'appelle *prêt à usage* ou *commodat* ;

La deuxième s'appelle *prêt de consommation*, ou simplement *prêt*.

Chapitre I^{er}.

Du prêt à usage ou commodat ⁽²⁾

Section I.

De la nature du prêt à usage.

1622. Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à

(1) C. O., art. 321 — 337.

(2) C. O., art. 321 — 328

l'autre pour s'en servir pendant en certain temps, ou en faire usage d'une manière déterminée, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

1623. Ce prêt est essentiellement gratuit.

1624. Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

1625. Tout ce qui est dans le commerce, et qui ne se consomme pas par l'usage, peut être l'objet de cette convention.

1626. Les engagements qui se forment par le commodat passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Section II.

Des engagements de l'emprunteur.

1627. L'emprunteur est tenu de veiller, en bon père de famille, à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention: le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1628. Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

1629. Si la chose prêtée périt par un cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

1630. Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

1631. Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

1632. Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

1633. Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

Section III.

Des engagements de celui qui prête à usage.

1634. Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de

convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

1635. Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

1636. Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire, et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

1637. Lorsque la chose prêtée a des défauts tels qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

Chapitre II.

Du prêt de consommation ou simple prêt ⁽¹⁾

Section I.

De la nature du prêt de consommation.

1638. Le prêt de consommation est un contrat

(1) C. O., art. 329—337.

par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

1639. Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

1640. L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

1641. La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt consiste en monnaies d'or ou d'argent, avec stipulation de les rendre dans les mêmes espèces et dans la même quantité.

S'il y a eu altération dans la valeur intrinsèque de ces monnaies, ou qu'on ne puisse s'en procurer, ou qu'elles soient hors de cours, on doit rendre l'équivalent de la valeur intrinsèque qu'elles avaient au temps où le prêt a été effectué.

1642. Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur ne doit rendre, dans tous les cas, que la même quantité et qualité.

Section II.

Des obligations du prêteur.

1643. Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1637 pour le prêt à usage.

1644. Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées avant le terme convenu.

1645. S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

1646. S'il a été seulement convenu que l'emprunteur payerait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Section III.

Des engagements de l'emprunteur.

1647. L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

1648. S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

1649. Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

Chapitre III.

Du prêt à intérêt.

1650. Il est permis de stipuler les intérêts pour simple prêt, soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières. ⁽¹⁾

1651. L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

1652. L'intérêt est légal ou conventionnel.

L'intérêt légal est de cinq pour cent. ⁽²⁾

L'intérêt conventionnel ne peut excéder ce taux.

L'intérêt stipulé à un taux plus élevé sera ré-

(1) C. O., art. 330.

(2) C. O., art. 83. — Loi du 30 novembre 1887. — An. 310.

au taux légal, sans préjudice des peines portées contre l'usure par les lois pénales.

1653. Si la stipulation de l'intérêt n'en détermine pas le taux, on pourra exiger l'intérêt légal. ⁽¹⁾

1654. S'il a été payé un intérêt plus fort que celui fixé par la loi, l'excédant s'imputera année par année sur le capital.

1655. La quittance du capital, donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération, sauf la preuve du contraire. ⁽²⁾

1656. Le débiteur peut être contraint au remboursement du capital avant le terme convenu, dans les cas prévus à l'article 1666.

(1) C. O., art. 83.

(2) C. O., art. 103.

Titre XIV.

Des rentes perpétuelles

1657. On peut stipuler un intérêt ou une rente, moyennant un capital que celui qui le fournit s'interdit d'exiger.

1658. On peut aussi stipuler une prestation annuelle ou rente, soit en argent, soit en denrées, pour le prix de l'aliénation d'un immeuble ou comme condition de la cession d'un fonds, à quelque titre que ce soit, même gratuit.

1659. Les rentes peuvent être constituées de deux manières, en perpétuel ou en viager.

Les règles concernant les rentes viagères sont établies au Titre *Des contrats aléatoires*.

1660. La stipulation d'une rente perpétuelle moyennant un capital, prend le nom de *créance à rente perpétuelle*; la rente stipulée moyennant la cession d'un fonds, se nomme *rente foncière*.

1661. La créance à rente perpétuelle doit être garantie par une hypothèque spéciale sur un fonds certain et déterminé; à défaut, le capital demeure exigible.

Le montant de la rente annuelle ne peut excéder le taux de l'intérêt fixé par la loi au temps du contrat.

1662. La concession d'un immeuble dont il est parlé à l'article 1658, en transfère la pleine propriété au concessionnaire, nonobstant toute clause contraire, même celle de la réserve du domaine: ces clauses seront considérées comme non écrites.

Toute concession faite à titre onéreux, sous une dénomination quelconque, comme d'emphytéose, d'abergement ou autres semblables, est soumise aux règles établies pour le contrat de vente. Si la concession est à titre gratuit, on y appliquera les règles concernant les donations.

1663. La rente perpétuelle est essentiellement rachetable au gré du débiteur, nonobstant toute stipulation contraire.

Les parties peuvent cependant convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne pourra excéder trente ans pour les rentes foncières et dix ans pour les autres, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé, et qui ne pourra excéder une année.

S'il a été stipulé de plus longs termes, ils seront respectivement réduits à ceux fixés ci-dessus.

1664. Le rachat de la rente constituée au moyen d'un capital en argent s'opère par le remboursement de la somme qui a été payée pour la constitution de la rente.

Le rachat d'une rente foncière s'opère par le paiement d'une somme égale à vingt fois la rente annuelle.

Si cette rente consiste en denrées, on prendra pour base le prix moyen de celles-ci pendant les dix dernières années.

On pourra néanmoins stipuler que le rachat pourra s'opérer au moyen d'un capital moindre, mais non supérieur à celui fixé par le présent article.

1665. Le débiteur d'une rente foncière ne pourra se libérer de l'obligation de la servir en abandonnant l'immeuble qui lui a été cédé sous cette charge.

1666. Indépendamment des cas prévus par le contrat, le débiteur d'une rente annuelle peut être contraint au rachat :

1° S'il se trouve en retard de payer la rente pendant trois années consécutives;

2° S'il manque à fournir au créancier les sûretés promises par le contrat;

3° Si les sûretés fournies venant à manquer

ou à diminuer, il ne les remplace pas par d'autres d'une valeur égale ;

4° Si, par l'effet d'aliénation ou de partage, le fonds sur lequel la rente est hypothéquée, est possédé par un autre que par le débiteur de la rente.

1667. Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible dans le cas de discussion des avoirs du débiteur.

1668. Dans le cas prévu au N° 1 de l'article 1666, le créancier est censé avoir renoncé au droit d'exiger le rachat de la rente, s'il a reçu sans réserve le paiement des arrérages retardés ou un acompte d'iceux.

1669. Dans le cas mentionnés aux articles 1666 et 1667, et dans tous ceux où l'on aurait contrevenu à ce qui a été réglé dans le contrat, le créancier pourra seulement contraindre le débiteur au rachat de la rente, sans avoir le droit de revendiquer l'immeuble qu'il a cédé, nonobstant toute stipulation ou réserve contraire, qui sera considérée comme non avenue.

1670. Les articles 1663, 1664, 1666 et 1667 sont applicables à toute autre prestation annuelle établie à perpétuité par quelque titre que ce soit, même de dernière volonté.

Titre XV.

Du dépôt et du séquestre ⁽¹⁾

Chapitre I.

Du dépôt en général et de ses diverses espèces.

1671. Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

1672. Il y a deux espèces de dépôt: le *dépôt* proprement dit, et le *séquestre*.

Chapitre II.

Du dépôt proprement dit

Section I.

De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.

1673. Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

(1) C. O., art. 475 et s.

1674. Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

1675. Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

1676. Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Section II.

Du dépôt volontaire.

1677. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

1678. Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

1679. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'est point reçue pour une valeur excédant trois cents francs.

1680. Lorsque le dépôt, étant au-dessus de trois cents francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit

pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution, sauf les règles établies aux articles 1234 et 1236.

1681. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

1682. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

Section III.

Des obligations du dépositaire.

1683. Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

1684. La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur:

1° Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt;

2° S'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt;

3° Si le dépôt a été fait uniquement dans l'intérêt du dépositaire;

4° S'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

1685. Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

1686. Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

1687. Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui ont été déposées, entre ses mains, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

1688. Le dépositaire doit rendre la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit

dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

1689. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne se sont pas survenues par sa faute, sont à la charge du déposant.

1690. Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

1691. L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

1692. Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

1693. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

1694. Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant.

Si celui, auquel la déclaration a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en a fait à celui duquel il l'a reçu.

1695. En cas de mort de celui qui a fait le dépôt, ou de la perte des droits civils encourue d'après la disposition de l'article 19, la chose déposée ne peut être rendue qu'aux héritiers, ou aux personnes mentionnées en l'article 24.

S'il y en a plusieurs, ils doivent s'accorder entre eux pour la recevoir; s'ils ne s'accordent pas, le dépositaire peut se libérer en la remettant au juge.

1696. Si la personne qui a fait le dépôt a changé d'état: par exemple, si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans ce cas et autres semblables, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

1697. Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, et que leur administration soit finie, le dépôt doit être restitué à ceux qui leur ont succédé dans cette administration, ou à la personne même qu'ils représentaient, si celle-ci a obtenu la libre administration de ses biens.

1698. Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

1699. Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

1700. Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'ait été opéré, entre les mains du dépositaire, un séquestre au préjudice du déposant, ou qu'il n'existe une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

De son côté, le dépositaire peut contraindre celui qui a fait le dépôt à le retirer; si ce dernier prétend que la question est intempestive, le juge prononce sur le mérite de cette opposition.

1701. Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

Section IV.

*Des obligations de la personne par laquelle
le dépôt a été fait.*

1702. La personne qui a fait le dépôt est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

1703. Le dépositaire peut retenir la chose déposée jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Section V.

Du dépôt nécessaire.

1704. Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu.

1705. La preuve par témoins peut être reçue

pour le dépôt nécessaire, quand même il s'agit d'une valeur au-dessus de trois cents francs.

1706. Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles du dépôt volontaire.

1707. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

1708. Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

1709. Ils ne sont pas responsables des vols faits à main armée ou autrement avec force majeure, ni de ceux qui sont le résultat de la négligence du propriétaire.

Chapitre III.

Du séquestre ⁽¹⁾

Section I.

Des diverses espèces de séquestre.

1710. Le séquestre est conventionnel ou judiciaire.

(1) C. O., art. 483.

Section II.

Du séquestre conventionnel.

1711. Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

1712. Le séquestre peut n'être pas gratuit.

1713. Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

1714. Le séquestre peut avoir pour objet, non seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

1715. Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé, avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

Section III.

De séquestre ou dépôt judiciaire.

1716. Le séquestre judiciaire est celui qui est ordonné par le juge dans les cas déterminés par la loi.

1717. L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre ceux qui prétendent à la chose séquestrée et le gardien, des obligations réciproques

Le gardien doit apporter, pour la conservation des effets séquestrés, les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter à celui à qui ils seront trouvés devoir demeurer.

L'obligation de celui-ci consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi, ou, à son défaut, par le juge.

1718. Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne désignée par la loi ou par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.



Titre XVI.

Des contrats aléatoires.

1719. Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont:

Le jeu et le pari;

Le contrat de rente viagère.

Chapitre I^{er}.

Du jeu et du pari ⁽¹⁾

1720. La loi n'accorde aucune action pour dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

1721. Les jeux propres à exercer au fait des armes sont exceptés de la disposition précédente.

(1) C. O., art. 512 et s.

Néanmoins, le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

1722. Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie, ou que le perdant ne fût mineur.

Chapitre II.

Du contrat de rente viagère ⁽¹⁾

Section I.

Des conditions requises pour la validité du contrat de rente viagère.

1723. La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable ou pour un immeuble.

1724. Elle peut aussi être constituée à titre purement gratuit, par donation ou par testament

1725. Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer; elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

(1) C. O., art. 517 et s.

1726. La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir.

1727. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

1728. Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations, sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1725.

1729. Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

1730. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne qui décède dans les quarante jours de la date du contrat.

1731. La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer, pourvu qu'il soit supérieur au revenu que peut produire la chose cédée pour prix de la rente.

Section II.

Des effets du contrat de rente viagère entre les parties contractantes.

1732. Celui, au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas, ou s'il diminue par son fait les sûretés stipulées pour son exécution.

1733. Si les sûretés stipulées se trouvaient diminuées indépendamment du fait du débiteur, le créancier ne pourrait demander la résiliation du contrat qu'en faisant raison de la différence entre le taux des arrérages qu'il a perçus jusqu'alors, et le taux légal de l'intérêt, pendant le même temps, du capital qu'il a payé pour constituer la rente.

1734. Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir sur les avoirs du débiteur, pour être affectés au service des arrérages, des biens ou des capitaux productifs d'une rente annuelle égale à celle promise au créancier.

1735. S'il a été stipulé qu'à défaut de paiement des arrérages pendant un temps déterminé, le créancier pourrait demander la résiliation du contrat, celui-ci ne pourra se prévaloir de cette stipulation qu'en tenant compte de l'excédant du taux des arrérages sur celui de l'intérêt légal, conformément à ce qui est réglé pour le cas prévu à l'article 1733.

1736. Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

1737. La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

1738. La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

1739. La rente viagère ne s'éteint pas par la

perte des droits civils du propriétaire; le paiement doit en être continué pendant sa vie naturelle.

1740. Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.



Titre XVII.

Du mandat ⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

De la nature du mandat.

1741. Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

1742. Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

1743. Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

(1) C. O., art. 392 et s.

1744. Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

1745. Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

1746. Les femmes ou les filles majeures et les mineurs peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre les femmes qui ont accepté le mandat sans y être légalement autorisées, que d'après les règles établies dans les titres qui les concernent.

Chapitre II.

Des obligations du mandataire

1747. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

1748. Le mandataire répond non seulement du dol, mais encore de la faute qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins, la responsabilité relative à la faute est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

1749. Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

1750. Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans sa gestion :

1° Quand il n'a pas reçu le pouvoir de substituer quelqu'un ;

2° Quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

1751. Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires constitués par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

1752. Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi; et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

1753. Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

Chapitre III.

Des obligations du mandant

1754. Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-deià, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

1755. Le mandant doit rembourser au manda-

taire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires, lorsqu'il en a été promis.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances, sous prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

1756. Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

1757. L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

1758. Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

Chapitre IV.

Des différentes manières dont le mandat finit.

1759. Le mandat finit :

Par la révocation du mandataire ;

Par la renonciation de celui-ci au mandat;

Par la mort ou par la perte des droits civils, par l'interdiction ou la mise en discussion, soit du mandant, soit du mandataire.

1760. Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre l'écrit qui renferme la preuve du mandat.

1761. La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

1762. La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

1763. Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat, sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

1764. Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le

mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

1765. Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

1766. En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.



Titre XVIII.

Du cautionnement ⁽¹⁾

Chapitre I.

De la nature et de l'étendue du cautionnement

1767. Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

1768. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable. ⁽²⁾

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé : par exemple, dans le cas de minorité.

1769. Le cautionnement ne peut excéder ce qui

(1) C. O., art. 489—511.

(2) C. O., art. 492.

est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses. ⁽¹⁾

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul : il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

1770. On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné. ⁽²⁾

1771. Le cautionnement ne se présume point ; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

1772. Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution. ⁽³⁾

(1) C. O., art. 499 — 500.

(2) C. O., art. 497.

(3) C. O., art. 499.

1773. Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le Canton.

1774. La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ni à ceux qui sont situés hors du Canton.

1775. Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

Chapitre II.

De l'effet du cautionnement

Section I.

*De l'effet du cautionnement entre le créancier
et la caution.*

1776. La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur principal, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires. ⁽¹⁾

1777. Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette. ⁽²⁾

1778. Néanmoins, chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son

(1) C. O., art. 493 — 495.

(2) C. O., art. 496.

action, et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a demandé le bénéfice de division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis cette demande.

Si l'obligation de l'une des cautions était annulée par une exception purement personnelle, sa part à la dette sera répartie sur les autres cautions.

1779. Les cautions ne sont pas censées avoir renoncé au bénéfice de division, quoiqu'elles aient déclaré s'obliger solidairement, soit entre elles, soit avec le débiteur.

1780. Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

1781. L'arrière-caution n'est tenue envers le créancier que dans le cas d'insolvabilité du débiteur principal et de toutes les cautions, ou lorsque le débiteur et les cautions sont déchargés de la dette au moyen d'exceptions qui leur sont personnelles

La caution de la caution est considérée comme arrière-caution.

Section II.

De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution.

1782. La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur. ⁽¹⁾

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins, la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a un recours pour les intérêts de tout ce qu'elle a payé pour le débiteur, lors même que la dette ne produirait pas des intérêts.

Elle a aussi recours pour les dommages, s'il y a lieu.

Toutefois, si la créance ne produisait pas des intérêts en faveur du créancier, ils ne courent, au profit de la caution, que du jour où elle aura notifié le paiement.

⁽¹⁾ C. O., art. 504.

1783. La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

1784. Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

1785. La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait : sauf son action en répétition contre le créancier. ⁽¹⁾

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte : sauf son action en répétition contre le créancier.

1786. La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui relevée de son engagement : ⁽²⁾

1° Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement ;

(1) C. O., art. 506.

(2) C. O., art. 511.

2° Lorsque le débiteur est en état de discussion ;

3° Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps ;

4° Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée ;

5° Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme d'échéance, à moins que cette obligation ne fût de nature à s'éteindre à une époque quelconque, soit déterminée, soit indéterminée.

Section III.

De l'effet du cautionnement entre les cofidujusseurs.

1787. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion ; sauf à ces cautions à faire valoir les exceptions qui auraient appartenu au débiteur principal contre le créancier, et qui n'étaient pas purement personnelles à ce débiteur.

1788. Le recours mentionné à l'article précédent n'a pas lieu au profit de la caution solidaire contre

la caution simple, ni au profit de celle-ci contre l'arrière-caution.

Mais si le paiement a été opéré par la caution simple ou par l'arrière-caution, celle-ci est subrogée aux droits du créancier envers la caution simple, de même que cette dernière l'est envers la caution solidaire.

Chapitre III.

De l'extinction du cautionnement

1789. L'obligation qui résulte du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations. ⁽¹⁾

1790. La confusion qui s'opère dans le personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

1791. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette.

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur. ⁽²⁾

⁽¹⁾ C. O., art. 501.

⁽²⁾ C. O., art. 501.

1792. La caution, même solidaire, est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait ou la négligence de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. ⁽¹⁾

Le dommage résultant du défaut d'inscription hypothécaire est, dans tous les cas, imputable au créancier, si cette inscription n'a pas été prise dans les quinze jours qui suivent celui de la constitution d'hypothèque, à moins que l'accès au bureau du conservateur n'ait été impossible.

1793. L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

1794. La simple prorogation du terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

1795. La caution qui a limité son engagement au terme accordé au débiteur principal, demeure obligée au-delà du terme fixé et durant tout le temps nécessaire pour contraindre le débiteur au

(1) C. O., art. 508.

paiement, pourvu que, dans les trois mois de l'échéance, des poursuites aient été commencées par le créancier, et qu'elles aient été activement continuées. ⁽¹⁾

Chapitre IV.

De la caution légale et de la caution judiciaire

1796. Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 1773 et 1774.

1797. Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage ou autre sûreté jugée suffisante pour la garantie de la créance.

1798. La caution légale ou judiciaire ne jouit pas du bénéfice de discussion.

1799. Celui qui a seulement cautionné la caution légale ou judiciaire, peut demander la discussion, tant du débiteur principal que de la caution.

(1) C. O., art. 503.

Titre XIX.

Des transactions

1800. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

1801. Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 283; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de la tutelle, que conformément à l'article 301.

1802. On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

1803. On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Cette peine tiendra lieu des dommages-intérêts résultant du retard, sans préjudice de l'exécution de la transaction, qui sortira son effet.

Les tribunaux cependant peuvent diminuer la peine lorsqu'il est évident qu'elle est énormément excessive.

1804. Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est fait à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

1805. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention, par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé

1806. Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quand au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

1807. La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

1808. Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

1809. Néanmoins, une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

1810. Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

1811. La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

1812. La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

1813. Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

Mais la transaction serait nulle, si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des

titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

1814. L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

1815. On ne peut transiger, sans l'approbation de la chambre pupillaire, sur les provisions ou pensions alimentaires non encore exigibles, adjugées en justice, non plus que sur celles acquises en vertu d'un acte de libéralité.



Titre XX.

De la contrainte par corps en matière civile ⁽¹⁾

1816. La contrainte par corps, en matière civile, peut avoir lieu dans le cas où l'insolvabilité du débiteur est constatée.

Est excepté les cas où le débiteur établirait que cette insolvabilité ne provient pas de son inconduite.

1817. La contrainte par corps peut aussi être prononcée, sans qu'il soit nécessaire de constater l'insolvabilité du débiteur :

1° Contre celui qui aliène ou hypothèque des immeubles qu'il sait appartenir à autrui ; ou qui présente comme libres des biens déjà grevés ; ou qui déclare des hypothèques ou des charges moindres que celles dont il sait que ces biens sont affectés ;

2° Pour dépôt nécessaire ;

3° Contre ceux qui ont été condamnés à désemparer un fonds, et qui refusent d'obéir ;

4° Pour la répétition des derniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet ;

(1) Abrogé. Loi du 19 novembre 1870, art. 4, An. 296, Const. féd. 59.

5° Pour la représentation des choses remises en dépôt aux séquestres, administrateurs et autres gardiens établis d'autorité de justice;

6° Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée, et pour l'expédition de la copie des actes à ceux qui ont droit de la requérir;

7° Contre les juges, les greffiers, les avocats et les procureurs pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus, par suite de leurs fonctions.

1818. Les fermiers et les colons partiaires peuvent être contraints par corps, faute par eux de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail, les semences, les engrais et les instruments aratoires qui leur ont été remis; à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne procède point de leur fait.

1819. Il y a également lieu à l'arrestation provisoire du débiteur fugitif ou suspect de fuite, s'il ne possède pas dans le Canton des biens meubles ou immeubles suffisants pour l'acquittement de sa dette.

Dans ce cas le débiteur sera, à sa demande, conduit immédiatement chez le juge qui a ordonné l'arrestation, qui pourra, après l'avoir entendu, ordonner

sa mise en liberté, avec ou sans caution, suivant les circonstances.

Si l'arrestation est maintenue, le créancier sera tenu de se pourvoir en condamnation, dans les trois jours de l'arrestation du débiteur, faute de quoi celui-ci pourra demander son élargissement.

1810. Hors les cas déterminés par les articles précédents, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps, à tous notaires et autres officiers publics de recevoir des actes dans lesquels elle serait stipulée : le tout à peine de nullité, dépens, dommages et intérêts.

1821. Hors le cas prévu à l'article 1819, la contrainte par corps ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement.

1822. Le jugement de condamnation doit fixer la durée de la contrainte par corps, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix jours.

1823. La contrainte par corps, pour objet susceptible d'évaluation pécuniaire, ne peut être prononcée par une somme moindre de cent francs.

1824. Elle ne peut être prononcée :

- 1^o Contre les femmes et les mineurs ;
- 2^o Contre ceux qui sont entré dans leur

soixante et dixième année, sauf dans les cas prévus à l'article 1817, N° 1^{er};

3° Contre celui qui porte les armes pour sa patrie, aussi longtemps qu'il est en activité de service.

1825. Les parents en ligne directe, les frères et sœurs, les oncles et neveux, ou alliés au même degré, les époux ne peuvent demander la contrainte par corps, les uns contre les autres.

1826. L'exécution du jugement qui ordonne la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens.

1827. La détention ne libère pas le débiteur de la dette.

1828. La contrainte par corps a cet effet, que le créancier peut faire détenir son débiteur aux arrêts, en faisant l'avance de frais, jusqu'à ce qu'il ait été pleinement satisfait en capital, accessoires et frais, compris ceux de la détention.

1829. La forme de la contrainte par corps est réglée par les lois sur la procédure civile.

Titre XXI.

Du nantissement ⁽¹⁾

1830. Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

1831. Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*.

Celui d'une chose immobilière s'appelle *anti-chrèse*.

Chapitre I^{er}.

Du gage

1832. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers, sauf ce qui est dit aux articles 1861 et 1862.

1833. Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a

(1) C. O., art. 210 et s. 884.

un acte public ou sous seing privé, avec date certaine, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit n'est néanmoins prescrite qu'en matière excédant la valeur de trois cents francs.

1634. Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances, que par acte authentique ou sous seing privé, ayant date certaine, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

1835. Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage, qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

1836. Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

1837. Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage, sauf à lui le droit de le saisir, en suivant les formes prescrites pour les poursuites pour dettes.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'ap-

proprier le gage, ou à en disposer sans observer les dites formes, est nulle.

1838. Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

1839. Le créancier répond, selon les règles établies au Titre *des contrats ou des obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

1840. S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dûs.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

1841. Si le créancier abuse du gage, le débiteur peut en requérir la mise sous séquestre.

1842. Le débiteur ne peut réclamer la restitu-

tion du gage qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné. ⁽¹⁾

S'il existait, de la part du même débiteur envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

1943. Le gage est indivisible, nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

(1) C. O., art. 224.

Chapitre II.

De l'antichrèse. ⁽¹⁾

1844. L'antichrèse n'a d'effet à l'égard des tiers, qu'autant qu'elle est constatée par acte authentique ou sous seing privé, ayant date certaine.

Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Il en sera de même dans le cas où les parties auraient expressément stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts ; et l'on ne pourra jamais excéder le taux légal de l'intérêt, quelle que soit la convention faite à cet égard.

Cette disposition s'applique même à la vente faite sous faculté de rachat, toutes les fois que le vendeur reste en possession de la chose en qualité de fermier ou de locataire. Pendant le terme du rachat, l'acquéreur ne peut recevoir, à titre de loyer ou de fermage, aucune somme excédant le taux légal de l'intérêt annuel.

1845. Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

(1) L. c., du 19 novembre 1870, art. 10-2^o. — An. 300.

Il doit également, sous peine de dommages-intérêts pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

1846. Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

1847. Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble, par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: faute de paiement, il peut exercer ses poursuites contre le débiteur par les voies légales.

1848. Les dispositions des articles 1836 et 1843 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

1849. Tout ce qui est statué au présent chapitre ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

Titre XXI.

Des privilèges et hypothèques.

Chapitre I^{er}.

Dispositions générales.

1850. Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et futurs.

1851. Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

1852. Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et les hypothèques et la certitude de la date. ⁽¹⁾

Chapitre II.

Des privilèges. ⁽²⁾

1853. Le privilège est un droit que la qualité de la personne ou de la créance donne à un

(1) L. P. 219 in f. 220.

(2) L. c. du 19 novembre 1870, art. 5 et s., An. 296. L. P. 219.

créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires, sous les modifications ci-après exprimées.

1854. Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

1855. Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

1856. Les privilèges sont ou généraux sur la totalité des biens, ou spéciaux sur certains meubles.

Section I.

Des privilèges généraux.

1857. Les créances privilégiées sur la généralité des biens, sont celles ci-après exprimées :

- 1° Les frais nécessaires pour funérailles ;
- 2° Les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers ;
- 3° Les frais de maladie pendant les douze derniers mois qui ont précédé le décès du débiteur ou l'acte juridique qui a interrompu la prescription ;
- 4° Les salaires des domestiques pour l'année échue, et ce qui est dû sur l'année courante ;

5° Les salaires de ceux qui ont travaillé à la journée pendant les six derniers mois ;

6° Les fournitures pour aliments, faites au débiteur et à sa famille pendant les six derniers mois ;

7° Les honoraires des avocats et des procureurs pendant les douze derniers mois ;

Les termes mentionnés aux numéros 4, 5, 6 et 7 se comptent en remontant à partir du jour où a été fait l'acte juridique qui a interrompu la prescription ;

8° Les droits et créances des femmes sur les biens de leurs maris, pour la reprise de leurs apports et pour l'exécution des conventions matrimoniales ; en tant que ces droits seraient prouvés autrement que par la déclaration du mari ; ⁽¹⁾

9° Les créances des enfants et autres descendants, contre leur père, mère ou autres ascendants, pour les valeurs dont ceux-ci auraient eu la jouissance ou l'administration ;

10° Les prétentions des personnes placées sous tutelle ou curatelle, contre leurs tuteurs ou curateurs, pour dette résultant de leur gestion.

(1) L. P. 219. L. c. du 26 mai 1891, art. 40. An. 315.

Section II.

Des privilèges spéciaux sur certains meubles. ⁽¹⁾

1858. Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1^o Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, sur les denrées qui se trouvent dans les maisons et bâtiments dépendant des fonds ruraux, si ces denrées proviennent de ces fonds ; sur tout ce qui sert à garnir la maison louée ou la ferme, et sur tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme : savoir pour les arrérages de deux années et pour ce qui est à échoir de l'année courante du bail ; ⁽²⁾

Le même privilège a lieu en faveur du bailleur pour les dommages causés aux bâtiments loués ou à la ferme, pour les réparations locatives, pour la restitution des objets affectés à l'exploitation des fonds, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail ;

Le privilège sur les fruits existants a lieu lors même que les fruits appartiennent au sous-fermier ;

Le privilège sur tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et sur tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, lorsque ces choses appar-

(1) C. O., 294, 297, 224 et s.

(2) L. P. 282 et s.

tiennent au sous-locataire ou au sous-fermier, n'a lieu que jusqu'à concurrence de ce qu'il doit, sans avoir égard à ce qui aurait été payé par anticipation ;

Le bailleur peut saisir les meubles du preneur, sous-locataire ou sous-fermier, qui garnissent sa maison ou dont sa ferme est fournie, lorsque ces meubles ont été transportés ailleurs sans son consentement ; et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait exercé l'action en revendication dans le délai de 40 jours : sauf ce qui est dit à l'article 1880 ;

2° La créance, sur le gage dont le créancier est saisi ;

3° Les frais faits pour la conservation ou l'amélioration des meubles que retiennent encore ceux qui ont fait ces frais ;

4° Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur ;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme ; à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance, à l'époque où les meubles garnissant sa maison ou sa ferme y ont été transportés, que le prix en était encore dû ;

5° Les fournitures faites par un aubergiste, ainsi que le salaire qui lui est dû, sur les effets

du voyageur, qui ont été transportés et se trouvent encore dans son auberge ;

6° Les frais de transport et les dépenses accessoires, sur les effets transportés, encore retenus par le conducteur, ou qui même auraient été livrés par celui-ci dans les vingt-quatre heures qui ont précédé, pourvu qu'ils se trouvent encore entre les mains de celui à qui ils étaient destinés.

Chapitre III.

Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent.

1859. Les privilèges mentionnés aux N^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 1857, s'exercent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ;

Le privilège des femmes sur les biens de leurs maris a lieu, pour la reprise des apports, du jour où le mari a reçu les biens de sa femme ; et, pour l'exécution des conventions matrimoniales, à compter du jour du mariage ;

Le privilège des fils de famille et celui des personnes placées sous tutelle ou curatelle, sur les biens des ascendants, tuteurs ou curateurs, date du jour où ceux-ci ont eu la jouissance ou l'administration des biens d'où résulte le privilège ;

En cas de concours entre les privilèges énoncés aux N^{os} 5 et 6 de l'article 1858, celui désigné au N^o 6 aura la préférence.

1860. Les créances privilégiées sur la généralité des biens, se prélèvent sur les biens libres de tout gage, privilège spécial ou hypothèque.

S'il n'y a pas de tels biens, ou s'il n'y en a pas en suffisance, elles se prélèvent sur les biens hypothéqués, en commençant par l'hypothèque la plus récente, et, à leur défaut, sur les privilèges spéciaux, sous la modification exprimée en l'article suivant.

1861. Lorsque, à défaut de biens libres, les privilèges généraux s'exercent sur les biens hypothéqués ou sur les meubles affectés d'un privilège spécial, les privilèges généraux énoncés aux N^{os} 1, 2 et 3 de l'article 1857 sont seuls préférés aux hypothèques légales dont il est parlé aux N^{os} 1, 2, 3 et 4 de l'article 1885 et aux privilèges spéciaux ;

Les privilèges généraux désignés aux N^{os} 4, 5, 6 et 7 de l'article 1857 prennent rang immédiatement après les privilèges spéciaux et les hypothèques légales ci-dessus mentionnées ;

Les privilèges énoncés aux N^{os} 8, 9 et 10 de l'article 1857 concourent d'après leur date, avec

les hypothèques autres que celles ci-dessus mentionnées.

1862. A défaut d'autres biens, les privilèges généraux désignés aux N^{os} 1, 2 et 3 de l'article 1857 se prélèvent par contribution sur les hypothèques mentionnées aux N^{os} 1, 2, 3 et 4 de l'article 1885 et sur les biens affectés d'un privilège spécial.

1863. Les privilèges ne s'étendent qu'aux biens qui se trouvent en la possession du débiteur au moment où le privilège s'exerce; ils n'ont pas de suite en main tierce.

Chapitre IV.

De la manière de conserver et de modifier les privilèges.

1864. Les privilèges tant généraux que spéciaux se conservent indépendamment de toute inscription.

Toutefois les privilèges des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits peuvent être modifiés conformément aux articles suivants.

1865. Les maris, les ascendants, les tuteurs et

les curateurs pourront demander que le privilège des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits soit limité au moyen d'une inscription qui sera prise sur des immeubles que la chambre pupillaire désignera.

1866. Les femmes, les fils de famille, les mineurs et les interdits, ainsi que leurs parents et amis, pourront aussi requérir qu'il soit pris inscription sur les biens des maris, des ascendants, des tuteurs et des curateurs.

Dans ce cas, la chambre pupillaire désignera des immeubles d'une valeur suffisante pour la conservation entière de leurs droits.

1867. L'inscription ordonnée par la chambre pupillaire, conformément à l'article précédent, sera prise à la diligence d'un conseil judiciaire ou d'un curateur *ad hoc*, s'il s'agit de la conservation des droits d'une femme mariée ou d'un fils de famille; et à la diligence du subrogé tuteur ou du subrogé curateur, s'il s'agit de la conservation des droits d'un mineur ou d'un interdit.

Le conseil judiciaire, le curateur *ad hoc*, le subrogé tuteur ou le subrogé curateur qui ne satisferaient pas à l'obligation qui leur est imposée par le présent article, demeureront responsables du défaut d'inscription.

1868. La femme pourra encore consentir à ce que certains immeubles de son mari, spécialement désignés, puissent être hypothéqués au préjudice de son privilège.

Ce consentement sera donné avec l'autorisation requise pour que la femme puisse s'obliger en faveur de son mari. La chambre pupillaire pourra pareillement consentir à ce que certains immeubles des ascendants, tuteurs ou curateurs, spécialement désignés, puissent être hypothéqués au préjudice des privilèges des fils de famille, des mineurs et des interdits.

1869. Il pourra être convenu, dans le contrat de mariage, qu'il ne sera pris d'inscription que sur un ou certains immeubles du mari, pour la sûreté des biens que la femme possède à cette époque.

Une pareille convention ne pourra pas avoir lieu quant à l'inscription à prendre pour la sûreté des biens qui écherront à la femme durant le mariage.

Il ne pourra pas être convenu qu'il ne sera pris aucune inscription.

1870. Lorsqu'une inscription aura eu lieu conformément aux articles 1865, 1866 et 1869, les

autres immeubles des maris, des ascendants, des tuteurs et des curateurs pourront être hypothéqués au préjudice des privilèges mentionnés aux N^{os} 8, 9, et 10 de l'article 1857; mais ces privilèges subsisteront pour être colloqués au premier rang sur les biens libres, après les créanciers hypothécaires inscrits.

1871. Le privilège de la femme durera pendant le mariage, et un an après sa dissolution, si la femme majeure survit à son mari, et, si elle est mineure, pendant un an après sa majorité.

En cas de prédécès de la femme laissant des enfants mineurs, le privilège qui lui appartenait passera aux enfants et durera pendant un an après leur majorité ou pendant un an après la cessation de la jouissance ou de l'administration du père, si elle a continué après la majorité.

La même disposition est applicable au privilège des fils de famille sur les biens de leurs ascendants.

Durant l'année ci-dessus mentionnée, les intéressés pourront requérir une inscription sur des immeubles d'une valeur suffisante pour la conservation de leurs droits.

1872. Le privilège du mineur sur les biens du tuteur cessera un an après la cessation de la tu-

telle. Si le tuteur est réliquataire, celui qui lui succède devra, sous sa responsabilité personnelle, requérir une inscription sur les biens de son prédécesseur, à moins qu'une inscription suffisante n'ait déjà été prise en vertu des articles 1865 ou 1866. ⁽¹⁾

Il fera désigner par la chambre pupillaire les immeubles sur lesquels l'inscription devra se prendre.

La disposition de cet article est applicable aux curatelles.

1873. En cas de contestation sur les demandes et réquisitions formées en vertu des articles 1865, 1866 et 1872, il sera statué par les tribunaux ordinaires, contradictoirement avec la personne chargée par les articles 1867 et 1872 de prendre les inscriptions mentionnées aux dits articles.

Chapitre V.

De la conservation du droit de séparation des patrimoines.

1874. Les créanciers et les légataires d'une succession, qui demandent la séparation du patri-

⁽¹⁾ L. P., 219.

moine du défunt d'avec celui de l'héritier, conservent sur les immeubles de la succession, la préférence que la loi leur accorde, par l'inscription faite sur chacun de ces immeubles, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Lorsque l'inscription de l'hypothèque légale accordée aux légataires aura été prise dans les six mois dès l'ouverture de la succession, elle produira, en faveur des légataires, le même effet que le droit de séparation.

1875. Avant l'expiration des six mois mentionnés en l'article précédent, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur les biens de la succession, par les héritiers ou représentants du défunt, au préjudice des créanciers ou des légataires de ce dernier.

Chapitre VI.

Des hypothèques. ⁽¹⁾

1876. L'hypothèque est un droit réel sur les biens affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est de sa nature indivisible et subsiste en entier sur tous les biens affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces biens.

(1) L. du 19 novembre 1870, art. 9 et s., An. 299.

1877. Sont susceptibles d'hypothèque tous les biens meubles et immeubles qui sont dans le commerce.

1878. L'hypothèque peut être constituée sur une part indivise de biens possédés en commun à titre de succession ou autrement; mais, en cas de partage, l'hypothèque sera transportée sur ceux des biens qui écherront au débiteur qui l'a consentie.

Les autres co-partageants auront le droit de faire rayer l'inscription qui porterait sur les biens qui leur sont échus en partage.

1879. L'hypothèque constituée sur des immeubles les suit en quelque main qu'ils passent. ⁽¹⁾

1880. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque lorsqu'ils ont été aliénés et qu'ils se trouvent entre les mains d'un tiers qui les a acquis de bonne foi. ⁽²⁾

1881. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'objet hypothéqué. ⁽³⁾

1882. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

⁽¹⁾ V. *Errata*. An. 325 in f.

⁽²⁾ Abrogé, L. c. du 19 nov. 1870, art. 9, An. 299.

⁽³⁾ Eodem.

1883. L'hypothèque est légale ou conventionnelle, ou constituée à titre gratuit.

Section I.

De l'hypothèque légale.

1884. L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

1885. Les créanciers ayant hypothèque légale sont : ⁽¹⁾

1° Les entrepreneurs, architectes et autres qui ont travaillé ou donné leurs soins à la construction, à la réparation et à l'amélioration d'un immeuble, ou fourni des matériaux pour le même objet ;

L'hypothèque se réduit à la plus value existante à l'époque où le droit s'exerce, et résultant des travaux qui y ont été faits ;

Elle n'est accordée que jusqu'à concurrence de ce que le propriétaire de l'immeuble devrait encore à l'entrepreneur, lors même que les ouvriers que celui-ci a employés ou que ceux qui lui ont fourni des matériaux, ne seraient pas satisfaits ;

(1) L. c. du 2 décem. 1892. An. 323.

2° Le vendeur sur l'immeuble vendu pour le paiement du prix et le copermutant sur la chose donnée en échange pour le paiement de la soulte ;

Cette disposition est applicable au créancier d'une rente perpétuelle ou viagère, constituée moyennant la cession d'un immeuble ;

3° Celui qui a consenti au rachat d'un droit réel immobilier en vertu d'une loi spéciale qui l'y oblige, sur le fonds affranchi par ce rachat, pour le prix de ce droit ;

4° Celui qui a accordé sur son fonds une servitude nécessaire en vertu d'une loi qui l'y oblige, sur le fonds en faveur duquel cette servitude est établie, pour le prix qui en est dû et pour les dommages qui pourraient en résulter ;

5° Le créancier qui abandonne la collocation qu'il a obtenue dans la discussion des biens du débiteur, sur la chose abandonnée ;

6° Les légataires, sur les immeubles de la succession.

Section II.

De l'hypothèque conventionnelle.

1886. L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions.

1887. Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les biens qu'ils y soumettent.

1888. Les biens appartenant à des personnes qui n'ont pas la capacité d'aliéner, ou à des absents, tant que les biens de ces derniers ne sont possédés qu'en vertu de l'envoi en possession provisoire, ne peuvent être grevés d'hypothèque conventionnelle que pour les causes et avec les autorisations requises par la loi.

1889. Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

1890. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte authentique ou sous seing privé.

1891. L'hypothèque conventionnelle est toujours spéciale. Elle pourra être stipulée sur tous les biens présents du débiteur en les désignant nominativement, ou sur un ou plusieurs de ces fonds.

1892. Les immeubles hypothéqués seront désignés par le nom de la commune et du district de

cette commune sur lequel ils sont situés, ainsi que par le nom particulier, s'il y en a, leur nature, leur contenance au moins approximative, leur provenance, les confins au moins de trois côtés et par le numéro du cadastre pour les communes qui en ont, ou par toute autre désignation suffisante pour les faire reconnaître.

S'il y a plusieurs confins du même côté, il suffit d'en désigner un seul.

1893. Les biens à venir ne peuvent pas être soumis à l'hypothèque conventionnelle.

1894. En cas que l'immeuble ou les immeubles assujettis à l'hypothèque eussent péri ou éprouvé des dégradations telles qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra agir pour obtenir un supplément d'hypothèque, et, à défaut, poursuivre son remboursement.

Si l'immeuble hypothéqué était soumis à un privilège préférable à l'hypothèque, le créancier pourra également exiger le paiement de sa créance, à moins que le débiteur n'affranchisse l'hypothèque.

1895. L'hypothèque conventionnelle peut être consentie pour sûreté de toute espèce d'obligation

valide, que la créance soit certaine et d'une somme déterminée, ou qu'elle soit conditionnelle pour son existence ou indéterminée dans sa valeur.

1896. Si la créance est indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

1897. Lorsque l'hypothèque aura pour objet la sûreté d'une rente perpétuelle ou viagère, elle sera censée consentie pour un capital égal à trente fois la rente, sauf stipulation contraire.

Section III.

De l'hypothèque constituée à titre gratuit

1898. L'hypothèque constituée à titre gratuit est celle qui est donnée dans un testament, ou dans un autre acte de libéralité.

Chapitre IV.

De la manière de conserver les hypothèques.

1899. Les hypothèques se conservent contre le débiteur indépendamment de toute inscription.

Les hypothèques sur les immeubles ne se conservent envers les tiers qu'au moyen de l'inscription prise sur les registres publics à ce destinés, sauf ce qui est dit à l'article 1922.

Cependant en cas de discussion du débiteur, il ne pourra plus être pris d'inscription sur ses biens dès la publication de la mise en discussion.

1900. Les inscriptions auront lieu à la diligence des parties intéressées, de leurs tuteurs ou curateurs.

Elles pourront aussi être prises par une autre personne en leur nom, sans qu'il soit besoin de procuration à cet effet.

1901. La transcription de l'acte translatif de propriété, faite dans la forme prescrite au chapitre 12 de ce titre, vaudra inscription pour le vendeur ou le copermutant, à l'effet de conserver l'hypothèque légale mentionnée au N° 2 de l'article 1885.

1902. Les inscriptions se feront au bureau établi dans l'arrondissement où sont situés les immeubles soumis à l'hypothèque.

1903. L'inscription se fait sur le registre de la commune dans laquelle est situé l'immeuble hypothéqué.

Si l'inscription porte sur des immeubles situés dans différentes communes du même arrondissement, elle devra être faite sur les registres de ces différentes communes, en ce qui concerne les immeubles situés dans chacune d'elles.

La même règle est applicable au cas où les immeubles seraient situés dans différents arrondissements.

1904. Celui qui requiert une inscription, présente deux bordereaux, dont l'un peut être porté sur le titre ou l'expédition du titre ; ils contiennent :

1. La désignation du créancier et du débiteur, par leurs noms, prénoms, profession et domicile, ou par toute autre désignation suffisante pour les faire reconnaître.

Le propriétaire de l'hypothèque sera désigné de la même manière, si elle est constituée par un autre que par le débiteur ;

2. La date et la nature du titre qui donne naissance à l'hypothèque ;
3. Le nom du notaire qui a instrumenté l'acte ou la désignation de l'autorité de laquelle il émane ou le nom de celui qui l'a signé ;
4. Le montant de la créance en capital et intérêts échus ;
5. L'indication des immeubles hypothéqués faite conformément à l'article 1892.

1905. S'il s'agit de l'inscription d'une hypothèque existant indépendamment de tout acte, il suffit d'indiquer le fait auquel elle doit son existence.

1906. Si le créancier n'est pas domicilié en Valais, les bordereaux devront contenir de sa part élection de domicile dans une commune du Canton.

1907. Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée, pourront être faites sous la simple désignation du défunt, dans la forme prescrite pour les autres inscriptions, et sans qu'il soit nécessaire d'indiquer l'héritier.

1908. Le conservateur fait mention sur son registre du contenu aux bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

1909. L'inscription de l'hypothèque mentionnée au N. 1 de l'article 1885, peut être requise dès que sera conclue la convention au sujet des travaux à faire, ou, à défaut de convention, dès que les travaux qui donnent naissance à l'hypothèque auront été exécutés.

1910. L'inscription n'est valable que pour la somme exprimée dans le bordereau, lors même qu'il résulterait de l'acte constitutif de la créance que la somme due est plus forte que celle énoncée dans le bordereau.

Si la somme énoncée est plus forte que celle qui est réellement due, l'inscription est valable pour cette dernière somme.

1911. L'individu non domicilié en Valais, qui a requis une inscription, peut changer sur le registre des hypothèques, le domicile par lui élu, à la charge d'en choisir un autre dans le Canton.

1912. L'omission des formalités prescrites dans le présent chapitre, n'annule l'inscription qu'autant qu'elle serait insuffisante pour faire connaître aux tiers intéressés les charges qui grèvent l'immeuble hypothéqué, ou l'immeuble sur lequel pèsent ces charges.

1913. Les frais d'inscription sont à la charge du débiteur, sauf convention contraire.

Toutefois les frais d'inscriptions prises sur les biens des tuteurs et des curateurs, en vertu des articles 1865 et 1866, sont à la charge du patrimoine administré.

Il en est de même des frais d'inscriptions prises sur les biens des ascendants, dans le cas où ceux-ci n'ont pas la jouissance des biens des descendants.

Dans tous les cas, l'avance en est faite par l'inscrivant, sauf le droit de répétition, s'il y a lieu.

1914. L'inscription n'a aucune influence sur la validité ou nullité des actes inscrits, tant entre les partis qu'à l'égard des tiers.

1915. Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, sont intentées devant le tribunal du domicile du défendeur ou devant le tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble qui fait l'objet de l'inscription.

Si le créancier n'est pas domicilié dans le Canton, les notifications relatives aux inscriptions peuvent se faire au domicile élu, et ce, nonobstant le décès soit du créancier, soit de la personne chez laquelle il aura fait élection de domicile. A défaut d'élection de domicile, les notifications pourront se faire au bureau même où l'inscription a été prise.

1916. Une loi particulière prescrira le mode à suivre dans la tenue des registres et déterminera les obligations et la responsabilité de l'officier public qui en sera chargé.

Chapitre VIII.

Du renouvellement des inscriptions.

1917. Les inscriptions conservent l'hypothèque pendant trente années à compter de leur date ; leur effet cesse si elles n'ont pas été renouvelées avant l'expiration de ce délai, sauf l'exception mentionnée à l'article suivant.

1918. Les inscriptions prises en faveur des femmes, des fils de famille et des interdits conservent leurs effets pendant le temps fixé pour la durée de leur privilège par les articles 1871 et 1872, sans qu'elles aient besoin d'être renouvelées, même après les trente ans mentionnés à l'article précédent. ⁽¹⁾

(2) L. c. du 19 novembre 1870, art. 5 An. 296

Chapitre IX.

Du rang que les hypothèques ont entre elles.

1919. Entre les créanciers hypothécaires, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier ou par un tiers en son nom, sur les registres du conservateur dans la forme et de la manière prescrites par la loi, sauf l'exception portée en l'article 1922.

1920. Les hypothèques inscrites le même jour concourent également entre elles, sans distinction de l'heure à laquelle les inscriptions ont été faites.

Cependant si l'inscription de l'hypothèque légale du vendeur ou du copermutant avait eu lieu le même jour que celle de l'hypothèque constituée sur le même fonds par l'acquéreur, l'hypothèque du vendeur ou du copermutant sera préférée.

1921. L'inscription pour un capital produisant intérêt ou toute autre annuité, donne droit à la collocation de ces intérêts ou annuités au même rang que le capital pour trois années et pour l'année courante. Toutefois le créancier pourra prendre des inscriptions particulières portant hypothèque à compter de leur date, pour les autres arrérages qui seraient dûs.

L'inscription pour le capital servira aussi pour faire colloquer au même rang les frais de l'acte, ceux de l'inscription et les frais ordinaires de poursuites contre le débiteur, lors même que ces frais n'auraient pas été évalués lors de l'inscription, conformément à l'article 1896.

1922. Les hypothèques légales mentionnées aux N^{os} 1, 3 et 4 de l'article 1885, seront préférées aux hypothèques antérieures à la circonstance qui a donné naissance à l'hypothèque légale, jusqu'à concurrence de la plus value que les immeubles hypothéqués ont acquise par cette circonstance.

1923. Hors les cas prévus à l'article précédent, l'hypothèque non inscrite ne donne aucun droit de préférence au créancier en faveur duquel elle est établie.

Chapitre X.

De l'effet des hypothèques entre les créanciers hypothécaires.

1924. Lorsqu'un immeuble a été hypothéqué à deux créanciers légalement inscrits, si le créancier de date antérieure a saisi l'hypothèque, le créancier

de date postérieure peut le revendiquer en remboursant au premier sa créance hypothécaire en capital et accessoires légaux, conformément à l'article 1921.

1925. Si le créancier de date antérieure qui a saisi l'hypothèque, a signifié la saisie au créancier postérieur, le droit de revendication accordé par l'article précédent se prescrit par trois mois depuis la signification de la saisie.

Si la saisie n'a pas été notifiée au créancier postérieur, le droit de revendication se prescrit par dix ans depuis la saisie.

1926. Si l'hypothèque a été saisie par le créancier de date postérieure, le créancier antérieur n'en conserve pas moins le droit d'hypothèque qu'il avait sur le même fonds.

Ce droit ne s'éteint que par le paiement fait au créancier antérieur du montant de sa créance en capital et accessoires légaux, conformément à l'article 1921, ou par l'un des modes mentionnés au chapitre 15 de ce titre.

Chapitre XI.

De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs.

1927. Le créancier ayant une hypothèque inscrite sur un immeuble, conserve ses droits sur l'immeuble, en quelques mains qu'il passe, pour être payé suivant l'ordre de son inscription.

1928. L'action hypothécaire peut être intentée contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, sans qu'il soit nécessaire de discuter préalablement le débiteur, et encore que celui-ci aurait en sa possession d'autres biens hypothéqués à la même dette.

1929. Néanmoins, l'action hypothécaire contre le tiers détenteur de l'hypothèque sera précédée ou accompagnée de la sommation de payer adressée au débiteur originaire, en le prévenant que l'action hypothécaire est ou sera intentée, et qu'il y sera donné suite à défaut de paiement.

Si le débiteur forme opposition à la demande du créancier, il devra la notifier au tiers détenteur avant l'échéance du terme qui lui a été fixé pour le paiement.

1930. En cas de discussion du débiteur, il n'y aura pas lieu à la sommation mentionnée à l'article

précédent; mais le créancier pourra intenter l'action hypothécaire contre le tiers détenteur de l'hypothèque, sans autre formalité, dès que sa prétention sera vérifiée.

1931. Le tiers détenteur est tenu de payer tous les capitaux exigibles et les accessoires pour lesquels le créancier a une hypothèque inscrite, à quelque somme qu'ils puissent monter, à défaut de quoi, il sera procédé à la saisie de l'hypothèque.

Dans le premier cas, il jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

1932. La saisie n'empêche pas que jusqu'à ce que la propriété de l'immeuble soit dévolue au créancier, le tiers détenteur ne puisse le reprendre, en payant toute la dette, conformément à l'article 1931, et les frais.

1933. Les détériorations qui procèdent de la faute du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires, donnent lieu contre lui à une action en indemnité.

Il peut demander le rembour des frais faits pour améliorations ou réparations, conformément au principe posé à l'article 389.

1934. Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dûs par le tiers détenteur qu'à compter du

jour de la sommation de payer ou de délaisser, et, si le créancier a laissé périmer l'instance, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite. ⁽¹⁾

1935. Les servitudes et les droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Les créanciers personnels du tiers détenteur qui ont une hypothèque inscrite sur le même immeuble, exercent leur hypothèque à leur rang, après tous ceux qui étaient inscrits sur les précédents propriétaires, avant la transcription de l'acte d'aliénation.

1936. Lorsque, à défaut de paiement ou d'opposition de la part du débiteur, dans le terme fixé à l'article 1929, il sera donné suite à l'action hypothécaire contre le tiers détenteur, celui-ci pourra exercer le recours en garantie contre son auteur, soit avant, soit après le paiement de la dette, ou l'expropriation de l'hypothèque, lors même qu'il n'aurait pas dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre lui.

1937. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, est subrogé aux droits du créancier contre le créancier hypothécaire postérieur, dans le

(1) L. c., du 26 Mai 1891, art. 31, — Ann. 312.

cas où celui-ci exercerait le droit de revendication dont il est parlé à l'article 1924.

1938. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou subi l'expropriation de l'hypothèque, est de plus subrogé aux droits du créancier sur les autres immeubles hypothéqués à la même dette; mais s'il exerce son recours contre les détenteurs de ces biens, il ne pourra le faire que jusqu'à concurrence de la part que chacun d'eux doit prendre à la dette, eu égard à la valeur des biens hypothéqués dont ils sont détenteurs.

Chapitre XII.

De la transcription.

1939. Les aliénations d'immeubles par acte entre-vifs ne produisent effet, par rapport au tiers, que par la transcription. ⁽¹⁾

La disposition de l'article 1920 sur les inscriptions faites le même jour, est applicable à la transcription.

1840. La transcription consiste dans l'inscription sur des registres publics, des actes entre-vifs translatifs de propriété immobilière.

(1) L. c. du 19 novembre 1870, ar. 10. An. 300

1941. La transcription se fait au bureau du conservateur des hypothèques établi dans l'arrondissement où sont situés les immeubles aliénés, en observant ce qui est prescrit à l'article 1903 pour les inscriptions hypothécaires.

1942. La transcription aura lieu sur l'exhibition d'un acte authentique ou sous seing privé constatant l'aliénation.

Le conservateur certifiera au pied de cet acte ou sur une allonge, que la transcription a été opérée, et le restituera au requérant.

1943. La transcription peut être faite à la demande de l'un ou de l'autre des contractants, ou de toute autre personne qui y a intérêt.

La remise en main tierce de l'acte translatif de propriété vaut procuration pour requérir la transcription.

1844. Lorsque, par un même acte, la propriété est transférée à plusieurs personnes, la transcription opérée à la requête de l'une d'elles, produit aussi effet par rapport aux autres.

1945. En opérant la transcription de l'acte translatif de propriété, le conservateur est tenu de faire d'office l'inscription de l'hypothèque résultant

de l'aliénation, pour la sûreté du prix ou de la soulte qui serait encore dû en tout ou en partie.

L'inscription hypothécaire au profit du vendeur ou du copermutant n'aura pas lieu, s'il résulte de l'acte présenté à la transcription ou d'un autre acte stipulé en forme authentique, qui restera déposé au bureau du conservateur, que le prix a été complètement acquitté.

1946. La transcription de l'acte d'aliénation a pour effet de faire tomber les hypothèques, quoique antérieures, qui ne se trouveraient pas inscrites lors de la transcription.

Cependant si l'inscription de l'hypothèque et la transcription de l'acte translatif de propriété avaient eu lieu le même jour, l'inscription hypothécaire aura la préférence.

1947. Si la transcription de l'acte translatif de propriété d'un immeuble n'a pas eu lieu, l'acquéreur ne pourra pas arguer de nullité les inscriptions qui seraient prises sur cet immeuble en vertu d'actes soit antérieurs soit postérieurs à son acte d'acquisition, sauf à lui son recours contre l'aliénant, s'il y a lieu.

1948. Les frais de la transcription sont à la charge de l'acquéreur, sauf convention contraire :

toutefois l'avance en sera faite par celui qui la requiert.

S'il y a plusieurs acquéreurs, celui qui a fait l'avance des frais de transcription pourra les réclamer de chacun d'eux en proportion de la part qu'ils ont à cette acquisition.

Chapitre XIII.

De la radiation totale ou partielle des inscriptions. ⁽¹⁾

1949. La radiation, soit totale, soit partielle, des inscriptions, est volontaire ou forcée.

1950. La radiation est volontaire lorsqu'elle est consentie par les parties intéressées, ayant capacité à cet effet.

1951. Le consentement sera constaté par acte authentique, qui restera déposé au bureau du conservateur.

1952. Si le créancier n'a pas la libre disposition de ses biens, le consentement pour opérer une radiation totale ou partielle ne pourra être donné qu'avec les autorisations requises pour les actes d'aliénation.

(1) Loi du 25 novembre 1892. — An. 319.

Toutefois, si l'extinction du droit pour la conservation duquel une inscription a été prise, est prouvé par acte authentique, le consentement à la radiation est considéré comme un acte nécessaire, et il pourra être donné par les tuteurs, curateurs ou autres représentants de la personne incapable, sans autre formalité.

1953. Si l'acte de consentement à la radiation contient la condition d'une autre hypothèque, d'une caution ou d'une autre garantie quelconque, la radiation ne sera effectuée, qu'en justifiant l'accomplissement de la condition, par acte authentique déposé au bureau du conservateur.

1954. La radiation, totale ou partielle, est forcée lorsqu'elle est ordonnée par jugement passé en force de chose jugée.

1955. La radiation totale sera ordonnée par les tribunaux :

- 1^o Lorsque l'inscription a été prise sans cause légitime ;
- 2^o Lorsque l'hypothèque est éteinte par quelque voie légale.

1956. La radiation partielle, soit la réduction, sera ordonnée lorsque le créancier, ayant droit de

prendre inscription pour des valeurs ou sur des immeubles indéterminés, étendra cette faculté à des valeurs excessives.

1957. La disposition de l'article précédent s'applique ;

- 1° A l'inscription prise pour la sûreté d'un privilège, lorsqu'elle porte sur plus d'immeubles qu'il n'est nécessaire pour la sûreté de ce privilège ;
- 2° A l'inscription prise pour la sûreté d'une créance conditionnelle, éventuelle ou indéterminée, lorsque l'évaluation faite par le créancier sera jugée excessive.

1958. Lorsque la réduction est réclamée parce que le créancier a porté la créance indéterminée à une valeur excessive, l'excès est arbitré par les juges, d'après les circonstances, les probabilités des chances, et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt du crédit raisonnable à conserver au débiteur ; sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'événement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.

1959. Les inscriptions sont réputées excessives quant aux biens qu'elles frappent, lorsque leur

valeur excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux.

1960. On ne pourra pas réclamer la réduction d'une hypothèque constituée par convention ou à titre gratuit, quelle que soit la valeur des biens hypothéqués,

1961. Le jugement ordonnant une radiation totale ou partielle, ne pourra être exécuté qu'après un avertissement signifié au créancier.

1962. Si le créancier veut s'opposer à l'exécution du jugement ordonnant la radiation, il devra notifier son opposition tant au conservateur des hypothèques, qu'au demandeur en radiation, dans les vingt jours qui suivront l'avertissement mentionné en l'article précédent.

A défaut d'opposition dans le dit terme, la radiation sera opérée sur le dépôt fait au bureau du conservateur de l'exploit d'avertissement signifié au créancier.

1963. Les inscriptions une fois radiées ne pourront pas être rétablies avec leur ancienne date, lors même que la radiation serait déclarée nulle ou de nul effet; sans préjudice, toutefois, de l'action en

dommages-intérêts soit contre la partie, soit contre le conservateur, s'il y a lieu.

Chapitre XIV.

Des inscriptions provisoires.

1964. Lorsqu'il s'élèvera une contestation au sujet d'une inscription réclamée en vertu d'une disposition de la loi, les tribunaux pourront ordonner qu'il soit pris une inscription provisoire.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel.

1965. Dès que les prétentions du réclamant seront reconnues, l'inscription provisoire sera remplacée par une inscription définitive.

1966. L'inscription provisoire aura effet à l'égard des tiers dès le jour où elle aura été prise.

Elle conservera ses effets même après l'inscription définitive, quant aux immeubles énoncés dans l'inscription provisoire et maintenus dans l'inscription définitive.

En ce qui touche les immeubles énoncés dans l'inscription définitive et qui ne figurent pas dans l'inscription provisoire, elle n'aura d'effet à l'égard des tiers que dès la date de l'inscription définitive.

1967. La radiation de l'inscription provisoire pourra être réclamée, si celui qui l'a prise laisse écouler trois mois sans donner suite à la cause.

La demande en radiation sera notifiée au créancier. Si celui-ci s'y oppose, il sera procédé comme il est dit à l'article 1962.

Chapitre XV.

De l'extinction des hypothèques.

1968. Les hypothèques s'éteignent par l'extinction de la créance; mais elles renaissent avec elles, lorsque le paiement se trouve annulé pour avoir été fait en biens dont le créancier a été ensuite évincé, ou pour toute autre cause.

Si cependant, par suite du paiement, l'inscription a été rayée, ou n'a pas été renouvelée dans le terme fixé par la loi, le créancier ne prendra rang que du jour de la nouvelle inscription.

1969. Les hypothèques s'éteignent encore par la renonciation expresse du créancier.

1970. Elles s'éteignent pareillement par la prescription.

Quant aux biens qui sont au pouvoir du débiteur, l'hypothèque ne se prescrit qu'avec la créance.

Quant aux biens possédés par un tiers, l'hypothèque se prescrit par le temps et suivant le mode établi pour la prescription de la propriété.

Les inscriptions prises par le créancier ne suffisent pas pour interrompre la prescription.

Le créancier peut cependant, pour en arrêter le cours, agir judiciairement en déclaration d'hypothèque contre le tiers détenteur des biens.

Titre XXIII.

De l'ordre entre les créanciers ⁽¹⁾

1971. Les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires sont classés d'après les principes établis au Titre des *privilèges et hypothèques*.

1972. Les créanciers sans privilèges ni hypothèques sont appelés personnels ou chirographaires.

1973. Les créances chirographaires se divisent en deux classes; la première se compose de celles qui ont date certaine, et la seconde, de celles qui ne l'ont pas.

1974. Les créances chirographaires de la première classe ont la préférence sur celle de la se-

(1) L. f. l. P. art. 219.

conde et sont payées au marc le franc, sans égard à leur date, sur la masse des biens qui ne sont pas absorbés par les privilèges et les hypothèques.

1975. Les créances chirographaires de la seconde classe concourent également entr'elles, et sont payées au marc le franc sur les biens qui restent après que les créanciers avec date certaine ont été satisfaits.

1976. Les privilèges spéciaux et les créances hypothécaires qui ne sont pas payés en entier sur les biens qui leur sont affectés, rentrent, pour le surplus, dans la classe des chirographaires.

Titre XXIV.

De la prescription. ⁽¹⁾

Chapitre I^{er}.

Dispositions générales.

1977. La prescription est un moyen d'acquérir un droit, ou de se libérer d'une obligation par le laps de temps déterminé par la loi et sous les conditions qu'elle a établies.

(1) C. O. 146 et S. — 881 et s.

1978. On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription; on peut renoncer à la prescription acquise.

1979. La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

1980. Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

1981. Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

1982. La prescription peut être opposée en tout état de cause, même en appel; à moins que la partie qui avait le droit d'opposer le moyen de la prescription, n'y ait renoncé expressément ou tacitement.

1983. Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

1984. On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

1985. Toutes les personnes et corps moraux, sans distinction, sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

Chapitre II.

De la possession.

1986. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

1987. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

1988. On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour autrui.

1989. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve contraire.

1990. Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

1991. Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

1992. Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

1993. Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

Chapitre III.

Des causes qui empêchent la prescription.

1994. Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

1995. Les successeurs à titre universel de ceux qui tenaient la chose d'autrui à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

1996. Néanmoins, les personnes énoncées dans les deux articles précédents peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

1997. Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

1998. On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

1999. On peut prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

Chapitre IV.

Des causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

Section I.

Des causes qui interrompent la prescription.

2000. La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

2001. Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

2002. Une citation en justice, une sommation de payer, un séquestre, une inscription prise au greffe en cas de discussion ou de procédure éditale, ou tout autre acte judiciaire, forment l'interruption civile.

2003. La citation en justice, donnée même devant un juge incompetent, interrompt la prescription.

2004. Si l'assignation est nulle par défaut de forme :

Si le demandeur se désiste de sa demande ;

Ou si sa demande est rejetée ,

L'interruption est regardée comme non avenue.

2005. La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

2006. L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

2007. L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

Section II.

Des causes qui suspendent le cours de la prescription.

2008. La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

2009. La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'ar-

ticle 2029, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

2010. Elle ne court point entre époux.

2011. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée, sauf son recours contre le mari. Toutefois, elle ne court point pendant le mariage, dans le cas où le mari, ayant aliéné les biens propres de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

2012. La prescription des bien soumis à une substitution fidéicommissaire court même* contre les substitués, à moins que ceux-ci ne soient mineurs ou non-nés.

2013. La prescription ne court point :

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Chapitre V.

Du temps requis pour prescrire.

Section I.

Dispositions générales.

2014. La prescription se compte par jours et non par heures.

Cependant le jour où est arrivé le fait qui donne naissance à la prescription est compté dans le terme, sans égard à l'heure à laquelle il a eu lieu.

2015. La prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Si cependant le dernier jour est un jour de fêtes sacrées, la prescription ne s'accomplit que le jour qui suit immédiatement celui qui est férié.

Section II.

De la prescription de trente ans.

2016. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

2017. Après vingt-huit ans dès la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayants-cause.

Section III.

De quelques prescriptions particulières. ⁽¹⁾

2018. L'action des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent ;

Les actions des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois ;

Celles des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent ;

Celles des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands,

Se prescrivent par un an.

2019. Les actions des maîtres de pension, pour le prix du logement et de la nourriture de leurs pensionnaires, et pour le prix de l'instruction de leurs élèves et apprentis ;

Celles des domestiques qui se louent à l'année ou pour un moindre temps, ainsi que celles des ouvriers et des journaliers, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires ;

(1) C. O., art. 147.

Celles des maîtres et instituteurs des sciences et arts, dont le salaire est convenu pour plus d'un mois,

Se prescrivent par deux ans.

2020. Les actions des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrivent par cinq ans.

Il en est de même des actions des avocats et procureurs, pour le paiement de leurs frais et honoraires : les cinq ans courent à compter du jugement du procès, du désistement ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation des procureurs.

2021. L'action des notaires, pour le paiement de leurs frais et honoraires, se prescrit par le laps de cinq ans, dès le décès du testateur, pour les actes de dernière volonté, et dès la date des actes qu'ils ont reçus, pour les autres.

2022. La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice.

2023. Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères ;

 Ceux des pensions alimentaires ;

 Les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux ;

 Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts ,

 Se prescrivent par dix ans.

2024. Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

 Le serment pourra être déféré à la veuve, si elle y a intérêt, et aux héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

2025. Les secrétaires et greffiers des tribunaux, les avocats et procureurs sont déchargés de l'obligation de rendre compte des pièces relatives à un procès, cinq ans après qu'il a été jugé ou autrement terminé :

2026. Les huissiers, après deux ans depuis la signification des actes dont ils étaient chargés, en sont pareillement déchargés.

2027. On pourra cependant déférer aussi le serment aux personnes désignées dans les deux articles précédents, pour qu'elles aient à déclarer si elles retiennent les actes et les pièces ci-dessus mentionnées, ou si elles savent où ils se trouvent.

2028. Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

2029. Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

2030. En fait de meubles, la possession vaut titre, à moins qu'il ne soit prouvé que le détenteur de la chose ou celui dont il est l'héritier, l'a reçue à titre précaire de celui qui la réclame ou de celui dont ce dernier est l'ayant-droit, ou qu'il ne s'agisse d'une chose volée ou perdue.

Dans les cas de vol ou de perte, celui auquel il a été volé une chose, ou qu'il l'a perdue, si, en ce dernier cas, on n'a fait ni la consignation, ni les publications prescrites par les articles 568 et 569, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour du vol ou de la perte, contre

celui dans les mains duquel il la trouve; sauf à ce dernier son recours contre la personne de laquelle il la tient.

2031. Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

2032. Les règles auxquelles sont soumises les prescriptions particulières au-dessous de trente ans, concernant des objets autres que ceux indiqués dans la présente section et dans la précédente, sont établies dans les autres titres du présent code, ou par des lois et règlements spéciaux.

Dispositions générales.

2033. Les lois romaines, les statuts du Valais, les additions et révisions des abscheids cessent d'avoir force de loi dans les matières qui sont l'objet du présent code.

Il en est de même des règlements, des usages, des coutumes et de toutes autres dispositions législatives, si ce n'est dans les cas où le présent code s'y réfère.

2034. Le présent code sera exécutoire à l'époque déterminée par la loi transitoire.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 1^{er} Décembre 1853.

Le Président du Grand-Conseil:

Al. de TORRENTÉ.

Les Secrétaires:

LOUIS RIBORDY. — AL. ALLET.

LOI TRANSITOIRE ⁽¹⁾

sur

la mise en vigueur du Code civil.

LE GRAND-CONSEIL

DU

CANTON DU VALAIS

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}. Le Code civil, en deux mille et trente-quatre articles, entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 1855.

2. Les Valaisans, connus sous le nom d'habitants perpétuels, jouissent des droits civils, sauf les exceptions portées par la loi.

3. La naturalisation en pays étranger fait perdre à l'habitant perpétuel sa qualité de Valaisan.

Les enfants de ce Valaisan naturalisé à l'étranger, nés antérieurement à cette naturalisation, conser-

(1) C. O., art. 881 et s.

vent leur qualité de Valaisans, tant qu'ils sont domiciliés en Valais.

Ceux de ces enfants qui, étant mineurs, auront suivi leur père à l'étranger, pourront recouvrer leur qualité de Valaisans en rentrant dans le canton, pour y fixer leur domicile, avant l'âge de 25 ans révolus.

4. Les dispositions du Code actuel sur l'adjudication des enfants naturels, seront encore applicables à ceux de ces enfants qui naîtront dans les trois cents jours à dater du 1^{er} Janvier 1855.

5. La légitimation par rescrit du Grand-Conseil est abolie. Ainsi les articles du Code civil où il est fait mention des enfants légitimés, ne concernent que ceux qui l'ont été par mariage subséquent.

Cependant les enfants naturels qui auront été légitimés par rescrit avant le 1^{er} Janvier 1852, jouiront des droits que la loi ancienne attachait à cette faveur, soit quant au droit de succéder ab intestat, soit quant à la faculté de recevoir à titre gratuit, encore qu'ils seraient du nombre des enfants dont parle l'article 134 du Code civil.

6. Les mineurs mariés avant le 1^{er} Janvier 1855, continueront à jouir du bénéfice de l'émancipation que leur accordait la loi sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté.

7. Les dispositions relatives aux murs et fossés mitoyens sont aussi applicables aux murs et fossés établis avant le 1^{er} janvier 1844.

8. Les prescriptions du Code civil, concernant la distance à observer dans les plantations d'arbres, ne sont pas applicables à ceux qui auront été plantés avant le 1^{er} Janvier 1844, sans préjudice toutefois de l'application de l'article 509, même aux arbres plantés avant la dite époque.

9. Le défaut d'institution d'héritier ne sera pas une cause de nullité du testament fait avant la mise en vigueur du titre des successions testamentaires, si le testateur n'est décédé que postérieurement.

10. Les règles posées dans le Code civil sur l'interprétation des actes de dernière volonté, sont applicables aux testaments dont les auteurs décéderont après sa mise en vigueur, quelle que soit l'époque à laquelle ces testaments auront été faits.

11. Les substitutions fidéicommissaires, créées par actes devenus irrévocables avant la mise en vigueur de la partie du Code civil qui y est relative, seront régies, quant à leur durée, par la loi qui était en vigueur à l'époque où elles ont pris naissance.

12. Les droits du conjoint survivant sur les biens de l'époux prédécédé, seront réglés par la loi sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté.

Il en est de même du droit aux acquêts faits durant le mariage contracté sans qu'aucune convention ait réglé à cet égard les droits respectifs des époux.

13. La réduction des donations entre-vifs faites avant la mise en vigueur du titre 5 du 3^{me} livre du Code civil, dont l'auteur aura survécu à la dite époque, ne pourra être demandée que dans les cas où le droit ancien l'admettait.

La disposition de l'article 607 du Code civil ne s'appliquera qu'aux donations faites après le 31 Décembre 1851.

14. Les acquêts faits par un père avec le concours des enfants demeurant avec lui, avant le 1^{er} Janvier 1855 et décédé après cette époque, seront, nonobstant la disposition du chapitre 109 des statuts du Valais, dévolus à tous les enfants indistinctement, comme les autres biens du défunt, sans préjudice toutefois des dispositions entre-vifs ou testamentaires que ce dernier pourra faire dans les limites et suivant les règles posées par le Code civil.

15. La demeure qui n'aura pas encore été encourue lors de la mise en vigueur du Titre 6, Livre 3 du Code civil, *Des contrats et des obligations conventionnelles en général*, ne le sera que conformément aux dispositions du dit Code, même pour l'exécution d'une obligation ancienne.

16. La disposition de l'article 1403 du Code civil n'est pas applicable aux ventes faites avant sa mise en vigueur, dans lesquelles la faculté de rachat aura été stipulée pour un terme excédant cinq ans.

17. La durée de l'action en rescision pour cause de lésion, résultant d'un contrat antérieur au 1^{er} Janvier 1855, sera réglée conformément à la loi sous l'empire de laquelle le contrat a été passé.

18. Le retrait lignager est aboli.

19. L'article 5 de la loi du 30 Mai 1808 est abrogé.

En conséquence l'aliénation des droits dans les montagnes de consorts est libre comme celle de toute autre propriété.

20. Les créances chirographaires, avec date certaine antérieure à la mise en vigueur du Code civil, conserveront le rang que leur assignait la loi sous l'empire de laquelle elles ont été créées.

Pareillement les créanciers ayant une hypothèque inscrite avant le 1^{er} Janvier 1855, qui seraient privés de leur hypothèque par un créancier préférable, conserveront le droit d'être payés sur les biens libres de préférence aux créanciers chirographaires, conformément au principe posé dans l'article 75 de la loi hypothécaire et dans les lois antérieures.

21. Les prescriptions commencées à l'époque de la mise en vigueur du Code civil, seront réglées conformément aux lois antérieures, à moins qu'il ne faille encore un temps excédant celui fixé par le Code; dans quel cas elles seront accomplies par le laps de temps que celui-ci requiert, à compter de sa mise en vigueur.

Néanmoins, les créances hypothécaires créées dès le 1^{er} Janvier 1844 inclusivement, dont la prescription ne serait pas encourue à l'époque de la mise en vigueur du dit Code, ne seront prescrites que conformément à ses dispositions.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 20 Mai 1854.

Le Vice-Président du Grand-Conseil:

ZERMATTEN.

Les Secrétaires:

RIBORDY. — ALLET.

TABLE DU CODE CIVIL

	Page
TITRE PRÉLIMINAIRE	
Des effets et de l'application des lois en général .	5
Livre premier	
DES PERSONNES	
TITRE I.	
De la jouissance et de la privation des droits civils	7
CHAP. 1. De la jouissance des droits civils. . .	7
CHAP. 2. Des effets de la naturalisation en pays étranger et de la privation des droits civils .	9
TITRE II.	
Des actes de l'état civil et de leur rectification . .	13
TITRE III.	
Du domicile	15
TITRE IV.	
Des absents	17
CHAP. 1. De la présomption d'absence	17
CHAP. 2. De la déclaration d'absence	18
CHAP. 3. Des effets de l'absence	19
Sect. I. Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles .	19

II

Page

<i>Sect. II.</i> Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent	24
--	----

TITRE V.

Des fiançailles et du mariage	26
CHAP. 1. Des fiançailles	26
CHAP. 2. Des qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils	27
CHAP. 3. Des obligations qui naissent du mariage	27
CHAP. 4. Des droits et des devoirs respectifs des époux	29
CHAP. 5. Des secondes noces	32
CHAP. 6. Des effets civils de la séparation de corps	33

TITRE VI.

De la paternité et de la filiation	35
CHAP. 1. De la filiation des enfants légitimes ou nés dans le mariage	35
CHAP. 2. Des preuves de la filiation des enfants légitimes	38
CHAP. 3. Des enfants naturels	41
<i>Sect. I.</i> De la légitimation des enfants naturels	41
<i>Sect. II.</i> De la reconnaissance et de l'adjudication des enfants naturels	42
<i>Sect. III.</i> De l'état civil, de l'entretien et de l'éducation des enfants naturels	46

TITRE VII.

De la puissance paternelle	48
--------------------------------------	----

TITRE VIII.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	54
--	----

III

	Page
CHAP. 1. De la minorité	54
CHAP. 2. De la tutelle	54
<i>Sect. I.</i> De la chambre pupillaire et des conseils de famille	55
§ 1. De la chambre pupillaire	55
§ 2. Des conseils de famille	57
<i>Sect. II.</i> De la manière dont la tutelle est déferée	59
§ 1. De la tutelle testamentaire	59
§ 2. De la tutelle des ascendants	61
§ 3. De la tutelle déferée par la chambre pu- pillaire	61
<i>Sect. III.</i> Du subrogé tuteur	64
<i>Sect. IV.</i> De la durée de la tutelle	65
<i>Sect. V.</i> Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer	66
<i>Sect. VI.</i> De l'incapacité, des exclusions et des destitutions de la tutelle	69
<i>Sect. VII.</i> De l'administration du tuteur	71
<i>Sect. VIII.</i> Des comptes de la tutelle	80
CHAP. 3. De l'émancipation	82

TITRE IX.

De la majorité, de l'interdiction et du conseil judi- ciaire	85
CHAP. 1. De la majorité	85
CHAP. 2. De l'interdiction	85
CHAP. 3. Du conseil judiciaire des femmes	92

TITRE X.

De la curatelle	94
---------------------------	----

IV

Livre second.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

	Page
TITRE I.	
De la distinction des biens	96
CHAP. 1. Des immeubles	96
CHAP. 2. Des meubles	98
CHAP. 3. Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent	100
TITRE II.	
De la propriété	101
CHAP. 1. Du droit d'accession sur ce qui est pro- duit par la chose	101
CHAP. 2. Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.	103
Sect. I. Du droit d'accession relativement aux choses immobilières	104
Sect. II. Du droit d'accession, relativement aux choses mobilières	110
TITRE III.	
De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.	112
CHAP. 2. De l'usufruit	112
Sect. I. Des droits de l'usufruitier	113
Sect. II. Des obligations de l'usufruitier	118
Sect. III. Comment l'usufruit prend fin	124
CHAP. 2. De l'usage et de l'habitation	126

TITRE IV.

Des servitudes ou services fonciers	128
CHAP. 1. Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux	128
CHAP. 2. Des servitudes établies par la loi . . .	131
<i>Sect. I.</i> Du mur et du fossé mitoyens . . .	132
<i>Sect. II.</i> De la distance et des ouvrages inter- médiaires requis pour certaines constructions, excavations ou plantations	137
<i>Sect. III.</i> Des vues sur la propriété de son voisin	141
<i>Sect. IV.</i> De l'égout des toits	141
<i>Sect. V.</i> Du droit de passage et des aqueducs .	142
CHAP. 3. Des servitudes établies par le fait de l'homme	145
<i>Sect. I.</i> Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens	145
<i>Sect. II.</i> Comment s'établissent les servitudes .	145
<i>Sect. III.</i> Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due	149
<i>Sect. IV.</i> Comment les servitudes s'éteignent .	151

Livre troisième.DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA
PROPRIÉTÉ.

<i>Dispositions générales.</i>	153
--	-----

TITRE I.

Des successions	156
---------------------------	-----

VI

	Page
TITRE II.	
Des successions testamentaires	157
CHAP. 1. Du testament	157
CHAP. 2. De la capacité de disposer et de recevoir par testament	158
CHAP. 3. De la portion de biens dont on peut dis- poser par testament et de la légitime ou réserve; de la réduction et de l'exhérédation	165
<i>Sect. I.</i> De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la légitime ou réserve	165
<i>Sect. II.</i> De la réduction des dispositions tes- tamentaires	168
<i>Sect. III.</i> De l'exhérédation	169
CHAP. 4. De la forme des testaments	172
<i>Sect. I.</i> Du testament olographe	172
<i>Sect. II.</i> Du testament public	174
<i>Sect. III.</i> Des testaments privilégiés	176
<i>Sect. IV.</i> Disposition commune aux différentes espèces de testaments	179
CHAP. 5. De l'institution d'héritier et des legs	180
CHAP. 6. Du droit d'accroissement	196
CHAP. 7. Des substitutions	199
CHAP. 8. Des exécuteurs testamentaires	203
CHAP. 9. De la révocation des testaments	206
TITRE III.	
Des successions ab intestat	208
<i>Dispositions générales</i>	208
CHAP. 1. Des divers ordres de succession	213
<i>Sect. I.</i> Des successions déferées aux descendants	213

VII

	Page
<i>Sect. II.</i> Des successions déferées aux ascendants et aux collatéraux	213
CHAP. 2. Des successions irrégulières	215
<i>Sect. I.</i> Des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succes- sion aux enfants naturels décédés sans pos- térité	215
<i>Sect. II.</i> Des droits du conjoint survivant et de l'Etat	217

TITRE IV.

Dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat	219
CHAP. 1. De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héri- tiers	219
CHAP. 2. De l'acceptation et de la répudiation des successions	222
<i>Sect. I.</i> De l'acceptation	222
<i>Sect. II.</i> De la renonciation aux successions	225
<i>Sect. III.</i> Du bénéfice d'inventaire, de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire	228
<i>Sect. IV.</i> Des successions vacantes	231
CHAP. 3. Du partage	232
CHAP. 4. Des rapports et des imputations	238
CHAP. 5. Du paiement des dettes	243
CHAP. 6. Des effets du partage et de la garantie des lots	246
CHAP. 7. De la rescision en matière de partage	248

TITRE V.

Des donations entre-vifs	250
CHAP. 1. De la forme des donations entre-vifs	250

VIII

	Page
CHAP. 2. De la capacité de disposer et de recevoir par donation entre-vifs	255
CHAP. 3. De la réduction des donations entre-vifs	257
CHAP. 4. Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs	259
CHAP. 5. Des donations faites en vue de mariage aux époux et aux enfants à naître et des donations entre époux	264
CHAP. 6. Dispositions particulières	268

TITRE VI.

Des contrats ou des obligations conventionnelles en général	269
CHAP. 1. Dispositions préliminaires	269
CHAP. 2. Des conditions essentielles pour la validité des conventions	270
<i>Sect. I.</i> Du consentement	271
<i>Sect. II.</i> De la capacité des parties contractantes	274
<i>Sect. III.</i> De l'objet et de la matière des contrats	275
<i>Sect. IV.</i> De la cause des contrats	276
CHAP. 3. De l'effet des obligations	277
<i>Sect. I.</i> Dispositions générales	277
<i>Sect. II.</i> De l'obligation de donner	277
<i>Sect. III.</i> De l'obligation de faire et de ne pas faire	279
<i>Sect. IV.</i> Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation	280
<i>Sect. V.</i> De l'interprétation des conventions	283
<i>Sect. VI.</i> De l'effet des conventions à l'égard des tiers	285

IX

	Page
CHAP. 4. Des diverses espèces d'obligations . . .	286
<i>Sect. I.</i> Des obligations conditionnelles . . .	286
§ 1. De la condition en général et de ses diverses espèces	286
§ 2. De la condition suspensive	289
§ 3. De la condition résolutoire	290
<i>Sect. II.</i> Des obligations à terme	291
<i>Sect. III.</i> Des obligations alternatives	292
<i>Sect. IV.</i> Des obligations solidaires	294
§ 1. De la solidarité entre les créanciers . . .	294
§ 2. De la solidarité de la part des débiteurs . . .	295
<i>Sect. V.</i> Des obligations divisibles et indivisibles . . .	299
§ 1. Des effets de l'obligation divisible	299
§ 2. Des effets de l'obligation indivisible	300
<i>Sect. VI.</i> Des obligations avec clause pénale	301
CHAP. 5. De l'extinction des obligations	304
<i>Sect. I.</i> Du paiement	304
§ 1. Du paiement en général	304
§ 2. Du paiement avec subrogation	308
§ 3. De l'imputation des paiements	310
§ 4. Des offres de paiements et de la con- signation	311
<i>Sect. II.</i> De la novation	314
<i>Sect. III.</i> De la remise de la dette	316
<i>Sect. IV.</i> De la compensation	317
<i>Sect. V.</i> De la confusion	320
<i>Sect. VI.</i> De la perte de la chose due	321
<i>Sect. VII.</i> De l'action en nullité ou en rescision des conventions	322
CHAP. 6. De la preuve des obligations, et de celle du paiement	324

	Page
<i>Sect. I.</i> De la preuve littérale	324
§ 1. Du titre authentique	325
§ 2. De l'acte sous seing privé	326
§ 3. Des tailles	329
§ 4. Des copies des titres	330
§ 5. Des actes récongnitifs et confirmatifs	331
<i>Sect. II.</i> De la preuve testimoniale	332
<i>Sect. III.</i> Des présomptions	335
§ 1. Des présomptions établies par la loi	335
§ 2. Des présomptions qui ne sont point établies par la loi	336
<i>Sect. IV.</i> De l'aveu de la partie	337
<i>Sect. V.</i> Du serment	338
§ 1. Du serment décisoire	339
§ 2. Du serment déferé par le juge	341

TITRE VII.

Des engagements qui se forment sans convention	343
CHAP. 1. Des quasi-contrats	344
CHAP. 2. Des délits et des quasi-délits	346

TITRE VIII.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux, relativement à leurs biens	350
CHAP. 1. Dispositions générales	350
CHAP. 2. Des droits et des obligations du mari à l'égard des biens de sa femme	352
CHAP. 3. Des acquêts faits et des dettes contractées durant le mariage	355
CHAP. 4. De la séparation de biens	359
CHAP. 5. De la restitution du bien des femmes et de la récompense	361

XI

	Page
TITRE IX.	
De la vente	364
CHAP. 1. De la nature et de la forme de la vente	364
CHAP. 2. Qui peut acheter ou vendre	368
CHAP. 3. Des choses qui peuvent être vendues	369
CHAP. 4. Des obligations du vendeur	370
<i>Sect. I.</i> Dispositions générales	370
<i>Sect. II.</i> De la délivrance ou tradition de la chose	370
<i>Sect. III.</i> De la garantie	375
§ 1. De la garantie en cas d'éviction	375
§ 2. De la garantie des défauts de la chose vendue	379
CHAP. 5. Des obligations de l'acheteur	381
CHAP. 6. De la nullité et de la résolution de la vente	383
<i>Sect. I.</i> Du rachat conventionnel	383
<i>Sect. II.</i> De la rescision de la vente pour cause de lésion	387
CHAP. 7. De la licitation	390
CHAP. 8. Du transport des créances et autres droits incorporels	391

TITRE X

De l'échange	394
------------------------	-----

TITRE XI

Du contrat de louage	395
CHAP. 1. Dispositions générales	395
CHAP. 2. Du louage des choses	397
<i>Sect. I.</i> Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux	397

XII

	Page
<i>Sect. II.</i> Des règles particulières aux baux à loyer	406
<i>Sect. III.</i> Des règles particulières aux baux à ferme	408
<i>Sect. IV.</i> Du bail à métairie	410
CHAP. 3. Du louage d'ouvrage et d'industrie	415
<i>Sect. I.</i> Du louage des domestiques et ouvriers	415
<i>Sect. II.</i> Des voituriers par terre et par eau	416
<i>Sect. III.</i> Des devis et marchés	417
CHAP. 4. Du bail à cheptel	420
<i>Sect. I.</i> Dispositions générales	420
<i>Sect. II.</i> Du cheptel simple	421
<i>Sect. III.</i> Du cheptel à moitié	423
<i>Sect. IV.</i> Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou au colon partiaire	424
§ 1. Du cheptel donné au fermier	424
§ 2. Du cheptel donné au colon partiaire	425
<i>Sect. V.</i> Du contrat improprement appelé cheptel	426

TITRE XII.

Du contrat de société	427
CHAP. 1. Dispositions générales	427
CHAP. 2. Des diverses espèces de société	427
<i>Sect. I.</i> Des sociétés universelles	428
<i>Sect. II.</i> De la société particulière	429
CHAP. 3. Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers	429
<i>Sect. I.</i> Des engagements des associés entre eux	429
<i>Sect. II.</i> Des engagements des associés à l'égard des tiers	435
CHAP. 4. Des différentes manières dont finit la société	436

XIII

TITRE XIII.

	Page
Du prêt	440
CHAP. 1. Du prêt à usage ou commodat . . .	440
<i>Sect. I.</i> De la nature du prêt à usage . . .	440
<i>Sect. II.</i> Des engagements de l'emprunteur . .	441
<i>Sect. III.</i> Des engagements de celui qui prête à usage	442
CHAP. 2. Du prêt de consommation ou simple prêt	443
<i>Sect. I.</i> De la nature du prêt de consommation	443
<i>Sect. II.</i> Des obligations du prêteur	445
<i>Sect. III.</i> Des engagements de l'emprunteur .	445
CHAP. 3. Du prêt à intérêt	446

TITRE XIV.

Des rentes perpétuelles	448
-----------------------------------	-----

TITRE XV.

Du dépôt et du séquestre	452
CHAP. 1. Du dépôt en général et de ses diverses espèces	452
CHAP. 2. Du dépôt proprement dit	452
<i>Sect. I.</i> De la nature et de l'essence du contrat de dépôt	452
<i>Sect. II.</i> Du dépôt volontaire	453
<i>Sect. III.</i> Des obligations du dépositaire . . .	454
<i>Sect. IV.</i> Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait	459
<i>Sect. V.</i> Du dépôt nécessaire	359
CHAP. 3. Du séquestre	460
<i>Sect. I.</i> Des diverses espèces de séquestre . .	460
<i>Sect. II.</i> Du séquestre conventionnel	461
<i>Sect. III.</i> Du séquestre ou dépôt judiciaire . .	461

XIV

TITRE XVI.

	Page
Des contrats aléatoires	463
CHAP. 1. Du jeu et du pari	463
CHAP. 2. Du contrat de rente viagère	464
<i>Sect. I.</i> Des conditions requises pour la validité du contrat de rente viagère	464
<i>Sect. II.</i> Des effets du contrat de rente viagère entre les parties contractantes	466

TITRE XVII.

Du mandat	469
CHAP. 1. De la nature du mandat	469
CHAP. 2. Des obligations du mandataire	470
CHAP. 3. Des obligations du mandant	472
CHAP. 4. Des différentes manières dont le mandat finit	473

TITRE XVIII.

Du cautionnement	476
CHAP. 1. De la nature et de l'étendue du cau- tionnement	476
CHAP. 2. De l'effet du cautionnement	479
<i>Sect. I.</i> De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution	479
<i>Sect. II.</i> De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution	481
<i>Sect. III.</i> De l'effet du cautionnement entre les confidujusseurs	483
CHAP. 3. De l'extinction du cautionnement	484
CHAP. 4. De la caution légale et de la caution judiciaire	486

TITRE XIX.

Des transactions	487
----------------------------	-----

XV

TITRE XX.

	Page
De la contrainte par corps en matière civile . . .	491

TITRE XXI.

Du nantissement	495
CHAP. 1. Du gage	495
CHAP. 2. De l'antichrèse	499

TITRE XXII.

Des privilèges et hypothèques.	501
CHAP. 1. Dispositions générales	501
CHAP. 2. Des privilèges	501
<i>Sect. I.</i> Des privilèges généraux	502
<i>Sect. II.</i> Des privilèges spéciaux sur certains meubles	504
CHAP. 3. Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent	506
CHAP. 4. De la manière de conserver et de mo- difier les privilèges	508
CHAP. 5. De la conservation du droit de sépara- tion des patrimoines	512
CHAP. 6. Des hypothèques	513
<i>Sect. I.</i> De l'hypothèque légale	515
<i>Sect. II.</i> De l'hypothèque conventionnelle . . .	516
<i>Sect. III.</i> De l'hypothèque constituée à titre gratuit	519
CHAP. 7. De la manière de conserver les hypo- thèques	520
CHAP. 8. Du renouvellement des inscriptions . .	525
CHAP. 9. Du rang que les hypothèques ont entre elles	526
CHAP. 10. De l'effet des hypothèques entre les créanciers hypothécaires	527

XVI

	Page
CHAP. 11. De l'effet des hypothèques contre les tiers-détenteurs	529
CHAP. 12. De la transcription	532
CHAP. 13. De la radiation totale ou partielle des inscriptions	535
CHAP. 14. Des inscriptions provisoires	539
CHAP. 15. De l'extinction des hypothèques	540

TITRE XXIII.

De l'ordre entre les créanciers	541
---	-----

TITRE XXIV.

De la prescription	542
CHAP. 1. Dispositions générales	542
CHAP. 2. De la possession	544
CHAP. 3. Des causes qui empêchent la prescription	545
CHAP. 4. Des causes qui interrompent ou qui sus- pendent le cours de la prescription	546
<i>Sect. I.</i> Des causes qui interrompent la pres- cription	546
<i>Sect. II.</i> Des causes qui suspendent le cours de la prescription	548
CHAP. 5. Du temps requis pour prescrire	550
<i>Sect. I.</i> Dispositions générales	550
<i>Sect. II.</i> De la prescription de trente ans	550
<i>Sect. III.</i> De quelques prescriptions particulières	551
<i>Dispositions générales</i>	556
Loi transitoire	557



TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres indiquent les articles du Code.

A.

Abeilles, 566
Absents, 46 et suivants
Accession (Droit d'), 382 et suiv., 391 et suiv., 409 et suiv.
Accroissement (Droit d'), 711 et suivants
Acquets, 1286 et suivants
Actes authentiques, 1186 et suivants
Actes de l'état civil, 27 et suivants
Actes récongnitifs et confirmatifs, 1209 et suivants
Actes sous seing privé, 1191 et suivants
Adjonction. *Voir accession*
Aliments, 82 et suivants
Alluvion, 398
Antichrèse, 1831, 1844
Aqueducs, 514, 531
Arbres (Plantation d'), 515 et suivants
Architectes (Hypothèques dont ils jouissent), 1885
Arrhes, 1331 et suivants
Arrière-caution, 1781
Aubergistes, 1707 et suivants

XVIII

Autorisation maritale, 91 et suivants
Avancement d'hoirie, 871
Aveu, 1226 et suivants

B.

Bail. *Voir louage*
Bail à Cheptel (*Voir Cheptel*)
Bail à loyer, 1494
Bail à ferme, 1501
Bail à métairie, 1510
Bénéfice d'inventaire, 834
Biens, 357
— immeubles, 358 et suivants
— meubles, 367 et suivants
— vacants, 377
Bon pour, 1194
Bordereau, 1904 et suivants
Bornage, 487

C.

Calcul (Erreur de), 1814
Capacité des personnes, 2. 580 et suiv. — 940 et suiv.
Cautionnement, 1767 et suivants
Cession de créances, 1430 et suivants
Chambre pupillaire, 183 et suivants
Chasse, 565
Cheptel, 1548 et suivants
Choses. *Voir Biens*
Chose jugée, 1221 et suivants
Choses perdues ou volées, 568 et suivants

XIX

- Clause pénale, 78—1108 et suivants
- Clôture, 488
- Colon partiaire 1510 — C. O. 296
- Commencement de preuve par écrit, 127, 1189, 1218
- Commodat, 1622
- Communauté d'acquêts, 1287 et suivants
- Communes (Leurs droits), 8. 377, 401, 405, 482, 532
- Compensation, 1159 et suivants
- Comptes de la tutelle, 291 et suivants
- Condition testamentaire, 672 et suivants
 - conventionnelle, 1051 et suivants
- Confusion, 1116 et suivants
- Conjoint survivant (Droit du), 793 et suivants
- Conseil de famille, 182, 194 et suivants
- Conseil judiciaire, 325, 343, 344 et suivants
- Consignation, 1139 et suivants
- Contrainte par corps, 1816 et suivants
- Contrat, 984 et suivants
 - aléatoire, 1719 et suivants
 - de mariage, 1269 et suivants
- Contre-lettres, 1190, 1275
- Convention, 990 et suivants
- Copies, 1203 et suivants
- Corporations religieuses, 595, 944
- Créances à rente perpétuelle, 1660 et suivants
- Croît, 384
- Curatelle, 352 et suivants

D.

- Date certaine, 1196
- Décès, 10

XX

Degré de parenté, 765
Délits, 1261 et suivants
Demeure, 1022
Dénonciation de nouvel œuvre, 1267
Dépôt, 1671 et suivants
Dérogation aux lois, 4
Désaveu, 112 et suivants
Destination du père de famille, 542 et suivants
Dettes (Paiement des), 896 et suivants
Devis et marchés, 1535 et suivants
Domicile, 34 et suivants
Dommage, 1261 et suivants
Donation entre vifs, 919 et suivants
Droits civils, 6 et suivants
Droits litigieux, 1340, 1440

E.

Eau, 478 et suivants, 523, 531 et suivants
Eboulement, 404
Echange, 1343 et suivants
Effets mobiliers, 371
Emancipation, 303 et suivants
Enfants. *Voir Filiation, puissance paternelle, etc.*
Enfant à naître, 9
— exposé, 13
— naturel, 138 et suivants
Entrepreneurs, 1885
Entretien viager, 1731
Epoux (droits et devoirs des), 88 et suivants
Erreur, 991 et suivants
Etranger, 7. 582 et suivants, 769

XXI

Eviction, 1370 et suivants
Exécuteur testamentaire, 741 et suivants
Exhérédation, 611 et suivants
Existence, Décès, 10

F.

Femme, 14, 90 et suivants, 344 et suivants
Fenêtres, 520, 521, 538
Fiançailles, 77, 78
Filiation, 112 et suivants
Fils de famille, 156 et suivants
Fontaines, 532
Forges, 512
Fossés, 505 et suivants, 514
Fosses d'aisance, 511
Fouilles, 392, 1267

G.

Gage, 1831 et suivants
Garantie, 909 et suiv., 1369 et suiv., 1434 et suivants
Généalogie, 764 et suivants

H.

Habitation (Droit d'), 466 et suivants
Habitants perpétuels, Loi transitoire, 2 et suivants
Haie, 508, 519
Héritiers, 800 et suivants
Hypothèques, 1176 et suivants

XXII

I.

Immeubles, 358 et suivants
Imputation, 1135 et suivants
Indignité, 590 et suivants
Indivisibilité, 1099 et suivants
Inscription hypothécaire 1899 et suivants
— provisoire, 1964 et suivants
Interdiction, 315 et suivants
Intérêt (Taux légal), 1652
Interprétation, 1039 et suivants
Irrigation, 483, 531

J.

Jeu, 1720 et suivants
Jours, 520 et suivants
Jugements rendus à l'étranger, 1224

L.

Lac Léman, 376, 400
Légitimation, 133 et suivants
Légitime, 600 et suivants
Légitimité, 112 et suivants
Legs, 648 et suivants
Lésion, 823, 912 et suivants, 1000, 1416 et suiv., 1808
Licitation, 277, 414, 1427
Ligne de parenté, 766
Linge, 425
Livres des marchands, 1197 et suivants
Lois, 1 et suivants, 636, 2033
Lots, 861 et suivants, 909 et suivants
Louage, 1448 et suivants

XXIII

M.

Majorité, 314
Mandat, 1741 et suivants
Marchés (Devis et), 1535 et suivants
Mariage, 79 et suivants
Mélange, 409 et suivants
Meubles, 367 et suivants
Minorité, 181
Mitoyenneté, 493 et suivants
Mort (Présomption de vie ou de), 10 et suiv., 73 et suiv.

N.

Nantissement, 1830 et suivants
Naturalisation, 15 et suivants
Noces (Secondes), 102 et suivants
Nouvel œuvre, 1267
Novation, 1147 et suivants

O.

Obligations, 984 et suivants
Occupation, 564 et suivants
Offres et consignation, 1139 et suivants
Ordre public, 4

P.

Païement, 1117 et suivants
Parenté, 764 et suivants
Pari, 1720 et suivants
Partage, 850 et suivants

XXIV

Passage, 524 et suivants
Paternité, 112 et suivants, 138 et suivants
Pêche, 565
Péril de la chose, 1021, 1065, 1599
Personnes (capacité), 3
— interposées, 596, 659
— morales, 8
Plantations, 515 et suivants. Loi transitoire, 8
Portion disponible, 597 et suivants
Possession, 1986 et suivants
Possession d'état, 121 et suivants
Prescription, 1977 et suivants
Présomptions, 1220 et suivants
Privilèges, 1853, et suivants
Prix-fait. *Voir Devis*
Profession religieuse, 593 et suiv, 805 et suiv., 881 et suiv.
Propriété, 380 et suivants
Puissance maritale, 88 et suivants
Puissance paternelle, 156 et suivants
Puits, 511

Q.

Quasi-contrats, 1250 et suivants
Quasi-délits, 1261 et suivants
Quittance donnée par le tuteur, 286, Frais, 1130

R.

Rachat de rentes, 1663 et suivants
Rachat conventionnel, 1402 et suivants
Radiation d'inscriptions, 1949 et suivants

XXV

Rapport à succession, 871 et suivants
Récompense, 1312 et suivants
Réduction, 606 et suivants
Registres de l'état civil, 27 et suivants
Registres et papiers domestiques, 127, 1200
Religieux. *Voir Profession religieuse*
Réméré. *Voir Rachat conventionnel*
Remise de la dette, 1155 et suivants
Remploi, 1297, 1316
Renonciations diverses, 426, 457, 463, 735, 738, 584, 752,
818, 824 et suivants, 714, 828, 832 et suivants,
1978.
Rentes perpétuelles, 1660 et suivants
Rentes viagères, 1723 et suivants, 1731
Représentation, 771 et suivants
Reprises. *Voir Récompense*
Réserve, 600 et suivants
Retour, 792, 863, 935 et suivants
Retrait, 868, Loi transitoire 18
Rhône, 376

S.

Saisie, 800
Salaire, 1857
Secondes noccs, 102 et suivants
Séparation de biens, 1303 et suivants
Séparation de corps, 106 et suivants
Séparation de patrimoines, 899 et suivants
Serment, 1233 et suivants
Services personnels, 1527

XXVI

Servitudes, 476 et suivants
Société, 1581 et suivants
Solidarité, 1079 et suivants
Solvabilité, 1774
Source, 480 et suivants
Spécification, 411 et suivants
Stipulation pour un tiers, 1001 et suivants
Subrogation, 1131 et suivants
Substitution, 720 et suivants
Successions testamentaires, 576 et suivants
— ab intestat, 759 et suivants
— vacantes, 352, 378, 798, 849
Survie (Présomption de), 11

T.

Tailles, 1202
Taillis, 428
Testament, 576 et suivants
Titres, 1185 et suivants
Titre nouvel, 2017
Tradition, 1021, 1348 et suivants
Transaction, 1800 et suivants
Transcription, 1939 et suivants
Transport de créances, 1430 et suivants
Trésor, 567, 437
Tutelle, 182 et suivants.

U.

Usage (Droit d'), 466 et suivants
Usufruit, 416 et suivants

V.

Vente, 1320 et suivants
Ventilation, 1345
Viabilité, 9, 585, 769
Vices redhibitoires, 1385 et suivants
Violence, 991, 993 et suivants
Voisinage, 1249
Voiturier, 1530
Voûtes, 503
Vues, 520 et suivants

ERRATA

A l'article 300 du Code civil ajoutez :

V. C. O. art. 153. 2^o et C. civ. art. 2029.

A la page 208 du Code civil, ajoutez :

V. L. f. du 25 Juin 1891, art. 22 et suivants. An. 284

A la page 293 des annexes, ajoutez :

En session de Novembre 1881, le Grand-Conseil a autorisé le Conseil d'Etat à dénoncer le concordat du 26 Novembre 1866, en le maintenant provisoirement pour les tractations dans l'intérieur du Canton.

ANNEXES



LOIS ET EXTRAITS DES LOIS

FÉDÉRALES ET CANTONALES

AYANT MODIFIÉ

LE CODE CIVIL DU CANTON DU VALAIS



ANNEXES

LOIS ET EXTRAITS DES LOIS FÉDÉRALES ET CANTONALES

AYANT MODIFIÉ

LE CODE CIVIL DU CANTON DU VALAIS

PREMIÈRE PARTIE LOIS FÉDÉRALES

Extraits de la Constitution fédérale de la Confédération Suisse.

(Du 29 mai 1874)

ART. 43

Tout citoyen d'un canton est citoyen suisse.

Il peut, à ce titre, prendre part, au lieu de son domicile, à toutes les élections et votations en matière fédérale, après avoir dûment justifié de sa qualité d'électeur.

Nul ne peut exercer des droits politiques dans plus d'un canton.

Le Suisse établi jouit, au lieu de son domicile, de tous les droits des citoyens du canton et, avec ceux-ci, de tous les droits des bourgeois de la commune. La participation

aux biens des bourgeoisies et des corporations et le droit de vote dans les affaires purement bourgeoises sont exceptés de ces droits, à moins que la législation cantonale n'en décide autrement.

En matière cantonale et communale il devient électeur après un établissement de trois mois.

Les lois cantonales sur l'établissement et sur les droits électoraux que possèdent en matière communale les citoyens établis sont soumises à la sanction du Conseil fédéral.

ART. 44.

Aucun canton ne peut renvoyer de son territoire un de ses ressortissants, ni le priver du droit d'origine ou de cité.

La législation fédérale déterminera les conditions auxquelles les étrangers peuvent être naturalisés, ainsi que celles auxquelles un Suisse peut renoncer à sa nationalité pour obtenir la naturalisation dans un pays étranger.

ART. 45.

Tout citoyen suisse a le droit de s'établir sur un point quelconque du territoire suisse, moyennant la production d'un acte d'origine ou d'une autre pièce analogue.

Exceptionnellement, l'établissement peut être *refusé* ou *retiré* à ceux qui, par suite d'un jugement pénal, ne jouissent pas de leurs droits civiques.

L'établissement peut être de plus *retiré* à ceux qui ont été à réitérées fois punis pour des délits graves, comme aussi à ceux qui tombent d'une manière permanente à la charge de la bienfaisance publique et auxquels leur com-

mune, soit leur canton d'origine, refuse une assistance suffisante après avoir été invitée officiellement à l'accorder.

Dans les cantons où existe l'assistance au domicile, l'autorisation de s'établir peut être subordonnée, s'il s'agit de ressortissants du canton, à la condition qu'ils soient en état de travailler et qu'ils ne soient pas tombés, à leur ancien domicile dans le canton d'origine, d'une manière permanente à la charge de la bienfaisance publique.

Tout renvoi pour cause d'indigence doit être ratifié par le Gouvernement du canton du domicile et communiqué préalablement au Gouvernement du canton d'origine.

Le canton dans lequel un Suisse établit son domicile ne peut exiger de lui un cautionnement, ni lui imposer aucune charge particulière pour cet établissement. De même, les communes ne peuvent imposer aux Suisses domiciliés sur leur territoire d'autres contributions que celles qu'elles imposent à leurs propres ressortissants.

Une loi fédérale fixera le maximum de l'émolument de chancellerie à payer pour obtenir un permis d'établissement.

ART. 46.

Les personnes établies en Suisse sont soumises, dans la règle, à la juridiction et à la législation du lieu de leur domicile en ce qui concerne les rapports de droit civil.

La législation fédérale statuera les dispositions nécessaires en vue de l'application de ce principe, et pour empêcher qu'un citoyen ne soit imposé à double.

ART. 49.

La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines, de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de disposer, conformément aux principes ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans révolus. L'exercice des droits civils ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse, quelles qu'elles soient.

Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. L'exécution ultérieure de ce principe reste réservée à la législation fédérale.

ART. 53.

L'état civil et la tenue des registres qui s'y rapportent est du ressort des autorités civiles. La législation fédérale statuera à ce sujet les dispositions ultérieures.

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment.

ART. 54.

Le droit au mariage est placé sous la protection de la Confédération.

Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels, sur l'indigence de l'un ou de l'autre des époux, sur leur conduite ou sur quelque autre motif de police que ce soit.

Sera reconnu comme valable dans toute la Confédération le mariage conclu dans un canton ou à l'étranger, conformément à la législation qui y est en vigueur.

La femme acquiert par le mariage le droit de cité et de bourgeoisie de son mari.

Les enfants nés avant le mariage sont légitimés par le mariage subséquent de leurs parents.

Il ne peut être perçu aucune finance d'admission ni aucune taxe semblable de l'un ou de l'autre époux.

ART. 60.

Tous les cantons sont obligés de traiter les citoyens des autres Etats confédérés comme ceux de leur Etat en matière de législation et pour tout ce qui concerne les voies juridiques.

ART. 64.

La législation
sur la capacité civile,
sur toutes les matières du droit se rapportant au commerce et aux transactions mobilières (droits des obligations, y compris le droit commercial et le droit de change),

sur la propriété littéraire et artistique,
 sur la protection des dessins et modèles nouveaux, ainsi
 que des inventions représentées par des modèles et appli-
 cables à l'industrie,
 sur la poursuite pour dettes et la faillite,
 est du ressort de la Confédération.

L'administration de la justice reste aux cantons, sous
 réserve des attributions du Tribunal fédéral.

ART. 68.

Les mesures à prendre pour incorporer les gens sans
 patrie (*Heimatlosen*) et pour empêcher de nouveaux cas
 de ce genre sont réglées par la loi fédérale.

LOI FÉDÉRALE

CONCERNANT

***L'état civil, la tenue des registres qui
 s'y rapportent et le mariage.***

(Du 24 décembre 1874)

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

en exécution des articles 53, 54 et 58, 2^{me} alinea, de la
 Constitution fédérale ;

vu le message du Conseil fédéral du 2 octobre 1874,

arrête :

A. Dispositions générales.

Article premier. L'état civil et la tenue des registres
 qui s'y rapportent est du ressort des autorités civiles dans
 tout le territoire de la Confédération.

Les officiers de l'état civil doivent être laïques et ont seuls le droit d'opérer des inscriptions sur les registres de l'état civil et d'en délivrer des extraits.

2. Chaque officier de l'état civil doit tenir, suivant des formulaires uniformes déterminés par le Conseil fédéral, trois registres portant les dénominations suivantes :

Registre des naissances,
Registre des décès,
Registre des mariages.

Ces registres sont fournis par les cantons ; ils sont tenus doubles et identiques. A la fin de chaque année, ils sont clos et certifiés conformes par l'officier de l'état civil ; l'un des doubles reste à la disposition de l'officier de l'état civil et l'autre est transmis dans les dix jours après la fin de l'année à l'autorité désignée dans chaque canton, pour être déposé et conservé dans ses archives.

Les inscriptions faites sur le premier double, après le dépôt du second, doivent être immédiatement communiquées, en copie certifiée conforme, au fonctionnaire entre les mains duquel ce double est déposé, et transcrites par celui-ci dans ce registre.

3. La détermination des arrondissements d'état civil et les dispositions relatives à la nomination et aux émoluments des officiers de l'état civil restent dans les attributions cantonales.

La circonscription des arrondissements cantonaux doit être communiquée au Conseil fédéral avant la mise en vigueur de la présente loi, et ensuite à chaque modification ultérieure.

4. Toute naissance, tout décès et tout mariage doivent être inscrits d'abord dans l'arrondissement où ils ont eu lieu.

5. Les officiers de l'état civil sont chargés :

- a/ d'inscrire dans les registres destinés à cet effet les naissances, les décès, les publications et les mariages qui ont lieu dans leur arrondissement ; en outre, de procéder aux publications et à la célébration des mariages ;
- b/ de communiquer d'office, dans le délai de huit jours, aux officiers de l'état civil suisses du lieu de domicile et du lieu d'origine, les inscriptions des naissances, décès ou mariages concernant des personnes qui ont domicile ou origine dans un autre arrondissement de l'état civil ;
- c/ d'inscrire dans les subdivisions des registres de naissances, de décès et de mariages, les communications semblables pour des naissances, décès et mariages, provenant d'autres arrondissements de la Suisse ou de l'étranger, ainsi que d'inscrire les divorces ou les déclarations de nullité de mariage prononcés par les tribunaux, en tant que ces divers actes concernent des habitants ou des ressortissants de leur arrondissement ;
- d/ de délivrer des extraits de ces registres, sur la demande des intéressés et moyennant le paiement des émoluments d'expédition ;
- e/ de délivrer des extraits statistiques et fournir des renseignements aux autorités fédérales conformément aux formulaires établis par celle-ci, contre une indemnité déterminée par le Conseil fédéral ;

7/ de tenir tous autres registres qui pourraient être prescrits par les lois ou les règlements des cantons et de délivrer les extraits nécessaires pour les administrations cantonale et communale.

6. Les actes de l'état civil sont inscrits sur les registres par ordre de date, de suite, sans aucun blanc, avec une seule série de numéros se terminant à chaque année.

Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres. Les inscriptions, ratures et renvois doivent être signés par l'officier de l'état civil.

7. Il ne peut rien être inscrit sur les registres de l'état civil qui soit étranger à leur destination.

Les nom de famille et prénoms des personnes qui figurent dans les actes doivent être inscrits conformément aux actes de naissance et autres actes d'état civil présentés à l'officier de l'état civil; ils peuvent être accompagnés de l'indication de la profession ou des fonctions que la personne exerce ou a exercées.

8. L'officier de l'état civil doit procéder à l'inscription des actes sur les registres immédiatement après la déclaration qui lui est faite ou la réception des procès-verbaux, extraits ou jugements qui lui sont expédiés.

Les inscriptions et les communications d'office ordonnées par la présente loi sont faites sans frais.

Les autres extraits et copies sont soumis à des émoluments d'expédition, d'après un tarif établi pour leur territoire par les Gouvernements cantonaux et approuvé par le Conseil fédéral.

9. L'officier de l'état civil ne peut apporter ni modifications ni adjonctions aux actes inscrits dans les registres.

La rectification des actes de l'état civil ne peut être ordonnée que par jugement des tribunaux cantonaux compétents.

Toutefois, lorsqu'il existe une erreur manifeste, l'autorité cantonale chargée de la surveillance de l'état civil peut en ordonner la rectification par voie administrative.

Mention sommaire est faite en marge de l'inscription de toutes les décisions ou jugements ordonnant la rectification d'un acte de l'état civil.

10. Toutes les pièces justificatives qui servent de base aux inscriptions sur les registres de naissances, décès et mariages doivent être conservées par l'officier de l'état civil et classées pour chaque année en trois séries distinctes, conformément à l'art. 2, dans l'ordre des numéros du registre.

11. Les registres de l'état civil et les extraits délivrés, qui sont attestés conformes par l'officier de l'état civil, sont des actes authentiques qui font pleine foi de leur contenu, aussi longtemps que la preuve n'est pas faite de la fausseté ou de l'inexactitude des indications et des constatations sur lesquelles se base l'inscription.

12. Les officiers de l'état civil sont responsables de l'accomplissement de leurs devoirs envers les autorités cantonales, qui leur donnent les instructions nécessaires en conformité de la présente loi.

Les gouvernements cantonaux sont tenus d'ordonner des inspections annuelles sur la gestion des officiers de l'état civil et d'adresser au Conseil fédéral un rapport sur le résultat de ces inspections.

En cas d'irrégularités ou d'abus, le Conseil fédéral a le droit d'intervenir et d'ordonner, aux frais des cantons, telle mesure qu'il juge nécessaire. Le Conseil fédéral est en outre autorisé à faire procéder à des inspections spéciales.

13. Le Conseil fédéral est autorisé à donner, là où il le jugera utile, aux agents diplomatiques et consulaires de la Confédération à l'étranger, des attributions relatives à la constatation des naissances et des décès des ressortissants suisses, et à la célébration des mariages entre Suisses et entre Suisses et étrangers. Il publiera dans ce but les règlements et les ordonnances nécessaires sur la base de la présente loi.

B. Dispositions spéciales sur la tenue du registre des naissances.

14. Toute naissance, ainsi que toute naissance prématurée après le sixième mois de la grossesse, doit être déclarée verbalement dans les trois jours à l'officier de l'état civil de l'arrondissement dans lequel elle a eu lieu.

Les naissances qui ont lieu dans les établissements publics (maisons d'accouchement, hôpitaux, prisons, etc.,) sont déclarées par lettre officielle des directeurs de ces établissements.

15. Sont tenus de faire la déclaration de naissance :

1. le père légitime, ou son fondé de pouvoir spécial ;
2. la sage-femme ou le médecin qui a assisté à l'accouchement ;
3. toute autre personne présente ;

4. la personne dans l'appartement ou dans la maison de laquelle a eu lieu l'accouchement ;
5. la mère dès qu'elle est rétablie.

Cette obligation est successivement imposée aux personnes ci-dessus désignées et ne commence que dans le cas où celles qui les précèdent font défaut ou sont empêchées.

16. L'inscription au registre des naissances doit énoncer :

a' Le lieu, l'année, le mois, le jour et l'heure de la naissance.

S'il survient deux ou plusieurs jumeaux, cette circonstance est mentionnée en indiquant, aussi exactement que possible, le moment de la naissance successive de chacun d'eux.

- b'* Les nom de famille, prénoms et sexe de l'enfant.
Lorsque l'enfant est mort-né, ou décède avant l'expiration du délai fixé pour la déclaration, l'inscription ne mentionne pas de prénoms.
- c'* Les nom de famille et prénoms, la profession, le lieu d'origine et le domicile du père et de la mère, si l'enfant est légitime, ou de la mère seule, si l'enfant est né hors mariage.
- d'* Les nom de famille, prénoms, la profession, lieu d'origine et de domicile du déclarant.

Immédiatement après la déclaration, la naissance est inscrite sur le registre et l'inscription est signée par le déclarant.

Lorsque le déclarant ne sait ou ne peut signer, mention spéciale en est faite au registre.

17. L'officier de l'état civil, lorsque les indications de la déclaration ne lui paraissent pas dignes de foi, prend les renseignements nécessaires et ne procède à l'inscription que lorsqu'il s'est assuré de l'exactitude de ces indications.

Si la personne qui fait la déclaration ne lui est pas personnellement connue, il en fait certifier l'identité.

18. Les modifications qui surviennent dans l'état civil postérieurement à l'inscription au registre des naissances (fixation de la paternité d'un enfant naturel par jugement ou reconnaissance volontaire, légitimation, adoption, etc.,) sont, à la demande d'un des intéressés, inscrites en marge de l'acte de naissance, lorsque les faits sont constatés par des actes authentiques.

Dans le cas d'adjudication d'un enfant naturel par jugement, l'autorité judiciaire doit en aviser l'officier de l'état civil compétent.

La reconnaissance d'un enfant naturel dans la déclaration de naissance, faite par celui qui reconnaît en être le père, est inscrite au registre si la législation cantonale autorise cette reconnaissance.

19. Pour les enfants trouvés, l'autorité de police de la commune est tenue d'indiquer pour l'inscription, dans le délai de trois jours après que l'enfant a été trouvé :

- a/ le lieu, l'époque et les circonstances dans lesquelles l'enfant a été trouvé ;
- b/ le sexe de l'enfant et son âge présumé, ainsi que les marques corporelles et signes particuliers qui peuvent le faire reconnaître ;

- c'* la nature des vêtements et autres objets trouvés avec l'enfant ;
- d'* les noms qui lui sont donnés ;
- e'* la personne chez laquelle l'enfant est placé.

C. Dispositions spéciales sur la tenue du registre des décès.

20. Tout décès doit être annoncé verbalement à l'officier de l'état civil de l'arrondissement, dans le délai de quarante-huit heures au plus tard.

Sont tenus de faire cette déclaration : le chef de la famille, la veuve ou les autres plus proches parents du défunt ; à leur défaut ou en cas d'empêchement, la personne dans l'appartement ou dans la maison de laquelle a eu lieu le décès, ou les personnes qui étaient présentes lors du décès, ou enfin la police locale.

Les dispositions des art. 17, 14, deuxième alinéa, et 15, dernier alinéa sont également applicables aux déclarations de décès.

21. Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans la permission de l'autorité de police locale, avant que le décès ait été inscrit sur le registre de l'état civil. Si l'inhumation a eu lieu contrairement à cette prescription, l'inscription du décès ne peut se faire qu'avec la permission de l'autorité chargée de la surveillance de l'état civil après constatation des faits.

22. Le registre des décès doit énoncer :

- a'* l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu du décès ;

- b/ les nom de famille, prénoms et cas échéant surnoms du défunt et de ses parents ; son lieu d'origine et de domicile (dans les villes la rue et le numéro de la maison), sa religion, sa profession et son état civil (célibataire, marié, veuf ou divorcé,) l'année, le mois et le jour de sa naissance ;
- c/ les nom de famille, prénoms et profession du conjoint survivant, décédé ou divorcé ;
- d/ la cause du décès attestée par le médecin, autant que possible. Immédiatement après la déclaration, le décès est inscrit sur le registre et l'inscription est signée par le déclarant.

Lorsque le déclarant ne sait ou ne peut signer, mention spéciale en est faite au registre.

23. Lorsqu'une personne inconnue est trouvée morte dans l'arrondissement de l'état civil, la déclaration du décès est faite par la police communale :

L'inscription doit énoncer :

- a/ le lieu, l'époque et les circonstances dans lesquelles le cadavre a été trouvé ;
- b/ le sexe et l'âge présumé du défunt ;
- c/ les marques corporelles et signes particuliers qui peuvent le faire reconnaître ;
- d/ la nature des vêtements et autres objets trouvés avec le cadavre ;
- e/ la cause probable de la mort.

Les noms et le lieu d'origine doivent être inscrits, lorsqu'ils sont connus.

24. Les personnes disparues, dont le décès est reconnu par jugement, sont inscrites sur le registre des décès avec la mention que cette inscription a lieu en vertu d'une déclaration de mort prononcée par l'autorité compétente.

L'autorité qui déclare le décès doit en donner connaissance soit à l'officier de l'état civil du dernier domicile connu de la personne, soit à l'officier du lieu d'origine.

D. Dispositions spéciales concernant la célébration et la tenue du registre des mariages.

I. Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

25. Le droit au mariage est placé sous la protection de la Confédération.

Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels, sur l'indigence de l'un ou de l'autre des époux, sur leur conduite ou sur quelque autre motif de police que ce soit.

Sera reconnu comme valable dans toute la Confédération le mariage conclu dans un canton ou à l'étranger, conformément à la législation qui y est en vigueur.

La femme acquiert par le mariage le droit de cité et de bourgeoisie de son mari.

Les enfants nés avant le mariage sont légitimés par le mariage subséquent de leurs parents.

Il ne peut être perçu aucune finance d'admission ni aucune taxe semblable de l'un ou de l'autre des époux (art. 54 de la Constitution fédérale).

26. Aucun mariage n'est valable sans le consentement libre des époux. La contrainte, la fraude ou l'erreur dans la personne d'un des époux excluent la présomption du consentement.

27. Pour contracter mariage, l'homme doit être âgé de dix-huit ans révolus, la femme de seize ans révolus.

Les personnes qui n'ont pas encore atteint l'âge de vingt ans révolus ne peuvent se marier sans l'autorisation de celui de leurs parents (père ou mère) qui exerce la puissance paternelle. S'ils sont décédés ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, le consentement du tuteur est nécessaire. Les intéressés peuvent interjeter recours à l'autorité supérieure contre le refus du tuteur de donner son consentement.

28. Le mariage est interdit :

1. Aux personnes qui sont déjà mariées ;

2. Pour cause de parenté ou d'alliance :

a) entre ascendants et descendants à tous les degrés, entre frères et sœurs germains, consanguins et utérins, entre oncle et nièce, entre tante et neveu, que la parenté soit légitime ou naturelle ;

b) entre alliés en ligne directe, ascendante ou descendante, entre parents et enfants par adoption.

3. Aux personnes atteintes de démence ou d'imbécillité.

Les veuves, les femmes divorcées, ainsi que les femmes dont le mariage a été déclaré nul, ne peuvent contracter un nouveau mariage avant l'expiration de trois cents jours à partir de la dissolution du mariage.

II. Des formalités relatives à la célébration du mariage.

29. Toute célébration d'un mariage sur le territoire de la Confédération doit être précédée de la publication des promesses de mariage.

Cette publication doit être faite au lieu du domicile et au lieu d'origine de chacun des époux. Lorsque la publication doit avoir lieu à l'étranger et qu'elle est refusée comme inutile ou inadmissible d'après les lois du pays, un certificat constatant ce fait remplace la publication.

30. Pour procéder à la publication des promesses de mariage, l'officier de l'état civil se fait présenter :

- a/* les actes de naissance des deux époux ;
- b/* pour les personnes qui n'ont pas encore vingt ans révolus, une déclaration de consentement de celui des parents qui exerce la puissance paternelle, ou du tuteur, ou enfin de l'autorité tutélaire compétente ;
- c/* dans le cas où les deux époux ne comparaissent pas en personne, une promesse de mariage signée par eux et légalisée par l'autorité compétente.

31. S'il résulte des déclarations et documents produits la preuve que les conditions prescrites sont remplies, l'officier de l'état civil dresse l'acte de promesse de mariage et procède à sa publication ; il le transmet d'office aux officiers de l'état civil suisses et étrangers dans les arrondissements desquels la publication doit également avoir lieu, en conformité de l'article 29.

Toutes ces opérations sont faites sans frais en tant qu'il s'agit d'officiers d'état civil suisses.

Les officiers de l'état civil suisses sont tenus de donner suite aux réquisitions que leur adressent des autorités étrangères pour le mariage de citoyens suisses ou de ressortissants étrangers nés ou demeurant en Suisse.

Si le futur époux est étranger à la Suisse, la publication n'est faite que sur la présentation d'une déclaration des autorités étrangères compétentes, constatant que le mariage sera reconnu avec toutes ses suites légales.

Le Gouvernement cantonal est autorisé à dispenser de cette formalité et à admettre, à défaut de la déclaration exigée, toute autre justification suffisante.

32. L'acte de promesse de mariage doit indiquer :
les nom de famille et prénoms, la profession, le lieu de domicile et le lieu d'origine des futurs époux et de leurs parents ; pour les personnes veuves ou divorcées les nom de famille et prénoms du précédent conjoint ; enfin le délai fixé pour les oppositions.

33. Dans tout le territoire de la Confédération, cette publication est faite par l'officier de l'état civil désigné par la loi, de la même manière pour toutes les promesses de mariage, par voie d'affiche ou par voie d'insertion dans la feuille officielle.

34. Les oppositions au mariage doivent être annoncées dans le délai de dix jours après la publication des promesses de mariage, auprès de l'un des officiers de l'état civil qui ont procédé à la publication. Quarante-huit heures au plus après l'expiration de ce délai, les autres officiers de l'état civil qui ont procédé à la publication doivent aviser l'officier du lieu du domicile de l'époux s'il y a opposition ou non.

Toute opposition qui n'est pas fondée sur un des motifs prévus aux articles 26, 27 et 28 de la présente loi, doit être écartée d'office et ne peut être prise en aucune considération.

35. Toute opposition à la célébration du mariage est communiquée à l'époux par l'officier de l'état civil du lieu de son domicile ; l'époux doit déclarer, dans le délai de 10 jours, s'il reconnaît ou conteste le bien fondé de cette opposition. Dans ce dernier cas, la déclaration de l'époux est communiquée à l'opposant, qui doit, dans le délai de dix autres jours, intenter action devant le juge compétent du lieu de domicile de l'époux, ou, si ce dernier n'a pas de domicile en Suisse, devant le juge compétent du lieu de domicile de l'épouse.

A défaut d'action intentée dans ce délai, l'opposition tombe.

36. A l'expiration du délai de 14 jours après la publication des promesses de mariage au domicile de l'époux, l'officier de l'état civil de ce domicile — s'il ne lui a été annoncé aucune opposition ou si l'opposition a été écartée par le juge compétent — délivre aux futurs époux, sur leur demande, un certificat de publication, constatant que la publication légale a eu lieu et qu'il n'existe aucune opposition à la célébration du mariage.

La publication cesse d'être valable si, dans le délai de six mois, elle n'a pas été suivie de la célébration de mariage.

37. Sur la présentation du certificat de publication, l'officier de l'état civil procède à la célébration du mariage,

laquelle a lieu dans la règle dans l'arrondissement du domicile de l'époux.

En cas de danger de mort, l'officier de l'état civil peut, avec la permission de l'autorité cantonale compétente, procéder à la célébration du mariage même sans publication préalable.

Avec l'autorisation écrite de l'officier de l'état civil du domicile de l'époux, le mariage peut aussi être célébré devant l'officier d'un autre arrondissement dans le territoire de la Confédération. Dans ce cas, celui-ci doit immédiatement expédier une copie de l'acte de mariage pour l'inscription sur les registres officiels du domicile.

Si l'époux est étranger, le mariage ne peut être célébré que sur présentation d'une déclaration de l'autorité étrangère compétente, constatant que le mariage sera reconnu par elle avec toutes ses suites légales.

Est réservé toutefois le droit de dispense des Gouvernements cantonaux prévu à l'article 31, dernier alinéa.

38. La célébration des mariages doit être rendue possible pendant deux jours au moins de chaque semaine.

Le mariage a lieu publiquement et dans la salle d'un bâtiment d'administration publique.

En cas de maladie grave de l'un des époux, constatée par certificat médical, le mariage peut être célébré dans une maison particulière.

Dans tous les cas, la présence de deux témoins majeurs est nécessaire.

39. La célébration du mariage a lieu de la manière suivante :

L'officier de l'état civil demande séparément à chacun des époux :

» N. N., déclarez-vous vouloir prendre N. N. pour votre femme ? »

« N. N., déclarez-vous vouloir prendre N. N. pour votre mari ? »

« En conséquence de cette déclaration que tous deux vous venez de faire, je vous déclare, au nom de la loi, unis par le mariage. »

Immédiatement après cette déclaration, le mariage est inscrit sur le registre et l'inscription est signée par les époux et par les témoins.

40. Une cérémonie religieuse ne peut avoir lieu qu'après la célébration légale du mariage par le fonctionnaire civil, et sur la présentation du certificat de mariage.

41. Les époux doivent déclarer à l'officier de l'état civil du lieu de leur domicile, au moment du mariage ou au plus tard dans le délai de trente jours, les enfants qu'ils auraient eus auparavant et qui sont légitimés par leur mariage subséquent.

Toutefois, si pour un motif quelconque cette déclaration n'a pas été inscrite, il ne peut résulter de cette omission aucun préjudice pour les droits des enfants nés avant le mariage et de leurs descendants.

42. Le registre des mariages doit énoncer :

a) les nom de famille et prénoms, le lieu d'origine, de naissance et de domicile, la profession et la date de la naissance de chaque époux ;

- b/ les nom de famille et prénoms, la profession et le domicile de leurs parents ;
- c/ les nom de famille et prénoms du conjoint décédé ou divorcé, lorsque l'un des époux a déjà été marié, ainsi que la date du décès ou du divorce ;
- d/ la date de la publication des promesses de mariage ;
- e/ la date de la célébration ;
- f/ la liste des pièces déposées ;
- g/ les nom, prénoms et domicile des témoins.

**E. Dispositions spéciales sur le divorce,
sur la nullité du mariage et sur les inscriptions
à faire dans ces cas.**

43. Les actions en divorce et en nullité de mariage doivent être intentées devant le tribunal du domicile du mari. Est réservé le recours au Tribunal fédéral, en conformité de l'art. 29 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, du 27 juin 1874.

A défaut d'un domicile dans la Confédération, l'action peut être intentée au lieu d'origine (bourgeoisie) ou au dernier domicile du mari en Suisse.

44. Une fois l'action introduite (Art. 43.) le tribunal permet à la femme, sur sa demande, de vivre séparée de son mari, et ordonne, en général, pour toute la durée du procès, les mesures nécessaires pour l'entretien de la femme et des enfants.

45. Lorsque les deux époux sont demandeurs en divorce, le tribunal le prononce, s'il résulte des circonstances de la cause que la continuation de la vie commune est incompatible avec la nature du mariage.

46. Sur la demande d'un des époux le divorce doit être prononcé :

- a) Pour cause d'adultère, s'il ne s'est pas écoulé plus de six mois depuis que l'époux offensé en a eu connaissance ;
- b) pour cause d'attentat à la vie, de sévices ou injures graves ;
- c) pour cause de condamnation à une peine infamante ;
- d) pour cause d'abandon malicieux, lorsqu'il dure depuis deux ans et qu'une sommation judiciaire fixant un délai de six mois pour le retour est restée sans effet ;
- e) pour cause d'aliénation mentale, lorsqu'elle dure depuis trois ans et qu'elle est déclarée incurable.

47. S'il n'existe aucune de ces causes de divorce, et que cependant il résulte des circonstances que le lien conjugal est profondément atteint, le tribunal peut prononcer le divorce, ou la séparation de corps. Cette séparation ne peut être prononcée pour plus de deux ans. Si pendant ce laps de temps il n'y a pas réconciliation entre les époux, la demande en divorce peut être renouvelée et le tribunal prononce alors librement d'après sa conviction.

48. Dans le cas de divorce pour cause déterminée, l'époux contre lequel le divorce a été prononcé ne peut contracter un nouveau mariage avant le délai d'une année après le divorce prononcé.

Ce délai peut toutefois être étendu à trois ans au plus par le jugement du tribunal.

49. Les effets ultérieurs du divorce ou de la séparation de corps, quant à la personne des époux, à leurs biens, à l'éducation et l'instruction des enfants et aux indemnités à la charge de la partie coupable, sont réglés par la législation du Canton à la juridiction duquel le mari est soumis.

Le tribunal prononce sur ces questions, d'office ou à la demande des parties, en même temps que sur la demande en divorce.

Les cantons qui n'ont point de dispositions législatives à cet égard sont tenus d'en promulguer dans un délai fixé par le Conseil fédéral.

50. Le mariage contracté sans le consentement libre des deux époux ou de l'un d'eux, par contrainte, par fraude ou par suite d'erreur dans la personne, peut être déclaré nul sur la demande de la partie lésée.

L'action en nullité n'est toutefois plus recevable s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté ou a reconnu l'erreur.

51. La nullité du mariage doit être poursuivie d'office lorsqu'il a été célébré contrairement aux dispositions de l'art. 28, chiffres 1, 2 et 3.

52. Le mariage célébré entre deux époux qui n'avaient pas encore l'âge fixé à l'art. 27, ou dont l'un des deux n'avait pas atteint cet âge, peut être déclaré nul sur demande du père ou de la mère, ou du tuteur.

Toutefois, cette action en nullité n'est plus recevable :

- a/ lorsque les époux ont atteint l'âge légal ;
- b/ lorsque la femme est devenue enceinte ;
- c/ lorsque le père ou la mère ou le tuteur ont donné leur consentement au mariage.

53. La nullité du mariage célébré sans le consentement des parents ou tuteurs (Art. 27, alinéa 2) et sans que les publications prescrites par la loi aient eu lieu, ne peut être demandée que par ceux dont le consentement était requis, et seulement lorsque les époux n'ont pas encore atteint l'âge légal.

54. Un mariage contracté à l'étranger sous l'empire de la législation qui y est en vigueur ne peut être déclaré nul que lorsque la nullité résulte en même temps de la législation étrangère et des dispositions de la présente loi.

55. Le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins les effets civils d'un mariage valable, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants nés ou légitimés à la suite de ce mariage, lorsqu'il a été contracté de bonne foi des deux parts.

Si la bonne foi n'existe que de la part d'un des époux, le mariage ne produit les effets civils d'un mariage valable qu'en faveur de cet époux et des enfants.

Enfin, si aucun des deux époux n'était de bonne foi, les enfants profitent seuls des effets civils du mariage comme s'il eût été valable.

56. Quant aux mariages entre étrangers, aucune action en divorce ou en nullité ne peut être admise par les

tribunaux s'il n'est pas établi que l'Etat, dont les époux sont ressortissants, reconnaitra le jugement qui sera prononcé.

57. Tous jugements prononçant le divorce ou la nullité d'un mariage doivent être transmis immédiatement, par le tribunal qui les a prononcés, aux officiers de l'état civil du lieu de domicile et du lieu d'origine, et mentionnés par ceux-ci sur le registre en marge de l'acte de mariage.

F. Dispositions pénales.

58. Les officiers de l'état civil sont responsables, envers les parties intéressées, de tous les dommages causés par leur négligence ou l'inobservation de leurs devoirs.

59. Doivent être poursuivis et punis d'office, ou sur plainte :

1. d'une amende qui peut s'élever jusqu'à cent francs, ceux qui n'ont pas observé les dispositions des articles 14, 15, 20 et 41 concernant les déclarations de naissance et de décès ;
2. d'une amende qui peut s'élever jusqu'à trois cents francs, les officiers de l'état civil qui ont violé les devoirs imposés par la présente loi, ainsi que les ecclésiastiques qui ont agi contrairement aux dispositions de l'article 40. En cas de récidive, l'amende est doublée et le fonctionnaire destitué.

Les ecclésiastiques sont également responsables, envers les parties intéressées, des conséquences civiles.

Les parties intéressées ont le droit de recourir auprès du Tribunal fédéral contre les décisions des tribunaux cantonaux sur l'application des dispositions du présent article.

G. Dispositions finales.

60. Les règlements cantonaux pour la mise à exécution de la présente loi doivent être soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

61. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1876, sous réserve de l'art. 89 de la Constitution fédérale et de la loi fédérale du 17 juin 1874, concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux.

62. Seront abrogés à partir de cette date :

1^o la loi fédérale sur les mariages mixtes, du 3 décembre 1850 ;

2^o la loi complémentaire sur les mariages mixtes, du 3 février 1862 ;

3^o le concordat du 8 juillet 1808 (et 9 juillet 1818) ;

4^o « « 4 « 1820 ;

5^o « « 6 « 1821 ;

6^o « « 14 août 1821 ;

7^o « « 11 juillet 1829 ;

8^o « « 15 « 1842 ;

9^o « « 1 février 1855 ;

10^o toutes les lois et ordonnances cantonales en opposition avec la présente loi.

H. Dispositions transitoires.

63. Les séparations de corps définitives ou temporaires prononcées avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront donner lieu à une action en divorce, si les causes sur lesquelles elles sont basées peuvent, d'après la présente loi, motiver le divorce.

64. Les cantons ont à pourvoir à ce que remise soit faite, aux fonctionnaires civils, de tous les registres et actes concernant l'état civil, ou des copies de ces registres et actes, autant que cela est nécessaire.

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les nouveaux officiers de l'état civil sont seuls autorisés à délivrer des certificats et des extraits des registres de l'état civil.

65. Dans le cas où les registres actuels concernant les personnes ne mentionnent que le baptême et non la naissance, l'extrait de baptême peut remplacer l'acte de naissance prévu à l'art. 30, lettre a.

(Suivent les signatures.)

LOI FÉDÉRALE

SUR

***la naturalisation suisse et la
renonciation à la nationalité suisse.***

(Du 3 juillet 1876).

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

de la

CONFÉDÉRATION SUISSE,

En exécution de l'art. 44 de la Constitution fédérale ;

Vu le message du Conseil fédéral du 2 juin 1876,

Décète :

I. De la naturalisation suisse.

Article premier. L'étranger qui désire obtenir la nationalité suisse (le droit de cité suisse) doit demander au Conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir citoyen d'un canton et d'une commune.

L'autorisation du Conseil fédéral doit être également demandée, par l'entremise du Gouvernement cantonal, s'il s'agit de la naturalisation à accorder à un étranger à titre de don.

2. Le Conseil fédéral n'accordera cette autorisation qu'à des étrangers :

1^o qui ont leur domicile ordinaire en Suisse depuis deux ans ;

2^o dont les rapports avec l'Etat auquel ils ressortissent sont tels qu'il est à prévoir que leur admission à la nationalité suisse n'entraînera pour la Confédération aucun préjudice.

3. La naturalisation s'étend à la femme de l'étranger naturalisé et à ses enfants mineurs, s'il n'est pas fait pour ceux-ci une exception formelle en vue de l'art. 2, chiffre 2.

4. Toute décision accordant à un étranger la naturalisation cantonale et communale est nulle si elle n'a pas été précédée de l'autorisation du Conseil fédéral.

D'un autre côté, la nationalité suisse n'est acquise que lorsque l'autorisation du Conseil fédéral est suivie de la naturalisation cantonale et communale, conformément aux dispositions des lois d'un Canton.

L'autorisation du Conseil fédéral est périmée s'il n'en est pas fait usage dans le délai de deux ans à partir du jour où elle a été accordée.

5. Nul ne peut réclamer vis-à-vis d'un Etat étranger, dans lequel il réside, les droits et la protection dus à la qualité de citoyen suisse, s'il a conservé la nationalité de cet Etat, indépendamment de la nationalité suisse.

II. De la renonciation à la nationalité suisse.

6. Un citoyen suisse peut renoncer à sa nationalité ; il doit à cet effet :

- a) ne plus avoir de domicile en Suisse ;
- b) jouir de sa capacité civile d'après les lois du pays dans lequel il réside ;
- c) avoir, dans le sens de l'article 8, dernier alinéa, une nationalité étrangère, acquise ou assurée pour lui, pour sa femme et pour ses enfants mineurs.

7. La déclaration de renonciation à la nationalité suisse doit être présentée par écrit, avec les pièces justificatives, au Gouvernement cantonal. Celui-ci en donne connaissance aux autorités de la commune d'origine et fixe un délai d'opposition de quatre semaines au plus, pour la commune comme pour tous autres intéressés.

Si le droit de renoncer à la nationalité suisse est contesté, le Tribunal fédéral statue, conformément aux articles 61 à 63 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, du 27 juin 1874.

8. Si les conditions mentionnées à l'article 6 sont remplies et qu'il n'y ait pas eu d'opposition, ou si l'opposition a été écartée par le juge, l'autorité compétente aux termes de la loi cantonale déclare le requérant libéré des liens de la nationalité cantonale et communale.

Cette libération, qui entraîne la perte du droit de cité suisse, date de la remise au requérant de l'acte de libération.

La libération s'étend à la femme et aux enfants mineurs, lorsqu'ils vivent en un même ménage et qu'il n'est pas fait d'exception formelle à leur égard.

9. La veuve ou la femme divorcée du citoyen suisse qui a renoncé à sa nationalité, et les enfants qui étaient encore mineurs au moment de cette renonciation, peuvent demander au Conseil fédéral d'être admis de nouveau à la nationalité suisse. Ce droit s'éteint après l'expiration de dix années, à partir, pour les enfants de leur majorité, et pour la femme de la dissolution du mariage.

Le Conseil fédéral accordera l'admission si les requérants remplissent les conditions prévues pour la naturalisation à l'article 2, chiffre 2, et s'ils résident en Suisse.

L'admission à la nationalité suisse datara de la remise de l'acte qui en sera dressé et rendra de plein droit la nationalité cantonale et communale.

Les Cantons peuvent faciliter encore le retour à la nationalité suisse, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 2, chiffre 2, de la présente loi.

III. Dispositions finales.

10. Toutes les dispositions des lois fédérales et cantonales contraires à la présente loi sont abrogées.

11. Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

(Suivent les signatures.)

CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS.

(Du 14 juin 1881.)



L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

de la

CONFÉDÉRATION SUISSE,

en exécution de l'article 64 de la Constitution fédérale

arrête :

Titre premier.

De la formation des obligations.

I. Des obligations résultant d'un contrat.

De la conclusion des contrats.

Article premier. Il n'y a contrat que si les parties ont manifesté d'une manière concordante leur volonté réciproque. Cette manifestation peut être expresse ou tacite.

2. Si les parties se sont mises d'accord sur tous les points essentiels, elles sont présumées avoir entendu s'obliger définitivement, encore qu'elles aient réservé certains points secondaires.

A défaut d'accord sur ces points secondaires, le juge les règle en tenant compte de la nature de l'affaire.

Il n'est pas préjugé par les présentes dispositions aux prescriptions concernant la forme des contrats.

3. Toute personne qui propose à une autre la conclusion d'un contrat en lui fixant un délai pour accepter, est liée par son offre jusqu'à l'expiration du délai. Elle est dégagée, si l'acceptation ne lui est pas parvenue avant le terme fixé.

4. Lorsque l'offre a été faite à une personne présente sans fixation d'un délai pour l'acceptation, l'auteur de l'offre est dégagé si l'acceptation n'a pas eu lieu sur-le-champ.

5. Lorsque l'offre a été faite sans fixation de délai à une personne non présente, l'auteur de l'offre reste lié jusqu'au moment où il peut s'attendre à l'arrivée d'une réponse qui serait expédiée à temps et régulièrement. Il a le droit d'admettre, pour le calcul à établir, que le destinataire a reçu l'offre en temps voulu.

Si l'acceptation expédiée à temps parvient tardivement à l'auteur de l'offre et que celui-ci entende ne plus être lié, il doit, sous peine de dommages et intérêts, en informer immédiatement l'acceptant.

Lorsque, à raison de la nature spéciale de l'affaire proposée, l'auteur de l'offre devait ne pas s'attendre à une

acceptation expresse, le contrat est réputé conclu si l'offre n'a pas été refusée dans un délai convenable.

6. L'auteur de l'offre n'est pas lié lorsqu'il a fait à cet égard des réserves formelles (par exemple, par l'adjonction des mots: « sans engagement »), ou si son intention de ne pas s'engager résulte nécessairement soit des circonstances, soit de la nature spéciale de l'affaire proposée.

7. L'offre est considérée comme non avenue, si le retrait en parvient à l'autre partie avant l'offre ou en même temps.

De même, l'acceptation est considérée comme non avenue, si le retrait en parvient à l'auteur de l'offre avant l'acceptation ou en même temps.

8. Lorsqu'un contrat est intervenu entre absents, il déploie ses effets à dater du moment où l'acceptation a été expédiée.

Lorsqu'une acceptation expresse n'est pas nécessaire, les effets du contrat commencent à dater de la réception de l'offre non refusée.

De la forme des contrats.

9. Les contrats ne sont soumis à une forme particulière, au point de vue de leur validité, qu'en vertu d'une prescription spéciale de la loi.

A défaut de disposition sur la portée et les effets de la forme prescrite, le contrat n'est valable qu'autant que cette forme a été observée.

10. Le droit cantonal règle la forme des donations et celle des contrats relatifs aux droits réels sur des immeubles.

11. Lorsque la loi exige qu'un contrat soit fait en la forme écrite, cette disposition s'applique également à toute modification de ce contrat, hormis les stipulations complémentaires accessoires qui ne sont pas en contradiction avec l'acte.

12. Le contrat pour lequel la loi prescrit la forme écrite, doit porter la signature de toutes les personnes auxquelles il impose des obligations.

Sauf disposition contraire de la loi, un échange de lettres ou même de télégrammes vaut comme forme écrite, pourvu que les dépêches originales portent la signature des parties qui s'obligent.

13. Si une personne ne peut pas signer, la signature doit être remplacée par une marque à la main, dûment légalisée, ou par une attestation authentique.

14. Lorsque les parties sont convenues de donner à un contrat une forme spéciale, bien que la loi ne le prescrive pas, elles sont présumées n'avoir entendu se lier qu'à partir de l'accomplissement de cette forme.

S'il s'agit de la forme écrite, sans autre indication plus précise, les articles 12 et 13 font règle.

15. La reconnaissance d'une dette est valable, encore que la cause de l'obligation ne soit pas exprimée

16. Pour apprécier la forme et les clauses d'un contrat, il faut rechercher la commune intention des parties, sans s'arrêter aux dénominations ou aux expressions inexactes dont elles se sont servies, soit par erreur, soit pour déguiser la nature véritable de la convention (simulation).

Le débiteur ne peut opposer l'exception de simulation au tiers de bonne foi qui possède une reconnaissance écrite de la dette.

De l'objet des contrats.

17. Un contrat ne peut avoir pour objet une chose impossible, illicite, ou contraire aux bonnes mœurs.

Des causes qui vicient les contrats.

18. Le contrat n'oblige pas la partie qui, au moment de le conclure, se trouvait dans une erreur essentielle.

19. L'erreur est essentielle, spécialement dans les cas suivants :

1. lorsque l'une des parties entendait faire un contrat autre que celui auquel elle a déclaré consentir ;
2. lorsque la partie qui allègue l'erreur avait en vue une autre chose que l'autre partie ;
3. lorsque les qualités de la chose sur lesquelles a porté l'erreur sont d'une importance telle que la chose, selon qu'elle les possède ou non, appartient dans le com-

merce à une catégorie de marchandises toute différente :

4. lorsque l'obligation contractée par l'une des parties est notablement plus étendue ou que l'obligation contractée envers elle est notablement moins étendue qu'elle ne le voulait en réalité.

20. L'erreur sur la personne avec laquelle on contracte, n'est essentielle que si l'on s'est engagé principalement en considération de cette personne.

21. L'erreur qui n'est pas essentielle n'infirme pas le contrat. Il en est ainsi, notamment, lorsqu'elle porte sur les motifs du contrat, sur la valeur de l'objet de la convention ou sur la solvabilité de l'autre partie.

22. De simples fautes de calcul n'infirment pas le contrat : mais elles doivent être corrigées.

23. La partie qui se prévaut de son erreur pour se soustraire à l'effet du contrat, est tenue à des dommages et intérêts si l'erreur provient de sa propre faute, à moins que l'autre partie n'ait connu ou dû connaître l'erreur.

24. La partie qui a été amenée à contracter par le dol de l'autre partie, n'est pas obligée, même quand son erreur n'est pas essentielle.

25. Lorsque le dol a été commis par un tiers, la partie qui en est victime demeure obligée, à moins qu'au moment de la conclusion du contrat l'autre partie n'ait connu ou dû connaître le dol.

26. Si l'une des parties a conclu le contrat sous l'empire d'une crainte fondée que lui aurait inspirée sans droit l'autre partie ou un tiers, elle n'est point obligée.

27. La crainte est réputée fondée lorsque la partie menacée devait croire, d'après les circonstances, qu'un danger grave et imminent la menaçait elle-même, ou l'un de ses proches, dans sa vie, sa personne, son honneur ou ses biens.

La crainte de voir invoquer un droit ne peut être prise en considération que lorsqu'on a abusé de la situation critique de la partie menacée pour lui extorquer des avantages excessifs.

28. Le contrat entaché d'erreur ou de dol, ou conclu sous l'empire d'une crainte fondée, est tenu pour ratifié lorsque la partie qu'il n'oblige point a laissé écouler une année sans notifier à l'autre sa résolution de ne pas maintenir le contrat, ou sans répéter ce qu'elle lui aurait déjà payé ; le délai d'un an court à partir de la découverte de l'erreur ou du dol et à partir du moment où la crainte s'est dissipée.

La partie qui a ratifié un contrat entaché de dol ou conclu sous l'empire d'une crainte fondée conserve néanmoins, s'il y a lieu, la faculté de demander des dommages et intérêts.

De la capacité requise pour contracter.

29. Les personnes majeures des deux sexes peuvent valablement contracter, en tant qu'elles ne sont pas privées de la capacité civile.

30. Les mineurs et les majeurs privés de la capacité de contracter ne peuvent s'obliger ou renoncer à des droits qu'avec le consentement de leur représentant légal.

Ils n'ont pas besoin de ce consentement pour intervenir dans un contrat ayant uniquement pour but de leur conférer des droits ou de les libérer d'une obligation.

31. Les personnes qui n'ont pas conscience de leurs actes ou qui sont privées de l'usage de leur raison, sont absolument incapables de contracter, tant qu'elles se trouvent dans cet état.

32. Le contrat fait sans le consentement requis peut être ratifié, soit par le représentant légal, soit par le contractant lui-même si celui-ci est devenu capable dans l'intervalle.

L'autre partie cesse d'être liée si le contrat n'est pas ratifié dans un délai convenable fixé par elle ou, sur sa demande, par l'autorité compétente.

33. A défaut de ratification, chacune des parties peut se faire restituer ce qu'elle a déjà payé.

Toutefois celle d'entre elles qui n'est pas liée par le contrat n'est tenue que jusqu'à concurrence du profit déjà réalisé ou existant encore lors de la répétition, ou de celui qui existerait si elle ne s'en était dessaisie de mauvaise foi.

Si elle s'est faussement donnée pour capable, elle est responsable envers la partie induite en erreur du préjudice qu'elle lui a causé.

34. Celui qui, n'ayant pas la pleine capacité de contracter, exerce seul, avec l'autorisation expresse ou tacite

de son représentant légal, une profession ou une industrie, s'oblige sur tous ses biens pour les affaires qui rentrent dans l'exercice régulier de cette profession ou de cette industrie.

35. La femme mariée qui exerce indépendamment, avec l'autorisation expresse ou tacite de son mari, une profession ou une industrie, s'oblige dans la mesure indiquée en l'article précédent, quels que soient les droits de jouissance ou d'administration attribués au mari sur les biens de sa femme.

Elle oblige, en outre, soit son mari si, d'après le droit cantonal, les biens de la femme mariée passent au mari, soit la communauté si c'est sous le régime de communauté que les époux sont mariés.

Le droit cantonal peut imposer au mari une responsabilité plus étendue.

Des contrats conclus par représentants.

36. Lorsqu'un contrat est fait au nom d'une autre personne par un représentant dûment autorisé, c'est le représenté et non le représentant qui devient créancier ou débiteur.

37. Si, lors de la conclusion du contrat, le représentant ne s'est pas fait connaître comme tel, le représenté ne devient directement créancier ou débiteur que dans le cas où l'autre contractant devait inférer des circonstances qu'il existait un rapport de représentation; au cas contraire, il faut une cession de la créance ou une acceptation de la

dette, faites conformément aux principes qui régissent ces actes.

38. Le pouvoir de contracter pour autrui, en tant qu'il découle soit de relations de famille ou de succession, soit du droit public, est réglé par le droit cantonal ou par les dispositions spéciales du droit fédéral.

39. Lorsque le pouvoir découle d'un contrat, la nature et l'étendue en sont déterminées par la convention intervenue expressément ou tacitement entre le représenté et le représentant.

Il n'est pas préjugé aux dispositions du présent code qui déterminent les attributions légales des administrateurs de sociétés, des fondés de procuration et autres représentants ou mandataires commerciaux.

40. Le mandant a en tout temps le droit de limiter ou de révoquer les pouvoirs qu'il a conférés, sans préjudice des réclamations que le mandataire peut avoir à former contre lui en vertu du contrat.

Est nulle toute renonciation à ce droit faite d'avance par le mandant.

41. Lorsque le représenté a fait connaître, soit en termes exprès, soit par ses actes, les pouvoirs qu'il a conférés, il ne peut en opposer aux tiers de bonne foi la révocation totale ou partielle que s'il a fait connaître également cette révocation.

42. Les pouvoirs découlant d'un contrat s'éteignent par la mort, par la perte de la capacité et par la faillite du

mandant ou du mandataire. Lorsqu'ils émanent d'une personne morale ou d'une société inscrite sur le registre du commerce, ils prennent fin en même temps que cette personne morale ou cette société.

Il n'est porté par là aucune atteinte aux droits réciproques des parties.

43. Le mandataire qui a été nanti d'un titre constatant ses pouvoirs est tenu, lorsqu'ils ont pris fin, de le restituer ou d'en effectuer le dépôt en justice.

Si le mandant ou ses ayants-droit négligent de l'y contraindre, ils répondent à l'égard des tiers de bonne foi du dommage résultant de cette omission.

44. Tant que le mandataire n'a pas connaissance de l'extinction de ses pouvoirs, le mandant ou ses ayants-droit deviennent par son fait créanciers ou débiteurs comme si les pouvoirs existaient encore.

Il en est autrement si l'autre partie a su qu'ils étaient éteints.

45. En ce qui concerne l'extinction des pouvoirs des administrateurs de sociétés, des fondés de procuration et autres représentants ou mandataires commerciaux, on applique les dispositions spéciales du présent code.

46. Lorsqu'une personne contracte sans mandat au nom d'un tiers, celui-ci ne devient créancier ou débiteur que s'il ratifie le contrat.

47. L'autre partie a le droit d'exiger que le représenté déclare, dans un délai raisonnable, s'il ratifie ou non le contrat.

59. Dans l'appréciation des cas prévus par les articles 56, 57 et 58, le juge n'est pas lié par les dispositions du droit criminel en matière d'imputabilité, ni par l'acquittement prononcé au pénal.

60. Lorsque plusieurs individus ont causé ensemble un dommage, ils sont tenus solidairement de le réparer, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre l'instigateur, l'auteur principal et le complice.

C'est au juge qu'il appartient d'apprécier si et dans quelles limites celui qui a payé doit pouvoir exercer un recours contre ses coobligés.

Le fauteur du délit perpétré n'est tenu du dommage qu'autant qu'il a reçu une part du gain ou causé un préjudice par le fait de sa coopération.

61. Celui auquel incombe légalement la surveillance d'une personne de sa maison est responsable du dommage causé par elle, à moins qu'il ne justifie avoir exercé cette surveillance de la manière usitée et avec l'attention commandée par les circonstances.

62. Le maître ou patron est responsable du dommage causé par ses ouvriers ou employés dans l'accomplissement de leur travail, à moins qu'il ne justifie avoir pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir ce dommage.

Les personnes morales qui exercent une industrie sont soumises à la même responsabilité.

63. Les personnes qui, aux termes des articles 61 et 62, sont tenues du dommage, ont leur recours contre son

auteur pour autant qu'il peut être déclaré responsable de ses actes.

64. Les lois fédérales ou cantonales peuvent déroger aux dispositions du présent chapitre, quant à la responsabilité encourue par des employés ou fonctionnaires publics à raison des dommages qu'ils causent dans l'exercice de leurs attributions.

Les lois cantonales ne peuvent néanmoins déroger à ces dispositions s'il s'agit d'actes d'employés ou de fonctionnaires publics se rattachant à l'exercice d'une industrie.

65. En cas de dommage causé par un animal, la personne qui le détient est responsable, à moins qu'elle ne justifie l'avoir gardé et surveillé avec le soin voulu, et sauf son recours si l'animal a été excité soit par un tiers, soit par un animal appartenant à autrui.

66. Le possesseur d'un fonds de terre a le droit de s'emparer des animaux appartenant à autrui qui y causent du dommage et de les retenir en garantie de l'indemnité qui peut lui être due; dans des cas graves, il est même autorisé à les tuer s'il ne peut s'en défendre autrement.

Toutefois il est tenu d'avertir sans retard le propriétaire des animaux et, s'il ne le connaît pas, de prendre les mesures nécessaires pour le découvrir.

67. Le propriétaire d'un bâtiment ou de tout autre ouvrage est responsable du dommage causé par le défaut d'entretien ou par le vice de la construction; sauf, dans ce dernier cas, son recours contre le constructeur, aux termes de l'article 362.

68. Celui qui est menacé d'un dommage provenant du bâtiment ou de l'ouvrage d'autrui a le droit de contraindre le propriétaire à prendre les mesures nécessaires pour écarter le danger; sans préjudice des règlements de police concernant la protection des personnes et des propriétés.

69. L'action en dommages et intérêts se prescrit par une année à partir du jour où la partie lésée a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est l'auteur, et, dans tous les cas, par dix ans à partir du jour où le fait dommageable s'est produit.

Si toutefois les dommages et intérêts dérivent d'un acte punissable soumis par la législation pénale à une prescription de plus longue durée, la même prescription s'applique à l'action civile.

III. Des obligations résultant d'un enrichissement illégitime.

70. Celui qui, sans cause légitime, s'est enrichi aux dépens d'autrui, est tenu à restitution.

71. On est tenu, en particulier, de restituer ce qu'on a reçu sans cause, en vertu d'une cause qui ne s'est pas réalisée, ou en vertu d'une cause qui a cessé d'exister.

72. Celui qui a payé volontairement ce qu'il ne devait pas, ne peut le répéter qu'à charge de prouver qu'il a payé parce que par erreur il se croyait débiteur.

On ne peut répéter ce qu'on a payé pour acquitter une dette prescrite ou pour accomplir un devoir moral.

73. Celui qui a reçu ce qui ne lui est pas dû n'est tenu de restituer que la part de profit qui existe encore entre ses mains lors de la répétition ou dont il s'est dessaisi de mauvaise foi.

Il doit restitution pleine et entière, s'il était déjà de mauvaise foi lorsqu'il a reçu.

74. De son côté, il a droit au remboursement de ses impenses nécessaires ou utiles. Néanmoins, s'il était déjà de mauvaise foi lors de la réception, les impenses utiles ne lui sont remboursées que jusqu'à concurrence de la plus-value existant encore au moment de la restitution.

Quant aux simples embellissements, il a la faculté de les enlever, s'il peut le faire sans endommager la chose et si le demandeur en restitution ne préfère pas lui en rembourser la valeur.

75. Il n'y a pas lieu à répétition de ce qui a été donné en vue d'atteindre un but illicite ou immoral.

IV. Des obligations résultant d'autres causes.

76. Les obligations qui ont leur source dans les rapports de famille ou de succession ou qui se fondent sur les principes du droit public, sont régies, quant à leur formation, par le droit cantonal ou par les dispositions spéciales du droit fédéral.

Titre deuxième.

De l'effet des obligations.

1. De l'exécution des obligations.

Principes généraux. Lieu et époque de l'exécution.

77. Le débiteur n'est tenu d'exécuter l'obligation lui-même que dans le cas où le créancier a intérêt à ce qu'elle ne soit pas exécutée par une autre personne.

78. Le créancier peut refuser un paiement partiel, lorsque la dette est liquide et exigible pour le tout.

Si le créancier veut recevoir un paiement partiel, le débiteur ne peut refuser le paiement de la partie de la dette qu'il reconnaît devoir.

79. Lorsque l'obligation est indivisible et qu'il y a plusieurs créanciers ou plusieurs débiteurs, chacun des créanciers peut en exiger l'exécution pour le tout et chacun des débiteurs est tenu de l'acquitter pour le tout.

A moins que le contraire ne résulte des circonstances, le débiteur qui a payé a un recours contre ses codébiteurs pour leurs parts et portions respectives.

Dans cette mesure, il est subrogé aux droits du créancier.

80. Si l'obligation indivisible se convertit en une obligation divisible, par exemple si elle se résout en dommages et intérêts, chacun des créanciers n'a d'action et chacun des débiteurs n'est tenu que pour sa part et portion.

81. Lorsque la chose due n'est déterminée que par son espèce, le choix appartient au débiteur, à moins que le contraire ne résulte du contrat. Toutefois le débiteur ne peut offrir une chose de qualité inférieure à la qualité moyenne.

82. Quand l'obligation porte sur plusieurs objets, de telle sorte que le débiteur ne puisse être tenu de livrer que l'un ou l'autre, le choix appartient au débiteur, à moins que le contraire ne résulte du contrat.

83. Le débiteur tenu de payer des intérêts dont le taux n'est fixé ni par la convention, ni par la loi ou l'usage, doit les payer sur le pied de cinq pour cent par an.

Il appartient à la législation cantonale d'édicter des dispositions contre les abus en matière d'intérêt conventionnel.

84. Le lieu où l'obligation doit être exécutée est déterminé tout d'abord par la volonté expresse ou présumée des parties.

S'il y a doute, on observe les règles suivantes :

- ¹⁰ Lorsqu'il s'agit d'une somme d'argent, le paiement s'effectue dans le lieu où le créancier a son domicile à l'époque du paiement.

2^o Lorsque l'obligation porte sur une chose déterminée, la délivrance doit être faite dans le lieu où se trouvait la chose au temps du contrat.

3^o Toute autre obligation doit être exécutée dans le lieu où le débiteur avait son domicile lorsque l'obligation a pris naissance.

Le tout, sauf les dispositions de la loi dans certains cas spéciaux.

85. Si, l'obligation devant être acquittée au domicile du créancier, l'exécution en est notablement aggravée par le fait qu'il a changé de domicile depuis que l'obligation a pris naissance, le paiement peut être valablement effectué en son domicile primitif.

86. A défaut de terme stipulé ou résultant de la nature de l'affaire, on peut faire valoir ou exécuter l'obligation immédiatement.

87. Le terme fixé pour l'exécution au commencement ou à la fin d'un mois s'entend du premier ou du dernier jour du mois.

Le terme fixé au milieu d'un mois s'entend du quinze du dit mois.

88. Lorsqu'une obligation doit être acquittée à l'expiration d'un certain délai à partir de sa formation, le terme pour le paiement s'entend comme suit :

1^o si le délai est fixé par jours, la dette est échue le dernier jour du délai ; mais on ne compte pas dans la supputation le jour où le contrat a été fait. Si le

délai est de huit ou de quinze jours, on entend par là non pas une ou deux semaines, mais huit ou quinze jours pleins :

- 2^o si le délai est fixé par semaines, la dette est échue le jour de la dernière semaine qui, par son nom, correspond au jour de la conclusion du contrat ;
- 3^o si le délai est fixé par mois ou par un laps de temps comprenant plusieurs mois (année, semestre, trimestre), la dette est échue le jour du dernier mois qui, par son quantième, correspond au jour de la conclusion du contrat ; s'il n'y a pas de jour correspondant dans le dernier mois, l'obligation s'exécute le dernier jour du dit mois.

L'expression demi-mois équivaut à un délai de quinze jours. Si le délai est d'un ou plusieurs mois et d'un demi-mois, les quinze jours doivent être comptés en dernier.

89. Les mêmes règles s'appliquent au cas où le délai court, non du jour de la conclusion du contrat, mais à partir d'une autre époque.

90. Si l'échéance tombe sur un dimanche ou sur un autre jour légalement férié dans le lieu du paiement, elle est reportée de plein droit, et sauf convention contraire, au premier jour non férié qui suit.

91. Lorsqu'une obligation doit être accomplie dans un certain laps de temps, le débiteur est tenu de s'acquitter avant l'expiration du délai fixé. Si le dernier jour du délai est un dimanche ou un autre jour légalement férié dans

si elles sont échues en même temps, l'imputation se fait proportionnellement; enfin, si aucune des dettes n'est échue, l'imputation se fait sur celle qui présente le moins de garanties pour le créancier.

102. Le débiteur qui paie a le droit d'exiger une quittance et, si la dette est éteinte intégralement, la remise ou l'annulation du titre.

Si le paiement n'est pas intégral ou si le titre confère d'autres droits au créancier, le débiteur peut seulement exiger la quittance et faire mentionner le paiement sur le titre.

103. Lorsqu'il est dû des intérêts ou autres redevances périodiques, le créancier qui donne quittance pour un terme, sans formuler de réserves, est présumé avoir perçu les termes antérieurs.

S'il donne quittance pour le capital, il est présumé avoir perçu les intérêts.

104. La remise du titre au débiteur fait présumer l'extinction de la dette.

105. Si le créancier affirme avoir perdu son titre, le débiteur qui paie peut l'obliger à lui délivrer une déclaration authentique ou dûment légalisée constatant l'annulation du titre et l'extinction de la dette.

Il n'est pas préjugé par le présent article aux dispositions concernant l'annulation des lettres de change, des titres à ordre ou au porteur, ni dérogé aux dispositions des lois cantonales sur le mode d'extinction des créances hypothécaires.

106. Le créancier est en demeure lorsqu'il refuse sans motif légitime d'accepter ce qui lui est régulièrement offert en exécution du contrat, ou de faire les actes préparatoires qui lui incombent et sans lesquels le débiteur ne peut exécuter l'obligation.

107. Lorsque le créancier est en demeure ou que, pour toute autre raison, le paiement ne peut être fait ni au créancier ni à une personne qui le représente, le débiteur a le droit de consigner la chose due, aux frais et risques du créancier, et de se libérer ainsi de son obligation.

Le juge du lieu du paiement décide où la consignation doit être faite; toutefois les marchandises peuvent, sans décision du juge, être consignées dans un entrepôt.

108. Si la chose due n'est pas susceptible de consignation, si elle est sujette à dépérissement ou exige des frais d'entretien, le débiteur peut, après une sommation préalable et avec l'autorisation du juge, la faire vendre publiquement et en consigner le prix.

Si la chose est cotée à la bourse ou si elle a un prix courant, il n'est pas nécessaire que la vente soit publique, et le juge peut l'autoriser, même sans sommation préalable.

109. Le débiteur est en droit de retirer la consignation tant que le créancier n'a pas déclaré l'accepter ou qu'elle n'a pas eu pour conséquence l'extinction d'une hypothèque ou la restitution d'un gage.

La créance renaît avec tous ses accessoires dès le retrait de la consignation.

II. Des conséquences de l'inexécution des obligations.

110. Lorsque le créancier ne peut obtenir l'exécution de l'obligation ou ne peut l'obtenir qu'imparfaitement, le débiteur est tenu à des dommages et intérêts, à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.

111. Toute obligation de faire se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution imputable au débiteur. Toutefois le créancier peut être autorisé à faire exécuter l'obligation aux frais du débiteur.

112. Celui qui contrevient à une obligation de ne pas faire, doit des dommages et intérêts par le seul fait de la contravention. Le créancier a d'ailleurs le droit d'exiger que ce qui a été fait par contravention à l'engagement soit supprimé, et il peut se faire autoriser à opérer cette suppression aux frais du débiteur.

113. En général, le débiteur est tenu de toute faute. Cette responsabilité est plus ou moins étendue selon la nature particulière du contrat. Elle doit notamment être appréciée avec moins de rigueur lorsque le contrat n'a pas pour but de procurer un avantage au débiteur.

114. Est nulle toute stipulation tendant à libérer d'avance le débiteur de la responsabilité qu'il encourrait en cas de dol ou de faute grave.

Le juge peut même, selon les circonstances, tenir pour nulle une clause qui libérerait d'avance le débiteur de toute responsabilité en cas de faute légère, si le créancier,

lorsqu'il a renoncé à rechercher le débiteur, se trouvait à son service, ou si la responsabilité résulte de l'exercice d'une industrie concédée par l'autorité.

115. Le débiteur répond de la faute commise par ceux des membres de sa famille qui sont placés sous son autorité, par ses employés et par ses ouvriers. Les personnes morales qui exercent une industrie répondent, de même, des fautes commises par leurs représentants, employés et ouvriers dans l'exercice de leurs fonctions ou emplois.

Le débiteur peut s'exonérer en tout ou en partie, par une convention préalable, de la responsabilité qu'il encourt à raison de la faute des personnes susnommées. Mais, si le créancier, lorsqu'il a renoncé à rechercher le débiteur, se trouvait à son service, ou si la responsabilité résulte de l'exercice d'une industrie concédée par l'autorité, le débiteur ne peut s'exonérer conventionnellement que de la responsabilité découlant d'une faute légère.

116. Les dommages et intérêts dus par le débiteur comprennent en tout cas le préjudice qui a pu être prévu, au moment du contrat, comme une conséquence immédiate de l'inexécution ou de l'exécution imparfaite de ce contrat.

Il appartient au juge d'évaluer le dommage en tenant compte des circonstances.

En cas de faute grave, il lui appartient également d'apprécier s'il y a lieu d'accorder de plus amples dommages et intérêts que ceux qui sont déterminés au premier alinéa du présent article.

117. Le débiteur d'une dette échue est constitué en demeure par l'interpellation du créancier.

Lorsque le jour du paiement a été déterminé d'un commun accord, ou fixé par l'une des parties en vertu d'un droit à elle réservé et au moyen d'un avertissement régulier, le débiteur est mis en demeure par la seule expiration de ce jour.

118. Le débiteur qui est en demeure répond même du cas fortuit.

Il peut se soustraire à cette responsabilité en prouvant qu'il s'est trouvé en demeure sans aucune faute de sa part ou que le cas fortuit aurait atteint la chose due au détriment du créancier, même si l'exécution avait eu lieu à temps.

119. Lorsqu'il s'agit du paiement d'une somme d'argent, le débiteur qui est en demeure doit les intérêts moratoires à cinq pour cent l'an, encore qu'un taux inférieur ait été fixé pour les intérêts conventionnels.

Si le contrat stipule, directement ou sous la forme d'une provision de banque périodique, un intérêt supérieur à cinq pour cent, cet intérêt plus élevé peut également être exigé du débiteur en demeure.

Entre commerçants, tant que l'escompte dans le lieu du paiement est à un taux supérieur à cinq pour cent, les intérêts moratoires peuvent être calculés au taux de l'escompte.

120. Lorsque le débiteur est en demeure pour le paiement d'intérêts ou arrérages ou d'une somme dont il a fait donation, il ne doit les intérêts moratoires qu'à partir du jour de la poursuite ou de la demande en justice.

Toute stipulation contraire s'apprécie d'après les règles concernant la clause pénale.

121. Dans le cas où le dommage qu'éprouve le créancier excède la somme représentée par les intérêts moratoires, le débiteur est tenu de réparer ce dommage, s'il est prouvé qu'il y a eu faute de sa part.

122. Lorsque, dans un contrat bilatéral, l'un des contractants est en demeure, l'autre partie a le droit de lui fixer ou de lui faire fixer par l'autorité compétente un délai convenable, en le prévenant que, faute par lui de s'exécuter, le contrat se trouvera résilié à l'expiration du délai.

123. S'il résulte du contrat que, d'après l'intention des parties, l'obligation devait être exécutée à une époque déterminée, ni plus tôt, ni plus tard, ou dans un délai fixé et non plus tard, la partie envers laquelle l'obligation n'est pas acquittée à l'époque convenue ou dans le délai voulu, peut se départir du contrat sans autre formalité.

124. Dans les cas prévus aux articles 122 et 123, la partie qui se départ du contrat peut demander la restitution de ce qu'elle a payé et, de plus, des dommages et intérêts si elle justifie que l'autre partie est en faute.

125. Lorsque, par le fait de la demeure du débiteur, l'obligation est devenue sans utilité pour le créancier, celui-ci peut en refuser l'exécution de la part du débiteur, retenir ce qu'il avait à lui payer de son côté ou le répéter s'il l'a déjà payé, et demander, en outre, des dommages et intérêts s'il justifie que le débiteur est en faute.

III. De l'effet des obligations quant aux tiers.

126. Le tiers qui paie le créancier est légalement subrogé, jusqu'à due concurrence, aux droits de ce dernier :

- 1^o lorsqu'il rachète un gage par lui constitué pour la dette d'autrui ;
- 2^o lorsque, étant lui-même créancier gagiste, il paie une autre créance garantie par son gage ;
- 3^o lorsque le créancier a été prévenu par le débiteur que le tiers qui le paie doit prendre sa place.

127. Celui qui promet le fait d'un tiers, est tenu à des dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part de ce tiers.

128. Celui qui, agissant en son propre nom, a stipulé une obligation en faveur d'un tiers a le droit d'en exiger l'exécution au profit de ce tiers.

Le tiers ou ses ayants-droit peuvent aussi réclamer personnellement l'exécution, lorsque telle a été l'intention des parties. Si, dans ce cas, le tiers déclare au débiteur vouloir user de son droit, il ne dépend plus du créancier de libérer le débiteur.

Titre troisième.

De l'extinction des obligations.

I. Dispositions générales.

129. Lorsque l'obligation principale s'éteint par le paiement ou d'une autre manière, les cautionnements, droits de gage et autres droits accessoires s'éteignent également.

Les intérêts courus antérieurement ne peuvent plus être réclamés que si l'on a fait à cet égard des réserves expresses ou si elles résultent implicitement des circonstances.

130. Il n'est point préjugé par les dispositions qui suivent à celles qui concernent spécialement les lettres de change et les titres à ordre ou au porteur, ni dérogé aux dispositions relatives aux créances hypothécaires.

II. De la compensation.

131. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre de sommes d'argent ou d'autres choses fongibles de même espèce, chacune d'elles peut compenser sa dette avec sa créance, si les deux dettes sont échues.

Le débiteur peut opposer la compensation lors même que sa créance est contestée.

132. Ne peuvent être éteintes par compensation contre la volonté du créancier :

- 1^o les créances ayant pour objet soit la restitution d'une chose déposée, soustraite sans droit ou retenue par dol, soit des dommages et intérêts dus à raison d'une semblable chose ;
- 2^o les créances dont la nature spéciale exige le paiement effectif entre les mains du créancier, telles qu'une créance alimentaire, un salaire insaisissable, et autres créances analogues ;
- 3^o les créances de l'Etat et des communes fondées sur le droit public.

133. Celui qui, étant débiteur, est devenu créancier postérieurement à la notification de la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

134. La caution peut compenser ce qu'elle doit avec ce qui est dû par le créancier au débiteur principal ; mais celui-ci ne peut compenser ce qu'il doit avec ce qui est dû par le créancier à la caution.

135. Celui qui s'est obligé en faveur d'un tiers, ne peut compenser cette dette avec ce que lui doit l'autre contractant.

136. Les créanciers ont le droit, dans la faillite d'un débiteur, de compenser leurs créances, même si elles ne sont pas échues, avec celles que le failli peut avoir contre eux. La compensation n'est cependant pas admissible :

1^o quand un débiteur du failli n'acquiert une créance contre lui que postérieurement à l'ouverture de la faillite :

2^o quand un créancier du failli ne devient qu'après l'ouverture de la faillite débiteur du failli ou de la masse.

En cas de faillite d'une société anonyme, les versements arriérés sur les actions ne peuvent être compensés avec des créances contre la société. De même, les obligations au porteur ou les coupons ne peuvent être compensés avec ce qui est dû à la société.

137. La compensation peut être contestée lorsqu'un débiteur du failli a acquis, avant l'ouverture de la faillite, mais alors qu'il avait connaissance de l'insolvabilité de son créancier, une créance contre lui, en vue de se procurer ou de procurer à un tiers par la compensation un avantage au préjudice de la masse. Le juge prononce librement, en tenant compte des circonstances.

138. La compensation n'a lieu qu'autant que le débiteur fait connaître au créancier son intention d'user du droit de l'opposer. Les deux dettes sont alors réputées éteintes, jusqu'à concurrence du montant de la plus petite, depuis l'instant où elles étaient susceptibles de se compenser.

Il n'est pas dérogé par le présent article aux usages particuliers du commerce en matière de compte-courant.

139. Le débiteur peut renoncer d'avance à la compensation.

Il est réputé y avoir renoncé lorsque, sachant qu'il est lui-même créancier, il s'engage à payer comptant.

III. De l'annulation et de la remise de la dette.

De la novation. De la confusion.

140. Il n'est besoin d'aucune forme spéciale pour annuler ou réduire conventionnellement une créance, encore que, d'après la loi ou la volonté des parties, l'obligation n'ait pu prendre naissance que sous certaines conditions de forme.

141. La remise de la dette à titre de donation est réglée par le droit cantonal.

142. Il y a novation :

- 1^o lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;
- 2^o lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est déchargé;
- 3^o lorsqu'un nouveau créancier est substitué à l'ancien envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

143. La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

144. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans la même personne, l'obligation est éteinte par confusion.

Toutefois l'obligation renaît, si la confusion vient à cesser.

IV. De l'impossibilité d'exécuter l'obligation.

145. L'obligation s'éteint lorsque, par suite de circonstances non imputables au débiteur, il devient impossible de l'exécuter.

Dans les contrats bilatéraux, le débiteur ainsi libéré est tenu de restituer ce qu'il a déjà reçu de l'autre partie et ne peut plus réclamer ce qu'elle lui doit encore, sauf les cas où les risques sont pour le créancier dès avant l'exécution de l'obligation.

V. De la prescription.

146. Les actions se prescrivent par dix ans lorsque la loi n'a pas établi une prescription plus courte.

Dans la mesure où une créance est garantie par un gage, l'action ne se prescrit pas.

La prescription des actions hypothécaires et autres qui sont régies par le droit cantonal n'est pas soumise aux dispositions de la présente loi.

147. Se prescrivent par cinq ans :

- 1^o les loyers et fermages, les intérêts de capitaux et toutes autres redevances périodiques ;
- 2^o les actions pour fourniture de vivres, pour pension alimentaire et pour dépenses d'auberge ;
- 3^o les actions des artisans, pour leur travail ; des marchands en détail, pour leurs fournitures ; des médecins et autres gens de l'art, pour leurs soins ; des avocats,

procureurs, agents de droit et notaires, pour leurs services professionnels; des commis, domestiques, journaliers et ouvriers de fabrique, pour leurs gages ou salaires.

148. Les délais de prescription fixés dans le présent chapitre ne peuvent être modifiés par convention.

149. La prescription court du moment où la créance est devenue exigible. Si l'exigibilité de la créance est subordonnée à un avertissement, la prescription court du premier jour pour lequel cet avertissement pouvait être donné.

150. Pour la supputation des délais de prescription on applique les dispositions des articles 87 à 91; en particulier, le jour à partir duquel court la prescription ne doit pas être compté dans le délai, et la prescription n'est acquise que lorsque le dernier jour s'est écoulé sans avoir été utilisé.

151. La prescription de la créance principale entraîne celle des intérêts et autres créances accessoires.

152. En matière de rentes viagères et autres redevances périodiques analogues, la prescription court, quant au droit même d'en réclamer le service, du jour de l'échéance du premier terme demeuré impayé.

La prescription de ce droit entraîne celle des arrérages.

153. La prescription ne court point et, si elle a commencé à courir, elle est suspendue:

1^o à l'égard des créances des enfants contre leurs parents, tant que dure la puissance paternelle;

2^o à l'égard des créances des pupilles contre leur tuteur

ou contre l'autorité tutélaire, pendant la durée de la tutelle;

3^o à l'égard des créances des époux l'un contre l'autre, pendant la durée du mariage;

4^o à l'égard des créances des domestiques contre leurs maîtres, pendant la durée de leur service;

5^o tant que le débiteur est usufruitier de la créance;

6^o tant qu'il est impossible de faire valoir la créance devant un tribunal suisse.

La prescription commence à courir, ou reprend son cours, à partir de l'expiration du jour où cessent les causes indiquées au présent article.

154. La prescription est interrompue:

1^o lorsque le débiteur reconnaît la dette, notamment en payant des intérêts ou des acomptes, en constituant un gage ou en fournissant une caution;

2^o lorsque le créancier fait valoir ses droits, soit par voie de poursuites, soit par voie d'action ou d'exception devant un tribunal ou devant des arbitres, soit par voie de production ou d'intervention dans une faillite. La citation en conciliation équivaut à une action en justice.

155. La prescription interrompue à l'égard de l'un des débiteurs solidaires ou de l'un des codébiteurs d'une dette indivisible l'est également contre tous les autres. La prescription interrompue à l'égard du débiteur principal l'est également contre la caution. Mais la prescription interrompue à l'égard de la caution ne l'est pas par là même contre le débiteur principal.

156. A partir de l'interruption, un nouveau délai de prescription commence à courir.

Si une reconnaissance de dette a été faite par acte authentique ou sous seing privé, le nouveau délai de prescription est toujours de dix ans.

157. La prescription interrompue par l'effet d'une action ou d'une exception recommence à courir, durant l'instance, à partir de chaque acte juridique des parties et de chaque ordonnance ou décision du juge.

Si l'interruption résulte de poursuites, la prescription reprend son cours à partir de chaque acte de poursuite.

Si l'interruption résulte de la production ou de l'intervention dans une faillite, la prescription recommence à courir dès le moment où, d'après la législation sur les faillites, il est de nouveau possible de faire valoir la créance.

158. Si l'action ou l'exception a été rejetée pour cause d'incompétence du juge saisi, ou bien à raison d'un vice de forme susceptible d'être couvert, ou parce qu'elle était prématurée, le créancier, dans le cas où le délai de prescription est expiré dans l'intervalle, jouit d'un délai supplémentaire de soixante jours pour faire valoir ses droits.

159. On peut renoncer à la prescription acquise. Si cette renonciation est faite par l'un des débiteurs solidaires ou par l'un des codébiteurs d'une dette indivisible, elle n'est pas opposable aux autres; de même, la renonciation faite par le débiteur principal n'est pas opposable à la caution.

160. Le juge ne peut pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

161. L'extinction des créances pour défaut de production ou d'intervention en cas d'invitation officielle et publique est régie par le droit cantonal.

Titre quatrième.

Des modalités des obligations.

I. Des obligations solidaires.

De la solidarité entre débiteurs.

162. Il y a solidarité entre plusieurs débiteurs lorsqu'ils déclarent vouloir s'obliger à une même chose, de manière qu'à l'égard du créancier chacun soit tenu de l'exécution pour le tout.

A défaut d'une semblable déclaration, la solidarité n'existe que dans les cas déterminés par la loi.

163. Le créancier peut, à son choix, exiger de tous les débiteurs solidaires ou de l'un d'eux le paiement de la totalité ou d'une partie seulement de la créance. Même dans ce dernier cas, tous les débiteurs restent tenus jusqu'à l'extinction complète de l'obligation.

164. Le codébiteur solidaire ne peut opposer au créancier d'autres exceptions que celles qui résultent, soit de ses rapports personnels avec lui, soit de la cause ou de l'objet de l'obligation solidaire elle-même.

Il est responsable envers ses coobligés s'il ne fait pas valoir les exceptions qui leur sont communes à tous.

165. L'un des débiteurs solidaires ne peut pas aggraver par son fait personnel la position des autres.

166. Si l'un des débiteurs solidaires éteint la dette en tout ou en partie par voie de paiement ou de compensation, les autres sont libérés jusqu'à concurrence de la portion éteinte.

Lors, au contraire, que l'un des débiteurs solidaires est personnellement libéré, sans que la dette elle-même ait été payée, ce fait ne profite aux autres que dans la mesure que comportent les circonstances ou la nature de l'obligation.

167. Le créancier peut faire valoir sa créance entière dans la faillite de chacun des débiteurs solidaires.

Le dividende auquel il a droit se calcule, dans chaque masse, d'après le chiffre intégral de la créance. Toutefois il ne peut recevoir, en tout, une somme supérieure à ce chiffre.

168. A moins que le contraire ne résulte des relations de droit existant entre les codébiteurs solidaires, chacun d'eux doit prendre à sa charge une part égale du paiement fait au créancier.

Ce qui ne peut être récupéré de l'un d'eux se répartit par portions égales entre tous les autres.

Le débiteur solidaire qui jouit d'un recours est subrogé à tous les droits du créancier jusqu'à concurrence de ce qu'il lui a payé.

Si le créancier a amélioré la condition de l'un des co-

débiteurs au détriment des autres, il supporte personnellement les conséquences de ce fait.

De la solidarité entre créanciers.

169. Il y a solidarité entre plusieurs créanciers lorsque le débiteur déclare vouloir donner à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance.

A défaut d'une semblable déclaration, la solidarité n'existe que dans les cas déterminés par la loi.

170. Le paiement fait à l'un des créanciers solidaires libère le débiteur envers tous.

Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des dits créanciers, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

II. Des obligations conditionnelles.

171. L'obligation est conditionnelle, lorsque la formation en est subordonnée à un événement incertain. Elle ne produit ses effets qu'à partir du moment où la condition s'accomplit, à moins que les parties n'aient manifesté une intention contraire.

172. Tant que la condition n'est pas accomplie, le débiteur doit s'abstenir de tout acte de nature à empêcher que l'obligation ne soit dûment exécutée.

Le créancier dont les droits conditionnels sont mis en péril, peut prendre les mêmes mesures conservatoires que si sa créance était pure et simple.

173. Si, avant l'accomplissement de la condition, la chose promise a été livrée au créancier, il peut, lorsque la condition s'accomplit, conserver les fruits qu'il a perçus dans l'intervalle; lorsque la condition vient à défaillir, il est tenu de les restituer.

174. Quand la résolution de l'obligation a été subordonnée à un événement incertain, l'obligation cesse de produire ses effets à partir du moment où la condition s'accomplit.

En principe, il n'y a point d'effet rétroactif.

175. Si la condition est que l'une des parties fasse une chose, sans qu'il soit essentiel qu'elle la fasse elle-même, son héritier peut accomplir la condition en son lieu et place.

176. La condition est réputée accomplie lorsque l'une des parties en a, de mauvaise foi, empêché l'accomplissement.

177. Lorsque la condition stipulée a pour objet de provoquer un acte illicite ou immoral, l'obligation qui en dépend est nulle et de nul effet.

III. Des arrhes, du dédit et de la clause pénale.

178. En général, les arrhes sont réputées données en signe de conclusion du contrat et non à titre de dédit.

Sauf usage ou convention contraire, celui qui a reçu les arrhes les garde sans avoir à les imputer sur sa créance.

Lorsqu'un dédit a été stipulé, chacune des parties est censée pouvoir se départir du contrat, celle qui a donné la somme en en faisant l'abandon, celle qui l'a reçue en la restituant au double.

179. Lorsqu'une peine a été stipulée pour le cas où le contrat ne serait pas exécuté, le créancier peut demander, à son choix, l'exécution de l'obligation principale ou la peine convenue.

Lorsque la peine a été stipulée pour le cas où le contrat ne serait pas exécuté au temps ou dans le lieu déterminé par les parties, le créancier peut demander, tout à la fois, l'exécution du contrat et la peine. S'il ne fait point de réserves lors de l'exécution, il est présumé avoir renoncé à la peine.

Le débiteur a toujours le droit de prouver que, moyennant le paiement de ce qui a été stipulé à titre de peine, il est libre de se départir du contrat.

180. La peine est encourue lors même que le créancier n'aurait souffert aucun dommage.

Si le dommage qu'il a souffert dépasse le montant de la peine, le créancier ne peut réclamer une indemnité supérieure qu'en établissant une faute à la charge du débiteur.

181. La peine stipulée ne peut être exigée, lorsqu'elle a pour but de sanctionner une obligation illicite ou contraire aux bonnes mœurs, ni lorsque l'exécution de l'obligation est devenue impossible par le fait du créancier, ou par un cas fortuit frappant la personne du créancier, ou par suite de force majeure.

182. Les parties sont libres de stipuler telle peine que bon leur semble; le juge a néanmoins le droit de mitiger les peines qu'il trouverait excessives.

Titre cinquième.

De la cession ou du transport des créances.

183. Le créancier peut céder sa créance à un tiers, même sans le consentement du débiteur, hormis les cas où la loi, une convention ou la nature particulière de la créance lui interdit de le faire.

184. La validité de la cession n'est soumise à aucune condition de forme.

Toutefois le transport n'est opposable aux tiers, notamment en cas de faillite du cédant, que s'il est constaté par un acte écrit.

185. Lorsque le transport s'opère en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement, il est opposable aux tiers sans aucune formalité et même indépendamment de toute manifestation de volonté de la part du créancier originaire.

186. S'il a été fait plusieurs cessions d'une même créance, la cession constatée par le titre le plus ancien l'emporte sur les autres.

187. Le débiteur est valablement libéré si, avant que la cession ait été portée à sa connaissance par le cédant ou le cessionnaire, il paie de bonne foi entre les mains du créancier primitif ou, en cas de cessions multiples, entre les mains d'un cessionnaire auquel un autre a le droit d'être préféré.

188. Le débiteur d'une créance dont la propriété est litigieuse peut en refuser le paiement et se libérer par la consignation du montant en justice. S'il paie, bien qu'ayant connaissance du litige, il le fait à ses risques et périls.

S'il y a procès pendant et que la créance soit échue, chacune des parties peut contraindre le débiteur à consigner la somme due.

189. Le débiteur peut opposer au cessionnaire, comme il aurait pu les opposer au cédant, les exceptions qui lui compétaient au moment où il a eu connaissance de la cession.

On applique, quant à l'exception de simulation, la disposition de l'article 16, alinéa 2.

190. La cession d'une créance comprend les privilèges et autres droits accessoires, à l'exception de ceux qui sont attachés exclusivement à la personne du cédant.

Les intérêts même arriérés sont présumés avoir été cédés avec la créance principale.

191. Le cédant est tenu de remettre au cessionnaire un acte de cession, ainsi que le titre de la créance, et de lui fournir les moyens de preuve existants et les renseignements nécessaires pour faire valoir la créance.

192. Quand la cession a lieu à titre onéreux, le cédant est garant de l'existence de la créance au moment de la cession.

Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé.

Quand la cession a lieu à titre gratuit, le cédant n'est pas même garant de l'existence de la créance.

193. Si une cession a été faite à titre de paiement, mais sans indication de la somme à décompter, le cessionnaire n'est tenu d'imputer sur sa créance que ce qu'il reçoit effectivement du débiteur ou ce qu'il aurait pu recevoir de lui en faisant les diligences nécessaires.

194. Le cédant obligé à garantie n'est tenu envers le cessionnaire que jusqu'à concurrence de la somme qu'il a reçue à raison du transport, en principal et intérêts: Mais il doit rembourser, en outre, les frais de la cession et des poursuites infructueuses contre le débiteur.

195. Lorsque le transport s'opère en vertu d'une disposition de la loi, le créancier originaire n'est garant ni de l'existence de la créance, ni de la solvabilité du débiteur.

196. La créance frappée de saisie ne peut plus être cédée valablement à partir du moment où le créancier a eu connaissance de la saisie. Mais le paiement est valable si le débiteur l'a fait de bonne foi et avant d'avoir reçu connaissance de la saisie.

197. On applique au transport de lettres de change et de titres à ordre ou au porteur les règles spéciales du présent code.

198. Il n'est pas dérogé non plus par les articles qui précèdent aux dispositions des législations cantonales relatives à la cession des créances hypothécaires.

Titre sixième.

Des droits réels sur les biens meubles.

I. De la transmission de la propriété mobilière.

199. Pour que la propriété mobilière soit transférée ensuite d'une convention, il faut que l'acquéreur ait été mis en possession.

200. L'acquéreur est réputé mis en possession :

1^o lorsque la chose lui a été livrée ;

2^o lorsqu'on lui a transmis les moyens de disposer de la chose à l'exclusion de toute autre personne.

201. Si la chose se trouve entre les mains d'un tiers, l'acquéreur est réputé mis en possession lorsque celui qui aliène la chose a donné au tiers l'ordre de la conserver dorénavant pour le compte de l'acquéreur.

202. Par exception, celui qui aliène une chose peut, même sans s'en dessaisir, en transférer la possession à l'acquéreur, lorsqu'il garde la chose entre ses mains en vertu d'une convention spéciale, par exemple en vertu d'un contrat de louage.

Une semblable mise en possession est sans effet à l'égard des tiers si elle a eu pour but de les léser ; le juge prononce librement sur ce point, en tenant compte des circonstances.

203. Lorsque la chose doit être expédiée en un autre

lieu, l'acquéreur est réputé mis en possession aussitôt qu'il a pris livraison personnellement ou par l'entremise d'un représentant.

204. A moins qu'une exception ne découle de circonstances ou d'une convention spéciales, les profits et les risques de la chose sont pour l'acquéreur à partir de la conclusion du contrat d'aliénation; si la chose aliénée a été déterminée seulement quant à son espèce, il faut, de plus, qu'elle soit devenue un corps certain et, si elle doit être expédiée dans un autre lieu, que celui qui l'aliène s'en soit dessaisi à cet effet.

Dans le cas où le contrat est conditionnel, la perte de la chose n'est aux risques de l'acquéreur qu'à partir de l'accomplissement de la condition.

205. Sauf les dispositions relatives aux choses perdues ou volées, l'acquéreur de bonne foi devient propriétaire de la chose, encore que celui qui l'a aliénée n'en fût pas propriétaire. Sous les mêmes conditions, les tiers perdent les autres droits réels qui pourraient leur appartenir sur la chose.

206. Les choses volées ou perdues peuvent être revendiquées, contre tout détenteur, pendant cinq ans à compter du jour de la perte ou du vol. Si des choses volées ou perdues ont été acquises de bonne foi dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le détenteur n'est tenu de s'en dessaisir que contre remboursement du prix qu'il en a payé.

207. L'acquéreur de mauvaise foi est toujours tenu de restituer la chose ou, s'il s'en est dessaisi, d'en rembourser la valeur; il est, en outre, responsable de toute diminution

de valeur provenant de sa faute; le tout, sans préjudice de plus amples dommages et intérêts, s'il y a lieu.

208. Sous réserve des dispositions de l'article précédent, on ne peut revendiquer:

1^o les billets de banque et les coupons échus;

2^o les titres au porteur reçus en contre-valeur et de bonne foi d'un pays où la loi n'en admet pas la revendication.

209. Lorsque des marchandises sont représentées par un récépissé de dépôt, bulletin de chargement ou autres pièces analogues, celui qui a acquis le titre de bonne foi est réputé propriétaire de ces marchandises.

Toutefois, s'il se trouve en conflit avec un tiers qui est devenu, également de bonne foi, possesseur des marchandises elles-mêmes, celui-ci doit lui être préféré quant au droit de propriété ou aux autres droits réels dont il se prévaut.

II. Du droit de gage et du droit de rétention.

Du droit de gage.

210. Le droit de gage sur les meubles corporels ou sur les titres au porteur ne peut s'établir que par voie de nantissement, c'est-à-dire par la remise de la chose au créancier gagiste ou à son représentant.

La remise n'est pas réputée faite tant que la chose est encore entre les mains de celui qui constitue le gage.

Il appartient néanmoins à la législation cantonale d'au-

toriser l'engagement du bétail par le seul effet d'une inscription sur des registres publics.

211. Il n'est pas dérogé non plus aux prescriptions des lois cantonales en vertu desquelles des objets mobiliers peuvent, en tant qu'accessoires d'un immeuble, être hypothéqués en même temps et d'après les mêmes formes que le dit immeuble.

Si un objet a été tout à la fois hypothéqué dans ces conditions et donné en nantissement pour sûreté d'une créance, le créancier gagiste doit être préféré à moins qu'au moment de la constitution du gage il n'ait connu ou dû connaître, d'après les circonstances, l'existence de l'hypothèque.

Il appartient à la législation cantonale de déterminer ce qui doit être considéré comme accessoire d'un immeuble.

212. Les marchandises représentées par des titres susceptibles d'endossement, tels que récépissés de dépôt, bulletins de chargement ou autres pièces analogues, peuvent être données en gage par la simple remise au créancier gagiste du titre endossé à son profit.

S'il a été créé, indépendamment du récépissé du dépôt, un titre de gage spécial (warrant), la remise de ce titre endossé suffit pour constituer le gage, pourvu que la somme garantie et l'échéance soient aussi indiquées sur le récépissé.

213. Lorsque des meubles corporels ou des titres au porteur ont été constitués en gage par une personne qui n'avait pas le droit d'en disposer à cet effet, le créancier gagiste de bonne foi n'en acquiert pas moins son droit sur la chose; sauf les dispositions de l'article 206.

214. Le gage qui a pour objet des effets de change ou autres titres transmissibles par endossement, n'est constitué que par la remise du titre endossé au créancier gagiste.

215. Le gage qui a pour objet une autre créance, est constitué seulement lorsque le débiteur en a été avisé; que le titre de la créance, s'il en existe un, a été remis au créancier gagiste, et que l'engagement a été constaté par écrit.

216. Si la créance donnée en gage porte intérêts, le créancier gagiste n'a, sauf stipulation expresse, de droit que sur les intérêts courants.

La même règle s'applique à tous les autres produits périodiques (dividendes) de la créance engagée.

Par exception, le droit du créancier gagiste s'étend aux intérêts et autres produits périodiques, lorsqu'ils sont représentés par des coupons susceptibles d'être détachés du titre principal et qui lui ont été cependant remis en même temps que le titre lui-même; mais, sauf convention contraire, les coupons doivent être délivrés au débiteur au fur et à mesure de leur échéance.

217. La même chose ou la même créance peut être donnée en gage à un second créancier, à condition que le premier créancier nanti en reçoive avis et soit invité à remettre le gage, après le paiement de sa propre créance, à ce second créancier et non au débiteur.

218. Le créancier gagiste ne peut engager à son tour la chose dont il est nanti qu'avec le consentement de celui qui la lui a remise en gage.

219. Le créancier gagiste perd son privilège tant qu'il consent à laisser la chose entre les mains de celui qui a constitué le gage.

220. Le créancier gagiste répond du dommage résultant de la perte ou de la détérioration du gage, à moins qu'il ne prouve que ce dommage ne lui est pas imputable.

S'il a, de son chef, aliéné ou engagé la chose dont il était nanti, il répond de la valeur intégrale de cette chose, sans préjudice de plus amples dommages et intérêts, s'il y a lieu.

221. Le créancier gagiste n'est pas tenu de restituer tout ou partie du gage, tant que la créance garantie ne lui a pas été payée intégralement.

222. Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage en cas de non-paiement, est nulle.

223. La réalisation du gage est régie par la loi du lieu où la chose se trouve.

Du droit de rétention.

224. En dehors des cas expressément prévus par la loi, le créancier jouit, lorsque sa créance est échue, d'un droit de rétention sur les biens meubles et les titres qui se trouvent à sa disposition du consentement du débiteur pourvu qu'il y ait connexité entre la créance et la chose retenue.

Entre commerçants, il suffit, pour qu'il y ait connexité, que la créance et la possession de la chose résultent de leurs relations d'affaires.

225. Le droit de rétention ne peut s'exercer au mépris des instructions données par le débiteur, soit lors de la remise de la chose, soit auparavant, ni contrairement à l'engagement pris par le créancier de faire de la chose un usage déterminé.

226. Si le débiteur est en faillite ou qu'il ait suspendu ses paiements, le droit de rétention peut être exercé même pour la garantie d'une créance non échue.

Dans ce cas, on n'applique pas non plus l'article 225, en tant que la faillite ou la suspension de paiement n'a eu lieu ou n'a été connue du créancier qu'après la remise de la chose ou après l'engagement.

227. Si le débiteur a remis au créancier, en la donnant comme sienne, une chose appartenant à un tiers, le droit de rétention n'est opposable à ce tiers que si le créancier a reçu la chose de bonne foi; sans préjudice du droit de revendication qui compète au propriétaire en cas de perte ou de vol.

228. Lorsque le créancier n'a reçu ni paiement ni garantie suffisante, il peut, moyennant un avertissement préalable donné au débiteur, poursuivre la réalisation de son droit de rétention, comme un créancier gagiste.

L'avertissement peut encore être donné même après la déclaration de faillite du débiteur.

La notification du droit de rétention faite à la masse équivaut à l'avertissement.

Titre septième.

De la vente et de l'échange.

I. Dispositions générales.

229. La vente est un contrat par lequel le vendeur s'oblige à transférer à l'acheteur la propriété et la jouissance d'une chose, moyennant un prix que l'acheteur s'engage à lui payer.

230. Sauf usage ou convention contraire, le vendeur et l'acheteur sont tenus de s'acquitter simultanément de leurs obligations respectives.

331. Les ventes d'immeubles sont régies par le droit cantonal.

Il appartient également à la législation cantonale de restreindre ou même de supprimer complètement le droit de poursuivre en justice le paiement de créances résultant de la vente au détail de boissons spiritueuses, y compris les dépenses d'auberge.

II. Des obligations du vendeur.

De la délivrance.

232. Sauf usage ou convention contraire, les frais de la délivrance, notamment ceux du mesurage et du pesage, sont à la charge du vendeur, les frais d'acte et les frais de l'enlèvement, à la charge de l'acheteur.

233. Sauf usage ou convention contraire, les frais de transport sont à la charge de l'acheteur si la chose vendue doit être expédiée en un lieu autre que celui de l'exécution du contrat.

Le vendeur est présumé avoir pris à sa charge les frais de transport s'il a été stipulé que la livraison aurait lieu franco. Sauf usage ou convention contraire, les frais de transport comprennent dans ce cas les droits de sortie, de transit et d'entrée perçus pendant le transport, mais non les droits de consommation perçus lors de la réception de la chose.

234. En matière de commerce, lorsque la convention fixe un terme pour la livraison, l'acheteur est présumé avoir le droit de se départir du contrat sans autre formalité, dès que le vendeur est en demeure.

Si l'acheteur préfère demander la délivrance, il doit en informer le vendeur immédiatement après l'échéance du terme; sinon il ne peut plus réclamer l'exécution du contrat, mais seulement des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

De la garantie en cas d'éviction.

235. Le vendeur est tenu de garantir l'acheteur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de la chose vendue, en vertu d'un droit qui compétait déjà à un tiers au moment de la vente.

236. Si l'acheteur connaissait, lors du contrat, les risques d'éviction, le vendeur n'est tenu que de la garantie qu'il a promise expressément.

237. Toute clause qui supprime ou restreint l'obligation de garantie est nulle si le vendeur a dissimulé à dessein le droit compétant au tiers.

238. Le vendeur soumis à garantie qui est appelé en cause par l'acheteur menacé d'éviction, est tenu, selon les circonstances et conformément aux lois de procédure, d'assister l'acheteur ou de prendre fait et cause pour lui.

Si l'appel en cause a eu lieu en temps utile, la condamnation prononcée contre l'acheteur est opposable au vendeur, à moins qu'il ne prouve qu'elle est la conséquence du dol ou d'une faute grave de l'acheteur.

239. Lorsque le vendeur n'a pas été appelé en cause, sans que cette omission lui soit imputable, il s'affranchit de son obligation de garantie dans la mesure où il établit que le procès aurait pu avoir une issue plus favorable si l'appel en cause avait eu lieu à temps.

240. Il y a lieu à garantie, alors même que l'acheteur a reconnu le droit du tiers sans attendre une décision judiciaire ou qu'il a accepté un compromis, pourvu qu'il ait averti le vendeur en temps utile et qu'il l'ait vainement invité à prendre fait et cause pour lui.

241. En cas d'éviction totale, la vente est réputée résiliée, et l'acheteur à qui la garantie est due a le droit de réclamer du vendeur :

- 1^o la restitution du prix payé, avec les intérêts, déduction faite des fruits qu'il a perçus ou négligé de percevoir, ainsi que des autres avantages dont il a profité ;

- 2^o ses impenses, en tant qu'il ne peut s'en faire indemniser par le tiers qui l'évince;
- 3^o tous les frais du procès, tant judiciaires qu'extrajudiciaires, à l'exception de ceux qu'il aurait évités en appelant en cause le vendeur;
- 4^o tous autres dommages et intérêts résultant directement de l'éviction.

Si le vendeur est en faute, il peut être tenu conformément à l'article 116, de plus amples dommages et intérêts.

242. En cas d'éviction partielle, ou lorsque la chose est grevée d'une charge réelle dont le vendeur est garant, l'acheteur ne peut pas demander la résiliation du contrat; il a seulement droit aux dommages et intérêts qui résultent pour lui de l'éviction.

Toutefois il peut faire résilier la vente lorsque les circonstances sont telles qu'il n'eût probablement point acheté s'il avait prévu l'éviction partielle. Il doit alors rendre au vendeur la partie de la chose dont il n'a pas été évincé avec les fruits et accroissements. Les dommages et intérêts se règlent, par analogie, d'après les dispositions de l'article 241.

De la garantie des défauts de la chose vendue.

243. Le vendeur est tenu de garantir l'acheteur tant à raison des qualités promises qu'à raison des défauts qui enlèvent à la chose sa valeur ou son utilité prévue, ou qui les diminuent sensiblement. Il en est tenu, encore qu'il ignorât ces défauts.

244. Toute clause qui supprime ou restreint la garantie est nulle si le vendeur a frauduleusement caché à l'acheteur les défauts de la chose.

245. Le vendeur n'est pas tenu des défauts que l'acheteur connaissait au moment de la vente. Il n'est tenu des défauts dont l'acheteur aurait pu s'apercevoir lui-même avec une attention suffisante, que s'il lui a affirmé qu'ils n'existaient pas.

246. L'acheteur doit vérifier l'état de la chose reçue aussitôt qu'il le peut d'après la marche habituelle des affaires; et, s'il découvre des défauts dont le vendeur soit garant, il doit l'en informer sans délai.

S'il néglige de le faire, la chose est tenue pour acceptée, à moins qu'il ne s'agisse de défauts que l'acheteur ne pouvait découvrir à l'aide des vérifications usuelles. Si des défauts de ce genre se découvrent plus tard, ils doivent être signalés immédiatement; sinon la chose est tenue pour acceptée, même quant à ces défauts-là.

247. Le vendeur qui a sciemment induit en erreur l'acheteur ne peut se prévaloir de la limitation de responsabilité indiquée en l'article précédent.

248. Lorsque l'acheteur prétend que la chose expédiée d'un autre lieu est défectueuse, il doit, si le vendeur n'a pas de représentant sur place, prendre provisoirement des mesures pour en assurer la conservation; il ne peut pas la renvoyer au vendeur sans autre formalité.

Il doit de plus en faire constater l'état régulièrement et sans retard, à peine d'avoir à prouver lui-même que les défauts allégués existaient déjà lors de la réception.

S'il est à craindre que la chose ne se détériore promptement, l'acheteur a le droit et même, lorsque l'intérêt du vendeur l'exige, l'obligation de la faire vendre, avec le concours de l'autorité compétente du lieu où elle se trouve. Il doit porter le plus tôt possible ces faits à la connaissance du vendeur, sous peine de tous dommages et intérêts.

249. Lorsqu'il y a lieu à garantie à raison des défauts de la chose, l'acheteur a le choix de faire résilier la vente ou de réclamer par l'action en réduction de prix une indemnité pour la moins-value.

250. Toutefois, dans le cas où l'acheteur a demandé la résiliation du contrat, le juge peut, s'il estime que cette demande n'est pas justifiée par les circonstances, se borner à prononcer la réduction du prix.

251. Lorsque la moins-value est égale au prix de la vente, l'acheteur ne peut demander que la résiliation.

252. Si la vente est d'une quantité déterminée de choses fongibles, l'acheteur a le choix, soit de demander la résiliation ou la réduction du prix, soit d'exiger d'autres choses recevables de même espèce.

Le vendeur peut également, s'il ne s'agit pas de choses expédiées d'un autre lieu, s'affranchir de toute réclamation de la part de l'acheteur en lui livrant sur-le-champ des choses recevables de même espèce, et en l'indemnisant du dommage qu'il peut avoir éprouvé.

253. En cas de résiliation de la vente, l'acheteur est tenu de rendre la chose au vendeur avec ses fruits et accroissements. De son côté, le vendeur est tenu de restituer à l'acheteur le prix payé, avec intérêts, et, en outre,

de l'indemniser du dommage résultant directement pour lui de la livraison de marchandises défectueuses. On applique, au surplus, par analogie, les dispositions de l'article 241.

254. La résiliation peut être demandée encore que la chose défectueuse ait péri, soit par suite de ses défauts, soit par cas fortuit. Dans ce cas, l'acheteur n'est tenu de rendre que ce qui lui reste de la chose.

Si la chose a péri par la faute de l'acheteur ou qu'il l'ai aliénée ou transformée, il ne peut demander que la réduction du prix.

255. Lorsque la vente est de plusieurs choses à la fois ou d'un ensemble de pièces, et que certaines d'entre elles seulement ont des défauts, la résiliation n'en peut être demandée qu'à l'égard de ces dernières.

Dans le cas, toutefois, où la chose ou pièce défectueuse ne peut être détachée de celles qui sont recevables sans un préjudice notable pour l'acheteur ou pour le vendeur, la résiliation doit s'étendre à tout ce qui a fait l'objet de la vente.

256. La résiliation de la vente à raison des défauts de la chose principale entraîne celle de la vente de la chose accessoire, même lorsqu'un prix distinct a été fixé pour cette dernière.

Mais si la chose accessoire est seule défectueuse, on ne peut demander la résiliation que par rapport à elle.

257. Toute action en garantie à raison des défauts de la chose se prescrit par un an à dater de la livraison faite à l'acheteur, encore que celui-ci n'ait découvert les défauts

que plus tard. Il en est autrement si le vendeur a expressément promis sa garantie pour un délai plus long.

258. Si la notification prévue par l'article 246 n'a pas été faite au vendeur dans le délai d'un an à dater de la livraison, l'acheteur ne peut plus faire valoir, même par voie d'exception, la garantie due à raison des défauts de la chose. Si la notification a été faite à temps, il jouit des exceptions résultant de la garantie.

259. Le vendeur ne peut invoquer les dispositions des articles 257 et 258 lorsqu'il est prouvé qu'il a sciemment induit en erreur l'acheteur.

III. Des obligations de l'acheteur.

260. L'acheteur est tenu de payer le prix conformément aux clauses du contrat et d'accepter la chose vendue, pourvu qu'elle lui soit offerte dans les conditions convenues. Sauf usage ou convention contraire, la réception doit avoir lieu immédiatement.

261. Si l'acheteur a fait une commande ferme, mais sans indication de prix, la vente est présumée conclue au cours moyen du jour et du lieu de l'exécution.

262. Lorsque le prix se calcule sur le poids de la marchandise, on déduit le poids de l'emballage (tare); sauf les usages particuliers du commerce d'après lesquels le prix de certaines marchandises se calcule sur le poids brut ou avec une déduction fixe ou de tant pour cent.

263. Si la chose doit n'être livrée qu'après paiement du prix ou contre paiement et que l'acheteur soit en de-

meure de payer ce prix, le vendeur peut se départir du contrat sans autre formalité; mais il est tenu, sous peine de dommages et intérêts, d'aviser immédiatement l'acheteur.

264. Lorsqu'avant le paiement du prix la chose est passée entre les mains de l'acheteur, le vendeur ne peut, à raison de la demeure de l'acheteur, se départir du contrat et répéter la chose que s'il s'en est expressément réservé le droit.

265. Sauf convention contraire, le prix est exigible aussitôt que la chose est passée entre les mains de l'acheteur.

266. Indépendamment de la disposition de l'article 117 sur la demeure résultant de la seule échéance du terme, le prix de vente porte intérêts, même sans interpellation :

1^o si tel est l'usage;

2^o si l'acheteur peut retirer de la chose des fruits ou autres produits.

IV. De quelques espèces de vente particulières.

De la vente sur échantillon.

267. Dans la vente sur échantillon, celle des parties à qui l'échantillon a été confié n'est pas tenue de prouver l'identité de l'échantillon qu'elle représente avec celui qu'elle avait reçu; elle en est crue sur son affirmation personnelle en justice. Il en est de même lorsque l'échantillon a changé de forme depuis qu'on l'a remis, si ce changement est le résultat nécessaire de l'examen qui en a été fait.

Dans tous les cas, l'autre partie a la faculté de prouver qu'il n'y a pas identité.

268. Si l'échantillon s'est détérioré ou s'il a péri chez l'acheteur, même sans la faute de celui-ci, ce n'est plus au vendeur de prouver que la chose est conforme à l'échantillon, mais c'est à l'acheteur de prouver le contraire.

De la vente à l'essai ou à l'examen.

269. Dans la vente à l'essai ou à l'examen, l'acheteur est libre d'agréer la chose ou de la refuser.

Tant que la chose n'est pas agréée, le vendeur en reste propriétaire, encore qu'elle fût passée entre les mains de l'acheteur.

270. Lorsque l'examen doit se faire chez le vendeur, celui-ci cesse d'être lié, si l'acheteur n'a pas agréé la chose dans le délai fixé par la convention ou par l'usage local. Faute d'un délai ainsi fixé, le vendeur peut, après un laps de temps convenable, sommer l'acheteur de déclarer s'il agréé la chose, et il cesse d'être lié si l'acheteur ne se prononce pas aussitôt après.

271. Lorsque la chose a été remise à l'acheteur avant l'examen, la vente est réputée parfaite si l'acheteur ne déclare pas refuser la chose ou ne la rend pas dans le délai fixé par la convention ou par l'usage local, ou à défaut immédiatement après la sommation du vendeur.

La vente est également réputée parfaite si l'acheteur paie sans réserve tout ou partie du prix, ou s'il dispose de la chose autrement qu'il n'était nécessaire pour en vérifier la qualité.

V. De l'échange.

272. Les règles de la vente s'appliquent, par analogie, au contrat d'échange, en ce sens que chacun des copermutants est traité comme vendeur quant à la chose qu'il promet et comme acheteur quant à la chose qui lui est promise.

273. Le copermutant qui est évincé de la chose par lui reçue ou qui l'a rendue à raison de ses défauts, peut, à son choix, demander des dommages et intérêts ou répéter la chose qu'il a donnée.

Titre huitième.

Du louage des choses.

I. Du bail à loyer.

274. Le bail à loyer est un contrat par lequel l'une des parties, le bailleur, s'oblige à faire jouir d'une chose l'autre partie, le preneur, moyennant un prix ou loyer que le preneur s'oblige à lui payer.

275. Le bail à loyer n'est soumis à aucune forme spéciale.

Toutefois, lorsque la chose louée est un immeuble et que les clauses arrêtées par les parties dérogent au présent code, sans y avoir été expressément réservées, la forme écrite est nécessaire pour les dites clauses.

276. Le bailleur est tenu de délivrer la chose dans un état approprié à l'usage pour lequel elle a été louée, et de l'entretenir en cet état pendant toute la durée du bail.

277. Si la chose est délivrée dans un état tel qu'elle soit impropre à l'usage pour lequel elle a été louée ou que cet usage en soit notablement amoindri, le preneur a le droit de se départir du contrat conformément aux articles 122 à 125.

Lorsque la détérioration se produit pendant la durée du bail sans la faute du preneur, il peut exiger une réduction proportionnelle du loyer, et même se départir du contrat si la chose n'est pas remise en état dans un délai convenable.

Si le bailleur est en faute, le preneur a droit, en outre, à des dommages et intérêts.

278. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes, le preneur doit les souffrir, sans préjudice des droits qui lui appartiennent en vertu de l'article précédent.

279. Le preneur qui, par sa propre faute ou par suite d'un accident survenu dans sa personne, ne peut se servir de la chose louée ou n'en peut faire qu'un usage restreint, n'en reste pas moins obligé de payer le loyer tout entier, pourvu que le bailleur ait tenu la chose à sa disposition pour l'usage convenu; sans préjudice des dispositions de l'article 292.

280. Si un tiers fait valoir sur la chose louée un droit incompatible avec celui du preneur, le bailleur est tenu, sur l'avertissement du preneur, de prendre fait et cause pour lui au procès et, dans le cas où le preneur serait

troublé dans sa jouissance, telle que la détermine le contrat, de l'indemniser du préjudice qu'il éprouve.

281. Si, pendant la durée du bail, le bailleur aliène la chose louée, ou qu'elle lui soit enlevée par suite d'exécution forcée, de saisie ou de faillite, le preneur n'a pas le droit d'exiger du tiers détenteur la continuation du bail, à moins que celui-ci ne s'y soit obligé; il peut seulement exiger du bailleur l'exécution du contrat ou, à défaut, des dommages et intérêts.

Toutefois, en matière de baux d'immeubles, le tiers acquéreur ne peut expulser le preneur qu'à la condition d'observer les délais prescrits à l'article 290, 1^o et 2^o, à moins que le contrat ne permette de résilier le bail plus tôt.

Il n'est pas dérogé par le présent article aux effets particuliers de l'inscription du bail sur les registres fonciers, hypothécaires ou autres analogues, tels qu'ils peuvent être réglés par le droit cantonal, ni aux dispositions des lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

282. Le bailleur supporte les charges et impôts qui grèvent la chose louée.

Les menus travaux de nettoyage et de réparation, nécessaires pour l'usage ordinaire de la chose louée, sont à la charge du preneur; les grosses réparations sont à la charge du bailleur; le tout, suivant l'usage des lieux.

283. Le preneur est tenu d'user de la chose louée en bon père de famille.

Le bailleur peut demander la résiliation immédiate du bail avec dommages et intérêts si, nonobstant protestation de sa part, le preneur emploie la chose louée à un autre

usage que celui pour lequel elle lui a été louée, ou si, par un abus manifeste, il cause à la chose un dommage durable.

284. S'il y a lieu de procéder à des réparations qui sont à la charge du bailleur, ou si un tiers élève des prétentions sur la chose louée, le preneur est tenu d'en aviser immédiatement le bailleur, sous peine de tous dommages et intérêts.

285. Le locataire a le droit de sous-louer tout ou partie de la chose louée, pourvu qu'il ne résulte de ce fait aucun changement préjudiciable au bailleur.

Le locataire est garant envers le bailleur que le sous-locataire n'emploiera la chose qu'à l'usage autorisé par le bail principal. Le bailleur peut aussi s'adresser directement au sous-locataire à l'effet de l'y obliger.

La cession de bail est assimilée à la sous-location.

286. Le preneur est tenu de payer le loyer aux termes fixés par le contrat ou par l'usage local. Si aucun terme n'est ainsi fixé, le loyer est payable à la fin de chaque semestre, lorsque les baux ont été faits expressément ou tacitement pour une ou plusieurs années ou pour un ou plusieurs semestres; à la fin de chaque mois, lorsque les baux sont de plus courte durée, et au plus tard à l'expiration du temps pour lequel le bail est fait.

287. Lorsque, durant le bail, le preneur est en retard pour le paiement d'un terme échu, le bailleur peut lui assigner un délai de trente jours si le bail est d'un semestre ou plus, et un délai de six jours si le bail est de moindre durée, en lui signifiant qu'à défaut de paiement le bail sera résilié à l'expiration du délai.

Le délai court du jour où le preneur a reçu l'avis du bailleur.

Le bailleur peut, d'ailleurs, demander des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

288. En cas de faillite du preneur, le bailleur peut résilier le bail à moins que, dans un délai convenable, des sûretés ne lui soient fournies pour les termes arriérés et les termes à échoir.

289. Lorsque la durée du bail n'a été fixée ni expressément ni tacitement, chacune des parties peut mettre fin à la location en donnant congé à l'autre.

290. Sauf stipulation contraire, on observera pour donner congé les délais ci-après :

- 1^o S'il s'agit d'appartements non meublés ou de bureaux, ateliers, boutiques, magasins, caves, granges, écuries, ou autres locaux analogues, le congé ne peut être donné que pour le plus prochain terme fixé par l'usage local et, à défaut d'usage, pour la fin d'un terme de six mois ; dans les deux cas, moyennant un avertissement préalable de trois mois ;
- 2^o S'il s'agit d'appartements meublés, de chambres isolées ou de meubles garnissant un logement, le congé ne peut être donné que pour la fin d'un terme mensuel, moyennant un avertissement préalable de deux semaines.
- 3^o S'il s'agit d'autres objets mobiliers, le congé peut être donné pour toute époque, moyennant trois jours d'avertissement.

291. Si le bail a été fait pour un temps fixé et qu'à l'expiration de ce temps le preneur reste en jouissance de la chose louée, au su du bailleur et sans opposition de sa part, le bail, à moins de convention contraire, est réputé renouvelé pour une durée indéterminée, sauf le droit pour chacune des parties de donner congé conformément aux dispositions de l'article 290, 1^o à 3^o.

292. Les baux immobiliers dont la durée a été fixée par les parties peuvent être résiliés par chacune d'elles avant leur expiration normale s'il survient des circonstances graves qui lui en rendent la continuation intolérable, à charge par elle d'observer les délais prescrits à l'article 290, 1^o et 2^o, et d'offrir à l'autre partie un dédommagement complet.

Si les parties ne peuvent s'accorder sur la nature ou sur l'importance de ce dédommagement, le juge prononce. Dans tous les cas, l'indemnité ne peut, soit pour le bailleur, soit pour le preneur, être inférieure au loyer d'un semestre lorsque le bail est fait pour un an ou pour un terme plus long.

Le preneur ne peut être contraint de délaisser la chose louée tant que l'indemnité ne lui est pas payée.

293. En cas de mort du preneur, les baux d'une année ou d'une durée plus longue peuvent être résiliés pour le plus prochain terme, soit par ses héritiers, soit par le bailleur, moyennant un avertissement préalable donné conformément à l'article 290, 1^o et 2^o.

294. Le bailleur d'un immeuble a, pour garantie du loyer de l'année écoulée et de l'année courante, un droit

de rétention sur les meubles qui garnissent les lieux loués et qui servent, soit à l'arrangement, soit à l'usage de ces lieux.

Ce droit ne met pas obstacle à la revendication, par les tiers propriétaires, et d'après l'article 227, des objets volés ou perdus ou des objets dont le bailleur a su ou dû savoir qu'ils n'appartenaient pas au preneur. Il ne s'étend pas non plus aux choses qui, d'après les lois sur la poursuite pour dettes et sur les faillites, ne peuvent être comprises dans l'exécution forcée.

En vertu de son droit de rétention, le bailleur peut, avec l'assistance de l'autorité compétente, contraindre le locataire qui veut déménager ou emporter les choses garnissant les lieux loués, à y laisser autant de meubles qu'il est nécessaire pour sa garantie.

295. Le droit de rétention du bailleur s'étend aux meubles apportés par le sous-locataire, jusqu'à concurrence des droits que le locataire principal a contre ce dernier.

II. Du bail à ferme.

296. Le bail à ferme est un contrat par lequel l'une des parties, le bailleur, s'oblige à faire jouir l'autre, le preneur ou fermier, d'un immeuble ou d'un droit productif (droit de chasse ou de pêche, force hydraulique, exploitation d'une industrie, etc.), moyennant un prix ou fermage que le preneur s'oblige à lui payer. Ce fermage peut consister soit en argent, soit en une quote-part des fruits ou produits (colonage partiaire, métayage).

297. Les articles 275, 277, 278, 280, 294 et 295 s'appliquent, par analogie, au bail à ferme.

298. Le fermier qui, par sa propre faute ou par suite d'un accident survenu dans sa personne, ne peut se servir de la chose louée ou n'en peut faire qu'un usage restreint, n'en reste pas moins obligé de payer le fermage tout entier, pourvu que le bailleur ait tenu la chose à sa disposition pour l'usage convenu; sans préjudice, toutefois, de l'article 310.

299. Si des ustensiles, des bestiaux ou des provisions sont compris dans le bail, chacune des parties est tenue d'en remettre à l'autre un inventaire détaillé, signé par elle, et de se prêter à une estimation contradictoire de ces objets.

300. Le bailleur est tenu de délivrer au fermier la chose, ainsi que les objets mobiliers compris dans le bail, dans un état approprié à l'usage et à l'exploitation prévus par le contrat.

301. Si de grosses réparations deviennent nécessaires pendant la durée du bail, le bailleur est tenu de les exécuter à ses frais aussitôt que le fermier lui en a fait connaître la nécessité.

302. Le bailleur supporte les charges et impôts qui grèvent la chose louée.

303. Le fermier est tenu d'exploiter la chose louée en bon père de famille, suivant l'usage auquel elle a été destinée; il doit notamment la maintenir en bon état de productivité.

Il n'a le droit d'apporter au mode d'exploitation existant aucun changement essentiel dont les effets puissent s'étendre au delà de la durée du bail.

304. Le fermier doit pourvoir au bon entretien de la chose louée.

Il est tenu, conformément à l'usage des lieux, des menues réparations, et notamment, s'il s'agit d'un bien rural, de l'entretien ordinaire des chemins, passerelles, fossés, digues, haies et clôtures, toitures, aqueducs, etc.; il doit, en outre remplacer les ustensiles et outils de peu de valeur qui ont péri de vétusté ou par l'usage.

305. Si de grosses réparations deviennent nécessaires, ou si un tiers élève des prétentions sur la chose louée, le fermier est tenu d'en aviser immédiatement le bailleur, sous peine de tous dommages et intérêts.

306. Le fermier n'a pas le droit de sous-affermer la chose sans le consentement du bailleur. Toutefois il est libre de sous-louer des locaux isolés qui en dépendent, pourvu qu'il ne résulte de ce fait aucun changement préjudiciable au bailleur.

Dans la mesure où le sous-affermage et la sous-location sont permis, on applique par analogie les alinéas 2 et 3 de l'article 285.

307. Le fermier est tenu de payer le fermage aux termes fixés par le contrat ou par l'usage local. Si aucun terme n'est ainsi fixé, le fermage est payable à l'expiration de chaque année de bail, et au plus tard à l'expiration du temps pour lequel le bail est fait.

308. Le preneur d'un bien rural peut exiger une remise proportionnelle du fermage si, par suite d'accidents extraordinaires, le rapport habituel du bien est notablement diminué.

Toutefois il n'a pas droit à une remise s'il y a lieu d'admettre que l'éventualité de semblables accidents a été

prise en considération lors de la fixation du fermage, ou si le dommage est couvert par une assurance.

309. Sauf usage ou convention contraire, chacune des parties a le droit de donner congé, à condition de le faire au moins six mois à l'avance ; si le bail concerne un bien rural, le congé ne peut être donné que pour la Saint-Martin ; quant à tous autres objets, il peut l'être pour une époque quelconque de l'année.

310. Si le bail est fait pour un certain nombre d'années, et qu'il survienne des circonstances graves qui en rendent la continuation intolérable à l'une des parties, celle-ci peut donner congé avant l'expiration du temps convenu, à charge par elle d'observer le délai de six mois prescrit à l'article 309 et d'offrir à l'autre partie un dédommagement complet.

Si les parties ne peuvent s'accorder sur la nature ou sur l'importance de ce dédommagement, le juge prononce. Dans tous les cas, l'indemnité ne peut être inférieure au fermage d'une année.

Le fermier ne peut être contraint de délaisser la chose louée tant que l'indemnité ne lui est pas payée.

311. Si le bail a été fait pour un temps fixé et qu'à l'expiration de ce temps le preneur reste en jouissance de la chose louée, au su du bailleur et sans opposition de sa part, le bail, à moins de convention contraire, continue ses effets pendant une année ; après cette première année, pendant une seconde, et ainsi de suite jusqu'à ce que, par suite d'un congé donné six mois à l'avance, le bail soit résilié pour la fin de l'année de location courante.

312. Si le fermier ne paie pas le fermage à l'échéance, le bailleur peut lui assigner un délai de soixante jours, en lui signifiant qu'à défaut de paiement le bail sera résilié à l'expiration de ces soixante jours.

Le délai court du jour où le preneur a reçu l'avis du bailleur.

Lorsqu'il s'agit d'un bien rural, le fermier n'a pas droit aux fruits encore pendants lors de la résiliation ; mais les frais de culture correspondants doivent lui être remboursés au taux fixé par le juge, sauf imputation du fermage courant.

313. Le bailleur a le droit de résilier le bail si le fermier contrevient d'une manière grave aux obligations que lui imposent les articles 303 et 304 et si nonobstant sommation, il ne s'en acquitte pas dans un délai convenable fixé par le bailleur.

On applique également, dans ce cas, les dispositions de l'article 312, alinéa 3, relatives aux fruits et aux frais de culture.

314. Si, pendant la durée du bail, le bailleur aliène la chose louée, ou qu'elle lui soit enlevée par suite d'exécution forcée, de saisie ou de faillite, le preneur n'a pas le droit d'exiger du tiers acquéreur la continuation du bail, à moins que celui-ci ne s'y soit obligé ; il peut seulement exiger du bailleur l'exécution du contrat ou, à défaut, des dommages et intérêts.

Toutefois, à moins que le contrat ne permette de résilier le bail plus tôt, le nouvel acquéreur doit observer, en donnant congé, le délai de six mois prescrit à l'article 309.

La réserve mentionnée à l'article 281, alinéa 3, s'applique également au bail à ferme.

315. En cas de faillite du fermier, le bail prend fin au moment de l'ouverture de la faillite. Sont applicables, dans ce cas, les dispositions de l'article 312, alinéa 3.

Toutefois, si des sûretés suffisantes sont données au bailleur pour le loyer courant et pour le montant de l'inventaire, le bailleur est tenu de laisser subsister le bail jusqu'à la fin de l'année de location.

316. En cas de mort du fermier, ses héritiers et le bailleur ont respectivement le droit de donner congé en observant le délai de six mois prescrit à l'article 309.

317. A la fin du bail, le fermier est tenu de restituer la chose louée, avec tous les objets portés sur l'inventaire, dans l'état où ils se trouvent.

Il doit indemniser le bailleur des dégradations qu'il aurait pu prévenir en donnant à la chose les soins voulus.

Il n'a droit à aucune récompense pour les améliorations qui ne sont que le résultat des soins qu'il devait à la chose.

318. Si, lors de l'entrée en jouissance, les objets portés sur l'inventaire ont été estimés, le fermier sortant est tenu de les restituer en même espèce et valeur, ou de bonifier la moins-value.

Il ne doit aucune indemnité pour les objets à l'égard desquels il prouve qu'ils ont péri par la faute du bailleur ou par force majeure.

Il a droit à récompense pour la plus-value qui provient de ses débours et de son travail.

319. Le fermier sortant doit laisser sur le domaine les pailles et engrais de la dernière année. S'il en a reçu moins lors de son entrée en jouissance, il a droit à récompense pour l'excédent.

320. Le cheptel, sous ses diverses formes, lorsqu'il ne se rattache pas à un bail à ferme, reste soumis au droit cantonal et à l'usage des lieux.

Titre neuvième.

Du prêt à usage ou commodat.

321. Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel le prêteur s'oblige à livrer une chose à l'emprunteur pour s'en servir gratuitement, à charge par l'emprunteur de la lui rendre après s'en être servi.

322. L'emprunteur ne peut employer la chose prêtée qu'à l'usage déterminé par le contrat ou, à ce défaut, par la nature de la chose ou par sa destination.

Il n'a pas le droit d'autoriser un tiers à s'en servir.

L'emprunteur qui enfreint ces règles répond même du cas fortuit, à moins qu'il ne prouve que la chose eût été atteinte également s'il les avait observées.

323. L'emprunteur supporte les frais d'entretien ordinaires, notamment les frais de nourriture des animaux prêtés.

Mais il peut répéter les dépenses extraordinaires auxquelles il a été obligé dans l'intérêt du prêteur.

324. Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

325. Lorsque la durée du contrat n'a pas été fixée conventionnellement, le prêt à usage prend fin aussitôt que l'emprunteur a fait de la chose l'usage convenu, ou bien à l'expiration du temps dans lequel il pouvait le faire.

326. Le prêteur peut réclamer la chose avant l'expiration du contrat si l'emprunteur en a fait un usage contraire à la convention, s'il la détériore ou s'il autorise un tiers à s'en servir, ou, enfin, s'il survient au prêteur lui-même un besoin urgent et imprévu de sa chose.

327. Si le prêt n'a été fait ni pour un temps déterminé, ni dans un certain but, le prêteur est libre de réclamer la chose quand bon lui semble.

328. Le prêt à usage finit par la mort de l'emprunteur.

Titre dixième.

Du prêt de consommation ou simple prêt.

329. Le prêt de consommation est un contrat par lequel le prêteur s'oblige à transférer à l'emprunteur la propriété

d'une somme d'argent ou d'autres choses fongibles, à charge par ce dernier de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

330. En matière non commerciale, le prêteur ne peut réclamer des intérêts qu'en vertu d'une clause expresse du contrat; en matière commerciale il en est dû de plein droit.

331. Si le prêteur tarde à livrer la chose ou l'emprunteur à l'accepter, le droit de l'autre partie de l'y contraindre se prescrit par six mois à dater de la mise en demeure.

332. Le prêteur peut, conformément à l'article 96, se refuser à livrer la chose promise si, depuis la conclusion du contrat, l'emprunteur est tombé en faillite ou a suspendu ses paiements.

Il a même ce droit en cas de faillite ou de suspension de paiement antérieure au contrat s'il n'en a eu connaissance qu'après s'être engagé.

333. Lorsque le prêt est d'une certaine somme d'argent et que l'emprunteur reçoit, au lieu de numéraire, du papier ou des marchandises, la somme prêtée s'évalue d'après le cours ou le prix du marché, au temps et dans le lieu de la délivrance.

Toute convention contraire est nulle.

334. Si le contrat n'a pas fixé le taux de l'intérêt, le prêt est censé fait au taux usuel pour les prêts de même nature, au temps et dans le lieu où l'emprunt a été conclu.

335. On ne peut convenir d'avance que les intérêts s'ajouteront au capital et produiront eux-mêmes des intérêts.

Toutefois cette prohibition ne s'applique pas au cas où, conformément aux règles du commerce, il est d'usage de compter les intérêts des intérêts, par exemple en matière de comptes-courants et autres opérations analogues (caisse d'épargne, de rentes, etc.).

336. Si le contrat ne fixe ni terme de restitution ni délai d'avertissement, et n'oblige pas l'emprunteur à rendre la chose à première réquisition, l'emprunteur a six semaines pour la restituer, à compter de la première réclamation du prêteur.

337. Il n'est pas dérogé aux dispositions du droit cantonal sur les prêts hypothécaires et sur le maximum du taux de l'intérêt licite en cette matière.

Titre onzième.

Du louage de services.

338. Le louage de services est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige envers l'autre à certains services personnels moyennant une rémunération.

Même à défaut de stipulation expresse, une rémunération est due par celui qui s'est fait promettre les services lorsque, eu égard aux circonstances, il ne pouvait les supposer gratuits.

339. Celui qui a promis ses services doit les rendre en

personne, à moins que le contraire ne résulte de la convention ou des circonstances.

340. Hormis les cas où la convention ou l'usage prescrit un paiement anticipé ou périodique, la rémunération n'est due qu'après que les services ont été rendus.

341. Celui qui a engagé ses services à long terme ne perd pas ses droits à la rémunération alors qu'il est empêché de s'acquitter de son obligation pendant un temps relativement court et sans sa faute, pour cause de maladie, de service militaire ou telle autre analogue.

Lorsque celui qui a engagé ses services vit dans le ménage de son maître et qu'il contracte, sans sa faute, une maladie passagère, le maître doit lui procurer à ses propres frais les soins et les secours médicaux nécessaires.

342. Lorsqu'un louage de services a été conclu pour une année ou pour un terme fixe plus court, il est réputé renouvelé pour le même temps si les services se prolongent, sans opposition de part ni d'autre, au delà de l'époque convenue. Le renouvellement est réputé fait pour une année lorsque le terme primitif était de plus longue durée.

Dans le cas où, d'après la convention ou l'usage des lieux, le contrat ne peut être résilié que moyennant un congé préalable, il est réputé renouvelé par cela seul qu'aucune des deux parties n'a donné congé.

343. Lorsque la durée du contrat n'est déterminée ni par la convention, ni par le but en vue duquel les services ont été promis, chacune des parties peut renoncer au contrat en observant les délais fixés par la loi ou par l'usage.

A défaut de loi ou d'usage, le contrat peut être résilié pour la fin de chacun des trimestres de l'année civile (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre), moyennant un congé donné au moins six semaines à l'avance. Si les services n'ont pas commencé exactement avec le trimestre, le congé peut être donné, la première fois, pour la fin du trimestre suivant.

344. Lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou de domestiques et qu'il n'existe ni convention ni usages locaux contraires, les deux premières semaines de services sont considérées comme un temps d'essai, en ce sens que, pendant la durée de ce délai ou à son expiration, chacune des parties peut résilier le contrat moyennant un simple avertissement de trois jours au moins.

345. Le contrat conclu pour toute la vie de l'une des parties ou pour un temps qui, selon les probabilités, s'étendrait même au delà, peut être résilié en tout temps, et sans indemnité, par celle des parties qui a engagé ses services, moyennant six mois d'avertissement préalable.

346. S'il y a de justes motifs, chacune des parties peut demander la résiliation du contrat avant le terme fixé.

Il appartient au juge d'apprécier s'il existe réellement de pareils motifs.

Si les motifs invoqués par l'une des parties consistent en l'inobservation par l'autre des clauses du contrat, celle-ci est tenue à la réparation complète du dommage. Au surplus, il appartient au juge de régler comme il l'entend, d'après les circonstances et l'usage des lieux, les conséquences pécuniaires de la résiliation anticipée du contrat.

347. Le louage de services finit par la mort de celui qui a engagé ses services ; il ne finit par la mort du maître que si le contrat avait été conclu essentiellement en considération de sa personne.

348. Les dispositions du présent titre s'appliquent également aux contrats relatifs à des travaux qui supposent des connaissances professionnelles, des talents artistiques ou une culture scientifique (professions libérales), et qui s'exécutent moyennant le paiement d'honoraires convenus expressément ou tacitement.

349. Elles ne dérogent pas :

- 1^o au droit public de la Confédération et des cantons, en ce qui concerne les employés et fonctionnaires publics ;
- 2^o à la législation fédérale sur le travail dans les fabriques.

Titre douzième.

Du louage d'ouvrage par suite de devis ou de marché.

350. Le louage d'ouvrage par suite de devis ou de marché est un contrat par lequel l'une des parties, l'entrepreneur, s'engage à exécuter un ouvrage, moyennant un prix que l'autre, le maître, s'engage à lui payer.

351. L'entrepreneur est tenu d'exécuter l'ouvrage en personne ou, tout au moins, de le faire exécuter sous sa direction personnelle

Il n'y a d'exception que si, d'après la nature de l'affaire, les aptitudes personnelles de l'entrepreneur sont sans importance. Au reste, même dans ce cas, l'entrepreneur répond de toute faute commise par ceux qu'il charge du travail.

352. Dans le cas où l'entrepreneur fournit la matière, il est responsable envers le maître de la bonne qualité de ladite matière, et il lui doit, en outre, la garantie prévue aux articles 235 à 242.

Si la matière est fournie par le maître, l'entrepreneur est tenu d'en user avec soin et ménagement, de rendre compte de ce qu'il a employé et de restituer ce qui peut lui rester.

353. Sauf usage ou convention contraire, il appartient à l'entrepreneur de se procurer à ses frais les moyens, engins et outils qu'exige l'exécution de l'ouvrage.

354. Si l'entrepreneur ne commence pas l'ouvrage à temps, s'il en diffère l'exécution contrairement aux clauses du contrat, ou si, sans la faute du maître, il est tellement en retard que, selon toute prévision, il ne puisse plus l'achever à temps, le maître a le droit de procéder contre lui conformément aux articles 122 à 124, sans attendre le terme fixé pour la livraison.

355. Dans le cas où, pendant le cours des travaux, il serait évident que, par la faute de l'entrepreneur, l'ouvrage est exécuté d'une façon défectueuse ou contraire à la con-

vention, le maître peut fixer ou faire fixer à l'entrepreneur, en vue d'y remédier, un délai convenable, en le prévenant que, s'il ne s'exécute pas dans ce délai, les réparations à faire ou la continuation des travaux seront confiées à un tiers, aux frais et risques de l'entrepreneur.

356. Si, dans le cours des travaux, la matière fournie par le maître ou le terrain désigné par lui est reconnu défectueux, ou s'il survient tel autre fait de nature à compromettre l'exécution régulière ou ponctuelle de l'ouvrage, l'entrepreneur est tenu de porter immédiatement ces faits à la connaissance du maître, sous peine d'en supporter lui-même les conséquences.

357. Après la livraison de l'ouvrage, le maître doit en vérifier l'état, dans le délai usuel, et en signaler à l'entrepreneur les défauts, s'il y a lieu.

Chacune des parties a le droit de demander que l'ouvrage soit examiné par des experts et qu'acte soit dressé de leurs constatations, le tout à ses frais.

358. Lorsque l'ouvrage est tellement défectueux ou si peu conforme aux clauses de la convention que le maître ne puisse en faire usage ou du moins être équitablement contraint à l'accepter, il a le droit de le refuser, et même, si l'entrepreneur est en faute, de demander des dommages et intérêts.

Lorsque les défauts de l'ouvrage ou les infractions au contrat sont d'une importance moindre, le maître a le droit de réduire le prix en proportion de la moins-value, ou d'obliger l'entrepreneur à réparer l'ouvrage à ses frais s'il peut le faire sans des dépenses excessives; le maître a,

de plus, le droit de demander des dommages et intérêts si l'entrepreneur est en faute.

Lorsqu'il s'agit d'ouvrages faits sur le fonds du maître et dont, à raison de leur nature, l'enlèvement entraînerait des frais excessifs, le maître n'a que les droits mentionnés au deuxième alinéa du présent article.

359. Le maître ne peut invoquer les droits qui lui sont accordés dans l'article précédent lorsque l'exécution défectueuse de l'ouvrage lui est personnellement imputable, soit à raison des ordres qu'il a donnés contrairement aux avis formels de l'entrepreneur, soit pour toute autre cause.

360. Dès que le maître a accepté l'ouvrage expressément ou tacitement, l'entrepreneur est déchargé de toute responsabilité, à moins qu'il ne s'agisse de défauts qui ne pouvaient être constatés lors de la vérification régulière et de la réception de l'ouvrage ou qui ont été frauduleusement cachés par l'entrepreneur.

361. Il y a acceptation tacite lorsque le maître omet de vérifier l'état de l'ouvrage et d'aviser l'entrepreneur, ainsi que le prescrit l'article 357, alinéa 1^{er}. Si les défauts ne se manifestent que plus tard, le maître est tenu de les signaler à l'entrepreneur aussitôt qu'il en a connaissance; sinon il est réputé avoir accepté l'ouvrage avec les dits défauts.

362. Les droits qui compètent au maître à raison des défauts de l'ouvrage se prescrivent suivant les mêmes règles que les droits correspondants de l'acheteur, conformément aux articles 257 à 259.

Toutefois l'action du maître qui a commandé une construction ne se prescrit que par cinq ans à partir de la réception.

363. Le prix de l'ouvrage est payable au moment de la livraison.

Si l'on est convenu de livraisons et de paiements partiels, le prix afférent à chaque partie de l'ouvrage est payable au moment de la livraison de cette partie.

364. Lorsque le prix a été fixé d'avance à forfait, l'entrepreneur est tenu de faire l'ouvrage pour la somme fixée.

L'entrepreneur ne peut réclamer aucune augmentation, en alléguant que l'ouvrage a exigé plus de travail ou de dépenses qu'on ne l'avait prévu.

Toutefois, si l'exécution de l'ouvrage est arrêtée ou rendue excessivement difficile par des circonstances extraordinaires, impossibles à prévoir, et que l'entrepreneur n'ait pas pris expressément cette éventualité à sa charge, le juge a la faculté d'accorder soit une augmentation du prix stipulé, soit la résiliation du contrat.

Le maître est toujours tenu de payer le prix intégral, encore que l'ouvrage ait exigé moins de travail qu'on ne le prévoyait.

365. Si le prix n'a pas été fixé d'avance, ou s'il ne l'a été qu'approximativement, il doit être déterminé d'après la valeur du travail.

366. Lorsque le devis approximatif arrêté avec l'entrepreneur se trouve, sans le fait du maître, dépassé dans une mesure excessive, le maître a le droit, soit pendant, soit après l'exécution, de résilier le contrat.

S'il s'agit de constructions élevées sur le fonds du maître, celui-ci peut demander un rabais sur le prix des travaux

ou, si la construction n'est pas achevée, en interdire la continuation à l'entrepreneur et se désister du contrat en payant une indemnité équitable pour les travaux exécutés.

367. Si, avant d'être livré, l'ouvrage périt par cas fortuit, l'entrepreneur ne peut réclamer ni le prix de son travail, ni le remboursement de ses dépenses, à moins que le maître ne fût en demeure de prendre livraison.

La perte de la matière est, dans ce cas, à la charge de la partie qui l'a fournie.

368. Si l'ouvrage a péri par suite d'un défaut de la matière fournie par le maître, ou par suite du mode d'exécution prescrit par le maître, sans que l'entrepreneur ait négligé de satisfaire à l'obligation qui lui incombe aux termes de l'article 356, l'entrepreneur peut réclamer le prix du travail effectué et le remboursement des dépenses non comprises dans ce prix.

En cas de faute du maître, l'entrepreneur a droit, en outre, à des dommages et intérêts, conformément à l'article 116; il peut demander, notamment, la bonification du gain dont il a été privé.

369. Tant que l'ouvrage n'est pas terminé, le maître peut, en tout temps, se désister du contrat, en payant le travail effectué et en indemnisant complètement l'entrepreneur.

370. Si l'exécution de l'ouvrage devient impossible par suite d'un cas fortuit survenu chez le maître, l'entrepreneur a droit au prix du travail effectué et au remboursement des dépenses non comprises dans ce prix.

Si c'est par la faute du maître que l'ouvrage n'a pu être exécuté, l'entrepreneur peut réclamer, en outre, des dommages et intérêts.

371. Lorsque l'entrepreneur meurt ou devient, sans sa faute, incapable de terminer l'ouvrage, le contrat est résilié si, en le formant, on s'est spécialement préoccupé des aptitudes personnelles de l'entrepreneur.

Le maître est tenu d'accepter la partie de l'ouvrage qui est exécutée, si elle peut lui être utile, et d'en payer le prix à proportion.

Titre treizième.

Du contrat d'édition.

372. Le contrat d'édition est un contrat par lequel l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique ou ses ayants-cause s'engagent à remettre cette œuvre à un éditeur qui, de son côté, s'oblige à la publier, c'est-à-dire à la reproduire en un nombre plus ou moins considérable d'exemplaires et à la répandre dans le public.

373. A moins de stipulations spéciales, le contrat transfère à l'éditeur l'exercice du droit d'auteur pour autant et aussi longtemps que l'exécution de la convention l'exige.

374. Celui qui cède l'œuvre à publier doit avoir au moment du contrat le droit d'en disposer dans ce but; il est garant de cette circonstance envers l'éditeur.

Si tout ou partie de l'œuvre a déjà été cédée à un autre éditeur, ou s'il est à sa connaissance qu'elle ait été publiée de quelque autre façon, il est tenu de le déclarer avant de conclure le contrat.

375. Tant que les éditions que l'éditeur a le droit de faire ne sont pas épuisées, l'auteur et ses ayants-cause ne peuvent disposer à son préjudice ni de l'œuvre entière, ni d'aucune des parties de l'œuvre.

376. Les articles de journaux et les articles isolés de peu d'étendue insérés dans une revue peuvent toujours être reproduits ailleurs par l'auteur ou ses ayants-cause.

Les travaux qui font partie d'une œuvre collective et les articles de revue d'une étendue plus considérable ne peuvent être reproduits par eux avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir du moment où la publication en a été achevée.

377. Si le contrat ne précise pas le nombre des éditions à faire, l'éditeur n'a le droit d'en publier qu'une seule.

A défaut de convention, l'éditeur est libre, pour chaque édition, de fixer le chiffre des exemplaires. Mais il est tenu, si l'auteur l'exige, d'en faire imprimer tout au moins un nombre suffisant pour donner à l'ouvrage une publicité convenable; une fois le premier tirage terminé, il ne peut plus en faire de nouveaux.

378. L'éditeur est tenu de reproduire l'œuvre sous une forme appropriée à son importance, sans aucune abréviation, addition ou modification qui n'ait été consentie par l'autre partie. Il doit faire les annonces nécessaires et prendre les mesures habituelles pour assurer la vente.

C'est lui qui fixe les prix, sans toutefois pouvoir les élever de façon à entraver l'écoulement de l'ouvrage.

379. Tant que ses facultés le lui permettent, l'auteur conserve le droit d'apporter à son œuvre les corrections et améliorations qu'il juge nécessaires; s'il impose par là à l'éditeur des frais imprévus, il lui en doit la récompense.

L'éditeur ne peut faire une nouvelle édition ou un nouveau tirage sans avoir mis, au préalable, l'auteur en mesure de faire les changements nécessaires.

Ce droit est personnel à l'auteur; il ne passe pas à ses héritiers.

Au surplus, l'éditeur conserve la faculté de s'opposer aux changements qui porteraient atteinte à ses intérêts commerciaux ou à son honneur, ou qui augmenteraient sa responsabilité.

380. Si la convention donne à l'éditeur le droit de faire plusieurs éditions ou toutes les éditions d'un ouvrage, et qu'il néglige de préparer une nouvelle édition après que la dernière est épuisée, l'auteur ou ses ayants-cause peuvent lui faire fixer par le juge un délai pour la publication d'une nouvelle édition. S'il ne s'exécute pas dans ce délai, l'éditeur est déchu de son droit.

381. L'éditeur qui a acquis le droit de publier différentes œuvres du même auteur, n'a pas, par là même, celui d'en faire une publication d'ensemble.

De même, le droit de faire une publication d'ensemble, c'est-à-dire d'éditer les œuvres complètes d'un auteur ou toute une catégorie de ses œuvres, n'implique pas pour

l'éditeur le droit de publier séparément les divers ouvrages qui y figurent.

382. Sauf convention contraire avec l'éditeur, le droit de traduction demeure réservé à l'auteur ou à ses ayants-cause.

383. Celui qui donne une œuvre à éditer est réputé, même à défaut de stipulation expresse, avoir droit à des honoraires lorsque les circonstances ne permettent pas de supposer qu'il ait entendu renoncer à toute rémunération. Le chiffre des honoraires est fixé par le juge sur l'avis d'experts.

384. Si l'éditeur a le droit de faire plusieurs éditions, les stipulations relatives aux honoraires et, en général, les diverses conditions fixées pour la première édition sont présumées s'appliquer à chacune des suivantes.

385. Les honoraires sont exigibles dès que l'œuvre entière ou, si elle paraît par parties détachées (volumes, fascicules, feuilles), dès que chaque partie est imprimée et prête pour la vente.

386. Lorsque la question des honoraires dépend en tout ou en partie du résultat de la vente, l'éditeur est tenu d'établir selon l'usage son compte de vente et d'en fournir la justification.

387. Lorsque l'œuvre, après avoir été livrée à l'éditeur, péricule par cas fortuit, l'éditeur n'en est pas moins tenu du paiement des honoraires.

Mais, si l'auteur possède un second exemplaire de l'œuvre qui a péri, il doit le mettre à la disposition de l'éditeur,

et s'il peut la refaire sans trop de peine, il y est tenu : moyennant une juste indemnité, dans les deux cas.

388. Si, antérieurement à la mise en vente, l'édition déjà préparée par l'éditeur périt en tout ou en partie par cas fortuit, l'éditeur a le droit de faire rétablir à ses frais les exemplaires détruits, sans que l'auteur ou ses ayants-cause puissent prétendre à de nouveaux honoraires.

389. Le contrat s'éteint par le fait qu'avant l'achèvement de l'œuvre l'auteur vient à mourir, ou devient incapable de la terminer, ou se trouve sans sa faute dans l'impossibilité de la terminer.

Néanmoins, dans les cas exceptionnels où le maintien intégral ou partiel du contrat paraîtrait possible et équitable, le juge a la faculté de l'ordonner et de prescrire les mesures nécessaires.

390. En cas de faillite de l'éditeur, l'auteur ou ses ayants-cause peuvent remettre l'œuvre à un autre éditeur, à moins qu'ils ne reçoivent des garanties pour l'accomplissement des obligations ultérieures du failli.

391. Lorsqu'un ou plusieurs auteurs s'engagent à élaborer un ouvrage d'après un plan que leur fournit l'éditeur, ils n'ont droit qu'aux honoraires stipulés. L'éditeur jouit d'un droit de publication illimité.

Titre quatorzième.

Du mandat.

I. Du mandat proprement dit.

392. Le mandat est un contrat par lequel le mandataire qui l'accepte s'oblige à gérer selon la volonté du mandant l'affaire dont il s'est chargé.

Il n'est dû de rémunération (provision, honoraire) au mandataire que si l'usage ou la convention lui en assure une.

393. A moins d'un refus immédiat, le mandat est réputé accepté lorsqu'il se rapporte à des affaires pour la gestion desquelles le mandataire a une qualité officielle, ou qui rentrent dans l'exercice de sa profession, ou pour lesquelles il a publiquement offert ses services.

394. A défaut de stipulation expresse, l'étendue du mandat est déterminée par la nature de l'affaire à laquelle il se rapporte.

Le mandataire ne peut, sans des pouvoirs exprès, intenter un procès, transiger, compromettre, souscrire des engagements de change, aliéner ou grever des immeubles, ni faire des donations.

La question de savoir s'il lui faut des pouvoirs spéciaux pour faire, dans le cours d'une instance, certains actes ou certaines déclarations au nom du mandant, se résout d'après les lois de procédure fédérales ou cantonales.

395. Le mandataire qui a reçu des instructions précises ne peut s'en écarter qu'autant que les circonstances ne lui permettent pas de prendre l'avis du mandant et qu'il y a lieu d'admettre que celui-ci aurait autorisé une dérogation s'il avait connu l'état de l'affaire.

Lorsque, en dehors de ces cas, le mandataire s'acquitte du mandat à des conditions plus défavorables que celles qui lui étaient prescrites, le mandat n'est réputé accompli que si le mandataire prend le préjudice à sa charge.

396. Le mandataire est responsable envers le mandant de la bonne et fidèle exécution du mandat dont il a été investi; il est tenu de l'exécuter personnellement, à moins qu'il ne soit autorisé à le transmettre à un tiers ou qu'il n'y soit contraint par les circonstances.

397. Le mandataire répond, comme s'ils étaient siens, des actes de celui qu'il s'est indûment substitué.

S'il avait reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un, il ne répond que du soin avec lequel il a choisi le sous-mandataire et formulé ses instructions.

Dans les deux cas, le mandant peut faire valoir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée les droits compétant contre elle à ce dernier.

398. Le mandataire est tenu, sur la demande du mandant, de lui rendre en tout temps compte de sa gestion et de lui faire raison de tout ce qu'il a reçu en vertu de la dite gestion à quelque titre que ce soit. Il doit l'intérêt des sommes dont il est reliquataire.

399. Lorsque le mandataire a acquis en son propre nom, pour le compte du mandant, des créances contre des tiers,

ces créances deviennent la propriété du mandant dès qu'il a satisfait, de son côté, à ses diverses obligations envers le mandataire. Il peut faire valoir le même droit contre la masse, si le mandataire tombe en faillite.

Le mandant a également le droit de revendiquer, dans la faillite du mandataire, les objets mobiliers acquis par ce dernier en son propre nom, mais pour le compte du mandant ; sauf à la masse à faire valoir le droit de rétention compétant éventuellement au mandataire.

400. Le mandant doit rembourser au mandataire, en principal et intérêts, les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et remplir à la décharge du mandataire les obligations par lui contractées.

Il doit aussi l'indemniser du dommage occasionné par l'exécution du mandat, à moins de prouver que ce dommage ne peut lui être imputé à faute.

401. Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, elles sont tenues solidairement envers lui de toutes les obligations découlant du mandat.

Quand plusieurs personnes ont accepté conjointement un mandat, elles sont tenues solidairement de l'exécution de ce mandat et les actes faits par elles conjointement peuvent seuls obliger le mandant.

402. Le mandat peut en tout temps être révoqué ou répudié.

Toutefois celle des parties qui renonce à contretemps doit indemniser l'autre du dommage qu'elle lui cause.

403. Le mandat finit par la mort, l'incapacité ou la faillite soit du mandant, soit du mandataire, à moins que le contraire n'ait été convenu ou ne résulte de la nature même de l'affaire.

Toutes les fois, cependant, que l'extinction du mandat met en péril les intérêts du mandant, le mandataire, ses héritiers ou son représentant sont tenus de continuer la gestion de l'affaire jusqu'à ce que le mandant, ses héritiers ou son représentant soient en mesure d'y pourvoir eux-mêmes.

404. En ce qui concerne les opérations que le mandataire a faites avant d'avoir connaissance de l'extinction du mandat, le mandant ou ses héritiers sont tenus envers le mandataire comme si le mandat eût encore existé.

405. Celui qui s'engage à s'entremettre en vue de la conclusion d'un contrat, sans être d'une manière permanente au service de l'une ou de l'autre des parties, est soumis aux dispositions du présent chapitre.

Il n'est pas dérogé aux règles spéciales des législations cantonales sur les agents de change, courtiers ou autres personnes qui, par profession, servent d'intermédiaires dans les affaires.

II. De l'assignation ou délégation.

406. L'assignation ou délégation est un contrat par lequel l'assignant charge l'assigné de payer à l'assignataire une somme d'argent que celui-ci est autorisé à percevoir en son propre nom.

407. Lorsque l'assignation a pour objet d'éteindre une dette contractée par l'assignant envers l'assignataire, cette dette n'est éteinte que quand le paiement a été effectué par l'assigné.

Néanmoins le créancier qui a accepté l'assignation ne peut revenir sur l'assignant que si, ayant demandé le paiement à l'assigné, il n'a pu l'obtenir à l'époque fixée dans l'assignation.

408. Le créancier qui reçoit de son débiteur une délégation doit, s'il ne veut pas l'accepter, en prévenir sans délai le débiteur, sous peine de dommages et intérêts.

Au surplus, les articles 392 et 393 sont applicables à l'assignataire.

409. L'assigné qui a notifié son acceptation à l'assignataire sans formuler aucune réserve, est obligé envers lui au paiement; il ne peut lui opposer que les exceptions résultant de leurs rapports personnels ou du contenu de la délégation, à l'exclusion de celles qui dérivent de ses rapports avec l'assignant.

410. Si l'assigné est débiteur de l'assignant, il ne peut refuser d'accepter la délégation jusqu'à concurrence du montant de sa dette et en tant que sa situation ne s'en trouve pas empirée.

Mais, même dans ce cas, il n'est pas tenu de déclarer son acceptation antérieurement au paiement si le contraire n'a pas été formellement convenu entre lui et l'assignant.

411. Si l'assigné refuse le paiement que lui demande l'assignataire ou s'il déclare d'avance qu'il ne paiera pas,

l'assignataire doit en aviser sur-le-champ l'assignant, sous peine de dommages et intérêts.

412. L'assignant peut révoquer l'assignation à l'égard de l'assignataire toutes les fois qu'il ne l'a pas délivrée dans l'intérêt de ce dernier et, notamment, pour s'acquitter envers lui d'une dette.

Il peut la révoquer à l'égard de l'assigné, tant que celui-ci n'a pas notifié son acceptation à l'assignataire.

La mise en faillite de l'assignant emporte révocation.

413. L'assignation qui a été libellée *au porteur* est régie par les dispositions du présent chapitre; tout porteur ayant à l'égard de l'assigné la qualité d'assignataire, et les rapports entre l'assignant et l'assignataire ne s'établissant qu'entre chaque cédant et son cessionnaire respectif.

En matière de chèque on applique les dispositions spéciales du titre trentième.

414. Il n'est pas dérogé par les dispositions du présent chapitre aux règles du droit cantonal concernant la délégation des créances hypothécaires.

III. De la lettre de crédit.

415. Est soumise aux règles concernant l'assignation la lettre de crédit par laquelle le destinataire est chargé, avec ou sans fixation d'un maximum, de remettre à une personne déterminée les valeurs dont celle-ci fera la demande.

416. Si aucun maximum n'est fixé et que le crédit fasse des demandes exagérées, en disproportion évidente

avec la position respective des intéressés, le destinataire doit prévenir son correspondant et, jusqu'à ce qu'il ait reçu ses instructions, surseoir au paiement.

417. L'assignation contenue dans une lettre de crédit n'est censée acceptée, dans le sens de l'article 409, que si l'acceptation énonce une somme déterminée.

IV. De l'ordre de crédit.

418. Lorsqu'une personne a reçu et accepté l'ordre ou mandat d'ouvrir ou de renouveler, en son propre nom et pour son propre compte, un crédit à un tiers sous la responsabilité du mandant, celui-ci répond de la dette du crédité, à l'égal d'une caution, en tant que le mandataire ou créancier n'a pas outrepassé son mandat.

Toutefois le mandant n'encourt cette responsabilité qu'à la condition que l'ordre ait été donné par écrit.

419. Le mandant ne peut exciper contre le créancier du fait que le crédité est personnellement incapable de s'obliger.

420. Il cesse d'être responsable de la dette lorsque le créancier a accordé de son chef des délais au crédité, ou négligé de le poursuivre conformément aux instructions qu'il avait reçues.

421. Les rapports juridiques entre le mandant et le crédité sont régis par les dispositions relatives aux rapports entre la caution et le débiteur principal.

Titre quinzième.

Des fondés de procuration, des représentants ou mandataires commerciaux et des voyageurs de commerce.

422. Le fondé de procuration est la personne qui a reçu, expressément ou de fait, du chef d'une maison de commerce, d'une fabrique ou de tout autre établissement tenu en la forme commerciale, l'autorisation de gérer pour lui ses affaires et de signer par procuration en se servant de la signature de la maison.

Le chef de la maison doit pourvoir à l'inscription de la procuration sur le registre du commerce; mais il est lié, dès avant l'inscription, par les actes du fondé de procuration.

Lorsqu'il s'agit d'autres espèces d'établissements ou d'affaires, le fondé de procuration ne peut être constitué que par voie d'inscription sur le registre du commerce. Jusqu'à ce que cette inscription ait eu lieu, les dispositions générales concernant la représentation sont seules applicables.

423. Le fondé de procuration est réputé, à l'égard des tiers de bonne foi, avoir la faculté de souscrire des engagements de change pour le chef de la maison et de faire au nom de celui-ci tous les actes que comporte le but du commerce ou de l'entreprise.

Le fondé de procuration ne peut aliéner ou grever des immeubles, s'il n'en a reçu le pouvoir spécial.

Nulle autre restriction de ses pouvoirs n'est opposable aux tiers de bonne foi.

424. La procuration peut être donnée à plusieurs personnes à la fois, sous condition qu'elles signent conjointement (procuration collective). Dans ce cas, la signature de chacune d'elles ne vaut qu'autant qu'elle est accompagnée de celle des autres.

425. La révocation de la procuration doit être inscrite sur le registre du commerce, encore qu'il n'y ait point eu d'inscription quand la procuration a été conférée.

Tant qu'elle n'a pas été inscrite et publiée, la révocation n'est pas opposable aux tiers de bonne foi.

426. Le représentant ou mandataire commercial est la personne qui, sans avoir la qualité de fondé de procuration, est chargée de représenter le chef de l'un des établissements énumérés en l'article 422, alinéa 1, soit pour toutes les affaires formant l'objet de son commerce ou de son entreprise, soit pour certaines opérations spécialement déterminées. Ses pouvoirs s'étendent à tous les actes que comportent habituellement soit ce commerce ou cette entreprise, soit ces opérations.

Toutefois le mandataire commercial ne peut souscrire des engagements de change, contracter des emprunts ni soutenir un procès, qu'en vertu d'une autorisation spéciale.

427. Le fondé de procuration et le mandataire commercial qui a la direction de toute la maison ou qui est au service du chef de l'établissement ne peuvent, sans l'autorisation de celui-ci, faire pour leur compte personnel

ni pour le compte d'un tiers des opérations rentrant dans le genre d'affaires de la maison.

S'ils contreviennent à cette disposition, le chef a contre eux une action en dommages et intérêts; il peut aussi exiger que les opérations ainsi faites soient considérées comme faites pour son compte.

428. La procuration et le mandat commercial sont révocables en tout temps, sans préjudice des droits résultant du louage de services.

La mort du chef de la maison n'entraîne pas l'extinction de la procuration ni du mandat commercial.

429. Tout voyageur de commerce qui fait pour un établissement déterminé des affaires en dehors du lieu où il a son siège, est réputé avoir les pouvoirs nécessaires pour toucher le prix des ventes conclues par lui au nom du chef de l'établissement, pour en donner quittance ou pour accorder des délais au débiteur. S'il a été apporté une restriction à ces pouvoirs, elle n'est pas opposable aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance.

Titre seizième.

Du contrat de commission.

430. Le commissionnaire est celui qui se charge d'opérer, sous son propre nom, mais pour le compte du commettant, la vente ou l'achat de choses mobilières ou de titres, moyennant un droit de commission ou provision.

431. Les règles du mandat sont applicables au contrat de commission, sauf les dérogations résultant du présent titre.

432. Le commissionnaire doit tenir le commettant au courant de ses actes et, en particulier, l'informer immédiatement de l'exécution de la commission.

Il n'est tenu d'assurer les marchandises en commission que si le commettant lui en a donné l'ordre.

433. Si la marchandise expédiée en commission pour être vendue se trouve dans un état visiblement défectueux, le commissionnaire doit réserver les droits de recours contre le voiturier, faire constater les avaries, assurer de son mieux la conservation de la chose, et enfin avertir sans retard le commettant.

Sinon il répond du préjudice causé par sa négligence.

434. Lorsqu'il est à craindre que la marchandise expédiée en commission pour être vendue ne se détériore promptement, le commissionnaire a le droit et même, si l'intérêt du commettant l'exige, l'obligation de la faire vendre avec l'assistance de l'autorité compétente du lieu où elle se trouve.

435. Le commissionnaire qui a vendu au-dessous du prix minimum fixé par le commettant, est tenu envers lui de la différence s'il ne prouve pas qu'en vendant il a préservé le commettant d'un dommage et que les circonstances ne lui ont pas permis de prendre ses ordres.

436. Le commissionnaire qui achète à plus bas prix ou qui vend plus cher que ne le portaient les ordres du com-

mettant, ne peut bénéficier de la différence, mais doit en tenir compte à ce dernier.

437. Le commissionnaire agit à ses risques et périls s'il fait crédit ou s'il avance des fonds à un tiers sans le consentement du commettant.

Toutefois, à moins d'instructions contraires du commettant, le commissionnaire peut vendre à crédit si tel est l'usage du commerce dans le lieu de la vente.

438. Sauf le cas où le commissionnaire fait crédit sans en avoir le droit, il n'est garant du paiement et de l'exécution des autres obligations qui incombent à ceux avec lesquels il a traité que s'il a expressément assumé cette responsabilité ou si tel est l'usage du commerce dans le lieu où il est établi.

Le commissionnaire qui se porte garant de celui avec lequel il traite, a droit à une commission spéciale (ducroire).

439. Le commissionnaire a droit au remboursement, avec intérêts, de tous les frais, avances et débours faits en vue de l'opération dont il a été chargé.

Il peut aussi porter en compte une indemnité pour le magasinage et les moyens de transport, mais non le salaire de ses employés.

440. La provision est due au commissionnaire, lorsque l'opération dont il était chargé a reçu son exécution.

Pour les affaires qui n'ont pu être exécutées, le commissionnaire ne peut réclamer qu'une indemnité à raison de ses démarches, selon l'usage de la place.

441. Le commissionnaire perd tout droit à la provision, s'il s'est rendu coupable d'actes de mauvaise foi envers le commettant, notamment s'il a porté en compte un prix supérieur à celui de l'achat ou inférieur à celui de la vente.

En outre, dans ces deux derniers cas, le commettant a le droit d'actionner le commissionnaire lui-même comme acheteur ou comme vendeur.

442. Le commissionnaire a sur les marchandises en commission, ou sur le prix qui a été réalisé, le droit de rétention défini à l'article 224.

Les dispositions de l'article 399, alinéa 1, sont applicables aux créances acquises pour le compte du commettant.

443. Lorsque, la marchandise n'ayant pu se vendre ou l'ordre de vente ayant été révoqué par le commettant, celui-ci tarde indûment à la reprendre ou bien à en disposer, le commissionnaire peut poursuivre la vente aux enchères de cette marchandise devant l'autorité compétente du lieu où elle se trouve.

Si le commettant n'est ni présent ni représenté sur la place, la vente peut être ordonnée sans qu'il ait été entendu; mais un avis officiel doit lui être adressé préalablement, à moins qu'il ne s'agisse de choses exposées à une prompte dépréciation.

444. Le commissionnaire chargé d'acheter ou de vendre des marchandises, des effets de commerce ou des titres dont le prix est coté à la bourse ou fixé par un prix courant, peut, à moins d'ordres contraires du commettant, livrer lui-même comme vendeur la chose qu'il devait acheter, ou conserver comme acheteur celle qu'il devait vendre.

En pareil cas, le commissionnaire doit compte du prix d'après la cote de la bourse ou d'après le prix courant au temps de l'exécution du mandat.

445. Si le commissionnaire use de la faculté qui lui est accordée par l'article précédent, il a droit à la provision ordinaire et peut porter en compte les frais d'usage en matière de commission. Pour le surplus, l'opération est assimilée à une vente.

446. Lorsque, dans le cas prévu par l'article 444, le commissionnaire annonce au commettant l'exécution du mandat sans lui désigner une autre personne comme acheteur ou vendeur, il est censé avoir personnellement assumé les obligations qui incombent respectivement à l'acheteur ou au vendeur.

447. Le commissionnaire n'est plus admis à se porter personnellement acheteur ou vendeur si le commettant a révoqué le mandat et que la révocation soit parvenue chez le commissionnaire avant qu'il ait expédié l'avis de l'exécution du dit mandat.

448. Le commissionnaire-expéditeur ou agent de transport qui, moyennant salaire et en son propre nom, se charge d'expédier ou de réexpédier des marchandises pour le compte de son commettant, est considéré comme voiturier et soumis, comme tel, aux dispositions du titre dix-septième.

Titre dix-septième.

Du contrat de transport, ou des voituriers par terre et par eau.

449. Le voiturier est celui qui se charge d'effectuer le transport des choses moyennant salaire.

450. Le contrat de transport est régi par les règles du mandat, sauf les dérogations résultant du présent titre.

451. L'expéditeur doit indiquer exactement au voiturier l'adresse du destinataire et le lieu de la livraison, le nombre, le mode d'emballage, le poids et le contenu des colis, la valeur des objets de prix, le délai de livraison et la voie à suivre pour le transport.

Le dommage qui résulte de l'absence ou de l'inexactitude de ces indications, est à la charge de l'expéditeur.

452. L'expéditeur doit veiller à ce que la marchandise soit convenablement emballée ; il est responsable des avaries provenant de défauts d'emballage non apparents. Le voiturier, de son côté, est responsable des avaries provenant de défauts d'emballage apparents, s'il a accepté la marchandise sans réserves.

453. L'expéditeur a le droit de retirer la marchandise tant qu'elle est entre les mains du voiturier, en l'indemnisant de ses débours et du préjudice que lui cause ce retrait. Par exception, ce droit ne peut être exercé :

- 1^o lorsqu'une lettre de voiture a été créée par l'expéditeur et remise au destinataire par le voiturier;
- 2^o lorsque l'expéditeur s'est fait délivrer un récépissé par le voiturier et qu'il ne peut pas le restituer;
- 3^o lorsque le voiturier a expédié au destinataire un avis écrit de l'arrivée de la marchandise, afin qu'il ait à la retirer;
- 4^o lorsque le destinataire, après l'arrivée de la marchandise dans le lieu de destination, en a demandé la livraison.

Dans ces cas, le voiturier doit se conformer uniquement aux instructions du destinataire. Mais, dans le cas prévu sous le numéro 2, il ne doit le faire, avant l'arrivée de la marchandise dans le lieu de destination, que si le récépissé a été remis au destinataire.

454. Lorsque la marchandise est refusée ou que les frais et autres réclamations dont elle est grevée ne sont pas payés, ou enfin lorsque le destinataire ne peut être découvert, le voiturier doit aviser l'expéditeur et garder provisoirement la marchandise en dépôt ou la déposer chez un tiers, aux frais et risques de l'expéditeur.

Si l'expéditeur ou le destinataire ne dispose pas de la marchandise dans un délai convenable, le voiturier peut la faire vendre, pour le compte de qui de droit, avec l'assistance de l'autorité compétente du lieu où elle se trouve, conformément à l'article 443.

455. Si la marchandise est exposée à une prompté détérioration ou si sa valeur présumée ne couvre pas les frais dont elle est grevée, le voiturier doit sans délai faire

constater officiellement ces circonstances, et il peut ensuite faire vendre la marchandise ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Les intéressés doivent, autant que possible, être informés préalablement de l'ordre de vente.

456. Le voiturier, en exerçant les droits que lui confèrent les articles 454 et 455, doit veiller de son mieux aux intérêts présumés du propriétaire; en cas de négligence constatée, il est passible de dommages et intérêts.

457. Si la marchandise périt ou se perd, le voiturier en doit la valeur intégrale, à moins qu'il ne prouve que la perte ou la destruction résulte soit de la nature même de l'objet transporté, soit d'un événement de force majeure, soit d'une faute imputable à l'expéditeur ou au destinataire, soit des instructions données par l'un ou par l'autre.

Le tout, sauf les conventions fixant des dommages et intérêts supérieurs ou inférieurs à la valeur intégrale de la marchandise.

458. Le voiturier est responsable, sous les mêmes conditions et réserves, de tout dommage résultant de la livraison tardive, de l'avarie, ou de la destruction partielle de la marchandise.

A moins de convention spéciale, l'indemnité ne peut être supérieure à celle qui serait accordée dans le cas de perte totale.

459. Le voiturier répond de tous accidents survenus et de toutes fautes commises pendant le transport, soit qu'il ait effectué lui-même ce transport jusqu'à destination, soit

qu'il ait chargé un autre voiturier de l'effectuer; sous réserve, dans ce dernier cas, de son recours contre celui auquel il a remis la marchandise.

460. Aussitôt après l'arrivée de la marchandise, le voiturier doit aviser le destinataire.

461. Lorsque le destinataire conteste les réclamations dont la marchandise est grevée, la livraison ne peut lui être refusée s'il consigne en justice la somme contestée. La somme consignée prend la place de la marchandise au point de vue du droit de rétention appartenant au voiturier.

462. L'acceptation sans réserves de la marchandise et le paiement du prix de transport éteignent toute action contre le voiturier, sauf les cas de dol ou de faute grave.

En outre, le voiturier reste tenu des avaries non apparentes si le destinataire les constate dans le délai où, d'après les circonstances, la vérification pouvait ou devait se faire et s'il informe le voiturier aussitôt après les avoir constatées. Cet avis doit néanmoins être donné au plus tard dans les huit jours qui suivent la livraison.

463. Toutes les fois qu'il y a litige, l'autorité compétente du lieu où se trouve la marchandise peut, à la demande de l'une des parties, en ordonner le dépôt en main tierce ou, au besoin, la vente, après avoir, dans ce dernier cas, fait constater l'état de la marchandise. La vente peut être prévenue par le paiement ou la consignation du montant des prétentions garanties par la marchandise.

464. Les actions en dommages et intérêts contre les voituriers se prescrivent par une année à compter, en cas

de destruction, de perte ou de retard, du jour où la livraison aurait dû avoir lieu, et en cas d'avarie, du jour où la marchandise a été livrée au destinataire.

Le destinataire et l'expéditeur peuvent toujours faire valoir, par voie d'exception, leurs droits contre le voiturier, pourvu que la réclamation ait été formulée dans le délai d'un an et que l'action ne soit pas déjà éteinte en vertu de l'article 462.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux cas de dol ou de faute grave du voiturier.

465. Les entreprises de transport dont l'exploitation est subordonnée à l'autorisation de l'Etat, ne peuvent, par des règlements ou par des conventions particulières, s'affranchir d'avance, en tout ou en partie, de l'application des dispositions légales sur la responsabilité des voituriers.

Toutefois des conventions particulières sont admissibles à cet égard dans la mesure où le présent titre permet de déroger aux dites dispositions.

466. Les transports par la poste et par les chemins de fer sont soumis aux lois spéciales sur la matière.

467. Le voiturier ou le commissionnaire de transport qui emploie un chemin de fer pour effectuer le transport dont il s'est chargé, ou qui coopère à l'exécution d'un transport entrepris par un chemin de fer, est soumis aux dispositions spéciales qui régissent les transports par chemin de fer ; sans préjudice toutefois des conventions contraires qui peuvent intervenir entre le voiturier ou commissionnaire de transport et le commettant.

Le présent article n'est pas applicable aux cammionneurs.

468. Le commissionnaire de transport qui emploie le chemin de fer pour effectuer un transport, ne peut décliner sa responsabilité pour défaut de recours contre le chemin de fer si c'est par sa propre faute que le recours est perdu.

Titre dix-huitième.

De la gestion d'affaires.

469. Celui qui, sans mandat, gère l'affaire d'autrui, est tenu de la gérer conformément aux intérêts et aux intentions probables du maître.

470. Le gérant répond de toute négligence. Toutefois sa responsabilité doit être appréciée avec moins de rigueur quand il a agi pour prévenir un dommage dont le maître était menacé.

S'il a entrepris la gestion de l'affaire contre la volonté du maître, manifestée en termes exprès ou autrement, il est tenu même des cas fortuits, à moins qu'il ne prouve qu'ils fussent survenus même sans son immixtion.

471. Si le gérant était incapable de s'obliger par contrat, il n'est responsable de sa gestion que jusqu'à concurrence de ce qui a tourné à son profit ou du bénéfice dont il s'est dessaisi de mauvaise foi. Sa responsabilité peut être plus étendue dans le cas où il se serait rendu coupable d'actes illicites.

472. Lorsque l'intérêt du maître commandait que la gestion fût entreprise, le maître doit rembourser au gérant, en principal et intérêts, toutes ses dépenses utiles ou nécessaires justifiées par les circonstances, et le décharger dans la même mesure de tous les engagements qu'il a pris.

Cette disposition peut être invoquée par le gérant qui a donné à sa gestion les soins voulus, encore que l'avantage espéré ne se soit pas réalisé.

A l'égard des dépenses qu'il n'est pas admis à répéter, le gérant a le droit d'enlèvement mentionné en l'article 74, alinéa 2.

473. Si l'affaire n'a pas été entreprise dans l'intérêt du maître, celui-ci n'en a pas moins le droit de s'approprier les avantages qui en découlent.

Mais il n'est tenu d'indemniser ou de garantir le gérant que jusqu'à concurrence de ce qui a tourné à son propre profit.

474. Si les actes du gérant ont été ratifiés par le maître, on applique les règles du mandat.

Titre dix-neuvième.

Du dépôt.

475. Le dépôt est un contrat par lequel le dépositaire s'oblige envers le déposant à recevoir une chose mobilière que celui-ci lui confie et à la garder en lieu sûr.

Le dépositaire ne peut exiger une rémunération que s'il l'a expressément stipulée, ou si les circonstances sont telles qu'une rémunération ait dû nécessairement être prévue.

476. Le dépositaire ne peut, sans la permission du déposant, se servir de la chose déposée.

S'il enfreint cette règle, il doit au déposant une juste indemnité. Il répond, en outre, du cas fortuit, à moins qu'il ne prouve que la chose eût été atteinte de même s'il ne s'en était pas servi.

477. Le déposant est tenu d'indemniser le dépositaire du dommage occasionné par le dépôt s'il ne prouve que ce dommage ne lui est aucunement imputable. Il lui doit également le remboursement des dépenses que l'exécution du contrat a rendues nécessaires.

478. Le déposant peut réclamer en tout temps la chose déposée, avec ses accroissements, encore qu'un terme ait été fixé pour la durée du dépôt, mais à charge de rembourser au dépositaire les frais faits par lui en considération du délai convenu.

479. Le dépositaire ne peut rendre le dépôt avant le terme fixé, à moins que des circonstances imprévues ne le mettent hors d'état de le garder plus longtemps sans danger pour la chose ou sans préjudice pour lui-même. A défaut de terme fixé, il peut restituer en tout temps.

480. La restitution s'opère aux frais et risques du déposant, dans le lieu même où la chose a dû être gardée.

481. Lorsque plusieurs personnes ont reçu le dépôt conjointement, elles sont solidaires.

482. Si un tiers se prétend propriétaire de la chose déposée, le dépositaire n'en est pas moins tenu de la restituer au déposant, tant qu'elle n'a pas été judiciairement saisie ou que le tiers n'a pas introduit contre lui sa demande en revendication. En cas de saisie ou de revendication, il doit immédiatement avertir le déposant.

483. Lorsque deux ou plusieurs personnes, en vue de garantir leurs droits, déposent entre les mains d'un tiers une chose litigieuse ou contentieuse, le dépositaire du séquestre ne peut la restituer que du consentement de toutes les parties ou sur un ordre du juge.

484. S'il a été convenu expressément ou tacitement que le dépositaire d'une somme d'argent serait tenu de restituer, non les mêmes espèces, mais seulement la même somme, il en a les profits et les risques.

Une convention tacite se présume, dans le sens du présent article, lorsque la somme a été remise non scellée et non close.

485. Si le dépôt consiste en d'autres choses fongibles ou en titres, une semblable convention ne peut se déduire des circonstances. Le dépositaire n'a le droit de disposer de la chose déposée qu'autant qu'il y a été expressément autorisé par le déposant.

486. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service, ou qu'il résulte

d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

On doit admettre, notamment, que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de grande valeur. Mais, dans ce cas même, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens qui sont à son service.

487. L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant, par des avis affichés dans son hôtellerie, qu'il entend la déclinier ou la faire dépendre de conditions spéciales.

488. Ceux qui tiennent des écuries publiques sont responsables, conformément aux articles 486 et 487, des animaux, voitures, harnais et autres accessoires qu'on y a remis ou qui ont été reçus par eux ou par leurs gens.

Titre vingtième.

Du cautionnement.

I. De la nature et de la forme du cautionnement; de ses diverses espèces.

489. Le cautionnement est un contrat par lequel une personne s'engage envers le créancier à satisfaire à une obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

490. Toute personne capable selon le présent code de s'obliger par contrat peut se rendre caution.

491. Le contrat de cautionnement, pour être valable, doit être fait en la forme écrite.

492. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut cautionner une obligation future ou conditionnelle pour le cas où elle sortirait effet.

La dette résultant d'un contrat qui, par suite d'erreur ou d'incapacité, n'oblige pas le débiteur principal, peut être valablement cautionnée si la caution, au moment où elle s'est engagée, connaissait le vice dont le contrat était entaché du chef du débiteur principal.

493. Le paiement ne peut être exigé de la caution simple que si le débiteur principal est en faillite, si les poursuites exercées contre lui sont demeurées infructueuses sans la faute du créancier ou si le débiteur ne peut plus être actionné en Suisse.

Toutefois cette règle ne s'applique pas aux cas prévus au 3^{me} alinéa de l'article 492.

494. Lors qu'avant le cautionnement ou en même temps, le créancier a reçu en garantie de l'obligation une hypothèque ou un gage, la caution simple peut exiger qu'il se paie d'abord sur les choses données en garantie, à moins que le débiteur principal ne soit en faillite ou que l'hypothèque ou le gage ne puisse être réalisé sans faillite.

495. Lorsque la caution s'oblige avec le débiteur principal en prenant la qualification de caution solidaire, de

codébiteur solidaire, ou toute autre équivalante, le créancier peut la poursuivre avant de s'adresser au débiteur principal et de se payer sur les choses données en garantie; au surplus, les dispositions du présent titre sont applicables même à ce cas spécial.

496. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné conjointement une même dette divisible, chacune d'elles est obligée comme caution simple pour sa part et comme certificateur de caution pour les parts des autres.

Si les cautions se sont obligées solidairement, soit avec le débiteur principal conformément à l'article 495, soit entre elles, chaque caution répond de la dette entière, mais elle a son recours contre les autres pour leurs parts et portions.

497. Le certificateur de caution, ou caution de la caution, garantit à l'égard du créancier l'engagement de la caution, tout comme la caution garantit celui du débiteur principal.

498. L'arrière-caution est garante envers la caution qui a payé du recours qui appartient à celle-ci contre le débiteur principal.

II. Des effets du cautionnement.

499. La caution est tenue du montant de la dette principale, ainsi que des suites légales de la faute ou de la demeure du débiteur.

Elle ne doit les frais des poursuites ou actions dirigées contre le débiteur principal que si elle a été mise, en temps utile, à même de les prévenir en désintéressant le créancier.

Lorsqu'il y a des intérêts stipulés, la caution répond, sauf convention contraire, des intérêts courants et des intérêts échus d'une année.

500. La caution ne peut être contrainte à payer avant le terme fixé pour le paiement de la dette principale, encore que l'échéance en fût avancée par suite de la faillite du débiteur.

Si la dette principale n'est exigible que moyennant un avertissement préalable, cet avertissement doit aussi être donné à la caution.

Le délai d'avertissement court pour la caution du jour où la communication lui a été faite.

III. De l'extinction du cautionnement.

501. La caution est libérée par l'extinction de la dette principale.

502. La caution qui ne s'est engagée que pour un temps déterminé, est libérée si le créancier ne commence pas les poursuites dans les quatre semaines qui suivent l'expiration de ce temps et s'il ne les continue pas sans interruption notable.

503. Si le cautionnement a été donné pour un temps indéterminé, la caution peut, à l'échéance de la dette principale, exiger du créancier qu'il commence dans le délai de quatre semaines les poursuites et les continue sans interruption.

S'il s'agit d'une dette dont l'échéance peut être déterminée par un avertissement du créancier, la caution a le

droit, un an après qu'elle s'est engagée envers le créancier, d'exiger de lui qu'il donne cet avertissement et que, l'échéance arrivée, il commence les poursuites comme il est dit ci-dessus.

Si le créancier ne donne pas suite à cette sommation, la caution est libérée.

IV. Du recours de la caution.

504. La caution qui a payé est subrogée aux droits du créancier, jusqu'à concurrence de ce qu'elle lui a payé; sans préjudice des actions et exceptions dérivant des relations de droit qui peuvent exister entre la caution et le débiteur principal.

505. Hormis les cas prévus à l'article 492, alinéa 3, la caution a le droit et l'obligation d'opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal.

La caution qui néglige de les opposer est déchue de son recours, en tant que ces exceptions l'auraient dispensée de payer, si elle ne prouve pas qu'elle les ignorait sans qu'il y eût faute de sa part.

506. La caution perd également son recours si, faute par elle d'informer le débiteur du paiement qu'elle a effectué, celui-ci a payé une seconde fois. Elle peut seulement actionner le créancier en restitution de ce dont il s'est illégitimement enrichi.

507. Le créancier doit remettre à la caution qui le désintéresse les titres et actes qui peuvent l'aider à exercer son recours, ainsi que les gages dont il est nanti. Si la dette était garantie par une hypothèque, le créancier doit

remplir les formalités prescrites par la loi cantonale pour la transmission du droit d'hypothèque.

508. Le créancier ne peut, sans engager sa responsabilité à l'égard de la caution, ni diminuer au préjudice de celle-ci les sûretés qui garantissaient la dette au moment où le cautionnement a été fourni ou qu'il a obtenues postérieurement du débiteur principal, ni se dessaisir des moyens de preuve qui sont à sa disposition.

509. Dès que la dette est échue, la caution peut contraindre en tout temps le créancier d'en accepter le paiement ou de renoncer au cautionnement.

Si le créancier n'accepte pas le paiement ou refuse de lui transférer les sûretés dont il jouit, la caution est déchargée de plein droit.

510. Si le débiteur principal tombe en faillite, le créancier est tenu de produire sa créance dans la faillite, sans préjudice de son droit de poursuivre la caution aux termes des articles 493 et 500.

Il doit aussi porter la faillite à la connaissance de la caution dès qu'il en est informé lui-même.

Sinon il perd son recours contre celle-ci jusqu'à concurrence du préjudice résultant pour elle de cette négligence.

511. La caution peut exiger des sûretés du débiteur principal :

1^o lorsqu'il contrevient aux engagements qu'il a pris envers elle, notamment à l'obligation de la décharger dans un délai donné ;

2^o lorsqu'il est en demeure ;

3^o lorsque, soit à raison des pertes qu'il a subies dans sa fortune, soit par suite d'une faute par lui commise, la caution court des risques sensiblement plus considérables qu'au moment où elle s'était engagée.

Titre vingt-et-unième.

Du jeu et du pari.

512. Le jeu et le pari ne donnent lieu à aucune action en justice.

Il en est de même des avances ou prêts faits sciemment en vue d'un jeu ou d'un pari, et de ceux des marchés à terme sur des marchandises ou valeurs de bourse qui présentent les caractères du jeu ou du pari.

513. Le paiement d'une reconnaissance de dette ou d'une obligation de change souscrite, à titre de couverture, par l'auteur du jeu ou du pari ne peut être poursuivi en justice, lors même que ce dernier se serait dessaisi du dit acte.

Toutefois le présent article ne déroge pas aux règles spéciales en matière de lettre de change.

514. On ne peut répéter ce qu'on a payé volontairement que si l'exécution régulière du contrat a été empêchée par un cas fortuit ou par le fait même de l'autre partie, ou si cette dernière s'est rendue coupable de dol.

515. Les loteries et tirages au sort ne donnent lieu à une action en justice qu'à la condition d'avoir été régulièrement autorisés.

A défaut d'autorisation, on applique par analogie l'article 514.

516. Quant aux loteries ou tirages au sort autorisés à l'étranger, la loi ne leur accorde en Suisse aucune protection, à moins que l'autorité compétente suisse n'ait permis la vente des billets.

Titre vingt-deuxième.

Du contrat de rente viagère.

517. La rente viagère peut être constituée sur la tête du créancier, du débiteur ou d'un tiers.

A défaut de stipulation précise, elle est présumée constituée sur la tête du créancier.

Sauf convention contraire, la rente constituée sur la tête du débiteur ou sur celle d'un tiers passe aux héritiers du créancier.

518. Le contrat de rente viagère n'est valable que s'il a été fait en la forme écrite; sans préjudice des dispositions de l'article 10.

519. Sauf convention contraire, la rente viagère est payable par semestre et d'avance.

Si la personne sur la tête de qui elle est constituée vient à mourir avant l'écoulement de la période pour laquelle la rente est payable d'avance, le débiteur doit le terme tout entier.

520. Le créancier peut céder ses droits à autrui s'il n'y a convention contraire.

521. Celui qui constitue à titre gratuit une rente en faveur d'un tiers, a le droit de stipuler, en même temps, que ce tiers ne pourra en être dépouillé au profit de ses créanciers ni par l'effet de poursuites, ni par voie de saisie, ni en cas de faillite.

522. Si le débiteur tombe en faillite, le créancier peut faire valoir ses droits en réclamant un capital équivalent à celui qu'exigerait, au moment de l'ouverture de la faillite, la constitution d'une rente égale auprès d'une compagnie d'assurances solidement établie.

523. Les dispositions concernant le contrat d'entretien viager demeurent réservées au droit cantonal.

Titre vingt - troisième.

De la société simple.

I. De la nature de la société simple.

524. La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent d'unir leurs efforts ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun.

La société est une société simple, dans le sens du présent titre, lorsqu'elle ne présente pas les caractères spéciaux des sociétés et associations régies par les titres XXIV à XXVIII.

II. Des rapports des associés entre eux.

525. A défaut de stipulations contraires dans le contrat de société, les rapports des associés entre eux sont déterminés par les articles suivants.

Néanmoins il y a lieu, dans tous les cas, de tenir compte des dispositions des articles 539 et 541.

526. Chaque associé doit faire un apport.

Il n'est pas nécessaire que les apports soient de même nature et valeur; les associés peuvent apporter de l'argent, ou des créances, ou d'autres biens, ou leur industrie.

527. Sauf convention contraire, les apports doivent être égaux, et de telle nature et importance que l'exige le but de la société.

528. En ce qui concerne les risques et la garantie dont chaque associé est tenu, on applique par analogie les règles du louage, lorsque son apport consiste en la jouissance d'une chose, et les règles de la vente, lorsqu'il a mis dans la société la propriété même de la chose.

529. Chaque associé est tenu de partager avec ses coassociés tout gain qui, par sa nature, doit revenir à la société.

530. Les parts des associés dans les bénéfices ou pertes peuvent être stipulées inégales.

A défaut de stipulation, chaque associé doit avoir une part égale dans les bénéfices et dans les pertes, quelle que soit la nature ou la valeur de son apport.

Si la convention ne fixe que la part dans les bénéfices ou la part dans les pertes, cette détermination est réputée faite toute à la fois pour les bénéfices et les pertes.

531. Il peut être valablement stipulé qu'un associé qui apporte son industrie sera dispensé de toute contribution aux pertes, tout en prenant une part dans les bénéfices.

532. Les décisions de la société ne peuvent être prises que du consentement de tous les associés.

Si, aux termes du contrat, c'est la majorité qui prononce, cette majorité se compte d'après le nombre des personnes.

533. Tous les associés ont le droit d'administrer, à moins que le contrat ou une décision de la société ne l'ait conféré exclusivement à un ou plusieurs d'entre eux ou bien à des tiers.

534. Lorsque le droit d'administrer appartient à tous les associés ou à quelques-uns d'entre eux, chacun de ces administrateurs peut agir sans le concours des autres; sauf le droit qu'à chaque associé administrateur de s'opposer à l'opération avant qu'elle ne soit consommée.

535. Le consentement de tous les associés est nécessaire pour nommer un fondé de procuration générale, ou pour faire des actes qui ne rentrent pas dans les opérations ordinaires de la société, à moins toutefois qu'il n'y ait péri en la demeure.

536. Aucun associé ne peut faire pour son compte personnel des affaires qui paralyseraient ou entraveraient l'activité de la société.

537. Si l'un des associés a fait des dépenses ou contracté des obligations pour les affaires de la société, les autres associés en sont tenus envers lui; ils doivent également l'indemniser des pertes dérivant directement de sa gestion ou des risques qui en étaient inséparables.

L'associé qui fait une avance de fonds à la société peut en réclamer les intérêts, à compter du jour où il l'a faite.

Mais il n'a droit à aucune indemnité pour les peines qu'il peut s'être données.

538. Chaque associé doit apporter aux affaires de la société la diligence et les soins qu'il met habituellement à ses propres affaires.

Il est tenu envers ses coassociés des dommages qu'il leur a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie leur aurait procurés dans d'autres affaires.

539. Le pouvoir d'administrer conféré à l'un des associés par le contrat de société ne peut être révoqué ni restreint par les autres associés sans de justes motifs.

S'il y a de justes motifs, la révocation peut être faite par chacun des autres associés nonobstant les dispositions de l'acte de société.

On doit notamment considérer comme un juste motif le fait que l'associé administrateur a gravement manqué à ses devoirs ou qu'il est devenu incapable de s'acquitter convenablement de ses fonctions.

540. A moins que le présent titre ou l'acte de société n'en ordonne autrement, les rapports des associés administrateurs avec les autres associés sont régis par les règles du mandat.

Lorsqu'un associé agit pour le compte de la société sans être chargé de l'administration ou qu'un administrateur outre-passe ses pouvoirs, on applique les règles de la gestion d'affaires.

541. Tout associé, encore qu'il ne soit pas administrateur, a le droit de se renseigner personnellement sur la marche des affaires sociales, de prendre connaissance des livres et des pièces concernant la société, et de dresser, d'après ces données et pour son usage particulier, un état sommaire de la situation financière de la société.

Toute clause contraire est nulle.

542. Aucun associé ne peut introduire un tiers dans la société sans le consentement des autres associés.

Lorsque, de son propre chef, un associé intéresse un tiers à sa part dans la société, ou qu'il lui cède cette part, ce tiers ne devient pas par là l'associé des autres associés. En particulier, il n'acquiert pas le droit garanti par l'article précédent.

III. Des rapports des associés avec les tiers.

543. L'associé qui traite avec un tiers, pour le compte de la société, mais en son nom personnel, devient seul créancier ou débiteur de ce tiers.

Lorsqu'un associé traite avec un tiers au nom de la société ou de tous les associés, les autres associés ne de-

viennent créanciers ou débiteurs de ce tiers que conformément aux règles relatives à la représentation.

Un associé n'est pas présumé avoir le droit d'obliger envers les tiers la société ou tous ses coassociés, encore qu'il soit chargé d'administrer.

544. La propriété qui a été acquise au nom de la société ou qui lui a été transférée appartient par indivis à chacun des associés

Si des créances ont été acquises au nom de la société ou transférées à cette dernière, chaque associé est créancier du débiteur pour sa part et portion.

Les associés sont tenus solidairement des engagements qu'ils ont contractés ensemble envers les tiers, soit par eux-mêmes, soit, d'après l'article précédent, alinéas 2 et 3, par l'entremise d'un représentant; sauf convention contraire avec les tiers.

IV. De la dissolution de la société.

545. La société finit:

- 1^o par la consommation de l'affaire en vue de laquelle elle avait été formée ou par l'impossibilité de la consommer;
- 2^o par la mort de l'un des associés, à moins qu'il n'ait été convenu antérieurement que la société continuerait avec ses héritiers;
- 3^o par la faillite ou l'interdiction de l'un des associés;
- 4^o par la volonté unanime des associés;

- 5^o par l'expiration du temps pour lequel la société a été contractée, à moins que les associés ne la continuent tacitement; dans ce cas, la société est considérée comme ayant désormais une durée illimitée;
- 6^o par la volonté qu'un des associés exprime de n'être plus en société si ce droit de renonciation a été réservé par le contrat ou si la société a été formée, soit pour une durée illimitée, soit pour toute la vie de l'un des associés;
- 7^o par suite d'un jugement rendu dans le cas de l'article 547.

546. Lorsqu'une société a été formée pour une durée illimitée ou pour toute la vie de l'un des associés, chacune des parties peut en provoquer la dissolution, à condition de notifier sa volonté aux autres au moins six mois à l'avance. Il faut, de plus, que la renonciation soit de bonne foi et non faite à contretemps. En particulier, si les comptes se règlent par année, la dissolution de la société ne peut être demandée que pour la fin d'un exercice annuel.

547. Toutefois, s'il y a de justes motifs, la dissolution peut être demandée avant le terme fixé par le contrat ou, dans les cas prévus à l'article précédent, sans renonciation préalable.

548. Dans la liquidation à laquelle les associés doivent procéder entre eux après la dissolution de la société, l'associé qui a apporté dans la société une chose en toute propriété, ne reprend pas cette chose, mais il a droit au prix pour lequel elle a été acceptée.

Si ce prix n'a pas été déterminé, la restitution se fait d'après la valeur qu'avait la chose au moment de l'apport.

549. Si, après le règlement des dettes sociales, après le remboursement des dépenses et avances faites par chacun des associés et après la restitution des apports, il reste un excédent, cet excédent constitue un bénéfice, qui se répartit entre les associés.

Si, après paiement des dettes, dépenses et avances, l'actif social n'est pas suffisant pour rembourser les apports, la différence constitue une perte, qui se répartit entre les associés.

550. La liquidation qui suit la dissolution de la société doit être faite en commun par tous les associés, y compris ceux qui avaient été exclus de l'administration des affaires sociales.

Toutefois, si le contrat de société n'avait trait qu'à certaines affaires d'une nature spéciale, que l'un des associés devait gérer en son propre nom pour le compte de la société, cet associé doit, même après la dissolution de la société, les terminer seul et en rendre compte à ses co-associés.

551. La dissolution de la société ne modifie en aucune façon les engagements contractés envers les tiers.

Titre vingt-quatrième.

De la société en nom collectif.

I. De la nature et de la formation de la société.

552. La société en nom collectif est celle que contractent deux ou plusieurs personnes à l'effet de faire le commerce, d'exploiter une fabrique ou d'exercer en la forme commerciale une industrie quelconque, sous une raison sociale et sans limiter leur responsabilité conformément aux titres suivants.

Les membres d'une société de cette espèce sont tenus de la faire inscrire sur le registre du commerce comme société en nom collectif.

Toute société peut devenir une société en nom collectif, encore qu'elle ait un autre but que ceux indiqués ci-dessus, à condition de se faire inscrire comme telle sur le registre du commerce.

553. L'inscription doit se faire dans le lieu où la société a son siège, et indiquer :

- 1^o le nom et la demeure de chaque associé ;
- 2^o la raison sociale et le lieu où la société a son siège ;
- 3^o l'époque à laquelle la société commence ;
- 4^o lorsqu'il est convenu que l'un ou plusieurs des associés seulement représenteront la société, celui ou

ceux qui ont été désignés à cet effet et, s'il y a lieu, la circonstance que ce droit ne peut être exercé que conjointement.

554. Les demandes faites en vue de l'inscription des énonciations mentionnées à l'article précédent, numéros 1 à 4, ou des modifications ultérieures qu'elles comporteraient, doivent être ou bien signées par tous les associés personnellement en présence du fonctionnaire préposé au registre, ou bien dûment légalisées.

Elles doivent être intégralement transcrites sur le registre.

Les associés chargés de représenter la société apposent personnellement la signature sociale et leur propre signature en présence du fonctionnaire préposé au registre, ou les lui remettent dûment légalisées.

II. Des rapports des associés entre eux.

555. Les rapports des associés entre eux sont déterminés en première ligne par le contrat de société.

A défaut de stipulations à cet égard, il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 526 à 542 sur les sociétés simples, sauf les modifications qui résultent des articles suivants.

556. A la fin de chaque exercice annuel, il est dressé un inventaire et un bilan de l'avoir social, sur la base desquels se fixent les bénéfices ou les pertes de l'année et la part de chaque associé.

On bonifie à chaque associé l'intérêt à quatre pour cent

de sa part dans l'actif social, ainsi que les honoraires de son travail s'il en a été stipulé.

Lorsqu'il s'agit de déterminer les bénéfices ou les pertes, les intérêts et honoraires sont considérés comme une dette de la société.

557. Chaque associé a le droit de retirer de la caisse sociale les bénéfices, intérêts et honoraires de l'année échue. S'il ne fait pas usage de ce droit, son apport est augmenté d'autant, à moins que ses coassociés ne s'y opposent.

Si des pertes antérieures ont diminué l'apport de l'un des associés, celui-ci ne peut retirer sa part de bénéfices avant que son apport ne soit reconstitué.

Sauf ce cas, aucun associé ne peut être tenu de compléter son apport réduit par des pertes, et il n'est jamais tenu non plus de l'élever à un chiffre supérieur à celui qui est fixé par le contrat.

558. Un associé ne peut, sans le consentement des autres associés, faire, pour son compte ou pour le compte d'un tiers, des affaires de la même nature que celles de la société, ni s'intéresser comme associé en nom collectif ou commanditaire dans une entreprise similaire.

III. Des rapports de la société avec les tiers.

559. La société en nom collectif peut, sous sa raison sociale, devenir créancière et débitrice, ester en jugement, et acquérir des droits de propriété et d'autres droits réels, même sur des immeubles.

560. Si le registre du commerce ne contient aucune mention contraire relativement aux pouvoirs des associés, les tiers sont fondés à admettre que chaque associé a le droit d'agir au nom de la société.

561. Chaque associé autorisé à représenter la société a le droit de faire au nom de celle-ci tous les actes juridiques et toutes les affaires que comporte le but de la société.

Toute clause qui limiterait ses pouvoirs est nulle et de nul effet à l'égard des tiers de bonne foi.

Est excepté le cas où, d'après l'inscription faite sur le registre du commerce, la société ne peut être engagée que par la signature collective de plusieurs des associés.

562. La nomination d'un fondé de procuration exige le consentement de tous les associés gérants. Mais chacun d'eux peut révoquer valablement par rapport aux tiers la procuration donnée.

563. La société devient créancière ou débitrice par l'effet des actes accomplis en son nom par un associé autorisé à la représenter. Peu importe que ces actes aient été accomplis expressément au nom de la société ou que l'intention d'agir pour elle ressorte seulement des circonstances.

564. Les associés sont tenus, solidairement et sur tous leurs biens, des engagements de la société.

Toute clause contraire est nulle et de nul effet à l'égard des tiers.

Néanmoins on ne peut rechercher un associé personnellement à raison d'une dette sociale que lorsque la société

a été dissoute ou qu'elle a été l'objet de poursuites restées infructueuses.

565. Celui qui entre comme associé en nom collectif dans une société de cette nature, déjà existante, est tenu solidairement même des dettes de la société antérieures à son entrée, que la raison sociale ait ou non subi une modification.

Toute clause contraire est nulle et de nul effet à l'égard des tiers.

566. En cas de faillite de la société en nom collectif, les créanciers de la société sont payés sur ses biens à l'exclusion des créanciers personnels des différents associés.

567. Les associés en nom collectif ne sont pas admis à concourir dans la faillite de la société pour le montant de leurs apports, mais ils peuvent faire valoir comme tous autres créanciers les créances qu'ils ont contre la société à quelque autre titre que ce soit.

568. Lorsque les biens de la société sont insuffisants pour désintéresser complètement ses créanciers, ceux-ci ont le droit de poursuivre le paiement du solde de leurs créances sur les biens personnels de chacun des associés, en concurrence avec les créanciers particuliers de ces derniers.

569. Les créanciers personnels d'un associé n'ont, pour se faire payer ou pour obtenir des sûretés, aucune action sur les biens, créances ou droits compris dans l'actif social.

Ils ne peuvent procéder à une saisie ou à tel autre acte d'exécution que sur les intérêts, honoraires ou bénéfices

auxquels leur débiteur a droit dans la société, ou sur la part qui lui revient dans la liquidation.

570. Le créancier personnel qui a sur les biens de l'un des associés un droit de préférence, ne peut le faire valoir que dans le sens de l'alinéa 2 de l'article précédent.

571. Le débiteur de la société ne peut opposer la compensation de ce que lui doit l'un des associés personnellement.

De même, l'un des associés ne peut opposer la compensation de ce que son créancier doit à la société.

Toutefois un créancier de la société qui est en même temps débiteur de l'un des associés peut opposer la compensation à ce dernier dans les cas prévus à l'article 564, alinéa 3.

IV. De la dissolution de la société et de la retraite de quelques-uns des associés.

572. La société en nom collectif est dissoute par la faillite.

On applique d'ailleurs à la dissolution d'une société en nom collectif les règles établies pour la société simple par les articles 545 à 551, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par les dispositions des articles suivants.

573. La faillite de la société en nom collectif peut être déclarée même après la dissolution, tant que le partage n'est pas terminé.

La faillite de la société n'entraîne pas de plein droit la

faillite personnelle des associés. De même, la faillite de l'un des associés n'entraîne pas de plein droit celle de la société.

574. Le créancier de l'un des associés, qui a inutilement poursuivi celui-ci sur ses biens personnels et qui, aux termes de l'article 569, alinéa 2, a fait procéder à une saisie ou à tel autre acte d'exécution sur la part qui reviendra à son débiteur dans la liquidation, peut, après un avertissement donné au moins six mois à l'avance, exiger la dissolution de la société, que celle-ci soit d'une durée limitée ou illimitée.

Mais, tant que la dissolution n'est pas accomplie, la société ou les autres associés peuvent, en désintéressant le créancier, prévenir l'effet de cet avertissement.

575. Si, avant la dissolution, il a été convenu que, nonobstant la retraite d'un ou de plusieurs des associés, la société continuerait entre les autres, celle-ci ne finit qu'à l'égard des associés sortants et continue entre les autres avec les mêmes droits et les mêmes obligations.

476. Lorsque le motif pour lequel la dissolution peut être demandée aux termes de l'article 547 se rapporte essentiellement à la personne de l'un des associés, l'exclusion de cet associé peut être prononcée sur la requête de tous les autres.

577. Si un associé est déclaré en faillite, ou si l'un des créanciers personnels d'un associé fait usage du droit que lui reconnaît l'article 574, les autres associés peuvent décider que cet associé devra se retirer, et lui rembourser en espèces sa part dans l'avoir social.

Si la société n'est composée que de deux associés, celui

qui n'a pas donné lieu à la dissolution peut, de la même manière, désintéresser son coassocié et continuer les affaires pour son compte personnel, en prenant à son compte la totalité de l'actif et du passif.

578. Le juge peut en ordonner de même, lorsqu'il y a eu, pour demander la dissolution, quelque autre motif se rapportant essentiellement à la personne de l'un des associés.

579. La dissolution de la société, la retraite ou l'exclusion d'un associé, ainsi que la continuation des affaires par l'un des associés, doivent être inscrites sur le registre du commerce.

Cette inscription doit être faite même dans le cas où la société a pris fin par l'expiration du temps pour lequel elle avait été constituée.

V. De la liquidation de la société.

580. Si la société est dissoute autrement que par la faillite, les associés gérants continuent, sauf empêchement personnel, à représenter en qualité de liquidateurs la société dissoute.

Chaque associé a néanmoins le droit de demander la nomination d'autres liquidateurs; en cas de contestation, ils sont désignés par le juge.

La nomination des liquidateurs doit être inscrite sur le registre du commerce, si elle a pour effet de modifier la représentation de la société.

581. Les héritiers d'un associé doivent se faire représenter dans la liquidation par un mandataire commun.

582. Les liquidateurs ont pour mission de terminer les affaires courantes, d'exécuter les engagements et de faire rentrer les créances de la société dissoute, de réaliser l'actif social ; ils agissent au nom de la société ; ils peuvent plaider, transiger et compromettre pour elle.

Les liquidateurs peuvent même entreprendre de nouvelles opérations en vue d'en terminer d'anciennes encore pendantes.

Les ventes d'immeubles ne doivent, sauf le consentement unanime de tous les associés, être faites autrement qu'aux enchères publiques.

583. Les capitaux sans emploi pendant la liquidation sont distribués provisoirement entre les associés.

Les liquidateurs retiennent les sommes nécessaires pour payer les dettes non encore échues et pour faire droit aux prétentions des associés lors du règlement de leurs comptes respectifs.

584. Les liquidateurs doivent établir le règlement de compte définitif des associés entre eux.

Si ce règlement donne lieu à des contestations, c'est le juge qui prononce.

VI. De la prescription des actions contre les associés.

585. Les actions contre un associé, à raison de dettes de la société, se prescrivent par cinq ans à compter soit de la dissolution de la société, soit de la retraite ou de l'exclusion de cet associé, à moins toutefois que la créance, par sa nature, ne soit soumise à une prescription plus courte.

Cette prescription n'est pas applicable aux actions des associés les uns contre les autres.

586. La prescription commence à courir du jour où la dissolution de la société, la retraite ou l'exclusion d'un associé a été inscrite sur le registre du commerce.

Si la créance n'est devenue exigible que postérieurement à cette inscription, la prescription court à partir du moment de l'exigibilité.

587. Lorsqu'il reste encore des biens de la société non partagés, la prescription de cinq ans n'est point opposable au créancier qui n'exerce ses droits que sur ces biens.

L'associé qui a repris la suite des affaires en prenant à son compte l'actif et le passif, ne peut opposer la prescription de cinq ans.

588. La prescription au profit de l'associé qui s'est retiré de la société ou qui en a été exclu, n'est point interrompue par des actes juridiques faits contre la société qui a continué d'exister ou contre un autre associé.

589. Avant l'expiration du délai de prescription, l'associé sortant ou exclu n'est libéré de la responsabilité qui lui incombe pour les dettes sociales, que par la renonciation expresse ou présumée des créanciers.

Titre vingt-cinquième.

De la société en commandite.

I. De la nature et de la formation de la société.

590. La société est en commandite, lorsque deux ou plusieurs personnes s'unissent sous une même raison sociale en vue d'exercer l'une des professions mentionnées en l'article 552, alinéa 1, et que l'une d'elles au moins est indéfiniment responsable tandis que les autres, les commanditaires, n'entendent être responsables que jusqu'à concurrence d'un apport déterminé (commandite).

Les membres d'une société de cette espèce sont tenus de la faire inscrire sur le registre du commerce comme société en commandite.

Toute société peut devenir une société en commandite, encore qu'elle ait un autre but que ceux indiqués en l'article 552, alinéa 1, à condition de se faire inscrire comme telle sur le registre du commerce.

591. L'inscription doit se faire dans le lieu où la société a son siège et indiquer :

- 1^o le nom et la demeure de chaque associé indéfiniment responsable ;
- 2^o le nom et la demeure de chaque associé commanditaire et le montant de son apport ;
- 3^o la raison sociale et le lieu où la société a son siège ;
- 4^o l'époque à laquelle la société commence.

592. Les demandes faites en vue de l'inscription des énonciations mentionnées à l'article précédent, numéros 1 à 4, ou des modifications ultérieures qu'elles comporteraient, doivent être ou bien signées personnellement par tous les associés, même simples commanditaires, en présence du fonctionnaire préposé au registre, ou bien dûment légalisées.

Elles doivent être intégralement transcrites sur le registre.

Les associés indéfiniment responsables, qui sont chargés de représenter la société, apposent personnellement la signature sociale et leur propre signature en présence du fonctionnaire préposé au registre, ou les lui remettent dûment légalisées.

593. Lorsqu'il y a plusieurs associés indéfiniment responsables, la société est en même temps à leur égard société en nom collectif.

II. Des rapports des associés entre eux.

594. Les rapports des associés entre eux sont déterminés en première ligne par le contrat de société.

A défaut de stipulations sur ce point, il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 526 à 542 et 556 à 558 qui régissent les sociétés en nom collectif, sauf les modifications résultant des articles suivants.

595. La société est gérée par l'associé ou les associés indéfiniment responsables.

Le commanditaire n'a ni le droit ni l'obligation de gérer les affaires de la société.

Il ne peut pas non plus s'opposer aux actes de la gérance.

596. Le commanditaire n'est passible des pertes que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis ou dû mettre dans la société.

Au surplus, sa quote-part dans les bénéfices ou les pertes est fixée par le juge si elle ne l'a pas été par les parties elles-mêmes.

III. Des rapports de la société avec les tiers.

597. La société en commandite peut, sous sa raison sociale, devenir créancière et débitrice, ester en jugement, et acquérir des droits de propriété et d'autres droits réels, même sur des immeubles.

598. La société en commandite est représentée par les associés indéfiniment responsables.

L'étendue de leurs pouvoirs se règle d'après les dispositions relatives aux sociétés en nom collectif.

Le commanditaire qui fait des affaires pour la société, sans déclarer expressément qu'il n'agit qu'en qualité de fondé de procuration ou de mandataire, est tenu des engagements qui résultent des affaires ainsi faites, comme s'il eût été un associé indéfiniment responsable.

599. Lorsque la société en commandite n'a pas été inscrite, chaque commanditaire est tenu envers les tiers, comme un associé indéfiniment responsable, des obligations que la société a contractées antérieurement à l'inscription, à moins qu'il ne prouve que ces tiers avaient connaissance de sa qualité de simple commanditaire.

600. Le commanditaire dont le nom figure dans la raison

sociale est responsable envers les créanciers de la société comme un associé en nom collectif.

601. L'associé indéfiniment responsable ne peut être poursuivi personnellement pour une dette sociale que lorsque la société a été dissoute ou qu'elle a été l'objet de poursuites restées infructueuses.

602. Le commanditaire est obligé envers les tiers jusqu'à concurrence de la somme inscrite sur le registre du commerce. Il est obligé au delà s'il a déclaré à des tiers par circulaire ou autrement, une commandite plus élevée.

603. Les créanciers de la société n'ont, tandis qu'elle subsiste, aucune action directe contre le commanditaire.

Quand la société finit autrement que par la faillite, il n'ont une action directe contre le commanditaire que pour le montant de la commandite qui n'a pas été versé ou qui a été retiré.

Si la société tombe en faillite, ses créanciers peuvent seulement demander la remise à la masse du montant de la commandite non versé ou retiré.

604. Si, par une convention avec les associés indéfiniment responsables ou par des prélèvements anticipés sur l'actif social, le commanditaire a diminué le montant de la commandite qu'il a inscrit ou déclaré d'une autre manière, cette réduction n'est opposable aux tiers que lorsqu'elle a été inscrite sur le registre du commerce et dûment publiée conformément à l'article 862.

Les obligations contractées par la société avant cette publication restent garanties par le montant intégral de la commandite originaire.

605. Il ne peut être payé d'intérêts au commanditaire que s'il n'en résulte aucune diminution du capital de sa commandite.

Le commanditaire ne peut toucher ni intérêts ni bénéfices tant que le capital de la commandite diminué par des pertes n'a pas été reconstitué.

Si des paiements ont été effectués contrairement aux dispositions qui précèdent, le commanditaire est tenu des obligations de la société jusqu'à concurrence des sommes à lui payées.

Toutefois le commanditaire ne peut être astreint à restituer les intérêts et les bénéfices qu'il a reçus de bonne foi sur la base d'un bilan régulier.

606. Celui qui entre comme commanditaire dans une société en nom collectif ou en commandite déjà existante est tenu jusqu'à concurrence de sa commandite des obligations antérieurement contractées, que la raison sociale ait ou non subi une modification.

Toute clause contraire est nulle et de nul effet à l'égard des tiers.

607. Les articles 569 à 571 sont également applicables à la société en commandite.

Cependant le créancier de la société qui est en même temps débiteur particulier du commanditaire ne peut opposer la compensation au commanditaire que dans les conditions prévues par l'article 603, alinéa 2.

608. Dans la faillite de la société en commandite, les créanciers de la société sont payés sur ses biens à l'exclusion des créanciers personnels des différents associés.

Le montant de la commandite fait partie des dits biens.

609. Lorsque l'avoir social est insuffisant pour désintéresser intégralement les créanciers, ils ont le droit de poursuivre le paiement de ce qui leur reste dû, sur les biens personnels de chacun des associés indéfiniment responsables, en concurrence avec les créanciers particuliers de ces derniers.

610. Les créanciers de la société et la société ou sa masse ne jouissent dans la faillite du commanditaire d'aucun droit de préférence par rapport aux créanciers particuliers de ce dernier.

IV. Dissolution et liquidation de la société ; prescription des actions.

611. Les dispositions des articles 572 à 589 sont applicables à la dissolution et à la liquidation des sociétés en commandite, ainsi qu'à la prescription des actions contre les associés.

Cependant la société n'est pas dissoute par la mort, la faillite ou l'interdiction d'un commanditaire.

Titre vingt-sixième.

De la société anonyme ou société par actions.

I. Dispositions générales.

612. La société anonyme ou société par actions est celle qui se forme sous une raison sociale n'énonçant pas les noms des associés, dont le capital, déterminé à l'avance, est divisé en actions et dont les dettes ne sont garanties que par l'avoir social, sans que les associés en soient tenus personnellement.

613. Les dispositions qui suivent ne sont pas applicables aux établissements (banques, caisses d'assurance, etc.) qui sont fondés par des lois cantonales spéciales et administrés avec la participation d'autorités constituées, lorsque l'état se déclare subsidiairement responsable des dettes de la société, et encore que le capital nécessaire ait été, en tout ou en partie, divisé en actions et fourni par des particuliers.

614. Les actions peuvent être au porteur ou nominatives; elles sont indivisibles.

La valeur nominale des actions ne peut être ni diminuée ni augmentée pendant la durée de la société, si cette modification influe sur la valeur nominale du capital-actions; sauf les dispositions de l'article 670.

615. La fondation de la société et les dispositions des

statuts doivent être constatées par un acte authentique ou signé de tous les actionnaires.

Les souscriptions d'actions ne sont valablement faites que par une déclaration écrite se référant aux statuts.

616. Les statuts doivent déterminer notamment :

- 1^o la raison sociale et le siège de la société ;
- 2^o l'objet de l'entreprise ;
- 3^o la durée de l'entreprise, si celle-ci est restreinte à un temps déterminé ;
- 4^o le montant du capital social et de chaque action ;
- 5^o la nature des actions, soit au porteur, soit nominatives ; le nombre de chacune des deux espèces, s'il est fixé ; le mode de leur conversion, si elle est admise ;
- 6^o les organes chargés de l'administration et du contrôle ;
- 7^o le nombre des actions que les membres de l'administration sont tenus de déposer ;
- 8^o les dispositions relatives à la convocation de l'assemblée générale, au droit de vote des actionnaires et au mode de délibérer ;
- 9^o les questions qui ne peuvent être tranchées à la simple majorité des actionnaires présents, mais seulement à une majorité plus forte ou sous d'autres conditions ;
- 10^o le mode d'établissement et d'examen du bilan, ainsi que les règles prescrites pour calculer et distribuer les bénéfices ;

11^o la forme à suivre pour les publications émanant de la société.

617. Toute souscription d'actions est faite sous la condition tacite que la société anonyme sera effectivement constituée.

Si une souscription d'actions est subordonnée à une autre condition quelconque, il ne peut en être tenu compte lors de la constatation du capital social qu'autant qu'elle est couverte par une autre souscription faite éventuellement pour le cas où la condition ne s'accomplirait pas.

618. Après la clôture de la souscription, une assemblée générale des actionnaires doit, au vu des pièces justificatives qui lui sont soumises, constater par une décision que le capital a été intégralement souscrit et que le cinquième au moins de chaque action a été versé; sauf le cas où les statuts ont reçu la signature de tous les actionnaires et mentionnent que ces conditions ont été remplies.

La décision doit faire l'objet d'un acte authentique ou signé de tous ceux qui y ont pris part.

619. Lorsqu'un actionnaire fait, autrement qu'en argent, un apport compris dans le capital social, ou lorsque la société projetée doit prendre à sa charge certains établissements ou d'autres biens, les statuts doivent indiquer exactement le prix pour lequel elle accepte ces apports, établissements et biens, ou le nombre des actions données en paiement. Tout avantage particulier en faveur d'un actionnaire ou d'une autre personne ayant participé à la fondation de la société doit également être déterminé dans les statuts.

Les dispositions de cette nature contenues dans les statuts doivent être approuvées par une décision prise à la

majorité dans une assemblée générale convoquée après la souscription du capital social.

Chaque souscripteur d'action présent ou dûment représenté n'a dans cette assemblée qu'une seule voix.

La majorité doit être du quart au moins de l'ensemble des actionnaires et représenter au moins le quart du capital social. L'associé dont l'apport ou les avantages sont en discussion n'a pas le droit de voter.

La décision doit faire l'objet d'un acte authentique ou signé de tous ceux qui y ont adhéré.

620. Dans les cas indiqués aux articles 618 et 619, la convocation de l'assemblée générale a lieu suivant le mode prévu par les statuts.

621. Les statuts doivent être remis en original, ou en une copie dûment certifiée, au fonctionnaire préposé au registre du commerce dans la circonscription où la société a son siège; ils doivent être inscrits sur le registre et publiés par extrait.

L'extrait doit indiquer:

- 1^o la date des statuts;
- 2^o la raison sociale et le siège de la société;
- 3^o l'objet et la durée de l'entreprise;
- 4^o le montant du capital social et de chaque action;
- 5^o la nature des actions, soit nominatives, soit au porteur;
- 6^o la forme à suivre pour les publications émanant de la société.

Si les statuts déterminent le mode d'après lequel l'administration fait connaître ses décisions et signe pour la société, cette disposition doit aussi être rendue publique.

622. A la demande d'inscription doivent être jointes les pièces suivantes :

- 1^o l'attestation que le capital social est intégralement couvert par les souscriptions ;
- 2^o l'attestation que le cinquième au moins du montant souscrit par chaque actionnaire a été effectivement versé ;
- 3^o les pièces qui établissent la nomination de l'administration et des contrôleurs ;
- 4^o s'il y a lieu, l'acte en bonne forme constatant les décisions prises par l'assemblée générale en conformité des articles 618 et 619.

La demande d'inscription doit être ou bien signée par tous les membres de l'administration en présence du fonctionnaire préposé au registre, ou bien dûment légalisée. L'original ou une copie certifiée des pièces annexées à la demande reste déposé au bureau.

623. La société anonyme n'acquiert la personnalité civile que par l'inscription sur le registre du commerce. Les actions émises avant cette inscription sont nulles. Ceux qui les ont émises sont solidairement responsables, envers les porteurs de ces titres, du dommage que l'émission leur a causé.

Ceux qui ont agi au nom de la société avant que l'inscription ait été opérée, sont personnellement et solidairement responsables.

Néanmoins les obligations qui ont été ainsi contractées expressément au nom de la société anonyme en formation et qui ne rentrent pas dans les dispositions de l'article 619, peuvent être acceptées par elle après sa constitution, dans les trois mois à dater de son inscription sur le registre du commerce. Dans ce cas, le créancier est tenu de reconnaître la société comme son seul débiteur.

624. Si la société a des succursales dans d'autres circonscriptions, elles doivent être inscrites sur le registre du lieu où elles sont établies, avec référence à l'inscription concernant l'établissement principal.

La demande d'inscription est faite par la direction de la succursale.

625. La société anonyme a, comme telle, ses droits et ses obligations propres ; elle peut acquérir des droits de propriété et d'autres droits réels, même sur des immeubles ; elle peut ester en jugement.

Pour les affaires d'une de ses succursales, elle peut aussi être attaquée devant les tribunaux auxquels ressortit cette succursale.

626. Toute décision de l'assemblée générale relative à la continuation de la société, à la réduction du capital-actions ou à son augmentation par voie d'émission nouvelle, ou bien à toute autre modification des statuts, doit faire l'objet d'un acte authentique ou signé de tous ceux qui ont voté pour la décision.

La décision doit être inscrite sur le registre du commerce et publiée comme les statuts primitifs.

Elle ne produit aucun effet tant qu'elle n'a pas été ins-

crite sur le registre du commerce de la circonscription où la société a son siège.

627. L'assemblée générale ne peut, par un vote de la majorité, priver les actionnaires de droits acquis.

A moins de dispositions contraires dans les statuts, les décisions par lesquelles la société étend le cercle de ses opérations en y comprenant des affaires analogues, ou le restreint, ou fusionne avec une autre société, ne peuvent être prises que dans une assemblée générale où les deux tiers au moins des actions sont représentés. Si, dans une première assemblée générale, les deux tiers des actions ne sont pas représentés, une seconde assemblée peut être convoquée à trente jours au moins de la première, et les décisions prévues au présent article peuvent y être prises encore qu'un tiers seulement des actions soit représenté. Au surplus, elles ne sont valables qu'après avoir été inscrites sur le registre du commerce.

La majorité ne peut imposer à la minorité une transformation du but de la société.

628. Il est interdit aux sociétés anonymes d'acquérir leurs propres actions.

Elles ne le peuvent que dans les cas suivants :

- 1^o lorsque l'achat a pour objet un amortissement prévu par les statuts ;
- 2^o lorsque l'achat est fait conformément à l'article 670, alinéas 1 et 2, en vue du remboursement partiel du capital social ;
- 3^o lorsque l'acquisition est la conséquence de poursuites faites par la société en vue d'obtenir paiement de ses créances ;

4^o lorsque l'achat se rattache à une catégorie d'opérations rentrant d'après les statuts dans l'objet de l'entreprise.

Dans les deux premiers cas, les actions rachetées doivent être immédiatement rendues impropres à toute nouvelle aliénation.

Dans les deux derniers cas, les actions dont la société est devenue propriétaire doivent être revendues dans le plus bref délai possible, et le rapport annuel doit signaler ces acquisitions et reventes.

Les actions rachetées par une société ne peuvent être représentées dans les assemblées générales.

II. Des droits et obligations des actionnaires.

629. Pendant la durée de la société, chaque actionnaire a droit à une part proportionnelle des bénéfices nets, pour autant que, d'après les statuts, il y a lieu de les répartir entre les actionnaires.

Lors de la dissolution de la société, il a droit à une part proportionnelle dans le résultat de la liquidation.

Les actionnaires n'ont pas le droit de réclamer la restitution de leurs versements, ni lors de la dissolution de la société, ni auparavant.

630. Il ne peut être payé d'intérêts pour le capital-actions ; les dividendes et tantièmes ne peuvent être payés que sur le bénéfice net établi par le bilan annuel.

Toutefois des intérêts d'un taux déterminé peuvent être convenus pour le temps que réclame, d'après les statuts,

la préparation de l'entreprise jusqu'au commencement de l'exploitation normale.

631. Le dividende n'est fixé qu'après déduction des prélèvements statutaires en faveur du fonds de réserve.

Si la consolidation de l'entreprise l'exige, l'assemblée générale a le droit, avant toute distribution de dividendes, de constituer des réserves, même en dehors des prélèvements prévus par les statuts.

632. Dans aucun cas les actionnaires ne sont tenus de rapporter les dividendes ou intérêts qu'ils ont reçus de bonne foi.

633. Les actionnaires ne sont pas tenus de contribuer au delà du montant statutaire de leurs actions, à l'exécution des engagements de la société et à la réalisation de l'objet de l'entreprise.

634. Si un actionnaire ne verse pas en temps utile le montant de son action, il doit de plein droit des intérêts moratoires.

Les statuts peuvent prononcer des peines conventionnelles contre les actionnaires qui n'effectuent pas aux termes fixés le versement de tout ou partie du montant des actions qu'ils ont souscrites ; ils peuvent même déclarer que les retardataires seront déchus de leurs droits de souscripteurs et que les versements partiels par eux opérés seront acquis à la société.

La société a le droit d'émettre de nouvelles actions en remplacement de celles qui ont été ainsi annulées.

635. Un actionnaire ne peut être déclaré déchu de ses droits si les appels de versements n'ont été publiés au

moins trois fois dans les feuilles publiques désignées à cet effet, la dernière insertion précédant de quatre semaines au moins le terme fatal fixé pour les versements.

Si les actions sont nominatives et ne sont transmissibles que par voie d'inscription sur le registre des actions, l'avis de l'appel de fonds doit être donné directement et par trois fois à chaque actionnaire par communication spéciales (lettres recommandées). Dans ce cas, la publication par la voie des journaux n'est pas nécessaire.

636. Les actions, promesses ou certificats provisoires au porteur ne peuvent être émis qu'autant qu'il a été versé cinquante pour cent de la valeur nominale.

Jusqu'au versement intégral de cinquante pour cent de la valeur nominale, le souscripteur d'une action reste tenu d'une manière absolue, encore qu'il ait transféré ses droits à un tiers et que celui-ci ait assumé à sa place l'obligation de payer.

Même après le versement de cinquante pour cent de la valeur nominale de l'action, le souscripteur ne peut être personnellement libéré qu'autant que les statuts primitifs le permettent expressément.

637. Si les actions sont nominatives, le nom et la demeure de l'actionnaire doivent être inscrits sur le registre des actions de la société.

Les actions nominatives sont transmissibles, sauf stipulation contraire des statuts.

La transmission peut avoir lieu par voie d'endossement.

L'acquéreur d'une action nominative doit faire inscrire le transfert sur les registres de la société et, à cet effet,

produire le titre et justifier de la cession dont il se prévaut.

A l'égard de la société, ne sont considérés comme actionnaires que ceux dont les noms sont inscrits sur le registre des actions.

La société a le droit, mais non l'obligation, de vérifier les droits du porteur du titre.

Tant qu'une action n'est que partiellement libérée, l'actionnaire qui la transfère demeure obligé au paiement du solde, à moins que la société n'accepte en son lieu et place le cessionnaire et ne relève le cédant de ses engagements. Mais, même dans ce dernier cas, le souscripteur originaire reste subsidiairement tenu des versements non effectués jusqu'à concurrence de la valeur nominale de l'action, si la société tombe en faillite dans l'année qui suit la libération par lui obtenue.

638. Tant que des actions au porteur ou nominatives ne sont pas entièrement libérées, on doit indiquer clairement, sur chaque titre, le montant effectivement versé. On devra de même, dans toutes les publications officielles de la société (annonces, circulaires, rapports, etc.), dans lesquelles il est fait mention du capital-actions, mettre clairement en évidence quelle proportion de ce capital a été effectivement versée.

639. L'assemblée générale exerce, au nom de l'ensemble des actionnaires, les droits qui leur sont attribués dans les affaires sociales, notamment en tout ce qui concerne la conduite de l'entreprise, la vérification du bilan, la supputation des bénéfices et les propositions relatives aux dividendes.

640. Les actionnaires exercent leur droit de vote dans l'assemblée générale proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. Tout actionnaire, même lorsqu'il ne possède qu'une action, a droit à une voix.

La société peut limiter, par les statuts, le nombre de voix du porteur de plusieurs actions. En aucun cas un seul actionnaire ne peut réunir entre ses mains plus du cinquième des droits de vote qui se trouvent représentés dans l'assemblée générale.

641. Huit jours au plus tard avant l'assemblée générale, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être mis, avec le rapport des commissaires-vérificateurs, à la disposition des actionnaires.

L'avis que ces pièces sont à leur disposition doit, s'il y a des actions au porteur, être inséré dans les feuilles publiques désignées à cet effet.

Quant aux titulaires d'actions nominatives qui sont inscrits sur le registre des actions, l'avis doit leur être donné directement contre reçu ou par lettre recommandée.

Les actionnaires ont le droit de signaler à l'attention des contrôleurs les points douteux et de demander les explications nécessaires. Ils ne peuvent être autorisés à prendre connaissance des livres et de la correspondance que par décision de l'assemblée générale ou de l'administration, ou par ordre de justice, et à condition que le secret des affaires ne soit pas compromis sans nécessité.

Ces droits des actionnaires ne peuvent être supprimés ou restreints, ni par les statuts, ni par une décision de l'assemblée générale.

III. Des organes et pouvoirs de la société anonyme.

642. Toute société anonyme a nécessairement les organes et pouvoirs suivants :

- 1^o l'assemblée générale des actionnaires ;
- 2^o une administration ;
- 3^o des contrôleurs.

De l'assemblée générale.

643. L'assemblée générale des actionnaires constitue le pouvoir suprême de la société anonyme.

644. L'assemblée générale est convoquée par l'administration et, au besoin, par les contrôleurs.

Les actionnaires se réunissent une fois par an, en assemblée générale ordinaire, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, pour prendre connaissance du bilan, voter sur le résultat de l'exercice et fixer le dividende. Les décisions que l'assemblée prend à cet égard sont nulles si elle n'a pas été nantie préalablement du rapport des contrôleurs.

D'autre part, l'assemblée générale possède seule les attributions suivantes :

- 1^o le droit de nommer l'administration et les contrôleurs ;
- 2^o le droit de voter les statuts et les modifications qu'ils comportent ;
- 3^o le droit de statuer sur toutes les questions qui lui sont réservées par la loi ou par les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il en est besoin.

645. L'assemblée générale doit, en outre, être convoquée sur la demande d'un ou de plusieurs actionnaires, à condition que leurs actions représentent ensemble au moins le dixième du capital social. Cette demande doit être signée par eux et indiquer le but de la convocation.

646. L'assemblée générale est convoquée suivant le mode fixé par les statuts.

L'ordre du jour de la réunion doit toujours être indiqué dans la convocation. Il ne peut être prise aucune décision sur des objets ne figurant pas à l'ordre du jour, si ce n'est sur la proposition faite en séance de convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Il n'est pas nécessaire qu'on ait annoncé à l'avance les propositions et les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

647. L'assemblée générale a toujours le droit de révoquer les membres de l'administration et les contrôleurs mentionnés à l'article 644, 1^o, ainsi que tous autres mandataires et fondés de pouvoirs qu'elle aurait institués, à charge par elle de se conformer aux prescriptions de l'article 646, et sous réserve des indemnités qui peuvent être dues aux personnes révoquées.

648. Sauf disposition contraire de la loi ou des statuts, l'assemblée générale prend ses décisions et fait ses nominations à la majorité absolue des voix des actions représentées.

De l'administration.

649. L'administration de la société ne peut être confiée qu'à des actionnaires. Si l'on y appelle des personnes qui ne soient point actionnaires, elles ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir acquis cette qualité en se procurant des actions.

L'administration peut se composer d'un ou de plusieurs membres.

Les membres de l'administration sont élus pour six ans au plus ; sauf disposition contraire des statuts, ils sont ré-éligibles.

Pour la première période triennale, ils peuvent être désignés par les statuts sans avoir besoin de la confirmation de l'assemblée générale.

650. Les statuts peuvent prescrire à l'administration de confier la direction des affaires sociales ou de certaines de ces affaires, soit à un ou plusieurs de ses propres membres, soit à une ou plusieurs autres personnes, même étrangères à la société.

Les commissions, directeurs et fondés de pouvoirs désignés par l'administration peuvent être révoqués par elle en tout temps, sauf indemnité s'il y a lieu.

651. Sauf disposition contraire des statuts, la société n'est valablement représentée vis-à-vis des tiers et engagée par la signature de ses administrateurs qu'autant qu'ils ont agi et signé collectivement.

652. Ceux qui signent pour la société doivent ajouter

leur signature personnelle à la raison sociale ou à la dénomination de l'administration.

653. Toute personne autorisée à engager la société par sa signature est tenue de faire inscrire cette signature sur le registre du commerce, en produisant l'acte qui lui confère ce droit.

Les mêmes formalités doivent être observées pour tout changement qui surviendrait dans le droit de signer.

654. La société est tenue des actes accomplis dans les limites de leur mandat par ceux qui la représentent.

On ne peut, à l'égard des tiers de bonne foi, valablement restreindre les attributions de ces représentants quant à l'étendue de certaines opérations ou quant à l'époque ou au lieu où ils doivent agir. Toutefois il est loisible de les obliger à ne signer que collectivement, et le droit de représentation conféré aux directeurs d'une succursale ayant un siège distinct peut être limité à la gestion des affaires concernant cette succursale.

655. L'administration doit pourvoir à la tenue des livres nécessaires. Elle doit soumettre aux actionnaires dans le délai légal le bilan de l'exercice précédent.

Ceux qui, à un titre quelconque, prennent part à la gestion, n'ont pas voix délibérative lorsqu'il s'agit de donner décharge à l'administration pour la gestion et la reddition des comptes.

Cette règle ne s'applique pas aux personnes qui se bornent à surveiller la gestion.

656. Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre

un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société.

Il y a lieu, notamment, d'observer les règles suivantes :

1^o Les frais de fondation, d'organisation et d'administration doivent être portés intégralement aux dépenses de l'année. Par exception, les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une nouvelle branche d'affaires, soit enfin pour une extension des opérations, peuvent être répartis sur une période de cinq années au plus, à condition de faire figurer aux dépenses de chaque année au moins la part afférente à cette exercice.

2^o Les immeubles, bâtiments et machines doivent être évalués tout au plus au prix d'acquisition, et déduction faite de l'amortissement que comportent les circonstances ; s'ils sont assurés, on indique en outre la somme pour laquelle ils le sont.

3^o Les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au dessus de leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan.

4^o Les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au dessus de leur prix d'achat et, si ce prix dépasse le prix courant, au dessus de ce dernier prix.

5^o On doit indiquer le montant total des valeurs douteuses et des amortissements correspondants.

6^o Le capital social et les fonds de réserve ou de renouvellement doivent être inscrits au passif.

7^o Les obligations émises par la société sont portées pour la valeur intégrale à laquelle elles doivent être rem-

boursées. Mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émission et le taux du remboursement, en la diminuant chaque année, jusqu'au jour de l'échéance, de la somme nécessaire à l'amortissement.

657. Lorsqu'il résulte du dernier bilan que le capital social a été réduit de moitié, l'administration doit immédiatement convoquer l'assemblée générale et lui faire connaître la situation.

Dès que l'actif ne couvre plus les dettes de la société, l'administration est tenue d'en donner avis au juge compétent, à l'effet de faire déclarer la faillite de la société.

Sur la demande des créanciers ou d'un curateur nommé pour pourvoir aux intérêts communs de certaines classes de créanciers, le juge a le droit d'ajourner la déclaration de faillite et de prendre provisoirement d'autres mesures en vue de la conservation de l'actif.

658. Pendant toute la durée de leurs fonctions, les membres de l'administration sont tenus de déposer le nombre d'actions de la société fixé par les statuts.

Du contrôle.

659. L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires-vérificateurs, pris dans la société ou en dehors et chargés de lui soumettre un rapport sur le bilan et sur les comptes présentés par l'administration.

660. Les commissaires-vérificateurs ont le droit d'exiger la production des livres, avec les pièces à l'appui, et de vérifier l'état de la caisse.

661. L'assemblée générale a, en tout temps, le droit de nommer des commissaires spéciaux ou des experts pour examiner tout ou partie de la gestion.

662. Au surplus, les statuts peuvent contenir d'autres dispositions sur l'organisation du contrôle et étendre les attributions et les devoirs des contrôleurs.

663. La première élection des contrôleurs, quels qu'ils soient, ne peut se faire pour plus d'un an, les élections ultérieures pour plus de cinq ans.

IV. De la dissolution de la société.

664. La société anonyme est dissoute :

1^o par l'expiration du terme fixé dans les statuts ;

2^o par une décision de l'assemblée générale, constatée par un acte authentique ou signé de tous les actionnaires qui y ont adhéré ;

3^o par la faillite de la société.

Les dispositions du présent chapitre sont également applicables à tout autre mode de dissolution.

665. Sauf le cas de faillite, la dissolution doit être inscrite sur le registre du commerce, à la diligence de l'administration. Elle doit être publiée à trois reprises dans les feuilles désignées pour les publications de la société, avec sommation aux créanciers de produire leurs créances.

666. La liquidation se fait par les soins de l'administration, à moins que les statuts ou une décision de l'assemblée générale n'aient désigné d'autres liquidateurs.

Les dispositions du titre XXIV relatives aux inscriptions et publications, ainsi qu'aux attributions des liquidateurs, sont applicables aux sociétés anonymes, sous cette seule réserve que les mesures de publicité doivent être prises à la requête de l'administration.

Les pouvoirs des liquidateurs peuvent toujours être révoqués par la majorité des actionnaires ou par un jugement rendu sur la demande d'un ou de plusieurs actionnaires.

667. L'actif de la société dissoute est réparti, après paiement des dettes, entre les actionnaires en proportion de leurs actions.

Cette répartition ne peut avoir lieu qu'après l'expiration d'un délai d'un an, à dater du jour de la troisième insertion faite dans les feuilles publiques à ce désignées.

Les créanciers dont les noms sont connus par les livres ou autrement doivent être invités par communications spéciales (lettres recommandées) à produire leurs créances. S'ils négligent de le faire, le montant de leurs créances doit être consigné en justice.

Il y a lieu également à consignation pour les affaires pendantes et pour les créances litigieuses, à moins que le partage de l'actif ne soit ajourné jusqu'au règlement ou qu'on ne donne aux créanciers des sûretés suffisantes.

Les membres de l'administration et les liquidateurs qui contreviennent à ces dispositions sont tenus personnellement et solidairement envers les créanciers à la restitution des paiements indûment opérés.

668. Les livres de la société dissoute doivent être déposés en un lieu sûr, désigné par le fonctionnaire préposé au registre, pour y être conservés pendant dix ans.

669. Si une société par actions est dissoute à raison de sa fusion avec une autre société anonyme, on applique les dispositions suivantes :

- 1^o L'actif de la société qui se dissout doit être administré séparément jusqu'à ce que ses créanciers aient été payés ou qu'ils aient reçu des sûretés.
- 2^o Les tribunaux compétents jusqu'à ce moment le restent pendant toute la durée de l'administration séparée ; mais l'administration n'en appartient pas moins à la nouvelle société.
- 3^o Les administrateurs de la nouvelle société sont personnellement et solidairement responsables envers les créanciers du maintien de la séparation des deux administrations.
- 4^o La dissolution de la société doit être publiée par voie d'inscription sur le registre du commerce.
- 5^o La sommation publique aux créanciers de la société dissoute peut être ajournée. Toutefois les biens des deux sociétés ne peuvent être confondus avant le moment où la loi permet le partage entre les actionnaires de l'actif d'une société anonyme dissoute.

670. Le remboursement du capital social aux actionnaires ou la réduction de ce capital ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

Ce remboursement ou cette réduction ne peut s'opérer que conformément aux règles prescrites pour la répartition de l'actif en cas de dissolution.

Les membres de l'administration qui contreviennent à cette disposition sont personnellement et solidairement responsables envers les créanciers de la société.

Ce qui précède n'est pas applicable au cas d'amortissement d'actions réservé par les statuts et dont traite l'article 628, 1^o.

V. De la responsabilité.

671. Ceux qui ont coopéré à la fondation d'une société anonyme sont responsables, soit envers la société, soit envers chaque actionnaire ou créancier de la société, du dommage qu'ils leur ont causé :

- 1^o en formulant ou en répandant sciemment, dans des circulaires ou des prospectus, des assertions mensongères ;
- 2^o en concourant sciemment à dissimuler ou à déguiser dans les statuts des apports ou transmissions de biens, ou des avantages accordés à certains actionnaires ou à d'autres personnes, contrairement à l'article 619, alinéa 1^{er} ;
- 3^o en contribuant sciemment à faire inscrire la société sur le registre du commerce en vertu d'une attestation ou d'un acte contenant des assertions mensongères.

672. Si une société anonyme déjà constituée a émis des actions ou des obligations soit pour son compte soit pour celui de tiers, tous ceux qui ont coopéré à l'émission sont responsables, envers tout actionnaire ou obligataire, du dommage provenant du fait qu'ils auraient sciemment publié ou répandu des circulaires ou prospectus contenant des assertions mensongères.

673. Les membres de l'administration et les contrôleurs

sont solidairement responsables envers la société des dommages qu'ils lui causent en violant ou en négligeant leurs devoirs.

774. Les membres de l'administration et les contrôleurs sont solidairement responsables, envers chacun des actionnaires et créanciers de la société, de tous dommages qu'ils leur ont causés en manquant volontairement aux devoirs que leur imposaient leurs fonctions respectives.

675. Lorsque, par décision de l'assemblée générale, ceux qui pourraient être poursuivis en dommages et intérêts en vertu des articles 671, 672 et 674, ont été libérés de leur responsabilité, cette décision n'est opposable à un actionnaire que s'il y a adhéré, ou s'il n'a formé aucune opposition dans les six mois à dater du moment où il en a eu connaissance, ou s'il a acheté ses actions postérieurement à la décision et en parfaite connaissance de cause.

Les créanciers de la société ne peuvent faire valoir les droits que leur confèrent ces mêmes articles qu'après la mise en faillite de la société, à moins que leurs créances ne résultent de titres au porteur.

VI. Des sociétés en commandite par actions.

676. Si le capital de la commandite est divisé en actions, cette société, appelée société en commandite par actions, est régie par les dispositions du présent titre, sauf les modifications suivantes :

- ¹⁰ Les associés indéfiniment responsables forment seuls et en tout temps la gérance, qui représente la société en matière judiciaire et extrajudiciaire.

- 2^o Les gérants sont responsables solidairement et sur tous leurs biens envers les créanciers de la société, comme le sont les associés indéfiniment responsables dans une société en commandite ordinaire.
- 3^o Les pouvoirs des gérants ne peuvent être révoqués que dans les cas et sous les conditions où cette révocation est admise à l'égard des associés gérants dans les sociétés en nom collectif.
- 4^o Les gérants sont tenus de déposer le nombre d'actions de la société prévu par les statuts et ne peuvent les aliéner tant qu'ils demeurent responsables envers la société.
- 5^o La société en commandite par actions doit avoir un conseil de surveillance. Ce conseil peut, au nom de la société, demander compte aux gérants de leur administration et même les traduire en justice. Le conseil de surveillance a le droit, pour autant que sa propre responsabilité est en jeu ou qu'il y a dol, de poursuivre les gérants même contrairement à un vote formel de l'assemblée générale.
- 6^o L'assemblée générale peut désigner les mandataires chargés d'agir en justice au nom de la société contre les gérants ou les membres du conseil de surveillance.
- 7^o La société en commandite par actions prend fin lorsque, par suite de mort, de retraite ou de perte de leur capacité juridique, les gérants sont tous hors d'état de continuer les affaires. La dissolution doit être notifiée au fonctionnaire préposé au registre.

677. Lorsqu'un capital de commandite est divisé en parts, représentant les droits des différents commanditaires, mais

n'ayant pas le caractère d'actions ou étant déclarées non transmissibles, il y a lieu d'appliquer les dispositions du titre sur les sociétés en commandite et non celles du présent titre.

Titre vingt-septième.

Des associations.

I. De la formation des associations.

678. Toute réunion de personnes qui, sans constituer l'une des sociétés définies aux titres XXIV à XXVI, poursuit un but économique ou financier commun, doit, pour former une association ayant droit à la personnalité civile, se faire inscrire sur le registre du commerce conformément aux dispositions qui suivent.

679. Les statuts de l'association (acte constitutif) doivent être dressés par écrit et signés par sept sociétaires au moins.

680. L'association est inscrite sur le registre du commerce du lieu où elle a son siège. L'inscription ne peut avoir lieu que sur le dépôt, entre les mains du fonctionnaire préposé au registre, des statuts munis des signatures exigées par l'article précédent; ces signatures doivent être légalisées, et les signataires sont tenus d'indiquer leurs noms et demeures. En outre, il est indispensable que les statuts contiennent des dispositions concernant :

- 1^o la dénomination (raison sociale) de l'association ;
- 2^o le siège de l'association et de ses succursales ;
- 3^o le but de l'association ;
- 4^o les conditions requises pour l'admission et la sortie des sociétaires ;
- 5^o la nature et la valeur des contributions ou apports des sociétaires ;
- 6^o la manière dont l'association est organisée, dirigée et représentée, et dont on doit signer en son nom ;
- 7^o la supputation et le partage des bénéfices, si l'association a un but lucratif.

681. Les statuts doivent être publiés intégralement ou par extrait dans la Feuille officielle du commerce. L'extrait doit contenir les énonciations énumérées en article 680 et, en outre, les noms et demeures des personnes appelées à agir au nom de l'association, ainsi que, s'il y a lieu, la mention que les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité individuelle.

682. Sauf disposition contraire des statuts, ceux-ci ne peuvent être modifiés que du consentement de tous les sociétaires. Toute modification doit être inscrite sur le registre du commerce et publiée de la même manière que les statuts primitifs.

II. Des droits et des obligations des sociétaires.

683. Sauf disposition contraire des statuts, l'association peut toujours recevoir de nouveaux membres.

Pour obtenir d'en faire partie, il suffit d'une demande écrite.

684. Tout sociétaire a le droit de se retirer de l'association tant que la dissolution n'en a pas été résolue.

Les statuts ne peuvent valablement supprimer ce droit, et l'on ne peut s'engager d'avance à n'en pas faire usage.

Lorsque les statuts ne contiennent pas de règle sur ces points, on ne peut se retirer qu'à la fin d'un exercice annuel et moyennant un avertissement préalable d'au moins quatre semaines.

685. S'il y a de justes motifs, l'exclusion d'un sociétaire peut être prononcée par le juge sur la demande d'un quelconque des autres sociétaires, encore que les statuts ne prévoient point le cas où qu'ils contiennent des dispositions contraires.

686. Sauf disposition contraire des statuts, la qualité de sociétaire se perd par la mort.

687. Les statuts déterminent les droits qu'un sociétaire sortant ou ses héritiers peuvent avoir sur les biens de l'association. A défaut de dispositions contraires, le sociétaire sortant ou ses héritiers ont droit à une part virile de l'avoir social dans le cas où, l'association venant à être dissoute dans l'année qui suit la sortie ou la mort du sociétaire, il est procédé à un partage de l'actif.

688. Les statuts peuvent exonérer les sociétaires de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de l'association et déclarer que ces engagements seront uniquement garantis par les biens de l'association.

Cette disposition des statuts doit être publiée dans la Feuille officielle du commerce ; lorsqu'elle l'a été, les socié-

taires ne peuvent être poursuivis individuellement pour des dettes de l'association.

689. Si les statuts ne contiennent aucune disposition d'où résulte une semblable exonération, ou si cette disposition n'a pas été régulièrement publiée, les sociétaires sont obligés solidairement et sur tous leurs biens. Ils ne sont, du reste, obligés que subsidiairement, en ce sens qu'ils sont seulement tenus de la perte subie par les créanciers dans la faillite de l'association.

690. Celui qui entre dans une association dont les membres sont personnellement obligés, est tenu comme les autres sociétaires des engagements même contractés avant son entrée.

Toute convention contraire est nulle à l'égard des tiers.

691. Lorsqu'un sociétaire personnellement obligé cesse de faire partie de l'association par suite de décès ou pour toute autre cause, il n'en reste pas moins tenu, lui ou ses héritiers, des engagements contractés antérieurement, si l'association tombe en faillite dans les deux ans qui suivent l'inscription de sa sortie sur le registre du commerce.

692. L'obligation personnelle cesse de même pour l'ensemble des sociétaires lorsque, la dissolution de l'association ayant été inscrite sur le registre du commerce, la faillite n'en est pas déclarée dans les deux années qui suivent l'inscription.

693. Toute action fondée sur l'obligation personnelle des sociétaires, si elle n'est pas déjà éteinte aux termes des articles 691 et 692, se prescrit par un an à partir du jour où les opérations de la faillite sont terminées.

694. Les créanciers personnels de l'un des sociétaires n'ont, pour se faire payer ou pour obtenir des sûretés, aucune action sur les biens, créances ou droits appartenant à l'association. Ils ne peuvent procéder à une saisie ou à tel autre acte d'exécution que sur ce qui est dû au sociétaire pour dividendes et intérêts et sur la part qui lui revient dans l'actif en cas de liquidation.

III. Des organes et pouvoirs de l'association.

695. Toute association doit avoir une direction qui la représente en justice et dans ses rapports avec les tiers.

La direction peut se composer d'une ou de plusieurs personnes, sociétaires ou non, rémunérées ou non.

696. Les membres de la direction doivent être inscrits sur le registre du commerce aussitôt après leur nomination.

Les membres autorisés à signer au nom de l'association doivent apposer leur signature en présence de l'autorité compétente ou lui remettre cette signature dûment légalisée.

697. La direction doit agir et signer pour l'association suivant les formes prescrites par les statuts.

Sauf disposition contraire des statuts, la signature de tous les membres de la direction ou de leurs représentants est nécessaire.

698. L'association devient créancière ou débitrice par les actes faits en son nom par la direction; peu importe que ces actes aient été faits expressément au nom de la société ou que l'intention d'agir pour elle ne ressorte que des circonstances.

699. A l'égard de l'association, les pouvoirs de la direction sont définis par les statuts et par les décisions de l'association.

Sauf disposition contraire, la direction est réputée avoir le droit de faire tous les actes que comporte le but de l'association.

700. A l'égard des tiers, la direction est réputée avoir le droit de faire, au nom de l'association, tous les actes juridiques ou autres qui rentrent dans le cercle de l'activité sociale.

Les restrictions apportées à ce droit ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi.

701. La direction est responsable de la tenue régulière tant des livres que des procès-verbaux constatant les décisions prises par les divers pouvoirs de l'association.

702. Lorsque les sociétaires sont personnellement tenus des dettes de l'association, la direction doit remettre au fonctionnaire préposé au registre un état de tous les membres et lui notifier, au plus tard dans les trois mois, chaque sortie ou nouvelle admission. Toute personne peut prendre connaissance de l'état des sociétaires transcrit sur le registre du commerce.

D'autre part, tout sociétaire sortant ou exclu et les héritiers d'un sociétaire décédé ont le droit, sans recourir à la direction, de faire inscrire sur le registre la sortie, l'exclusion ou le décès.

Mais le fonctionnaire préposé au registre doit porter immédiatement le fait à la connaissance de la direction.

703. Si l'association a un but lucratif, la direction est tenue de publier les comptes et le bilan de chaque exercice annuel au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de cet exercice.

704. Lorsqu'il est établi que l'actif de l'association ne couvre plus les dettes, la direction ou les liquidateurs sont tenus de suspendre immédiatement les paiements et d'en aviser le juge compétent, à l'effet de faire prononcer la faillite.

Toutefois sur la demande des créanciers ou d'un curateur nommé pour pourvoir à leurs intérêts, le juge a le droit d'ajourner la déclaration de la faillite et de prendre provisoirement d'autres mesures en vue de la conservation de l'actif.

705. L'association peut adjoindre à la direction un comité, soit pour surveiller la gestion (comité de surveillance), soit pour prendre part à certains actes importants (comité d'administration); elle peut aussi charger un ou plusieurs experts du contrôle de la gestion.

Les membres de la direction et des comités, ainsi que les fondés de pouvoirs de l'association n'ont pas voix délibérative lors de l'examen des affaires dont la direction ou la surveillance leur a été confiée.

706. L'assemblée générale des sociétaires est convoquée par la direction ou par tout autre pouvoir social auquel les statuts confèrent ce droit (comité de surveillance, etc.).

L'assemblée générale doit être convoquée lorsque la demande en est faite par le dixième au moins des sociétaires, ou, si le nombre des membres de l'association est inférieur à trente, par trois d'entre eux au moins.

707. Sauf disposition contraire des statuts, chaque sociétaire a une voix dans l'assemblée générale, et les décisions sont prises à la majorité absolue des votants.

708. L'assemblée générale peut, en tout temps, révoquer les membres de la direction et du comité de surveillance, à moins que les statuts ne contiennent des dispositions spéciales sur la révocation ou ne l'interdisent complètement; sans préjudice de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Dans tous les cas, et même si les statuts interdisent la révocation, le juge peut, sur la demande d'un ou de plusieurs sociétaires, prononcer la révocation des membres de la direction qui manquent aux devoirs de leur charge ou qui sont hors d'état de les remplir, ordonner au pouvoir compétent de l'association de procéder à une nouvelle élection, et prendre les mesures nécessaires pour les remplacer provisoirement.

IV. De la dissolution et de la liquidation.

709. L'association est dissoute :

- 1^o en vertu d'une décision du pouvoir social qui, d'après les statuts, est compétent à cet effet (assemblée générale, comité de surveillance, etc.);
- 2^o par l'expiration du temps fixé par les statuts, si l'association n'est pas expressément prorogée ou ne continue pas de fait à subsister;
- 3^o par la mise en faillite de l'association.

Les statuts peuvent encore prévoir d'autres causes de dissolution.

710. Une association peut, en outre, être déclarée dissoute par jugement, sur la demande d'un sociétaire, d'un créancier ou de l'autorité compétente :

- 1^o lorsque le but de l'association ou les moyens qu'elle emploie sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs;
- 2^o lorsque la constitution régulière de la direction ou des autres pouvoirs sociaux imposés par les statuts est devenue impossible à raison du nombre insuffisant des membres de l'association ou par toute autre cause.

711. Le juge qui prononce la faillite doit en aviser d'office le fonctionnaire préposé au registre du commerce, afin que la dissolution de l'association soit mentionnée sur le dit registre.

Lorsque l'association est dissoute autrement que par sa mise en faillite, la dissolution est inscrite sur le registre du commerce sur la déclaration de la direction et, s'il n'y a plus de direction, sur celle du juge. Les pouvoirs compétents de l'association (assemblée générale, comité de surveillance, etc.) ou, à leur défaut, le juge doivent en même temps procéder à la nomination de liquidateurs.

712. Si les liquidateurs ne sont pas dans le cas de faire prononcer la faillite par application de l'article 704, ils doivent inviter les créanciers, par la voie de la Feuille officielle du commerce, à produire leurs créances.

Les créanciers dont les noms sont connus par les livres de l'association ou autrement, doivent, en outre, y être invités par communications spéciales (lettres recommandées).

713. Après paiement des dettes, l'actif net de l'association est réparti par tête entre les sociétaires qui font partie

de l'association au moment de la dissolution ou qui en sont sortis pendant la dernière année, à moins toutefois que les statuts ou des règlements constitutifs spéciaux n'en disposent autrement.

Cette répartition ne peut avoir lieu que six mois après le jour où la sommation faite aux créanciers a été publiée par la Feuille officielle du commerce.

Toutes les sommes encaissées dans l'intervalle par les liquidateurs doivent être déposées dans une caisse publique du canton.

Lorsque des créanciers connus des liquidateurs ne produisent pas leurs créances avant la répartition, la part de l'actif leur revenant doit être mise en réserve pendant trois ans.

714. Les membres de la direction et les liquidateurs sont personnellement et solidairement responsables envers les sociétaires et envers les créanciers de l'association de tout dommage qui pourrait résulter de la violation des articles 704, 712 et 713.

715. La responsabilité des membres de la direction, du comité de surveillance et de l'association elle-même est réglée par les articles 62, 113 et 115.

Titre vingt-huitième.

Des autres sociétés.

716. Les sociétés qui ont un but scientifique, artistique, religieux, de bienfaisance ou de récréation ou tout autre but intellectuel ou moral, peuvent, en se faisant inscrire sur le registre du commerce, acquérir la personnalité civile, même dans le cas où elles n'auraient pas eu jusqu'à présent cette faculté d'après la législation cantonale.

L'inscription et la publication dans la Feuille officielle du commerce doivent dans ce cas contenir des indications précises sur le nom, le siège, le but et l'organisation de l'association, et mentionner notamment de quelle manière elle est dirigée et représentée.

Sauf disposition contraire dans les statuts ou autres règlements constitutifs, l'assemblée générale peut, lors de la dissolution de ces sociétés, décider à la majorité que l'actif ne sera pas partagé entre les sociétaires, mais qu'il sera remis à un établissement public reconnu du canton ou de la Confédération poursuivant le même but ou un but analogue.

Lorsque la dissolution est prononcée par jugement, à raison du caractère illicite ou immoral du but que la société poursuit ou des moyens dont elle se sert, le juge a le droit de déterminer ainsi qu'il vient d'être dit l'emploi de l'actif, si les statuts n'en disposent pas autrement; il est tenu de le faire lorsque l'association poursuit un but d'intérêt public.

717. Les sociétés qui, ayant un but économique ou financier, ne se sont pas fait inscrire sur le registre du commerce, et celles qui, ayant un but intellectuel ou moral, ne sont ni reconnues par le droit cantonal comme personnes morales, ni inscrites sur le registre du commerce, ne jouissent pas de la personnalité civile.

Les actes faits avec des tiers au nom de ces sociétés obligent personnellement et solidairement ceux qui les ont faits, sauf leur recours contre les autres membres de la société.

718. Il n'est pas dérogé aux dispositions qui restreignent ou interdisent certaines espèces d'association, en vertu des principes du droit public fédéral ou cantonal.

719. Le droit cantonal règle ce qui concerne la création et la situation des corporations de droit public, des fondations et autres personnes morales (sociétés d'all-mends, etc.).

Titre vingt-neuvième.

De la lettre de change.

I. De la capacité de s'obliger par lettre de change.

720. Toute personne capable de s'obliger par contrat peut s'obliger par lettre de change.

Toutefois les dispositions de l'article 812 du présent code et les dispositions spéciales d'autres lois fédérales ou cantonales concernant l'exécution et les poursuites en matière

de lettre de change sont exclusivement applicables aux personnes et aux sociétés inscrites sur le registre du commerce.

721. Si une lettre de change porte la signature d'un ou de plusieurs incapables, les autres signataires n'en sont pas moins tenus de leurs obligations.

II. De la forme de la lettre de change.

722. La lettre de change doit contenir les énonciations essentielles qui suivent :

1^o la mention expresse dans le texte même que la lettre est une lettre «de change» (*Wechsel, cambiale*) ;

2^o l'indication, dans le texte et en toutes lettres, de la somme à payer ;

3^o le nom ou la raison de commerce de la personne à qui ou à l'ordre de qui elle doit être payée (preneur) ;

4^o l'indication de l'époque du paiement ; une seule et même échéance doit être indiquée pour toute la somme ; elle ne peut l'être que de l'une des manières suivantes :

à jour fixe ;

à vue (à présentation), ou à un certain délai de vue ;

à un certain délai à partir de la création de la lettre (à tant . . . de date) ;

à telle foire ou à tel marché (lettre de change payable en foire ou en marché) ;

- 5^o la signature du tireur, c'est-à-dire son nom ou sa raison de commerce ;
- 6^o l'indication du lieu, du jour, du mois et de l'année où la lettre de change est créée ;
- 7^o le nom ou la raison de commerce de la personne qui doit payer (tiré) ;
- 8^o l'indication du lieu où doit s'effectuer le paiement ; à défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré est réputé être le lieu de paiement et en même temps la demeure du tiré.

723. Si la somme à payer est écrite plus d'une fois en toutes lettres et qu'il y ait une différence, on s'en tient à la somme la plus faible.

724. Le tireur peut se désigner lui-même comme preneur (lettre de change à son propre ordre).

Il peut aussi se désigner lui-même comme tiré, pourvu que le paiement doive se faire en un autre lieu que celui d'où la lettre de change est tirée (lettre de change sur soi-même).

725. L'écrit auquel manque l'une des conditions essentielles susénoncées ne crée aucune des obligations spéciales qui résultent de la lettre de change. Il en est de même des déclarations apposées sur cet écrit (endossement, acceptation, aval).

Toute promesse d'intérêts faite sur une lettre de change est réputée non écrite.

III. Des obligations du tireur.

726. Le tireur répond selon les règles particulières en matière de lettre de change de l'acceptation et du paiement de la lettre.

IV. De l'endossement.

727. Le preneur peut transmettre la lettre de change à un tiers par voie d'endossement (endos).

Toutefois, si le tireur en a interdit la transmission en y insérant les mots «non à ordre» ou telle autre expression équivalente, l'endossement ne vaut pas comme opération de change.

728. L'endossement transmet tous les droits dérivant de la lettre de change, notamment la faculté de la passer à l'ordre d'une autre personne. La lettre de change peut être endossée valablement même au tireur, au tiré, à l'accepteur, à un précédent endosseur, et ceux-ci peuvent la transmettre par de nouveaux endossements.

729. L'endossement doit être écrit sur la lettre de change, ou sur une copie de la lettre, ou sur une feuille annexée à la lettre ou à la copie (allonge).

730. L'endossement est valable, même si l'endosseur s'est borné à écrire son nom ou sa raison de commerce au dos de la lettre de change ou de la copie, ou sur l'allonge (endossement en blanc).

731. Tout porteur d'une lettre de change a qualité pour remplir les endossements en blanc, mais il peut l'endosser même sans les avoir remplis.

732. L'endosseur est tenu, selon les règles particulières en matière de lettre de change, de garantir à tout porteur subséquent l'acceptation et le paiement de la lettre, à moins qu'il n'ait ajouté à son endossement les mots : « sans garantie », « sans obligation », ou telle autre réserve analogue ; auquel cas il n'est pas tenu comme endosseur.

733. L'endosseur qui a interdit la transmission par les mots « non à ordre », ou par telle autre expression équivalente, est à l'abri de tout recours de la part de ceux auxquels la lettre de change a été transférée au mépris de cette défense.

734. Le porteur d'une lettre de change endossée après le terme fixé pour le protêt faute de paiement, peut poursuivre le tiré qui l'a acceptée, et exercer son recours contre ceux qui ont endossé la lettre postérieurement au même délai.

Si cette lettre de change était acceptée, le paiement doit en être exigé dans les trois ans à partir de son échéance ; si elle ne l'était pas, dans l'année à dater du premier endossement tardif, comme pour les lettres de change à vue.

Quant au porteur à qui la lettre n'a été endossée qu'après avoir été protestée faute de paiement, il ne peut exercer que les droits de son endosseur contre l'accepteur, le tireur et les endosseurs antérieurs au protêt ; dans ce cas, l'endosseur n'est pas obligé selon les règles spéciales en matière de lettre de change.

735. L'endossement qui porte la mention « pour encaissement », « comme fondé de pouvoir », ou telle autre formule impliquant mandat, ne transfère pas la propriété de la lettre de change, mais donne le droit d'en percevoir le

montant, de la faire protester, de poursuivre en justice le paiement de la somme due et de toucher les espèces consignées.

Le porteur, simple mandataire, peut transmettre ses pouvoirs à un tiers au moyen d'un nouvel endossement valant procuration.

Mais il ne peut pas négocier la lettre de change par un endossement proprement dit, lors même que l'endossement valant procuration contiendrait les mots «ou à son ordre».

V. De la présentation à l'acceptation.

736. Le porteur d'une lettre de change a le droit de la présenter immédiatement à l'acceptation du tiré, et, à défaut d'acceptation dans le délai de vingt-quatre heures, de la faire protester. Toute convention contraire est nulle comme engagement de change.

Il n'y a d'exception que pour les lettres de change payables en foire ou en marché, lesquelles ne peuvent être présentées à l'acceptation et protestées en cas de refus qu'à l'époque fixée par la loi du lieu où se tient la foire ou le marché.

La simple détention de la lettre de change confère le droit de la présenter et de la faire protester faute d'acceptation, mais non le droit de consentir à ce qu'une acceptation déjà écrite soit retirée (biffée) ou restreinte.

737. Le porteur n'est tenu de présenter la lettre de change à l'acceptation que dans le cas où elle est payable à un certain délai de vue.

Les lettres de change de cette espèce doivent être présentées à l'acceptation conformément aux indications particulières qu'elles renferment, et, à défaut d'indications, dans le délai d'un an à compter de leur date, sous peine de perte du recours spécial attribué en matière de lettre de change contre les endosseurs et le tireur.

Si l'endosseur d'une lettre de change de cette espèce a indiqué dans son endossement un délai pour la présentation et que la présentation n'ait pas eu lieu dans ce délai, il est libéré de toutes les obligations qui découlent de la lettre de change.

738. Si l'acceptation d'une lettre de change tirée à un certain délai de vue ne peut être obtenue, ou si le tiré refuse de dater son acceptation, le porteur doit faire constater, par un protêt fait avant l'expiration du délai, qu'il a présenté la lettre en temps utile, sous peine de perdre le recours qui lui compète en vertu des règles spéciales de la matière contre les endosseurs et le tireur.

Dans ce cas, la date du protêt est réputée être celle de la présentation.

S'il n'y a pas eu protêt, l'échéance de la lettre de change se calcule, à l'égard de l'accepteur qui n'a pas daté son acceptation, à partir du dernier jour du délai de présentation.

VI. De l'acceptation.

739. L'acceptation d'une lettre de change doit être donnée par écrit sur la lettre même.

Toute déclaration écrite sur la lettre de change et signée par le tiré, équivaut à une acceptation pure et simple si

elle ne porte pas expressément que le tiré refuse d'accepter ou qu'il n'accepte que sous certaines restrictions.

Il y a également acceptation pure et simple lorsque le tiré écrit, sans aucune adjonction, son nom ou sa raison de commerce sur le recto de la lettre de change.

740. L'acceptation une fois donnée ne peut plus être retirée ni restreinte en quoi que ce soit, alors même que le tiré n'aurait pas encore rendu la lettre de change au porteur qui la lui avait présentée

Si le propriétaire de la lettre de change a consenti à ce que l'acceptation fût retirée (biffée) ou restreinte, l'accepteur ne peut opposer ce consentement qu'à celui qui l'a donné et non aux autres intéressés.

741. Le tiré peut restreindre son acceptation à une partie de la somme portée dans la lettre de change.

Si l'acceptation est accompagnée d'autres restrictions, la lettre de change est réputée non acceptée; néanmoins l'accepteur demeure tenu, dans les limites de son acceptation, des diverses obligations découlant de la lettre de change.

742. Par l'acceptation, le tiré est tenu selon les règles spéciales en matière de lettre de change de payer à l'échéance la somme pour laquelle il a accepté.

Il s'engage, en outre, même envers le tireur, à satisfaire aux diverses obligations découlant de la lettre.

Mais il n'a pas contre le tireur les actions qui en dérivent.

743. Lorsque la lettre de change énonce un lieu de paiement autre que le domicile du tiré (lettre de change à

domicile), celui-ci doit, lors de l'acceptation, indiquer sur la lettre la personne tenue de payer dans ce lieu, à moins que cette indication ne résulte du titre même.

A défaut d'indication, le tiré est censé vouloir acquitter lui-même la lettre de change dans le lieu désigné pour le paiement.

Le tireur peut, dans la lettre de change à domicile imposer au porteur l'obligation de la présenter à l'acceptation.

Le porteur qui ne se conforme pas à cet ordre perd son recours contre le tireur et les endosseurs.

VII. Du recours pour obtenir une sûreté.

Du recours à défaut d'acceptation.

744. En cas de refus d'acceptation, ou en cas d'acceptation conditionnelle ou partielle, les endosseurs et le tireur sont tenus conformément aux règles spéciales en matière de lettre de change de fournir, contre la remise du protêt faute d'acceptation, une sûreté suffisante pour garantir le paiement, à l'échéance, du montant de la lettre ou de la fraction non acceptée du dit montant, et le remboursement des frais résultant du défaut d'acceptation.

Toutefois les endosseurs et le tireur ont le droit de consigner la somme due à leurs frais, soit en justice, soit chez un magistrat ou dans un établissement ayant qualité pour recevoir des consignations.

745. Le preneur, les endosseurs et le porteur qui ont entre les mains le protêt faute d'acceptation ont le droit de réclamer une sûreté du tireur et des endosseurs précédents,

et de recourir contre eux, dans ce but, aux moyens d'exécution ou de procédure particuliers à cette matière.

Le demandeur en garantie n'est pas lié par l'ordre des endossements, ni par le choix qu'il avait fait en premier lieu parmi ses garants.

Il n'est pas obligé de produire la lettre de change, ni de justifier qu'il a fourni lui-même une sûreté aux endosseurs qui le suivent.

746. La sûreté fournie garantit non seulement celui qui l'a obtenue, mais encore tous ceux qui suivent le tireur ou l'endosseur dont elle provient, s'ils réclament de lui une sûreté.

Ils ne peuvent en exiger une plus ample qu'autant qu'ils ont des objections fondées à faire valoir contre la nature ou la quotité de celle qui a été fournie.

747. Il n'y a pas lieu de maintenir la sûreté fournie :

- 1^o lorsque la lettre de change est acceptée postérieurement pour le tout ;
- 2^o lorsque celui qui a fourni la sûreté n'a pas été poursuivi en paiement dans le délai d'une année à partir de l'échéance de la lettre de change ;
- 3^o lorsque la lettre de change a été payée ou qu'elle a perdu son caractère et ses effets de lettre de change.

Du recours à raison de la solvabilité insuffisante de l'accepteur.

748. Si la lettre de change a été acceptée pour le tout ou pour partie, il ne peut plus être demandé de sûreté pour la somme acceptée que dans les cas suivants :

- 1^o lorsque l'accepteur est déclaré en faillite ou qu'il a fait cession de ses biens ;
- 2^o lorsqu'il a suspendu ses paiements ;
- 3^o lorsque, postérieurement à la création de la lettre de change, une procédure en exécution forcée a été dirigée contre lui pour l'acquittement d'une dette quelconque, et qu'elle est restée sans résultat pour tout ou partie de la dite dette.

Dans ces divers cas, si l'accepteur ne fournit pas de sûreté, qu'en conséquence il soit dressé protêt, et qu'il résulte de ce protêt qu'il est impossible d'obtenir l'acceptation des personnes éventuellement désignées sur la lettre de change pour la payer «au besoin», l'un quelconque des des endosseurs et le porteur peuvent, contre la remise du protêt, exiger une sûreté des endosseurs précédents ainsi que du tireur.

La simple détention de la lettre de change vaut procuration pour exiger une sûreté de l'accepteur dans les cas énoncés au présent article 1^o, 2^o et 3^o, et pour faire dresser un acte de protêt, si elle n'est pas fournie.

Dans les cas énoncés aux numéros 2 et 3, le porteur de la lettre de change qui justifie de sa propriété peut aussi, pour obtenir une sûreté, recourir contre l'accepteur aux moyens d'exécution ou de procédure spéciaux en matière d'engagements de change.

VIII. De l'exécution des obligations résultant de la lettre de change.

De l'échéance.

749. La lettre de change payable un jour déterminé est échue ce jour-là.

La lettre de change payable au commencement ou à la fin d'un mois est échue le premier ou le dernier jour du mois.

La lettre de change payable au milieu d'un mois est échue le quinze du dit mois.

750. La lettre de change à vue est échue le jour de la présentation.

La présentation doit avoir lieu conformément aux indications énoncées dans la lettre et, à défaut d'indications, dans le délai d'un an à partir de sa date ; sous peine pour le porteur de perdre le recours spécial qui lui compete en vertu de la lettre de change contre les endosseurs et le tireur.

L'endosseur d'une lettre de change à vue qui a indiqué dans son endossement un délai déterminé pour la présentation, est libéré des obligations spéciales découlant de la lettre de change, si la présentation n'a pas été faite dans ce délai.

Quant aux lettres de change payables à vue qui ont été acceptées sans indication de date et dont la présentation n'a pas été constatée par un protêt, elles sont censées échues le dernier jour du délai de présentation.

751. L'échéance des lettres de change payables à un certain délai de vue ou de date est fixée comme suit :

1^o Si le délai est fixé par jours, la lettre est échue le dernier jour du délai ; on ne compte pas dans la supputation le jour dont elle porte la date si elle est à tant de jours de date, ni le jour où elle a été présentée à l'acceptation si elle est à tant de jours de vue ; si le délai est de huit ou de quinze jours, on entend par là, non pas une ou deux semaines, mais huit ou quinze jours pleins.

2^o Si le délai est fixé par semaines, la lettre est échue le jour de la semaine de paiement qui, par son nom, correspond au jour de la création ou de la présentation de la lettre.

3^o Si le délai est fixé par mois ou par un laps de temps comprenant plusieurs mois (année, semestre, trimestre), la lettre de change est échue le jour du mois de paiement qui, par son quantième, correspond au jour de la création ou de la présentation de la lettre de change ; s'il n'y a pas de jour correspondant dans le mois, elle est échue le dernier jour du dit mois.

L'expression «demi-mois» équivaut à un délai de quinze jours. Si la lettre de change est payable à un ou plusieurs mois, plus un demi-mois, les quinze jours doivent être comptés en dernier lieu.

752. Il n'y a point de délais de grâce.

753. Si une lettre de change, payable en Suisse à un certain délai de date et tirée d'un pays où l'ancien style est en usage, ne porte pas qu'elle est datée d'après le

nouveau style, ou si la date est exprimée sous les deux formes, l'échéance se calcule en prenant pour point de départ le jour qui, dans le nouveau calendrier, correspond au jour de la création d'après l'ancien style.

754. Les lettres de change payables en foire ou en marché sont échues le jour fixé pour le paiement par la loi du lieu où se tient la foire ou le marché, et, à défaut d'une telle fixation, le jour qui précède la clôture légale de la foire ou du marché.

Si la foire ou le marché ne dure qu'un jour, ce jour est celui de l'échéance.

Du paiement.

755. Le porteur d'une lettre de change endossée justifie de sa propriété par une suite non interrompue d'endossements descendant jusqu'à lui.

En conséquence, le premier endossement doit être signé du nom du preneur et chaque endossement suivant du nom de la personne désignée par l'endossement qui précède immédiatement.

Si un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, il y a lieu d'admettre que le signataire de ce dernier endossement a acquis la lettre de change par l'endossement en blanc.

Lorsqu'il s'agit de vérifier les droits de propriété du porteur, les endossements biffés sont réputés non écrits.

Celui qui paie n'est pas tenu de vérifier l'authenticité des endossements.

756. Lorsque la lettre de change est stipulée payable en une monnaie qui n'a pas cours dans le lieu du paiement ou en une monnaie de compte, le paiement peut être fait en monnaie du pays, au cours existant le jour de l'échéance, à moins que le tireur n'ait expressément prescrit, par les mots « valeur effective » ou par une autre formule analogue, que le paiement eût lieu dans la monnaie indiquée sur la lettre de change.

757. Le porteur d'une lettre de change ne peut refuser le paiement partiel qui lui est offert, encore que l'acceptation ait été donnée pour la somme entière.

758. Le débiteur de la lettre de change n'est tenu de sa payer que contre remise de la lettre acquittée.

S'il fait un paiement partiel, il peut seulement exiger que ce paiement soit mentionné sur la lettre de change et que quittance lui en soit donnée sur une copie de la lettre.

759. Si le paiement de la lettre de change n'est pas demandé à l'échéance, l'accepteur peut, après l'expiration du délai de protêt faute de paiement, en consigner le montant aux frais et risques du porteur, soit en justice, soit chez un magistrat ou dans un établissement ayant qualité pour recevoir des consignations. Il n'est pas nécessaire de citer le porteur.

760. Le porteur d'une lettre de change ne peut être tenu d'en recevoir le paiement avant l'échéance ; si ce paiement a lieu par anticipation, c'est aux risques et périls de celui qui l'effectue.

761. Si le porteur de la lettre de change a accordé à l'accepteur une prolongation de l'échéance, il perd ses

droits contre ceux des endosseurs précédents qui n'ont pas consenti cette prolongation.

IX. Du recours faute de paiement.

762. Pour qu'un recours faute de paiement puisse être exercé contre le tireur et les endosseurs, il faut :

1^o que la lettre de change ait été présentée au paiement ;

2^o que cette présentation et le défaut de paiement aient été constatés par un protêt dressé en temps utile.

Le protêt ne peut être fait le jour même de l'échéance : il doit être dressé au plus tard le second jour non férié après celui de l'échéance.

763. L'ordre de ne pas faire de protêt (« sans protêt », « sans frais », etc.) dispense du protêt, mais ne dispense pas de l'obligation de présenter la lettre de change en temps utile.

La preuve du défaut de présentation en temps utile incombe au signataire de qui l'ordre émane.

Cet ordre ne décharge pas de l'obligation de rembourser les frais du protêt.

764. La lettre de change à domicile doit être présentée pour le paiement à la personne désignée dans la lettre ou, à défaut de désignation, au tiré lui-même, dans le lieu du domicile élu, et c'est là que doit être dressé le protêt faute de paiement.

Lorsque la personne désignée n'est pas le tiré lui-même et que le protêt n'a pas été fait dans le délai légal, le

porteur est déchu de toute action spéciale découlant de la lettre de change, non seulement contre les endosseurs et le tireur, mais encore contre l'accepteur.

765. Sauf le cas prévu à l'article 764, alinéa 2, le porteur n'est tenu, pour conserver son recours spécial contre l'accepteur, ni de présenter la lettre à l'échéance, ni de faire dresser protêt.

766. Toute personne tenue au paiement d'une lettre de change a le droit d'exiger du porteur, contre paiement du capital, des intérêts et des frais, la remise de la lettre de change acquittée et du protêt faute de paiement.

767. Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut exercer son recours à la fois contre tous ceux qui sont tenus de la payer ou seulement contre un ou plusieurs d'entre eux, sans pour cela perdre son droit contre ceux auxquels il ne s'est pas adressé en premier lieu. Il n'est pas obligé de suivre l'ordre des endossements.

768. Le porteur qui exerce son recours après avoir fait protester la lettre faute de paiement, ne peut réclamer que :

- 1^o la somme énoncée dans la lettre de change, avec les intérêts à six pour cent l'an à partir de l'échéance ;
- 2^o les frais de protêt et autres déboursés ;
- 3^o une commission d'un tiers pour cent.

Si le débiteur contre lequel le recours est exercé ne demeure pas dans le lieu où la lettre de change était payable, ces sommes doivent être payées au cours du change d'une lettre à vue tirée du lieu où le paiement devait s'effectuer sur celui du domicile du débiteur.

A défaut de cours du premier de ces lieux sur l'autre, le paiement se fait au cours du change de la place la plus voisine du domicile du débiteur.

Le cours doit être établi, sur la demande du débiteur, par un bulletin officiel, ou par l'attestation d'un courtier ou agent de change, ou, à défaut de bulletin ou d'attestation semblable, par la déclaration de deux commerçants.

769. L'endosseur qui a remboursé la lettre de change, ou qui l'a reçue en retour, a le droit de réclamer de tout endosseur précédent ou du tireur :

1^o la somme qu'il a payée ou dont il a été débité en retour, avec les intérêts à six pour cent l'an à compter du jour du paiement ;

2^o les frais qui lui ont été causés ;

3^o une commission de deux pour mille.

Si le débiteur contre lequel le recours est exercé ne demeure pas dans le même lieu que le créancier, ces sommes doivent être payées au cours du change d'une lettre à vue tirée du lieu du domicile du créancier sur celui du domicile du débiteur.

A défaut de cours du premier de ces lieux sur l'autre, le paiement se fait au cours du change de la place la plus voisine du domicile du débiteur.

Le cours doit être établi de la manière prescrite à l'article 768.

770. Les dispositions des articles 768 et 769, 1^o et 3^o, ne privent pas le demandeur en garantie qui exerce son recours à l'étranger des avantages plus considérables qui peuvent lui être attribués sur la place étrangère.

771. Le créancier qui exerce son recours peut tirer sur le débiteur une nouvelle lettre de change (retraite) pour le montant de sa créance.

Dans ce cas, il y ajoute le courtage pour la négociation de la retraite et les frais de timbre, s'il y a lieu.

La retraite doit être à vue et tirée sur le débiteur directement.

772. Celui sur qui le recours est exercé n'est tenu de payer que contre la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte de retour acquitté ; la lettre de change ne doit présenter aucune altération de nature à compromettre le droit de recours ultérieur du débiteur.

773. Tout endosseur qui a payé un de ceux qu'il devait garantir, peut annuler son propre endos et ceux des endosseurs qui le suivent.

X. De l'intervention.

De l'acceptation par intervention (par honneur).

774. Quand une lettre de change protestée faute d'acceptation indique comme devant l'acquitter «au besoin» une personne domiciliée dans le lieu où elle est payable, le porteur ne peut exiger une sûreté qu'après avoir présenté la lettre à l'acceptation de cette personne.

Si plusieurs personnes sont indiquées pour payer «au besoin», il doit s'adresser tout d'abord à celle dont le paiement opère le plus de libérations.

775. Le porteur peut refuser l'acceptation par intervention de toute personne qui n'est pas indiquée sur la lettre de change comme devant payer «au besoin».

776. L'accepteur par intervention doit se faire remettre, contre remboursement des frais, le protêt faute d'acceptation et faire constater sa propre acceptation sur une feuille jointe au protêt.

Il est tenu de notifier son intervention à celui pour qui il est intervenu, par une lettre accompagnée du protêt et mise à la poste dans les deux jours qui suivent celui du protêt.

S'il omet de le faire, il répond du préjudice causé par sa négligence.

777. Lorsque l'accepteur par intervention omet d'indiquer dans son acceptation pour qui il est intervenu, il est réputé être intervenu pour le tireur.

778. L'accepteur par intervention est tenu envers le porteur et tous les endosseurs postérieurs à la personne pour laquelle il est intervenu des obligations spéciales en matière de lettre de change.

Il cesse d'être obligé si la lettre de change ne lui est pas présentée au paiement au plus tard le second jour non férié après celui de l'échéance.

La présentation en temps utile ne peut être constatée que par un protêt.

779. Lorsque la lettre de change a été acceptée par une personne indiquée comme devant payer «au besoin» ou par tout autre intervenant par honneur, le porteur et les endosseurs postérieurs à celui pour qui l'intervention a eu lieu, n'ont pas le droit de demander une sûreté.

Mais ce droit appartient à celui pour qui l'intervention a eu lieu ainsi qu'aux personnes qui le précèdent.

Du paiement par intervention (par honneur).

780. Lorsque la lettre de change non payée par le tiré, ou la copie de cette lettre, indique comme devant la payer «au besoin» ou comme accepteurs par intervention des personnes domiciliées dans le lieu où elle est payable, le porteur est tenu de présenter la lettre à toutes ces personnes, au plus tard le second jour non férié après celui de l'échéance, et de faire consigner le résultat de cette présentation sur le protêt faute de paiement ou sur une feuille annexée.

S'il omet de le faire, il perd son recours contre celui qui a indiqué des payeurs «au besoin», contre celui pour qui une intervention a eu lieu, et contre les endosseurs subséquents.

Le porteur qui refuse le paiement offert par un autre intervenant, perd son recours contre les endosseurs qui suivent la personne pour qui le paiement était offert.

781. Le payeur par intervention doit se faire remettre la lettre de change et le protêt faute de paiement, contre remboursement des frais. Il est tenu de notifier le paiement à celui pour qui il est intervenu, par une lettre accompagnée du protêt et mise à la poste dans les deux jours qui suivent celui du protêt. S'il omet de le faire, il répond du préjudice causé par sa négligence.

Le payeur par intervention est subrogé aux droits du porteur contre celui pour qui le paiement a été fait, contre les endosseurs précédents, le tireur et l'accepteur.

782. Si plusieurs personnes offrent de payer par intervention, celle dont le paiement opère le plus de libérations doit être préférée.

Si l'un des intervenants paie encore qu'il eût pu voir, en examinant la lettre de change ou le protêt, qu'un autre personne, préférable sous ce rapport, était prête à payer, il n'a point de recours contre ceux des endosseurs que cet autre paiement aurait libérés.

XI. Des duplicata et copies de lettres de change.

Des duplicata.

783. Le tireur est tenu de délivrer au preneur, sur sa demande, plusieurs exemplaires identiques de la lettre de change.

Ces exemplaires doivent être désignés dans leur contexte comme « première, seconde, troisième, etc., de change », à défaut de quoi chaque exemplaire est considéré comme une lettre de change distincte (seule de change).

Toute personne à qui la lettre de change est endossée peut aussi en exiger un duplicata.

A cet effet, elle doit s'adresser à son endosseur immédiat, lequel agit envers son propre endosseur, et ainsi en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'à ce que la demande parvienne au tireur.

Chacun des porteurs successifs peut exiger de l'endosseur qui le précède que les endossements antérieurs soient reproduits sur le duplicata.

784. Le paiement d'un des exemplaires de la lettre de change annule les autres.

Néanmoins restent tenus en vertu des autres exemplaires :

1^o l'endosseur qui n'a pas endossé à la même personne les divers exemplaires de la lettre, et tous les endosseurs subséquents dont la signature figure sur les exemplaires non retirés au moment du paiement, à raison de leurs endossements ;

2^o l'accepteur qui a mis son acceptation sur plusieurs exemplaires de la même lettre, à raison des acceptations qui figurent sur les exemplaires non retirés au moment du paiement.

785. Celui qui a envoyé à l'acceptation un des exemplaires d'une lettre de change doit indiquer sur les autres entre les mains de qui cet exemplaire se trouve.

Toutefois l'omission de cette indication n'invalide pas la lettre de change comme telle.

Le détenteur de l'exemplaire envoyé à l'acceptation est tenu de le remettre à celui qui justifie, par un endossement ou de toute autre manière, qu'il a qualité pour le recevoir.

786. Le porteur d'un duplicata indiquant entre les mains de qui se trouve l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne peut exercer son recours faute d'acceptation ou faute de paiement avant d'avoir fait constater par un protêt :

1^o que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis par le détenteur ;

2^o que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur la présentation du duplicata.

Des copies.

787. Les copies d'une lettre de change doivent reproduire la lettre ainsi que les endossements et les diverses

énonciations qu'elle porte, avec la mention : « jusqu'ici copie » ou toute autre équivalente.

La copie doit indiquer entre les mains de qui se trouve l'original de la lettre envoyée à l'acceptation ou remise en dépôt.

Néanmoins l'omission de cette indication n'enlève pas à la copie revêtue d'endos originaux sa valeur comme lettre de change.

788. L'endossement original qui se trouve sur une copie oblige l'endosseur comme s'il était apposé sur la lettre de change elle-même.

789. Le détenteur de l'original de la lettre de change est tenu de le délivrer au porteur d'une copie revêtue d'un ou de plusieurs endossements originaux, si celui-ci justifie, par un endossement ou de toute autre manière, qu'il a qualité pour le recevoir.

Si le détenteur ne lui remet pas l'original, le porteur de la copie est tenu de faire constater le refus par l'acte de protêt prescrit à l'article 786, 1^o, avant de pouvoir exercer soit le recours en garantie, soit, après l'échéance indiquée sur la copie, le recours faute de paiement contre les signataires des endossements originaux qui se trouvent sur la copie.

XII. De la perte des lettres de change.

790. Le possesseur d'une lettre de change qui justifie de sa propriété conformément aux dispositions de l'article 755, ne peut être tenu de la rendre ou de rembourser la somme qu'il en a retirée par encaissement ou négociation,

que s'il a acquis la lettre de change de mauvaise foi ou en se rendant coupable d'une faute grave.

791. Celui qui, d'une manière quelconque, a perdu une lettre de change peut requérir du juge compétent une ordonnance interdisant au tiré de payer la lettre et autorisant celui-ci à en consigner le montant à l'échéance, soit en justice, soit entre les mains d'un magistrat ou dans un établissement ayant qualité pour recevoir des consignations.

792. Si le nouvel acquéreur de la lettre de change est connu, le requérant est tenu de l'actionner en restitution, dans un délai à fixer par le juge ; faute de quoi l'interdiction faite au tiré est levée.

793. Si le détenteur de la lettre de change est inconnu, il y a lieu de procéder par voie d'annulation de la lettre.

794. Celui qui demande l'annulation doit produire une copie de la lettre de change ou tout au moins en indiquer la teneur essentielle ; il doit, en outre, établir qu'il a possédé le titre et qu'il l'a perdu.

795. Après ces justifications, le juge somme, par voie de publications, le détenteur inconnu de produire la lettre de change dans un délai déterminé, et ce sous peine d'annulation du titre.

796. Le délai pour produire la lettre de change perdue doit être de trois mois au moins et d'une année au plus.

Ce délai commence à courir, à l'égard des lettres de change échues, du jour où la première sommation a été publiée, et à l'égard des lettres de change non échues, du jour de l'échéance seulement.

Le délai de trois mois peut être réduit pour les lettres de change échues qui seraient prescrites avant l'expiration de ce délai.

797. La sommation de produire la lettre de change doit être publiée trois fois dans la Feuille officielle du commerce.

Le juge peut, en outre, prescrire telles autres mesures de publicité qu'il croirait utiles.

798. Si la lettre de change n'est pas produite au juge dans le délai fixé, il en prononce l'annulation.

799. Dans le cas où la lettre de change était acceptée, le juge nanti de la demande peut, avant de prononcer l'annulation, ordonner à l'accepteur de consigner le montant de la lettre de change, et même de la payer si le demandeur fournit une sûreté suffisante.

800. Si la lettre de change est produite avant que l'annulation en ait été prononcée, un délai convenable doit être fixé au demandeur pour intenter son action en restitution; faute par lui de l'intenter dans ce délai, la lettre produite est restituée au nouvel acquéreur et la défense de payer faite au tiré est levée.

XIII. Des faux et des altérations en matière de lettre de change.

801. Lorsqu'une lettre de change porte des signatures fausses ou falsifiées, les signatures véritables n'en produisent pas moins les effets spéciaux attachés aux titres de cette nature.

802. Si l'une des énonciations de la lettre de change (somme, échéance, etc.) a été altérée postérieurement à la création et à l'émission de la lettre, tous ceux qui l'ont signée après cette altération (endosseurs, accepteurs, intervenants, etc.) sont tenus dans les termes de la lettre ainsi altérée.

Dans le cas où l'on ne peut établir si une signature a été donnée avant ou après l'altération, elle est réputée l'avoir été auparavant.

XIV. De la prescription en matière de lettre de change.

803. L'action découlant de la lettre de change contre l'accepteur se prescrit par trois ans à compter du jour de l'échéance.

Si la lettre de change a été prorogée, la prescription commence à courir de l'expiration de la prorogation.

804. Le recours du porteur contre le tireur et les autres garants se prescrit :

- 1^o par un mois, si la lettre de change était payable en Suisse ;
- 2^o par trois mois, si la lettre de change était payable en Europe, à l'exception de l'Islande et des îles Féroë, ou dans les contrées de l'Asie et de l'Afrique situées sur le littoral de la Méditerranée et de la mer Noire, ou dans les îles de ces deux mers ;
- 3^o par douze mois, si la lettre de change était payable dans tout autre pays hors de l'Europe, en Islande ou aux îles Féroë.

La prescription court contre le porteur dès le jour du protêt.

805. Le recours de l'endosseur contre le tireur et les autres garants se prescrit :

- 1^o par un mois, si le créancier qui exerce le recours réside en Suisse ;
- 2^o par trois mois, s'il réside en Europe, à l'exception de l'Islande et des îles Féroë, ou dans les contrées de l'Asie et de l'Afrique situées sur le littoral de la Méditerranée et de la mer Noire, ou dans les îles de ces deux mers ;
- 3^o par douze mois, s'il réside dans tout autre pays hors de l'Europe, en Islande ou aux îles Féroë.

La prescription contre l'endosseur commence à courir le jour où il a payé la lettre de change ou l'a reçue en retour ; toutefois, si une action ou une poursuite a été dirigée contre lui, la prescription commence à courir le jour de la signification qui lui a été faite de la citation ou du premier acte de poursuite.

806. La prescription n'est interrompue que par une poursuite, par une action en justice, ou par la production faite dans la faillite du débiteur ; cette interruption n'a d'effet qu'à l'égard du débiteur contre lequel le recours s'exerce. Toutefois la dénonciation d'instance faite par le défendeur ou par la personne poursuivie équivaut sous ce rapport à une action en justice ou à une poursuite directe.

807. Lorsque la prescription mentionnée aux articles qui précèdent est interrompue, une nouvelle prescription triennale court à partir de l'acte interruptif.

XV. Des actions résultant de la lettre de change.

808. Le tireur, l'accepteur et les endosseurs d'une lettre de change sont tenus envers le porteur selon les règles spéciales en matière de lettre de change. Il en est de même de toute personne qui a joint sa signature à celle de l'un d'eux sur l'original ou sur une copie de la lettre, encore que ce soit uniquement en qualité de caution (donneur d'aval).

Ils sont tenus pour tout ce qui est dû au porteur à raison de l'inexécution de l'engagement de change.

Le porteur peut poursuivre individuellement chacun des débiteurs pour la totalité de sa créance ; il a le droit de choisir celui qu'il veut poursuivre le premier.

809. Le recours du donneur d'aval contre la personne qu'il a garantie ou contre les cofidéjuseurs, s'il y en a, est régi par les dispositions relatives au cautionnement.

810. En cas de faillite de deux ou de plusieurs garants, celui qui a qualité pour exercer un recours contre eux a le droit d'intervenir dans chaque faillite pour la totalité de sa créance en principal, intérêts, frais et accessoires.

Les diverses masses n'ont pas de recours les unes contre les autres pour les dividendes qu'elles ont payés, tant que la somme totale de ces différents dividendes ne dépasse point la somme due au recourant.

Lorsqu'elle la dépasse, l'excédent fait retour aux masses qui ont payé des dividendes, dans l'ordre de leur recours les unes contre les autres à partir du dernier endosseur, et jusqu'à concurrence de leurs paiements respectifs.

La lettre de change, le protêt, le compte de retour et toutes autres pièces sont remis à la masse du dernier endosseur qui par son dividende a parfait le paiement du créancier, afin que cette masse puisse exercer son recours contre les obligés précédents et contre l'accepteur, s'il y en a un.

811. En matière de lettre de change, chaque débiteur ne peut opposer que les exceptions spéciales à cette matière ou celles qu'il a directement contre le créancier qui exerce le recours.

812. Si le juge estime que les faits invoqués à l'appui d'exceptions autorisées par l'article 811 ne sont pas dignes de foi, il doit ordonner l'exécution provisoire immédiate, moyennant caution s'il y a lieu.

813. Les obligations dérivant de la lettre de change s'éteignent par la prescription ou par l'inobservation de l'une des formalités ou de l'un des délais auxquels la loi en a subordonné l'existence, encore que la prescription ou la déchéance résulte d'un événement de force majeure ou qu'aucune faute ne soit imputable au créancier.

Néanmoins l'accepteur et le tireur, même après avoir été libérés par suite de prescription ou de déchéance, restent obligés par les voies civiles ordinaires envers le porteur, jusqu'à concurrence du bénéfice qu'ils auraient fait à ses dépens.

Une action en restitution de même nature peut être exercée, dans les mêmes limites, contre le tiré, contre le tiers au domicile duquel la lettre de change était payable et contre celui pour le compte de qui la lettre a été tirée.

XVI. Du protêt.

814. Tout protêt doit être dressé par un notaire ou par un autre officier public ayant qualité à cet effet. La présence de témoins ou d'un greffier n'est pas nécessaire.

815. L'acte de protêt doit contenir :

- 1^o la transcription littérale de la lettre de change ou de sa copie, et de tous les endossements et observations qui s'y trouvent ;
- 2^o le nom ou la raison de commerce de ceux pour qui et contre qui le protêt est dressé ;
- 3^o la sommation faite à celui contre qui le protêt est dressé, sa réponse ou la mention qu'il n'en a pas donné ou qu'il n'a pas pu être trouvé ;
- 4^o l'indication du lieu, du jour, du mois et de l'année où la dite sommation a été faite ou inutilement tentée ;
- 5^o en cas d'acceptation ou de paiement par intervention, la mention de ceux par qui et pour qui l'intervention a été offerte et effectuée, et de la manière dont elle l'a été ;
- 6^o la signature de celui qui a dressé l'acte.

816. Lorsque l'exécution d'une même obligation dérivant d'une lettre de change doit être réclamée de plusieurs personnes, il suffit d'un seul et même acte de protêt contenant les sommations adressées à ces diverses personnes.

817. Les protêts doivent être transcrits en entier jour par jour et par ordre de dates, sur un registre spécial, coté en chiffres par première et dernière.

**XVII. Du lieu et du temps où doivent se faire la
présentation et les autres actes relatifs
à la lettre de change.**

818. La présentation à l'acceptation ou au paiement, le protêt, la demande d'un duplicata ainsi que tous les autres actes à faire auprès d'une personne déterminée, doivent être faits dans ses bureaux, et, à défaut de bureaux, dans sa demeure.

Ces actes ne peuvent être faits en un autre lieu, par exemple à la Bourse, que du consentement des deux parties.

Une personne n'est réputée n'avoir ni bureau ni demeure connus que si les informations prises à cet égard auprès de la police ou au bureau de poste de la localité par celui qui fait le protêt sont demeurées infructueuses ; cette circonstance doit être mentionnée dans l'acte.

819. La lettre de change échue un dimanche ou un autre jour férié reconnu par l'Etat, est payable le premier jour non férié qui suit.

De même, tous autres actes relatifs à la lettre de change, tels qu'une demande de duplicata, la présentation à l'acceptation, etc., ne peuvent être faits qu'un jour non férié.

Si le délai de rigueur fixé pour l'accomplissement d'un de ces actes tombe sur un dimanche ou un jour férié reconnu par l'Etat, il y sera procédé le premier jour non férié qui suit.

La même règle s'applique au protêt.

XVIII. Des signatures défectueuses.

820. Les engagements figurant sur une lettre de change, qui, à titre de signature, portent au lieu du nom du souscripteur une croix ou telle autre marque analogue, ne produisent aucun des effets spéciaux en matière de lettre de change, encore que ces marques aient été certifiées par un notaire ou légalisées.

821. Celui qui, sans mandat, signe au nom d'un tiers un engagement figurant sur une lettre de change, est obligé personnellement comme le serait le prétendu mandant s'il avait donné mandat. Cette disposition est applicable aux tuteurs et autres représentants, pour les engagements qu'ils prennent par lettre de change en outre-passant leurs pouvoirs.

XIX. De l'application des lois étrangères.

822. La capacité de s'obliger par lettre de change est déterminée pour les étrangers par la loi du pays auquel ils appartiennent.

Toutefois l'étranger qui, d'après le droit suisse, serait capable de s'obliger par lettre de change, s'oblige valablement de cette façon en Suisse, encore qu'il en soit incapable d'après le droit de son pays.

Quant à la capacité des Suisses, elle est réglée par le présent code ; peu importe qu'ils résident dans le pays ou à l'étranger.

823. Les conditions essentielles de la lettre de change tirée d'un pays étranger, ainsi que de tout autre engagement

de change signé en pays étranger, sont déterminées par la loi du lieu où l'acte a été fait.

Si toutefois les engagements signés en pays étranger sont conformes aux dispositions de la loi suisse, la circonstance qu'ils seraient irréguliers d'après la loi étrangère n'infirme point la valeur légale des engagements subséquents inscrits en Suisse sur la lettre de change.

De même, les engagements de change signés à l'étranger par un Suisse en faveur d'un autre Suisse engendrent les diverses obligations spéciales en matière de lettre de change pourvu qu'ils soient conformes aux dispositions de la loi suisse.

824. Quant à la forme des actes requis pour l'exercice ou la conservation sur une place étrangère des droits qui dérivent du contrat de change, elle est déterminée par la loi en vigueur sur cette place.

XX. Du billet de change.

825. Le billet de change doit contenir les énonciations essentielles qui suivent :

- 1^o la mention expresse dans le texte même que le billet est un billet «de change» (*Wechsel, cambiale*) ;
- 2^o l'indication, dans le texte et en toutes lettres, de la somme à payer ;
- 3^o le nom ou la raison de commerce de la personne à qui ou à l'ordre de qui le souscripteur promet de payer ;
- 4^o l'indication de l'époque du paiement, conformément aux dispositions de l'article 722, 4^o ;

5^o la signature du souscripteur, c'est-à-dire son nom ou sa raison de commerce ;

6^o l'indication du lieu, du jour, du mois et de l'année où le billet est créé.

826. A défaut d'indication spéciale, le lieu où le billet de change a été souscrit est réputé être le lieu de paiement et en même temps la demeure du souscripteur.

827. Les dispositions suivantes du présent code, relatives à la lettre de change, s'appliquent également au billet de change :

1^o les articles 720 et 721, sur la capacité de s'obliger par lettre de change ;

2^o les articles 723 et 725, sur la forme de la lettre de change ;

3^o les articles 727 à 735, sur l'endossement ;

4^o les articles 737 et 738, sur la présentation de la lettre de change à un certain délai de vue ; avec cette différence que le billet de change doit être présenté au souscripteur pour qu'il y constate la date de la présentation, et que le défaut de présentation dans le délai fixé libère seulement les endosseurs, non le souscripteur ;

5^o l'article 748, concernant la faculté d'exiger une sûreté ; avec cette différence que le dit article s'applique lorsque la solvabilité du souscripteur est douteuse, et qu'on ne peut exiger de lui une sûreté par voie d'action ou de poursuite que dans le cas prévu à l'article 748, 3^o ;

- 6^o les articles 749 à 761, sur le paiement ou le droit de consigner le montant de la lettre de change échue ; toutefois la consignation peut être faite par le souscripteur, et le défaut de présentation dans le délai fixé par l'article 750 libère seulement les endosseurs, le souscripteur restant tenu aussi longtemps que la prescription qui commence à courir dès l'expiration du délai de présentation n'est pas accomplie ;
- 7^o les articles 762 et 763, ainsi que les articles 766 à 773, sur le recours, faute de paiement, contre les endosseurs ;
- 8^o les articles 774, alinéa 2, 775 et 778 à 782, sur l'acceptation et le paiement par intervention ; toutefois le porteur n'est tenu d'accepter l'engagement de la personne indiquée comme devant payer « au besoin » que s'il y a doute sur la solvabilité du souscripteur ; sauf déclaration expresse, l'acceptation par intervention d'un billet de change endossé est réputée donnée au profit du premier endosseur ;
- 9^o les articles 787 à 789, sur les copies ;
- 10^o les articles 790 à 802, sur les lettres de change perdues, fausses ou altérées ; avec cette différence que, dans le cas de l'article 799, la consignation ou le paiement doit être fait par le souscripteur ;
- 11^o les articles 804 à 812, et 814 à 824, concernant les principes généraux de la prescription en matière de lettres de change, la prescription du recours contre les endosseurs, les actions du créancier, le protêt, le lieu et le temps où doivent se faire la présentation et les autres actes relatifs à la lettre de change,

les signatures défectueuses, enfin les législations étrangères ;

120 l'article 813 ; toutefois, s'il s'agit de billets de change endossés, le souscripteur et même le premier endosseur restent obligés par les voies civiles ordinaires envers le porteur, jusqu'à concurrence du bénéfice qu'ils auraient fait à ses dépens.

828. Le billet de change à domicile doit être présenté pour le paiement à la personne qui y est désignée ou, faute de désignation, au souscripteur lui-même, dans le lieu indiqué comme domicile, et c'est là que doit être fait le protêt faute de paiement.

Lorsque la personne désignée n'est pas le souscripteur lui-même et que le protêt n'a pas été fait dans le délai légal, le porteur est déchu de son recours non seulement contre les endosseurs, mais encore contre le souscripteur.

Sauf ce cas, le porteur n'est tenu, pour conserver son recours contre le souscripteur, ni de présenter le billet à l'échéance, ni de le faire protester.

829. Les actions contre le souscripteur d'un billet de change qui découlent du titre à raison de sa nature spéciale se prescrivent par trois ans, à compter du jour de l'échéance.

Si le billet a été prorogé, la prescription commence à courir de l'expiration de la prorogation.

Titre trentième.

Du chèque.

830. Le chèque doit contenir les énonciations essentielles qui suivent :

- 1^o la qualification de « chèque » ;
- 2^o l'indication, en toutes lettres, de la somme à payer ;
- 3^o la signature du tireur, c'est-à-dire son nom ou sa raison de commerce ;
- 4^o la date, avec l'indication du mois et du jour en toutes lettres ;
- 5^o le nom ou la raison de commerce de la personne qui doit payer (du tiré) ;
- 6^o l'indication du lieu où doit s'effectuer le paiement ; le lieu désigné à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré est réputée, en matière de chèque, être tout à la fois le lieu du paiement et la demeure du tiré.

831. Le chèque ne peut être émis qu'autant que le tireur a le droit de disposer immédiatement chez le tiré de la somme indiquée.

832. Le chèque peut être émis au porteur, en faveur d'une personne déterminée ou à l'ordre de cette personne.

Si le chèque n'indique pas la personne à qui le paiement doit être fait, il est censé être au porteur.

833. Le chèque est payable à présentation, encore qu'il indique une autre échéance ou n'en indique aucune.

834. Il n'y a lieu, pour les chèques, ni de les présenter à l'acceptation ni de les accepter.

Le délai pour la présentation au paiement est de cinq jours, si le chèque est tiré sur la place même ; de huit jours, s'il est tiré d'un lieu sur un autre.

835. Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans le dit délai, perd son recours contre les endosseurs ; il le perd aussi contre le tireur dans la mesure où, faute de présentation, celui-ci a subi un préjudice du chef du tiré.

836. Les dispositions relatives à la lettre de change sont aussi applicables aux chèques, pour autant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent titre.

837. Le tireur qui émet un chèque sans posséder chez le tiré une couverture pour la somme indiquée, est tenu de bonifier au porteur cinq pour cent du montant du chèque ; sans préjudice de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Titre trente-et-unième.

Des autres billets et mandats à ordre.

I. Des billets et délégations à ordre analogues aux effets de change.

738. Les billets à ordre, promesses de paiement qui, sans porter dans le contexte les mots «de change», sont néanmoins expressément créées à ordre et qui répondent d'ailleurs aux diverses conditions essentielles que l'article 825 exige pour les billets de change, sont assimilées à ceux-ci, sauf les exceptions énoncées aux articles 840 et 842.

839. Les délégations ou assignations, qui, sans porter dans le contexte les mots «de change» et sans être qualifiées de chèques, sont néanmoins expressément créées à ordre et qui répondent d'ailleurs aux diverses conditions essentielles que l'article 722 exige pour les lettres de change, sont assimilées à celles-ci, sauf les exceptions énoncées aux articles 841 et 842.

840. Les dispositions concernant le recours pour obtenir une sûreté, l'acceptation par intervention et le paiement par intervention, qui, d'après l'article 827, 5^o et 8^o, s'appliquent aux billets de change, ne régissent pas les billets à ordre définis à l'article 838.

841. Il n'y a pas lieu de présenter à l'acceptation les délégations à ordre définies à l'article 839. L'assigné à

qui l'on en présenterait une, n'est pas obligé de déclarer s'il l'accepte ou la refuse ; et, à défaut d'acceptation ou de déclaration de sa part, le porteur n'a le droit ni de faire dresser protêt, ni d'exercer un recours.

Si l'assigné accepte de son plein pré, il est tenu comme s'il s'agissait d'une lettre de change. Toutefois, ni le premier porteur, ni ceux auxquels la délégation a été endossée, ne peuvent invoquer le bénéfice de l'article 748.

842. Les dispositions de l'article 812 du présent code, de même que les dispositions particulières des lois fédérales ou cantonales sur la procédure ou les voies d'exécution en matière de lettre de change ne s'appliquent pas aux réclamations s'appuyant sur des titres qui ne contiennent pas les mots «de change» ou «chèques».

II. Des autres titres transmissibles par endossement.

843. Tout titre par lequel le souscripteur s'engage à livrer dans un lieu et dans un temps déterminés une certaine somme d'argent ou une certaine quantité de choses fongibles, peut être transmis par endossement, s'il a été expressément créé à ordre.

Le débiteur ne peut opposer d'autres exceptions que celles qui résultent du titre même ou celles qu'il a directement contre le demandeur.

Il n'est tenu de payer que contre la remise du titre à ordre dûment acquitté.

844. Les titres à ordre mentionnés à l'article précédent et tous autres titres transmissibles par endossement (cer-

tificats de dépôt, warrants, bulletins de chargement, etc.) sont soumis aux dispositions relatives aux lettres de change, en ce qui concerne la forme de l'endossement, la justification du droit de propriété du porteur, l'annulation et l'action en restitution.

Néanmoins l'annulation des actions transmissibles par endossement est soumise aux dispositions qui régissent les titres au porteur, si les statuts de la société ne prescrivent pas un mode spécial de procéder.

845. Les dispositions relatives au recours exercé en vertu d'une lettre de change, ne sont pas applicables aux titres à ordre ou autres valeurs transmissibles par endossement, lorsqu'ils ne réunissent pas les conditions exigées pour les lettres de change, les chèques ou les billets analogues dont traite le premier chapitre du présent titre.

Les recours en matière de warrants demeurent soumis à la législation cantonale.

Titre trente-deuxième.

Des titres au porteur.

846. Tout détenteur d'un titre stipulé payable au porteur est censé avoir le droit d'en réclamer le paiement.

Toutefois le débiteur ne peut plus valablement payer lorsque les autorités judiciaires ou de police lui en ont fait défense.

847. Le débiteur ne peut opposer à la demande fondée sur un titre au porteur que les exceptions tirées de la nullité du titre ou dérivant de son texte même.

848. Le débiteur n'est tenu de payer au porteur que contre la remise du titre, à moins que l'annulation n'en ait été prononcée.

849. En cas de perte de titres au porteur munis de feuilles de coupons ou d'un talon pour le renouvellement des feuilles de coupons, ou donnant au porteur du titre lui-même le droit de percevoir des redevances périodiques (intérêts, dividendes, arrérages, etc.), il y a lieu, pour faire prononcer l'annulation du titre, de procéder conformément aux dispositions qui suivent.

850. Le demandeur est tenu d'établir auprès du juge du domicile du défendeur qu'il a possédé le titre et qu'il l'a perdu.

Lorsqu'il a perdu seulement la feuille de coupons ou le talon correspondant à son titre, il n'a besoin de produire à l'appui de sa demande d'annulation que le titre même.

851. Si le juge tient pour dignes de foi les allégations du demandeur touchant la possession et la perte du titre, il somme, par un avis public, le détenteur inconnu de produire ce titre dans un délai de trois ans au moins, à dater de la première publication, faute de quoi l'annulation en serait prononcée.

Sur la requête du demandeur, le juge peut interdire au débiteur du titre d'en payer le montant, sous peine de payer deux fois.

S'il s'agit de l'annulation de feuilles de coupons, on applique, quant aux coupons devant échoir pendant le cours de la procédure, les règles prescrites à l'article 857.

852. La sommation de produire le titre doit être publiée trois fois dans la Feuille officielle du commerce.

Le juge peut, en outre, prescrire telles autres mesures de publicité qu'il croirait utiles.

853. Si, par suite de cette publication, le titre perdu est produit, un délai convenable sera fixé au demandeur pour en vérifier l'identité et l'authenticité et formuler telles conclusions qui lui paraîtraient nécessaires, spécialement pour obtenir des mesures provisionnelles en vue d'un procès en revendication ou d'une poursuite pénale.

S'il n'est formulé dans ce délai aucunes conclusions tendant à provoquer d'ultérieures décisions de sa part, le juge ordonnera la restitution du titre produit, lèvera la défense de payer et rejettera la demande d'annulation.

854. Lorsque le délai fixé dans la sommation est expiré sans que le titre ait été produit, le juge peut en prononcer l'annulation ou ordonner, s'il y a lieu, d'autres mesures.

855. L'annulation d'un titre au porteur sera immédiatement rendue publique par voie d'insertion dans la Feuille officielle du commerce et par tels autres moyens que le juge estimera convenables.

856. Une fois l'annulation prononcée, celui qui l'a poursuivie a le droit d'exiger qu'il lui soit remis, à ses frais, un titre nouveau et, suivant les circonstances, une nouvelle

feuille de coupons, ou enfin que paiement lui soit fait si le titre est échu.

857. Lorsque les pièces perdues sont des coupons isolés ou d'autres papiers au porteur qui ne donnent pas au porteur du titre lui-même le droit de percevoir des redevances périodiques et qui ne sont munis ni de feuilles de coupons ni d'un talon, le juge du domicile du débiteur peut, sur la requête de la personne qui établit avoir possédé et perdu la pièce, ordonner que la somme à payer sera consignée en justice soit immédiatement, soit à l'échéance, suivant qu'elle est échue ou non, pour être délivrée au demandeur après l'expiration du délai de prescription si aucun ayant-droit ne s'est présenté jusqu'à cette époque.

858. Lorsqu'il s'agit de billets de banque ou d'autres titres au porteur analogues, émis en grande quantité, payables à vue et représentant par eux-mêmes une valeur déterminée (bons de caisse de l'Etat, des communes, etc.), on ne peut, en cas de perte, ni en faire prononcer l'annulation, ni suivre la marche tracée par l'article 857.

Titre trente-troisième.

Du registre du commerce, des raisons de commerce et autres, et des livres de comptabilité.

I. Du registre du commerce.

859. Il est tenu dans chaque canton un registre du commerce, sur lequel doivent être faites les inscriptions prescrites par le présent code ou par d'autres lois fédérales.

La législation cantonale désigne les fonctionnaires chargés de la tenue et de la surveillance du registre du commerce.

Chaque canton est libre d'instituer des registres spéciaux par district et d'en confier à des fonctionnaires spéciaux la tenue et la surveillance.

860. Celui qui a omis de faire une inscription à laquelle il était tenu, est responsable de tout dommage pouvant résulter de cette omission.

861. Toute modification se rapportant aux faits dont la loi ordonne l'inscription sur le registre du commerce est également sujette à inscription.

Si cette inscription supplémentaire a été faite, les tiers auxquels elle est opposable d'après l'article 863 ne peuvent prétendre avoir ignoré la modification survenue.

Si l'inscription a été omise, celui qui se prévaut d'une modification qui le concerne, doit, pour pouvoir l'opposer

à un tiers, prouver que ce tiers en a eu connaissance d'autre part.

862. Les inscriptions sur le registre du commerce doivent être publiées intégralement et sans retard par la Feuille officielle du commerce.

La publication partielle ou par extrait n'est admissible que dans les cas expressément prévus par la loi.

Le fonctionnaire préposé au registre est chargé d'office de veiller à cette insertion et de prendre les mesures nécessaires contre les retardataires.

863. Les inscriptions sur le registre du commerce ne sont opposables aux tiers qu'à partir du moment où ils ont pu en avoir connaissance par la publication officielle qui en a été faite.

Toutefois il n'est pas dérogé par le présent article aux dispositions spéciales en vertu desquelles la simple inscription sur le registre produit immédiatement des effets à l'égard des tiers.

864. Lorsque, d'après la loi, les intéressés sont tenus de faire procéder eux-mêmes à l'inscription, le fonctionnaire préposé au registre doit prononcer d'office contre les contrevenants une amende de 10 à 500 francs.

II. Des raisons de commerce et autres.

865. Toute personne capable de s'obliger par contrat a le droit de se faire inscrire sur le registre du commerce du lieu où elle demeure.

Celui qui, sous une raison spéciale, exerce un commerce, une profession ou une industrie a le droit de faire inscrire

la dite raison sur le registre du commerce du lieu où il a son principal établissement.

S'il a une succursale dans un autre lieu, il peut de même y faire inscrire sa raison, une fois que l'inscription en a été faite dans le lieu du principal établissement.

Quiconque fait le commerce, exploite une fabrique ou exerce en la forme commerciale une industrie quelconque est tenu de se faire inscrire sur le registre du commerce du lieu où il a son principal établissement. S'il a une succursale dans un autre lieu, l'inscription doit aussi y être faite.

866. Lorsque la maison à laquelle se réfère l'inscription cesse d'exister, la radiation de l'inscription doit être requise par son ancien chef ou, s'il est mort, par ses héritiers.

Lorsqu'elle est cédée à un tiers, c'est également à son ancien chef, ou à ses héritiers qu'il appartient de requérir la radiation.

867. Celui qui est seul à la tête d'une maison, sans avoir ni associé en nom collectif ni commanditaire, ne peut prendre pour raison que son nom de famille avec ou sans prénoms.

Il ne peut y ajouter aucune mention faisant présumer l'existence d'une société. Mais il lui est loisible d'y adjoindre d'autres indications de nature à désigner d'une façon plus précise sa personne ou le genre de ses affaires.

868. Lorsqu'une raison est inscrite sur le registre du commerce, un autre chef de maison ne peut en user dans la même localité, encore qu'il porte personnellement le nom qui constitue cette raison. Il est tenu, en pareil cas,

de faire à son nom une adjonction qui le distingue nettement de la raison déjà inscrite.

869. La raison d'une société en nom collectif doit renfermer les noms de tous les associés ou tout au moins le nom de l'un d'eux avec une adjonction qui indique l'existence d'une société.

870. La raison d'une société en commandite doit renfermer le nom de l'un au moins des associés indéfiniment responsables, avec une adjonction qui indique l'existence d'une société.

871. La raison d'une société en nom collectif ou en commandite ne doit contenir aucun autre nom que ceux d'associés indéfiniment responsables. Aucune société en nom collectif ou en commandite ne peut prendre la qualification de société par actions, encore que le capital social soit, en tout ou en partie, divisé en actions.

872. Lorsqu'un associé dont le nom figure dans la raison d'une société en nom collectif ou en commandite, cesse de faire partie de la société, son nom ne peut être maintenu dans la raison sociale, même avec son consentement ou celui de ses héritiers.

873. Les sociétés anonymes et les associations sont libres de choisir leur raison sociale comme elles l'entendent, à charge d'adopter une désignation qui les distingue nettement de toute autre raison déjà inscrite et qui ne contienne pas le nom d'une personne vivante.

874. Celui qui succède, par acquisition ou autrement, à un établissement déjà existant, est soumis aux dispositions

qui précèdent sur la raison de commerce. Il peut toutefois indiquer dans sa raison à qui il succède, s'il y est autorisé expressément ou tacitement par son auteur ou par les héritiers de son auteur.

875. Le fonctionnaire préposé au registre doit exiger d'office que les intéressés se conforment aux dispositions qui précèdent sur l'inscription, la radiation ou le changement des raisons de commerce.

876. Dès que la raison d'un particulier ou d'une société a été inscrite sur le registre du commerce et publiée dans la Feuille officielle du commerce conformément aux prescriptions du présent titre, nulle autre personne n'a le droit de s'en servir.

Celui au préjudice de qui un tiers se servirait indûment de cette raison, peut lui en faire interdire l'usage et l'actionner en dommages et intérêts.

La législation fédérale promulguera, s'il y a lieu, d'ultérieures dispositions en vue d'assurer la protection des droits qui se rattachent à l'usage d'une raison de commerce

III. Des livres de comptabilité.

877. Toute personne astreinte à se faire inscrire sur le registre du commerce est obligée, en outre, d'avoir des livres de comptabilité régulièrement tenus, indiquant sa situation de fortune, ainsi que celles de ses dettes et créances qui se rattachent à ses affaires professionnelles.

878. Toute personne astreinte à tenir des livres doit les conserver pendant dix ans à partir de la dernière inscription qu'elle y a faite.

Les lettres et télégrammes reçus doivent également être conservés pendant le même laps de temps, à partir du jour de leur arrivée.

879. En cas de contestations relatives à l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie, les personnes astreintes à tenir des livres peuvent être obligées de produire ces livres, ainsi que les lettres et télégrammes qu'elles ont reçus.

880. Le droit d'édicter des peines contre ceux qui contreviendraient aux obligations imposées par les articles 877 et 878 est réservé à la législation cantonale.

Titre trente-quatrième.

Dispositions transitoires.

881. Le présent code entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1883. Toutes les dispositions contraires tant du droit fédéral que des législations cantonales sont abrogées, sauf les exceptions résultant des articles ci-après.

882. Les effets juridiques de faits antérieurs au 1^{er} janvier 1883 restent régis, même après cette date, par les dispositions du droit fédéral ou cantonal sous l'empire desquelles ces faits se sont passés.

En conséquence, par rapport à leur force obligatoire et à leurs effets, les actes accomplis avant le 1^{er} janvier 1883 restent soumis, même postérieurement à cette date, à la loi en vigueur à l'époque où il y a été procédé.

Au contraire, les faits postérieurs au 1^{er} janvier 1883, notamment la transmission ou l'extinction d'obligations nées antérieurement à cette date, sont régis par le présent code. Quant aux délais qui ne seraient pas encore écoulés le 1^{er} janvier 1883, on applique les dispositions de l'article 883.

883. Dans les cas où le présent code introduit un délai de prescription de cinq ans ou davantage, on tient compte du temps écoulé pour les prescriptions qui ont commencé avant le 1^{er} janvier 1883; mais, dans cette hypothèse, la prescription ne sera considérée comme accomplie qu'après l'expiration de deux ans au moins à partir du 1^{er} janvier 1883.

Les délais plus courts, fixés par le présent code en matière de prescription ou de péremption, ne commencent à courir que du 1^{er} janvier 1883.

L'interruption de la prescription est exclusivement régie, à partir du 1^{er} janvier 1883, par les dispositions du présent code.

884. Les effets du gage, les droits et les obligations du créancier gagiste, de celui qui a constitué le gage et du débiteur sont déterminés, à partir du 1^{er} janvier 1883, par les dispositions du présent code, encore que le gage ait été constitué antérieurement.

Toute clause qui, antérieurement au 1^{er} janvier 1883, aurait valablement autorisé le créancier à s'approprier le gage, est sans effet à partir du dit jour.

885. Toute garantie mobilière constituée au profit du créancier antérieurement au 1^{er} janvier 1883, sans qu'il y ait eu transmission de possession en sa faveur, et existant encore à cette date, s'éteint, si les lois cantonales n'ont pas

fixé un délai plus court, six mois après l'échéance de la créance et, pour les créances échues antérieurement au 1^{er} janvier 1883, avec le 1^{er} juillet de la dite année.

S'il s'agit de créances dont l'échéance est subordonnée à un avertissement préalable, les six mois courront du premier jour pour lequel cet avertissement peut être donné.

Cette prescription est interrompue par l'introduction d'une procédure tendant à la réalisation du gage, si cette procédure est poursuivie sans nul arrêt.

886. Les dispositions du présent code sur le gage ne s'appliquent pas au droit de gage judiciaire ; jusqu'à la promulgation d'une loi fédérale sur les poursuites pour dettes et sur la faillite, cette matière demeurera régie par la législation cantonale.

887. Les droits de rétention reconnus par le présent codé s'étendent également aux objets qui se trouvaient à la disposition du créancier avant le 1^{er} janvier 1883.

Il peut s'en prévaloir même à raison de créances nées avant le 1^{er} janvier 1883.

Les droits de rétention qui ont pris naissance antérieurement à cette date sont régis, quant à leurs effets, par le présent code.

888. Les dispositions de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur, demeurent en vigueur. Il n'est ni dérogé ni préjugé aux lois fédérales spéciales sur la responsabilité résultant du travail dans les fabriques.

889. Jusqu'à l'adoption d'une loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, le droit d'attaquer les actes

faits par un débiteur en fraude des droits de ses créanciers reste régi par la législation cantonale.

890. Dans le commerce des bestiaux (chevaux, ânes, mulets, bêtes à cornes, moutons, chèvres et porcs), on appliquera en matière de vices rédhibitoires, et jusqu'à la promulgation d'une loi fédérale sur ce sujet, soit les lois cantonales, soit le concordat en vigueur.

891. En cas de prolongation tacite d'un bail à loyer, d'un louage de services, d'un contrat de société ou d'association, conclus antérieurement au 1^{er} janvier 1883, on applique à ces contrats les dispositions du présent code.

892. Le fondé de procuration et le représentant ou mandataire commercial engageant, par les actes postérieurs au 1^{er} janvier 1883, la responsabilité du chef de la maison conformément aux dispositions du présent code, encore que la procuration ou les pouvoirs dont ils sont investis leur aient été donnés antérieurement à cette date.

893. L'organisation, la tenue et le contrôle des registres du commerce, la procédure à suivre en matière d'inscriptions, les émoluments à payer, les voies de recours, ainsi que l'organisation de la Feuille officielle du commerce, feront, de la part du conseil fédéral, l'objet d'un règlement qui entrera en vigueur en même temps que le présent code.

894. Les faits et circonstances qui, d'après le présent code, sont soumis à la formalité de l'inscription sur le registre du commerce doivent y être portés, encore qu'ils remontent à une époque antérieure au 1^{er} janvier 1883. Toutefois il est accordé à cet effet un délai de trois mois, jusques et y compris le 31 mars 1883.

895. Bien qu'un cautionnement accordé ou un gage constitué après le 1^{er} janvier 1883 se rapporte à une créance antérieure à ce jour, l'existence et les effets de ce cautionnement ou de ce gage n'en sont pas moins déterminés par les dispositions du présent code.

896. Jusqu'à la promulgation d'une loi fédérale sur le contrat d'assurance, les dispositions spéciales qui peuvent exister sur la matière dans le droit cantonal resteront en vigueur.

897. Les dispositions du présent code sur les droits des créanciers dans la faillite d'une société ou d'un associé ne sont pas applicables aux faillites ouvertes avant le 1^{er} janvier 1883.

Mais, si la faillite a été ouverte postérieurement à cette date, les relations respectives des créanciers sont régies par la nouvelle législation tant dans la faillite d'une société que dans la faillite particulière d'un associé, encore que la société ou les créances aient pris naissance avant le 1^{er} janvier 1883.

898. Si les statuts d'une association ou d'une société par actions régulièrement constituée avant le 1^{er} janvier 1883 sont en contradiction avec les dispositions du présent code, ils peuvent néanmoins rester en vigueur sans changements jusques et y compris le 31 décembre 1887. Si les représentants d'une semblable société par actions sont limités par les statuts dans leur droit d'agir en son nom, cette limitation est opposable même aux tiers de bonne foi, nonobstant l'article 654, alinéa 2, du présent code, pour toutes les affaires conclues jusqu'au 31 décembre 1887, à la condition que les dits statuts aient été dûment enregistrés avant le 1^{er} avril 1883.

A partir du 1^{er} janvier 1888, les dispositions du présent code entrent également en vigueur pour les sociétés par actions mentionnées à l'alinéa 1^{er}, par rapport à toutes les affaires conclues postérieurement à cette date. Dans le cas où les statuts n'auraient pas été mis auparavant en harmonie avec les dites dispositions, les administrateurs et contrôleurs de ces sociétés sont soumis à la responsabilité déterminée par les articles 671 à 675, et tout créancier non entièrement désintéressé ou tout actionnaire a le droit de demander en justice la dissolution immédiate de la société.

899. Les dispositions du présent code sur les sociétés en commandite ou anonymes ne sont pas applicables aux établissements (banques, caisses d'assurances, etc.) qui ont été fondés antérieurement au 1^{er} janvier 1883 par des lois cantonales spéciales, et qui sont administrés avec le concours d'autorités constituées.

900. Il n'est pas dérogé par le présent code à la loi fédérale du 24 juin 1874 sur l'hypothèque et la liquidation forcée des chemins de fer.

901. La responsabilité résultant de l'apposition d'une signature sur une lettre de change et l'admissibilité de l'exécution selon les règles spéciales en matière de lettre de change s'apprécient d'après la loi en vigueur à l'époque où la signature a été donnée.

Au contraire, à partir du 1^{er} janvier 1883, la forme du protêt et la procédure à fin d'annulation de titres au porteur sont soumises, dans tous les cas, aux règles tracées par le présent code.

902. Les raisons de commerce existant au 1^{er} janvier 1883 et qui ne sont pas conformes aux dispositions du présent code peuvent être maintenues sans modifications jusqu'au 31 décembre 1892. Toutefois, si une raison subit un changement quelconque avant cette dernière époque, elle doit être mise immédiatement en harmonie avec le code.

903. Les dispositions du présent code relatives à l'obligation de tenir et de produire en justice des livres de comptabilité entrent en vigueur dès le 1^{er} janvier 1883, même pour les chefs de maisons existant déjà à cette date.

904. Si le juge est dans le doute sur l'époque à laquelle un acte a été fait (par exemple, lorsqu'il s'agit d'un endossement en blanc), la présomption milite en faveur de l'application du présent code.

(Suivent les signatures.)

(Entrée en vigueur, le 1^{er} Janvier 1883.)



LOI FÉDÉRALE

sur

la capacité civile.

(Du 22 juin 1881.)

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

de la

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Vu le message du conseil fédéral du 7 novembre 1879,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Pour jouir de la capacité civile, il faut être majeur.

La majorité est fixée, pour les deux sexes, à vingt ans accomplis; elle s'acquiert en outre par le mariage.

ART. 2. Le mineur âgé de dix-huit ans révolus peut être émancipé. L'émancipation est prononcée par l'autorité compétente.

Le droit cantonal détermine les autres conditions, ainsi que les formes de l'émancipation.

ART. 3. Les principes en vigueur pour les contrats conclus par les mineurs en matière de meubles, tels qu'ils sont renfermés aux articles 30, 32, 33 et 34 du code des obligations, sont aussi applicables aux autres actes juridiques faits par les mineurs.

Les dispositions des lois cantonales demeurent réservées en ce qui concerne la capacité de tester appartenant aux mineurs, ainsi que leurs droits vis-à-vis des personnes investies de la puissance paternelle ou des pouvoirs de tutelle.

ART. 4. Les personnes qui n'ont pas conscience de leurs actes ou qui sont privées de l'usage de leur raison sont absolument incapables, tant qu'elles se trouvent dans cet état.

ART. 5. Les lois cantonales peuvent priver de la capacité civile, soit pour certains actes, soit totalement :

1. les prodigues et les personnes atteintes de maladies mentales ou physiques qui les rendent incapables d'administrer leurs biens, ainsi que les personnes qui, par la manière dont elles administrent leur fortune, s'exposent, elles ou leur famille, à tomber dans le besoin ;
2. les personnes qui se soumettent volontairement à la tutelle ou à la curatelle ;
3. les individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté, pendant la durée de cette peine.

Les cantons fixent la procédure à suivre.

ART. 6. Les restrictions apportées à la capacité civile à teneur de l'article 5, chiffres 1 et 2, ne sont opposables aux tiers de bonne foi qu'à partir du moment où elles ont été rendues publiques par un avis inséré dans une feuille officielle du canton dans lequel la mise sous curatelle a été prononcée, et, dans le cas où, à cette époque, la personne mise sous curatelle était domiciliée dans un autre canton, également dans la feuille officielle de ce dernier canton.

Dès la publication de cet avis, les actes juridiques faits par les personnes dont la capacité est ainsi restreinte, en tant que la libre exécution de ces actes ne leur est pas réservée en vertu du droit cantonal, produisent les effets que le code fédéral des obligations (articles 30, 32, 33 et 34) reconnaît aux contrats conclus par les personnes de capacité restreinte.

ART. 7. La capacité civile des femmes mariées est régie, durant le mariage, par le droit cantonal. Sont réservées, quant aux femmes commerçantes, les dispositions de l'article 35 du code fédéral des obligations.

ART. 8. Est interdite toute restriction de la capacité civile des majeurs, pour d'autres causes que celles énoncées dans la présente loi.

Les règles particulières du droit cantonal sur la capacité en matière d'adoption demeurent néanmoins réservées.

ART. 9. La capacité requise pour contracter mariage est déterminée par la loi fédérale sur l'état civil et le mariage.

ART. 10. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tous les ressortissants suisses, soit qu'ils résident en Suisse, soit qu'ils demeurent à l'étranger.

La capacité civile des étrangers est régie par le droit du pays auquel ils appartiennent.

Toutefois, l'étranger qui, d'après le droit suisse, posséderait la capacité civile s'oblige valablement par les engagements qu'il contracte en Suisse, lors même que cette capacité ne lui appartiendrait pas selon le droit de son pays.

Dispositions transitoires et finales.

ART. 11. Jusqu'à l'entrée en vigueur du code fédéral des obligations, le droit cantonal remplacera les dispositions des articles 3, 6 et 7.

ART. 12. La capacité demeurera acquise aux personnes qui l'aurent obtenue, d'après le droit cantonal, avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 13. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires du droit cantonal seront abrogées.

ART. 14. Le conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

(Suivent les signatures.)

(Entrée en vigueur, le 1er Janvier 1882.)

LOI FÉDÉRALE

sur

*les rapports de droit civil des citoyens
établis ou en séjour.*

(Du 25 juin 1891).

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

de la

CONFÉDÉRATION SUISSE,

En exécution des articles 46 et 47 de la constitution fédérale;

Vu le message du conseil fédéral du 28 mai 1887,

DÉCRÈTE:

Titre premier.

*Des rapports de droit civil
des ressortissants suisses établis ou en
séjour en Suisse.*

A. Dispositions générales.

ART. 1^{er}. Les dispositions en vigueur dans un canton sur le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral sont applicables aux Suisses établis ou en séjour, originaires d'autres cantons, dans les limites fixées par la présente loi.

ART. 2. Lorsque la présente loi ne réserve pas expressément la juridiction du lieu d'origine, les Suisses établis

ou en séjour sont soumis à celle du domicile, en ce qui concerne les rapports de droit civil mentionnés à l'article 1^{er}.

Le juge est tenu d'appliquer d'office le droit d'un autre canton. Sont réservées les prescriptions cantonales concernant la preuve de l'existence d'un statut local ou d'une coutume.

ART. 3. Le domicile, dans le sens de la présente loi, est au lieu où la personne demeure avec l'intention d'y rester d'une façon durable.

Le fait qu'une personne est placée dans un établissement d'éducation, un hospice, un asile, une maison de santé ou de correction, ou qu'elle séjourne dans une localité en vue d'y suivre les cours d'un établissement d'instruction, ne lui constitue pas un domicile dans le sens de la présente loi.

Le domicile d'une personne une fois fixé subsiste aussi longtemps qu'elle n'a pas fondé un nouveau domicile.

Nul ne peut avoir simultanément deux ou plusieurs domiciles.

ART. 4. Le domicile de la femme mariée est au domicile du mari.

Le domicile des enfants sous puissance paternelle est au domicile de la personne qui a l'exercice de cette puissance.

Le domicile des personnes sous tutelle est au siège de l'autorité tutélaire.

ART. 5. Lorsqu'un Suisse possède le droit de cité dans plusieurs cantons, son canton d'origine, dans le sens de

la présente loi, est celui des cantons d'origine dans lequel il a eu son dernier domicile ; s'il n'a jamais été domicilié dans l'un de ces cantons, celui dans lequel lui ou ses ascendants ont acquis en dernier lieu le droit de cité.

ART. 6. S'il existe dans un canton plusieurs législations régissant des parties distinctes de son territoire, le droit du domicile d'une personne est celui de la partie du canton où elle est domiciliée ; le droit du lieu d'origine, celui en vigueur de la commune dont elle est ressortissante.

Lorsqu'une personne a plusieurs droits de bourgeoisie dans ce canton, la disposition de l'article 5 est applicable par analogie.

B. Droit des personnes et droit de famille.

1. Capacité civile.

ART. 7. La capacité civile des femmes mariées est régie, durant le mariage, par la loi du domicile.

Les droits des mineurs envers les détenteurs de la puissance paternelle ou tutélaire sont déterminés par la loi qui fait règle pour la puissance paternelle ou pour la tutelle.

L'émancipation est soumise à la loi et à la juridiction auxquelles la puissance paternelle ou la tutelle sont elles-mêmes soumises.

La capacité de tester est régie par le droit du lieu où le testateur avait son domicile à la date de la disposition de dernière volonté.

2. *Etat civil.*

ART. 8. L'état civil d'une personne, notamment sa filiation légitime ou illégitime, la reconnaissance volontaire ou l'adjudication des enfants naturels et l'adoption, est soumis à la législation et à la juridiction du lieu d'origine.

Dans ces cas, le canton d'origine est celui de l'époux, du père ou de l'adoptant.

3. *Puissance paternelle.*

ART. 9. La puissance paternelle est régie par la loi du lieu du domicile.

L'obligation alimentaire fondée sur la parenté est régie par la loi du lieu d'origine de la personne qui doit les aliments.

4. *Tutelle.*

ART. 10. La tutelle est régie exclusivement par la loi du domicile de la personne mise ou à mettre sous tutelle.

Sont réservées les dispositions des articles 12 à 15.

ART. 11. La tutelle, dans le sens de la présente loi, comprend tant les soins à donner aux personnes placées sous tutelle que l'administration de leurs biens.

ART. 12. L'autorité tutélaire du domicile est tenue d'informer l'autorité du lieu d'origine de la constitution ou de la mainlevée de la tutelle, ainsi que du changement de domicile de la personne sous tutelle ; elle doit également fournir à cette autorité tous les renseignements que celle-ci lui demandera au sujet de la tutelle.

ART. 13. Lorsqu'il y a lieu, en application de l'article 49, 3^{me} alinéa, de la constitution fédérale, de disposer de l'éducation religieuse d'un enfant sous tutelle, l'autorité tutélaire du lieu du domicile est tenue de demander à ce sujet des instructions à l'autorité tutélaire du lieu d'origine et de s'y conformer.

ART. 14. L'autorité compétente du canton d'origine a le droit de provoquer auprès des autorités compétentes du canton de domicile la mise sous tutelle de ses ressortissants domiciliés dans ce dernier canton. Les autorités ainsi requises sont tenues de donner suite à la demande si la mise sous tutelle paraît justifiée en conformité du droit du lieu du domicile.

ART. 15. Lorsque l'autorité du lieu du domicile compromet ou n'est pas en mesure de sauvegarder suffisamment les intérêts personnels ou pécuniaires de la personne placée sous tutelle, ou les intérêts de sa commune d'origine, ou lorsque l'autorité du domicile ne se conforme pas, en ce qui concerne l'éducation religieuse d'un enfant, aux instructions données par l'autorité du lieu d'origine, celle-ci peut exiger que la tutelle lui soit cédée.

ART. 16. Les contestations sur les demandes et réquisitions faites, en vertu des articles 14 et 15, par l'autorité d'origine sont jugées, à l'instance de cette autorité, en dernier ressort par le tribunal fédéral siégeant comme cour de droit public. Le président du tribunal fédéral ordonnera, s'il y a urgence, des mesures provisionnelles pour la sauvegarde des intérêts compromis.

ART. 17. Quand l'autorité tutélaire autorise le changement de domicile de la personne placée sous tutelle, le

droit et l'obligation d'exercer la tutelle passent à l'autorité du nouveau domicile, et c'est à cette dernière que la fortune de ladite personne doit être remise.

ART. 18. La tutelle ne peut être exercée simultanément dans le canton de domicile et dans celui d'origine.

5. Régime matrimonial.

ART. 19. Sous réserve de ce qui est dit à l'article 20, les rapports pécuniaires des époux entre eux sont soumis, pour toute la durée du mariage, à la législation du lieu du premier domicile conjugal, alors même que les époux auraient dans la suite transféré leur domicile dans leur canton d'origine. Dans le doute, on considère comme premier domicile conjugal celui du mari au moment où le mariage a été célébré.

Dans leurs rapports avec les tiers, les époux sont soumis à la législation du lieu de leur domicile ; cette législation fera seule règle, en particulier, quant aux droits de la femme vis-à-vis des créanciers du mari en cas de faillite de ce dernier ou de saisie pratiquée contre lui.

ART. 20. Lorsque les époux changent de domicile, ils peuvent, avec l'assentiment de l'autorité compétente du nouveau domicile, adopter également pour leurs rapports entre eux la législation du nouveau domicile, moyennant une déclaration commune faite en ce sens à l'office cantonal compétent (article 36, lettre b).

La déclaration rétroagit à l'époque où le régime matrimonial a commencé à produire ses effets.

ART. 21. Les droits acquis par des tiers à un domicile conjugal, par des actes juridiques particuliers, ne sont nullement modifiés par un changement de domicile des époux.

C. Droit successoral.

ART. 22. La succession est soumise à la loi du dernier domicile du défunt.

On peut, toutefois, par une disposition de dernière volonté ou un pacte successoral, soumettre sa succession à la législation du canton d'origine.

ART. 23. La succession s'ouvre, dans les deux cas, pour la totalité des biens qui la composent, au dernier domicile du défunt.

ART. 24. Les dispositions de dernière volonté, les pactes successoraux et les donations à cause de mort sont valables quant à la forme, si celle-ci satisfait au droit du lieu où l'acte a été passé ou à celui du canton du domicile lors de la passation de l'acte ou au droit du dernier domicile ou à celui du canton d'origine du défunt.

ART. 25. Les pactes successoraux sont régis, quant au fond, par le droit du premier domicile conjugal lorsqu'ils ont été conclus entre fiancés et, dans tous les autres cas par le droit du lieu où le défunt était domicilié lors de la conclusion du pacte. Le tout sans préjudice des dispositions relatives à la réserve et prévues par la loi qui régit la succession (article 22).

ART. 26. Les droits successoraux qui naissent ensuite du prédécès de l'un des époux et qui sont en corrélation

avec le droit de famille sont régis par la loi applicable à la succession (article 22) ; ils ne sont pas modifiés par le fait que l'époux survivant viendrait dans la suite à changer de domicile.

ART. 27. En ce qui concerne la réserve, les donations entre vifs ou à cause de mort sont soumises à la législation qui régit la succession du donateur (article 22).

Titre deuxième.

Des rapports de droit civil des Suisses à l'étranger.

ART. 28. Les règles suivantes sont applicables aux Suisses domiciliés à l'étranger pour tout ce qui concerne le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral, sauf toutefois les clauses spéciales des traités internationaux.

- 1^o Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses sont régis par le droit étranger, ce n'est pas ce droit néanmoins, mais celui du canton d'origine, qui est appliqué à leurs immeubles situés en Suisse ; c'est également le canton d'origine qui exerce la juridiction en pareille matière.
- 2^o Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses ne sont point régis par le droit étranger, c'est le droit du canton d'origine qui leur est appliqué, et c'est également ce canton qui exerce la juridiction.

ART. 29. Lorsqu'un Suisse placé sous tutelle quitte la Suisse, l'autorité tutélaire qui jusqu'alors avait exercé la tutelle continue à l'exercer, tant que subsiste le motif de la mise sous tutelle.

Les droits attribués par l'article 15 à l'autorité tutélaire du lieu d'origine sont également maintenus.

ART. 30. Lorsqu'il y lieu d'instituer une tutelle pour une personne qui émigre ou qui est absente du pays, c'est à l'autorité du canton d'origine qu'il appartient d'y pourvoir.

ART. 31. Les rapports pécuniaires des époux suisses dont le premier domicile conjugal est à l'étranger sont soumis à la loi du canton d'origine, pour autant que le droit étranger ne leur est pas applicable.

Le régime matrimonial établi en Suisse entre époux suisses n'est pas modifié par le transfert du domicile conjugal à l'étranger, pourvu que le droit étranger ne s'oppose pas à son maintien.

Les époux suisses qui transfèrent leur domicile de l'étranger en Suisse continuent à être soumis, en ce qui concerne leurs rapports entre eux, au régime qui leur était applicable à l'étranger. Il leur est toutefois loisible de faire usage de la faculté accordée par l'article 20. Leur situation vis-à-vis des tiers est réglée par l'article 19, alinéa 2.

Titre troisième.

Des rapports de droit civil des étrangers en Suisse.

ART. 32. Les dispositions de la présente loi sont applicables, par analogie, aux étrangers domiciliés en Suisse.

ART. 33. La tutelle constituée en Suisse pour un étranger doit être remise à l'autorité compétente du lieu d'origine, sur la demande de celle-ci, à condition que l'état étranger accorde la réciprocité.

ART. 34. Sont réservés les dispositions spéciales des traités et l'article 10, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur la capacité civile, du 22 juin 1881.

Titre quatrième.

Dispositions transitoires et finales.

ART. 35. Le conseil fédéral pourvoira à ce que l'administration des tutelles soit remise dans un délai convenable, en conformité de la présente loi, aux autorités du canton du domicile.

ART. 36. Les cantons désignent :

- a/ les autorités cantonales compétentes pour connaître des contestations en matière de tutelle, prévues à l'article 16, à moins qu'ils ne préfèrent soumettre ces contestations en premier et dernier ressort au tribunal fédéral ;
- b/ l'autorité compétente pour approuver les déclarations faites en conformité de l'article 20, ainsi que l'office chargé de les recevoir.

ART. 37. Les époux dont le mariage aura été célébré avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront également faire usage de la faculté accordée par l'article 20.

ART. 38. Le tribunal fédéral connaîtra, en la forme fixée pour les recours de droit public, de toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi.

ART. 39. Seront abrogées, dès la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires des législations fédérale et cantonales. Cesseront également d'être en vigueur à la même date :

- 1^o le concordat sur les tutelles et curatelles, du 15 juillet 1822 ;
- 2^o le concordat relatif à la faculté de tester et aux droits d'hérédité, du 15 juillet 1822.

ART. 40. Le conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date où elle entrera en vigueur.

[Suivent les signatures.]

(Entrée en vigueur, le 1er Juillet 1892.)

SECONDE PARTIE

LOIS CANTONALES

CONCORDAT

Du 26 novembre 1866,

CONCERNANT

*la fixation et la garantie des vices
rédhibitoires du bétail.*

*Les cantons de Zurich, Berne, Schwytz, Zoug, Fribourg,
Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell, R.-I.,
St-Gall, Argovie, Thurgovie, Vaud et Neuchâtel*

sont convenus d'établir les dispositions légales ci-après,
touchant la fixation et la garantie des vices rédhibitoires
dont sont affectés les animaux de l'espèce chevaline et
de l'espèce bovine :

ART. 1^{er}. Dans tout trafic ayant pour objet des animaux
des espèces chevaline ou bovine, âgés de plus de six mois,
le cédant (celui qui vend ou échange), est tenu de garantir
à l'acceptant (celui qui reçoit par vente ou échange), pen-
dant le délai fixé à cet effet, que l'animal n'est atteint
d'aucun des vices rédhibitoires énumérés en l'article 2
ci-après.

ART. 2. Sont considérés comme vices rédhibitoires:

a/ Pour la race chevaline:

- 1) Les maladies cachectiques ou phthisiques qui sont la conséquence de la dégénération des organes de la cavité de la poitrine et du ventre (induration, ulcération, suppuration, cancer, dégénérescence tuberculeuse). Durée de la garantie: 20 jours.
- 2) Toutes les espèces de pousse. Durée de la garantie: 20 jours.
- 3) La gourme maligne, la morve et le farcin. Durée de la garantie: 20 jours.
- 4) L'immobilité. Durée de la garantie: 20 jours.

b/ Pour la race bovine:

- 1) Les maladies cachectiques ou phthisiques qui sont une conséquence de la dégénération des organes de la cavité de la poitrine et du ventre (induration, ulcération, suppuration, cancer, dégénérescence tuberculeuse, y compris la pommelière, c'est-à-dire, la ladrerie). Durée de la garantie: 20 jours.
- 2) La péripneumonie gangréneuse. Durée de la garantie: 30 jours.

La durée de la garantie commence à courir du jour de la remise de l'animal vendu.

ART. 3. L'existence d'un vice rédhibitoire dans le délai de la garantie a pour effet d'obliger le cédant à reprendre l'animal et à rendre à l'acceptant le prix d'achat reçu ou sa valeur estimative.

ART. 4. Si, lors de la vente ou de l'échange, la valeur n'a pas été fixée, l'animal à vendre sera estimé par deux experts, nommés par le président du tribunal du domicile de l'acceptant.

ART. 5. Pour les animaux qui sont transportés à l'étranger ou dans des cantons non-concordants avant l'expiration du délai de la garantie, celle-ci ne dure que jusqu'au moment où ils ont franchi les frontières du canton.

ART. 6. Il est permis de déroger par convention aux dispositions qui règlent les vices rédhibitoires et le délai de la garantie.

ART. 7. Lorsque l'acceptant remarque un vice rédhibitoire dans l'animal, il doit en faire prévenir le cédant par un préposé communal et offrir de lui rendre l'animal.

Le cédant est tenu de déclarer, dans deux fois 24 heures, s'il consent à le reprendre.

ART. 8. Faute par lui de fournir cette déclaration, ou si, à raison de la prochaine expiration du délai de la garantie ou pour toute autre cause, l'acceptant ne peut avertir le cédant, il fera commettre par le président du tribunal de son domicile deux vétérinaires patentés, à l'effet de procéder à la visite de la pièce de bétail.

Le vétérinaire qui aura donné auparavant des soins à celle-ci, ne pourra être chargé de cette visite.

ART. 9. Les vétérinaires appelés procéderont à la visite immédiatement, et jamais plus tard que dans les 24 heures après en avoir été requis. S'ils sont d'accord, ils rédigeront leur procès-verbal en commun; en cas de diver-

gence, ils en dresseront chacun un. Dans ce dernier cas, le président du tribunal prescrira sur-le-champ une seconde visite par un troisième vétérinaire, après quoi il adressera tous les procès-verbaux à l'autorité médicale supérieure du canton pour avoir son rapport.

ART. 10. Si les vétérinaires chargés de la visite déclarent qu'ils ne peuvent dresser un procès-verbal précis qu'après que l'animal aura été abattu, le président du tribunal pourra, à la diligence de l'acceptant, ordonner l'abattage. Néanmoins cette décision sera préalablement portée à la connaissance du cédant, si cela est possible et qu'il n'y ait pas péril en la demeure.

ART. 11. Dans le cas où un animal visité vivant viendrait à périr ou devrait être abattu par mesure de police pendant le délai de la garantie, il sera visité de nouveau, un procès-verbal d'autopsie sera dressé et le procès-verbal antérieur sera rectifié au besoin.

ART. 12. La première visite d'un animal devra avoir lieu dans le délai de la garantie, faute de quoi elle n'aura aucun effet juridique.

ART. 13. A la réception du procès-verbal des vétérinaires ou du rapport de l'autorité médicale supérieure, le président du tribunal en transmettra aussitôt l'original à l'acceptant et une copie au cédant, qu'il sommera de déclarer s'il reconnaît l'existence d'un cas rédhibitoire. Si celui-ci ne donne pas une déclaration affirmative, il pourra être actionné par l'acceptant (acheteur ou échangeur de l'animal).

ART. 14. Le juge basera son jugement sur le procès-verbal concordant des vétérinaires ou sur le rapport de l'autorité médicale supérieure.

ART. 15. Les frais occasionnés par l'offre de rendre l'animal et par la visite des vétérinaires, de même que les frais de traitement et de nourriture postérieurs à l'offre, seront supportés par la partie à laquelle l'animal aura été adjugé.

ART. 16. Après l'introduction de l'instance, le juge, à la diligence de l'une des parties, ordonnera la vente de l'animal aux enchères.

Le produit de la vente demeurera consigné entre les mains du juge.

ART. 17. Si une bête à corne vendue pour la boucherie est reconnue atteinte d'une maladie telle que l'autorité juge à propos d'interdire en tout ou en partie la vente de la viande, le cédant sera tenu à en bonifier la moins-value dûment constatée.

ART. 18. Le présent concordat abroge toutes les lois, ordonnances ou usages antérieurs contraires à son contenu.

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Dans sa séance du 27 novembre 1866, a adhéré au concordat ci-dessus.

(Suivent les signatures).

EXTRAIT DE LA LOI

sur l'heimathlosat

Du 3 Juin 1870.

(Exécutoire dès le 18 Décembre 1870.)

En exécution de la loi fédérale du 3 décembre 1850;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ART. 9. «Les enfants nés hors de mariage, après la
«promulgation de la présente loi, de parents valaisans,
«deviennent de fait bourgeois de la commune d'origine du
«père, et si la paternité n'est pas légalement constatée, ils
«deviennent bourgeois de la commune d'origine de la
«mère.»

(Entrée en vigueur, le 18 Décembre 1870.)

LOI

apportant des modifications au Code civil.

(Du 19 novembre 1870.)

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

De la puissance paternelle.

ART. 1. L'article 177 du Code civil est modifié comme suit :

177. Le père doit, tous les quatre ans, rendre compte de son administration, ou immédiatement, s'il perd cette administration, ou s'il convole en secondes noces.

Ce compte sera rendu dans la forme prescrite pour celui des tuteurs.

S'il est reliquataire, il doit s'acquitter immédiatement de sa dette, ou fournir des garanties suffisantes, acceptées par la chambre pupillaire.

A défaut de ce faire, il sera nommé à l'enfant un curateur *ad hoc* qui pourvoira, sous sa responsabilité personnelle, à ce que ces garanties soient fournies.

Les chambres pupillaires doivent dresser un état des fils

de famille ayant des avoirs à eux propres et veiller à l'exécution des prescriptions qui les concernent.

Des comptes de la tutelle.

ART. 2. L'alinéa de l'article 291 du Code civil est abrogé.

ART. 3. Il sera ajouté à l'article 298 du Code civil la disposition suivante :

Si le reliquat dû par le tuteur n'est pas payé immédiatement après la clôture du compte, le tuteur qui succèdera au tuteur reliquataire devra, sous sa responsabilité personnelle, exiger du débiteur qu'il fournisse des garanties suffisantes, par hypothèques ou autrement.

De la contrainte par corps.

ART. 4. L'article 1816 du Code civil, admettant la contrainte par corps pour cause d'insolvabilité du débiteur, est abrogé.

Des privilèges.

ART. 5. Les privilèges des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits, ainsi que celui des avocats et des procureurs, mentionnés aux N^{os} 7, 8, 9 et 10 de l'article 1857 du Code civil, sont abolis.

En conséquence, les articles 1853, 1856 et 1857 du Code civil sont modifiés comme suit :

1853. Le privilège est un droit que la cause de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers.

1856. Les privilèges ne s'exercent que sur les meubles, sauf ce qui est dit au dernier alinéa de l'article suivant et à l'article 1861.

Ils sont ou généraux ou particuliers sur certains meubles.

Des privilèges généraux sur les meubles.

1857. Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées :

- 1^o les frais nécessaires pour funérailles ;
- 2^o les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers ;
- 3^o les frais de maladie pendant les douze derniers mois ;
- 4^o les salaires des domestiques, pour l'année échue ;
- 5^o les salaires de ceux qui ont travaillé à la journée pendant les six derniers mois ;
- 6^o les fournitures pour aliments faites au débiteur et à sa famille, pendant les six derniers mois.

Les termes mentionnés aux Nos 4, 5 et 6 se comptent en remontant à partir du jour de l'ouverture du concours entre les créanciers.

Cependant ces créances pourront, à la demande des intéressés, être colloquées sur le prix des immeubles du débiteur, de préférence aux créanciers chirographaires.

Des privilèges spéciaux sur certains meubles.

ART. 6. L'article 1858 du Code civil est modifié comme suit :

1858. A la fin du N° 1 de cet article, les mots: *Sauf ce qui est dit à l'article 1880*, seront remplacés par ceux-ci: «Sauf, toutefois, les droits acquis à des tiers depuis le «transport qui en a été fait».

Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent.

ART. 7. Les articles 1859 à 1873 inclusivement du Code civil sont abrogés et remplacés par les trois articles suivants :

1859. Les privilèges mentionnés à l'article 1857 s'exercent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

1860. En cas de concours entre les privilèges énoncés aux N°s 5 et 6 de l'article 1858, celui désigné au N° 6 aura la préférence.

1861. Les privilèges mentionnés à l'article 1857 se prélèvent sur les biens libres de tout gage, privilège spécial ou hypothèque.

S'il n'y a pas de tels biens ou s'il n'y en a pas en suffisance, les privilèges mentionnés aux N°s 1, 2 et 3 de l'article 1857 se prélèvent par contribution sur les biens hypothéqués, sur les meubles donnés en gage, ou soumis à un privilège spécial.

Disposition transitoire.

ART. 8. Les privilèges des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits cesseront à l'expiration de l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi.

Durant cette année, les chambres pupillaires veilleront à la reconstitution des patrimoines de ceux au profit desquels ces privilèges existent.

Des hypothèques.

ART. 9. L'article 1880 du Code civil est abrogé.

Les articles 1876, 1877, 1879 et 1881 sont modifiés comme suit :

1876. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

1877. Sont seuls susceptibles d'hypothèques :

1^o les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles ;

2^o l'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant sa durée.

1879. L'hypothèque sur les immeubles en quelque main qu'ils passent.

1881. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'objet hypothéqué.

En cas de perte ou de détérioration de l'immeuble hypothéqué, les sommes dues pour indemnité de la perte ou de la détérioration sont affectées au paiement des créances hypothécaires, selon leur rang.

Si la valeur de l'indemnité dépasse trente francs, le

débiteur ne pourra sûrement la payer au propriétaire qu'autant qu'un avertissement judiciaire aura été donné par lui au créancier hypothécaire, et que celui-ci n'aura pas fait valoir son droit d'hypothèque dans les trois mois qui suivront cet avertissement.

De la transcription.

ART. 10. L'article 1939 du Code civil est remplacé par le suivant :

1939. On doit rendre publics au moyen de la transcription :

- 1^o tous actes entre-vifs translatifs de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque ;
- 2^o les actes entre-vifs constitutifs d'antichrèse ou qui établissent ou modifient des charges foncières, des droits d'usage ou d'habitation, ou qui transfèrent l'exercice du droit d'usufruit ;
- 3^o les actes entre-vifs qui portent renonciation aux droits énoncés dans les numéros précédents ;
- 4^o les contrats de location d'immeubles qui excèdent le terme de dix années ;
- 5^o les jugements qui établissent l'existence d'une convention verbale de l'espèce de celles énoncées dans les numéros précédents.

La disposition de l'article 1920 sur les inscriptions faites le même jour, est applicable à la transcription.

Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes ci-devant énoncés, ne peuvent être opposés aux tiers qui ont sur l'immeuble des droits de la nature de ceux ci-

dessus mentionnés et qui les ont conservés en se conformant aux lois.

Pareillement, à défaut de transcription, l'acquéreur d'un immeuble ne peut en disposer au préjudice du vendeur, pendant les trente jours qui suivent celui de la vente.

ART. 11. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en Grand-Conseil à Sion, le 19 novembre 1870.

(Suivent les signatures.)

(Entrée en vigueur, le 1er Mai 1871.)

LOI ADDITIONNELLE

Du 24 Mai 1873,

à

la loi du 3 juin 1870 sur l'heimathlosat.

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Voulant compléter la loi du 3 juin 1870 sur l'heimathlosat,

Sur proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ART. 1^{er}. Les enfants naturels issus de bourgeois valaisans doivent être incorporés gratuitement dans toutes les communes où leurs père ou mère jouissent des droits bourgeoisiaux.

Ils y acquièrent, outre l'exercice des droits politiques et

civils, la jouissance pleine et entière des biens ou des revenus bourgeoisiaux à l'égal des autres bourgeois.

Cette jouissance remonte au 27 novembre 1872, date de l'arrêté fédéral sur la matière, quant aux incorporés à cette date; et quant à ceux qui ne l'étaient pas alors, la date de leur incorporation fera règle.

ART. 2. Les bourgeoisies qui, depuis la mise en vigueur de la loi cantonale sur la matière, auraient fait payer une finance d'incorporation aux enfants naturels désignés dans l'article précédent, sont tenues de la rembourser, avec intérêt au cinq pour cent dès la perception.

ART. 3. L'article 4 de la loi du 3 juin 1870 sur l'heimathlosat est modifié comme suit:

«Les communes sont dispensées de cette obligation:

«a/ pour les hommes âgés de plus de 60 ans;

pour les femmes âgées de plus de 50 ans;

«b/ pour les individus qui ont encouru une peine criminelle ou infamante aussi longtemps qu'ils ne sont pas réhabilités.

«Elles ont toutefois l'obligation de tolérer ces heimathlosen et de leur donner l'assistance s'ils sont pauvres.

«Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux enfants nés hors mariage et issus de bourgeois; ces enfants doivent dans tous les cas être incorporés.»

ART. 4. Les enfants trouvés sont incorporés conformément à l'article 11 de la loi précitée.

ART. 5. L'article 15 de la loi du 12 mai 1827 sur les légitimations est abrogé.

[Suivent les signatures.]

EXTRAITS DU DÉCRET

Du 2 Décembre 1875,

*concernant l'exécution de la législation
fédérale sur l'état civil et le mariage.*

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

*En exécution de la loi fédérale du 24 décembre 1874
et de l'arrêté fédéral du 17 septembre 1875 sur la tenue
des registres de l'état civil et le mariage ;*

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

Chapitre II.

Dispositions spéciales relatives aux mariages.

ART. 16. La publication des promesses de mariage se fait par affiche au lieu ordinaire des publications officielles des communes du domicile et d'origine de chacun des deux époux.

ART. 17 Si l'époux est étranger à la Suisse, il ne sera procédé à la publication et la célébration du mariage que sur une déclaration du Département de Justice et Police que cet époux a rempli, dans son pays d'origine, les formalités prescrites pour que son mariage y soit reconnu.

Ce Département est aussi l'autorité compétente pour accorder la dispense prévue à l'art. 31 de la loi fédérale.

ART. 18. En cas de danger de mort, la permission de procéder à la célébration du mariage, même sans publication préalable, peut être accordée par le Président du Tribunal du district dans lequel le mariage doit avoir lieu. (Article 37, 2^{me} alinéa de la fédérale).

Chapitre III.

Modifications apportées au Code civil par la loi fédérale.

ART. 19. L'article 77 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« La promesse de mariage ne donne lieu à une action civile en dommages-intérêts que lorsqu'il a été dressé acte de cette promesse par l'officier de l'état civil, en conformité de l'art. 32 de la loi fédérale précitée. »

ART. 20. Les actions en nullité de mariage, celles en divorce ou en séparation de corps, sont instruites dans les formes ordinaires de la procédure; elles ne sont pas soumises au préliminaire de la conciliation et sont jugées sous réserve d'appel.

Le for est celui déterminé par l'article 43 de la loi fédérale.

ART. 21. Les articles 28, 30, 31 et 32 du Code civil sont remplacés par les articles 9, 11, 12 et 58 de la loi fédérale sur la même matière.

ART. 22. L'article 124 du Code civil, concernant l'état des enfants nés d'un mariage nul, est remplacé par l'art. 55 de la loi fédérale; les articles 134 et 135 du dit code, concernant la légitimation des enfants naturels par le mariage subséquent, sont remplacés par les articles 25 et 41 de la même loi.

Chapitre IV.

Des effets civils du divorce ou de la séparation de corps.

ART. 23. Si le divorce a été prononcé pour l'une des causes mentionnées sous les lettres *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 46 de la loi fédérale précitée, l'époux coupable perdra, par le fait du jugement, tous les avantages que la loi assure au conjoint survivant sur les biens de l'époux prédécédé, et ceux que l'autre époux avait faits par le contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

L'époux contre lequel le divorce est obtenu pourra de plus être condamné envers l'autre à une pension alimentaire, qui sera réglée d'après les besoins de l'époux innocent et les facultés de l'époux coupable.

L'époux, qui aura obtenu le divorce conservera les avantages à lui faits par l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

ART. 24. Lorsque le divorce aura été prononcé pour une des causes prévues par les articles 46 litt. *e* et 47 de la loi fédérale, les époux ne perdront aucun des droits qu'ils avaient acquis sur les biens de leurs conjoints en cas de survie, mais il n'y aura lieu à l'ouverture de ces droits que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de séparation.

ART. 25. Les articles 108, 109, 110, 111 et 168 du Code civil sont applicables au divorce.

ART. 26. En cas de divorce, l'époux qui a obtenu une pension alimentaire continuera à la percevoir aussi longtemps qu'il ne sera pas remarié.

En cas de décès de l'époux qui la doit, cette pension sera payée par ses héritiers.

L'époux divorcé qui convole en secondes noces perd tous les droits résultant d'un précédent mariage.

ART. 27. L'article 797 du Code civil n'est pas applicable au conjoint divorcé.

ART. 28. Si le tribunal ne prononce que la séparation de corps, les effets civils de cette séparation sont réglés par les dispositions du livre 1^{er}, titre V, chapitre VI du Code civil.

LOI

du 28 Mai 1877,

sur la chasse.

(Approuvée par le Conseil fédéral en séance du 29 Juin 1877.)

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Vu la loi fédérale du 17 septembre 1875, sur la chasse et la protection des oiseaux;

Vu le règlement fédéral du 12 avril 1876, concernant l'exécution de la dite loi sur la chasse;

Voulant réunir et concilier les diverses dispositions de la législation fédérale et cantonale sur la matière;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ART. 7. Sauf consentement de la part du propriétaire, le permis de chasse n'autorise celui qui en est porteur, à chasser en temps permis que :

1. sur les fonds à lui appartenant;
2. sur les autres fonds non clos, à l'exception des vergers, jardins, plantages et bosquets dépendant des habitations et dans un rayon de cent mètres des celles-ci;
3. dans les bois, forêts, ainsi que sur les alpages et pâturages, lesquels ne sont pas considérés comme enclos.

ART. 8. Il est défendu de chasser dans les vignes et les champs avant que la récolte soit enlevée, et dans les prairies tant que les regains ne sont pas fauchés.

Il est interdit de rompre les clôtures des fonds, telles que haies, palissades et autres fermetures. (R. f. art 4.)

LOI

du 24 Mai 1880,

modifiant quelques dispositions du Code civil.

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

*Vu l'article 49, paragraphe 4, de la Constitution fédérale
et l'article 2 des dispositions transitoires de cette Consti-
tution ;*

*Voulant déterminer d'une manière uniforme la capacité
civile des personnes morales ;*

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ART. 1. Les articles 593, 594, 770, 805, 806, 807, 981, 982 et 983 du Code civil sont rapportés.

ART. 2. L'article 595 est modifié comme suit :

(ART. 595.) Les personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les corporations et les confréries religieuses,

les établissements d'utilité publique ne peuvent recevoir par testament sans autorisation du Grand-Conseil.

Toutefois cette autorisation n'est pas requise si les dispositions testamentaires ont pour objet des valeurs mobilières n'atteignant pas mille francs.

ART. 3. L'article 658 est modifié comme suit:

(ART. 658.) Les libéralités que le testateur aura faites en général au profit des pauvres seront versées dans la caisse des pauvres de la commune où il avait son domicile à l'époque de son décès.

Celles faites en général en faveur d'établissements de bienfaisance et toutes autres dispositions semblables dont le testateur n'aurait pas indiqué l'application, ou dans lesquelles il n'aurait pas déterminé l'œuvre pie ou l'établissement public qu'il a entendu avantager, seront mises à la disposition du conseil municipal de la dite commune, qui devra les verser dans la caisse des pauvres ou les appliquer à l'instruction publique.

Il en sera de même si la personne chargée de déterminer l'usage, l'œuvre ou l'établissement que le testateur a eu en vue, ne peut ou ne veut pas accepter cette charge.

Les donations faites par le testateur d'une manière générale en faveur de son âme, sans en préciser autrement la destination, seront remises à l'autorité ecclésiastique, qui en déterminera l'application.

(Suivent les signatures.)

LOI

du 30 Novembre 1887,

concernant la répression de l'usure et modifiant l'article 314 du Code pénal.

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Vu la nécessité de réprimer par des dispositions plus complètes et plus sévères que celles contenues à l'article 314 du Code pénal, le délit d'usure et les fraudes qui sont des formes diverses de ce délit;

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE:

ARTICLE UNIQUE. L'article 314 du Code pénal est modifié et complété comme suit:

ART. 314 a. Se rend coupable d'usure:

- 1^o Celui qui exige ou qui accepte de son débiteur une reconnaissance pour une somme plus forte que celle qu'il a prêtée ou qui lui est réellement due;
- 2^o Celui qui prête ou qui escompte à des intérêts excédant le taux légal fixé par le Code civil ou par le Code fédéral des obligations en matière commerciale;
- 3^o Celui qui dans un prêt, ou en paiement d'un transport de créance ou de toute autre valeur, livre, au lieu d'argent, en tout ou en partie, des denrées, des

marchandises ou d'autres objets pour un prix dépassant leur cours le plus élevé à l'époque du contrat, ou des créances contre des débiteurs dont il connaît l'insolvabilité;

- 4^o Celui qui, en acquittement de ce qui lui est dû, stipule de son débiteur l'obligation de lui livrer des marchandises ou d'autres objets pour un prix inférieur à leur prix le plus bas;
- 5^o Celui qui, ayant obtenu un gage ou une hypothèque pour une valeur supérieure à celle de sa créance, stipule de son débiteur qu'à défaut de paiement au terme convenu, il deviendra propriétaire de ces objets, indépendamment de toutes poursuites judiciaires:
- 6^o Celui, en général, qui exploite la prodigalité, l'inexpérience, la simplicité ou l'ignorance de quelqu'un, ou la nécessité dans laquelle il se trouve, se fait promettre ou s'attribue, sous une forme quelconque, à lui-même ou à un tiers, un bénéfice illégitime et hors de proportion avec les avantages assurés.

ART. 314 b. Se rend également coupable d'usure celui qui, connaissant les circonstances dans lesquelles la dette a été contractée, devient cessionnaire de titres usuraires, en vue soit de se les faire rembourser, soit de les rétrocéder à des tiers.

Les droits du cessionnaire de bonne foi sont réglés par la loi civile.

ART. 314 c. Le délit d'usure est qualifié:

- 1^o Lorsque le délinquant pratique habituellement l'usure;

- 2^o Lorsque le délit est commis par des personnes qui, à raison de leurs fonctions ou de leur profession, inspirent une confiance particulière au public, telles que notaires, avocats, procureurs, agents d'affaires ou prêteurs d'argent;
- 3^o Lorsque le délinquant a cherché à dissimuler au moyen de conventions ou de titres simulés les avantages usuraires qu'il s'est assurés;
- 4^o Lorsque les contrats usuraires revêtent la forme d'effets de commerce;
- 5^o Lorsque le délinquant a amené lui-même ou contribué à amener l'état de besoin ou de détresse du lésé en vue de l'exploiter.

ART. 314 d. L'usure simple est punie d'une amende de 50 à 500 fr. ou par un emprisonnement qui n'excédera pas six mois. La privation des droits civiques pendant cinq ans au plus pourra être ajoutée à l'une et l'autre de ces peines.

Si le délit est qualifié (article 314 c), la peine sera une amende qui n'excédera pas 2000 fr. ou un emprisonnement qui n'excédera pas deux ans. La privation des droits civiques, avec l'interdiction de la profession ou du négoce, pendant dix ans au plus, pourra être ajoutée à l'une et l'autre de ces peines.

Toutefois les dispositions de l'article 131 du Code pénal touchant les délits commis par les fonctionnaires, employés ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions, sont expressément réservées.

ART. 314 e. En cas de condamnation du prévenu, le débiteur sera libéré de plein droit de ses engagements, en

tant qu'ils dépassent la valeur réellement reçue en capital plus les intérêts légaux.

Si cet excédant a été perçu par le condamné, le tribunal en ordonnera d'office la restitution avec accessoires légaux, sous réserve des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par la partie lésée.

(Suivent les signatures.)

(Entrée en vigueur, le 1er Janvier 1888.)

EXTRAITS DE LA LOI

du 26 Mai 1891,

CONCERNANT

***l'exécution de la loi fédérale du 11 Avril
1889, sur la poursuite pour dettes
et la faillite.***

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

*Vu l'article 333 de la loi fédérale du 11 avril 1889,
sur la poursuite pour dettes et la faillite;*

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE:

Chapitre III.

**Dispositions de droit civil se rattachant à la
loi fédérale.**

ART. 30. (L. f. art. 49). Les biens d'une succession forment une masse séparée qui doit être affectée au paie-

ment des créanciers de la succession, lorsque la séparation des patrimoines a été demandée en conformité des articles 899 et suivants du Code civil, et en cas de répudiation de la succession, précédée ou non du bénéfice d'inventaire.

ART. 34, (L. f. art. 94). Le créancier hypothécaire qui requiert la poursuite en réalisation de l'immeuble qui lui est hypothéqué a droit à la récolte attachée à l'immeuble au moment de la notification du commandement de payer, à moins qu'elle n'ait déjà été légalement vendue avant cette notification.

Son droit de préférence subsiste de même lorsqu'il requiert la réalisation de la récolte seulement de l'immeuble qui lui est hypothéqué.

Le droit de préférence établi ci-dessus s'étend également aux fruits civils de l'immeuble dès la notification du commandement de payer.

ART. 32 (L. f. art. 134, 135, 156). En cas de vente forcée d'un immeuble, les hypothèques légalement constituées et inscrites suivent de plein droit l'immeuble et sont supportées, d'après leur rang, par l'adjudicataire jusqu'à concurrence du prix d'achat.

ART. 33 (L. f. art. 136, 137). La transmission de la propriété immobilière s'opère au profit de l'acquéreur par le fait de l'adjudication constatée par le procès-verbal des enchères.

La mutation dans les rôles de l'impôt de la commune de la situation de l'immeuble sera faite par les soins du fonctionnaire sous l'autorité duquel la vente a eu lieu.

La vente n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'à dater de la transcription au bureau des hypothèques. L'immeuble reste affecté jusqu'au paiement du prix de l'hypothèque légale qui sera inscrite au bureau des hypothèques.

La transcription et l'inscription auront lieu à la diligence et sous la responsabilité de l'office respectif.

ART. 34. Le consentement à la radiation des inscriptions hypothécaires ou des transcriptions sera donné par un acte authentique, conforme à la législation cantonale. Cet acte restera déposé au bureau des hypothèques.

L'état de collocation indique les inscriptions et transcriptions qui doivent être radiées par suite des collocations.

Ces radiations sont opérées par les soins du fonctionnaire chargé de la faillite ou de la poursuite.

Toutefois la radiation sera précédée de l'avertissement à signifier au créancier en exécution des articles 1961 et 1962 du Code civil.

ART. 40 (L. f. art. 219). La créance de la femme pour la fortune apportée en mariage ou acquise durant le mariage par héritage ou donation de tiers, est privilégiée pour la moitié, au rang fixé par la loi fédérale (art. 219).

ART. 41 (L. f. art. 111). Les créances résultant du mariage, de la puissance paternelle, de la tutelle ou de la curatelle, peuvent participer à la saisie dans les quarante jours, sans poursuite préalable, conformément à l'article 111 de la loi fédérale sur la poursuite.

(Entrée en vigueur, le 1er Janvier 1892.)

DÉCRET

du 28 Mai 1892,

CONCERNANT

***l'exécution de la loi fédérale du 25 juin
1891 sur les rapports de droit civil des
citoyens établis ou en séjour.***

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

*En exécution de la loi fédérale du 25 Juin 1891 con-
cernant les rapports de droit civil des citoyens établis ou
en séjour:*

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE:

ART. 1. Toutes les dispositions du Code civil relatives à l'interdiction des majeurs et à la tutelle des mineurs sont, dans la règle, applicables aux Suisses et aux étrangers établis ou en séjour en Valais, pour ces derniers sous la réserve prévue à l'article 33 de la loi fédérale susmentionnée.

ART. 2. Lorsqu'une demande de mise sous tutelle ou d'interdiction émane des parents de la personne à mettre sous curatelle ou des mineurs à placer sous tutelle, cette demande est adressée à l'autorité pupillaire du domicile.

En cas de contestation sur la décision de la Chambre pupillaire, la procédure à suivre est la procédure ordinaire prescrite aux articles 320 et suivants du Code civil

ART. 3. Lorsque cette demande émane de l'autorité compétente du canton d'origine, en application de l'article 14 de la loi fédérale, elle est adressée au Conseil d'Etat en sa qualité d'autorité de surveillance des Chambres pupillaires.

Le Conseil d'Etat est également l'autorité désignée pour recevoir les demandes prévues à l'article 15 de la loi fédérale susmentionnée, émanant de l'autorité d'origine, lorsque celle-ci estime que les intérêts personnels ou pécuniaires de la personne sous tutelle ou sous curatelle, ou les intérêts de sa commune d'origine ne sont pas suffisamment sauvegardés, ou lorsque les instructions données par l'autorité du lieu d'origine en ce qui concerne l'éducation religieuse d'un enfant ne sont pas observées.

Dans les deux cas, le Conseil d'Etat transmettra, avec ses instructions, les demandes qui lui seront parvenues à la Chambre pupillaire que cela concerne.

En cas de contestation sur la décision de la Chambre pupillaire, l'appel sera interjeté au tribunal de l'arrondissement, siégeant comme dernière instance cantonale.

ART. 4. Le Conseil d'Etat comme autorité de surveillance des Chambres pupillaires est désigné comme autorité compétente pour faire au nom des communes, des Chambres pupillaires ou des parents, les réquisitions et demandes à adresser aux autorités du domicile du mineur, de l'interdit ou de la personne à interdire, prévues aux articles 14 et 15 de la loi fédérale, et pour intenter l'action prévue à l'article 16 de la même loi.

ART. 5. Dans les cas prévus aux articles 3 et 4 du présent décret, le recours au Tribunal fédéral siégeant comme Cour de droit public est réservé.

ART. 6. L'autorité pupillaire du domicile est tenue d'informer l'autorité du lieu d'origine de la constitution ou de la main-levée de la tutelle, ainsi que du changement du domicile de la personne sous tutelle; elle doit également fournir à cette autorité tous les renseignements que celle-ci lui demandera au sujet de la tutelle.

Ces communications se feront par l'intermédiaire du Conseil d'Etat.

Régime matrimonial.

ART. 7. Les époux qui désirent accepter pour leurs rapports, conformément aux articles 20 et 34 (3^{me} paragraphe) de la loi fédérale, la législation du nouveau domicile, doivent demander à cet effet, par une déclaration commune, l'approbation du juge d'instruction de leur nouvelle résidence.

En cas de refus du juge d'instruction, ils peuvent en appeler au Tribunal d'arrondissement siégeant comme dernière instance cantonale.

ART. 8. La déclaration des époux dans le cas prévu à l'article précédent sera, après approbation et à leur diligence, expédiée au bureau des hypothèques de l'arrondissement.

Cette déclaration sera inscrite dans toute sa teneur dans un registre spécial avec l'acte d'approbation et conservée comme annexe aux archives du bureau.

Elle sera en outre, par les soins et sous la signature du conservateur des hypothèques, insérée en forme som-

maire dans le Bulletin officiel du Canton et publiée aux criées ordinaires du domicile des époux.

A l'égard des tiers, la déclaration des époux prévue à l'article 7, n'aura d'effet que lorsque les formalités prescrites par le présent article auront été remplies.

ART. 9. Il sera payé au bureau des hypothèques pour la transcription de ce document un droit de 5 fr., plus les frais de publication.

ART. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 1892.

(Suivent les signatures.)

LOI

du 25 Novembre 1892

sur la radiation des inscriptions hypothécaires.

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Considérant qu'il existe dans les registres publics un grand nombre d'inscriptions hypothécaires dont le renouvellement n'a pas eu lieu dans le terme prescrit par la loi;

Considérant qu'il existe de même des inscriptions et des transcriptions concernant des dettes éteintes;

Dans le but de faciliter d'une manière générale la radiation des inscriptions et des transcriptions;

Sur la proposition du Conseil d'Etat;

ORDONNE:

ART. 1^{er}. Les radiations à opérer au bureau des hypothèques se font gratuitement.

ART. 2. Les inscriptions hypothécaires qui n'auront pas été renouvelées dans le terme de trente ans à compter de leur date sont périmées.

La péremption est mentionnée d'office en marge de l'inscription par le conservateur des hypothèques.

En cas de renouvellement en temps utile, ce renouvellement est pareillement mentionné en marge de l'ancienne inscription, en désignant le numéro nouveau sous lequel elle a été rappelée ou réservée.

ART. 3. Les inscriptions prises au profit de la Confédération ou de l'Etat peuvent être radiées sur le dépôt de la main-levée authentique, consentie par le Département des finances fédéral ou cantonal.

Celles prises au profit d'une commune ou d'une bourgeoisie peuvent être radiées sur le dépôt de la main-levée authentique consentie par le Conseil municipal ou bourgeoisial. Cette main-levée, signée par le président et le secrétaire, est munie du sceau du Conseil.

Le préposé aux poursuites et aux faillites peut, sous sa signature munie du sceau de l'office, accorder la main-levée des inscriptions et des transcriptions prises pour les valeurs par lui perçues dans l'exercice de ses fonctions.

Tout les actes prévus au présent article sont délivrés gratuitement.

ART. 4. Les inscriptions autres que celles visées à l'article précédent ne sont radiées que sur le dépôt, au bureau

des hypothèques, d'un acte de consentement passé devant notaire.

ART. 5. L'acte notarié, dressé sur papier non-timbré et uniforme, d'après un formulaire imprimé, est remis en minute à l'intéressé, pour être déposé au bureau des hypothèques.

Cet acte ne peut renfermer aucune stipulation autre que celle concernant le consentement à la radiation.

L'usage de ce formulaire est obligatoire.

ART. 6. L'émolument du notaire est de fr. 1, quelle que soit la valeur pour laquelle a été prise l'inscription à radier.

ART. 7. Si la radiation est consentie par un mandataire ou par un représentant légal du créancier, le notaire ne peut en dresser l'acte qu'ensuite de la production de pouvoirs constatés par acte authentique.

ART. 8. Ne peuvent être radiées qu'ensuite d'une ordonnance du tribunal civil les inscriptions prises en faveur d'un créancier absent, qui n'aurait pas, dans le canton, de représentant muni des pouvoirs nécessaires pour consentir à la main levée.

Le tribunal porte cette ordonnance gratuitement.

Si le créancier n'a pas fait élection de domicile en Valais, la demande en radiation a lieu, en conformité de l'article 1915 du Code civil, par notification au créancier faite au bureau où l'inscription a été prise.

Le Conservateur la transmet, si possible, au créancier, et, à ce défaut, au juge-instructeur, qui désigne une personne

pour représenter l'absent dans la procédure à instruire à ce sujet.

ART. 9. Dans son rapport semestriel sur le mouvement de la dette hypothécaire, le Conservateur des hypothèques ne tient pas compte des inscriptions remontant à plus de trente ans.

ART. 10. Il est dérogé dans le sens de l'article 5 au dispositif de l'article 5, *litt. g*, de la loi sur le timbre du 11 mars 1875.

ART. 11. Sont rapportés :

- a) Les arrêtés du 6 avril 1854 et du 10 août 1861 sur la radiation de certaines inscriptions hypothécaires;
- b) L'article 48 du décret du 22 mai 1876, fixant le tarif des actes administratifs.

L'article 23 de la loi du 19 novembre 1846 sur le notariat est aussi modifié dans le sens de la présente loi.

ART. 12. Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

(Suivent les signatures.)

(Entrée en vigueur, le 1er Janvier 1893.)

LOI

du 2 Décembre 1892,

***modifiant les articles 1885 et 1923 du
Code civil et abrogeant les articles 1922
du Code civil et 38 de la loi du
26 Mai 1891.***

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

*Considérant que le privilège accordé par l'article 1922
du Code civil aux hypothèques légales mentionnées aux
numéros 1, 3 et 4 de l'article 1885 du Code civil, est de
nature à nuire au crédit hypothécaire de notre canton ;*

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

ART. 1^{er}. L'article 1885 du Code civil est modifié
comme suit :

ART. 1885. Les créanciers ayant hypothèque légale sont :

1^o Les entrepreneurs, architectes et autres qui ont travaillé ou donné leurs soins à la construction, à la réparation et à l'amélioration d'un immeuble ou fourni des matériaux pour le même objet.

Cette hypothèque n'est accordée que jusqu'à concurrence de ce que le propriétaire de l'immeuble devrait encore à l'entrepreneur, lors même que les

ouvriers que celui-ci a employés ou que ceux-ci lui ont fourni des matériaux, ne seraient pas satisfaits.

- 2^o Le vendeur sur l'immeuble vendu pour le paiement du prix et le copermutant sur la chose donnée en échange pour le paiement de la soulte.

Cette disposition est applicable au créancier d'une rente perpétuelle ou viagère constituée moyennant la cession d'un immeuble.

- 3^o Celui qui a consenti au rachat d'un droit réel immobilier en vertu d'une loi spéciale qui l'y oblige, sur le fonds affranchi par ce rachat, pour le prix de ce droit.
- 4^o Celui qui a accordé sur son fonds une servitude nécessaire, en vertu d'une loi qui l'y oblige, sur le fonds en faveur duquel cette servitude est établie, pour le prix qui en est dû et pour les dommages qui pourraient en résulter.
- 5^o Le créancier qui abandonne la collocation qu'il a obtenue dans la discussion des biens du débiteur sur la chose abandonnée.
- 6^o Les légataires sur les immeubles de la succession.

ART. 2. L'article 1923 du Code civil est modifié comme suit :

ART. 1923. L'hypothèque, même légale, non inscrite, ne donne aucun droit de préférence au créancier en faveur duquel elle est établie.

ART. 3. Les articles 1822 du Code civil et 38 de la loi du 26 Mai 1891, concernant l'exécution de la loi fé-

dérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, sont abrogés.

ART. 4. Il n'est pas dérogé aux droits acquis antérieurement à la promulgation de la présente loi pour les hypothèques régulièrement inscrites avant le 1^{er} Juillet 1893.

ART. 5. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 1893.

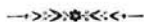
(Suivent les signatures.)

LOI

du 27 Mai 1861,

(Exécutoire dès le 16 Juin 1861).

ARTICLE UNIQUE. La loi du 19 Décembre 1829, relative à l'acquisition d'immeubles par les étrangers, est rapportée.



ERRATA

Page 280, ligne 9, lisez **dans**, au lieu de la commune.

Page 299, art. 1879, lisez **suit**, au lieu de sur.

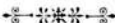


TABLE DES MATIÈRES

DU

CODE DES OBLIGATIONS

	Page.
Code fédéral des obligations	35
Titre premier. De la formation des obligations	35
Chapitre I. Des obligations résultant d'un contrat	35
De la conclusion des contrats	35
De la forme des contrats	37
De l'objet des contrats	39
Des causes qui vicient les contrats	39
De la capacité requise pour contracter	41
Des contrats conclus par représentants	43
Chap. II. Des obligations résultant d'actes illicites	46
Chap. III. Des obligations résultant d'un enrichissement illégitime	50
Chap. IV. Des obligations résultant d'autres causes	51
Titre deuxième. De l'effet des obligations	52
Chap. I. De l'exécution des obligations	52
Principes généraux. Lieu et époque de l'exécution Du paiement. De la demeure du créancier. De la consignation	56
Chap. II. Des conséquences de l'inexécution des obli- gations	60
Chap. III. De l'effet des obligations quant aux tiers	64
Titre troisième. De l'extinction des obligations	65
Chap. I. Dispositions générales	65
Chap. II. De la compensation	65

	Page.
Chap. III. De l'annulation et de la remise de la dette.	
De la novation. De la confusion	68
Chap. IV. De l'impossibilité d'exécuter l'obligation	69
Chap. V. De la prescription	69
Titre quatrième. Des modalités des obligations	73
Chap. I. Des obligations solidaires	73
De la solidarité entre débiteurs	73
De la solidarité entre créanciers	75
Chap. II. Des obligations conditionnelles	75
Chap. III. Des arrhes, du dédit et de la clause pénale	76
Titre cinquième. De la cession ou du transport des créances	78
Titre sixième. Des droits réels sur les biens meubles	81
Chap. I. De la transmission de la propriété mobilière	81
Chap. II. Du droit de gage et du droit de rétention	83
Du droit de gage	83
Du droit de rétention	86
Titre septième. De la vente et de l'échange	88
Chap. I. Dispositions générales	88
Chap. II. Des obligations du vendeur	88
De la délivrance	88
De la garantie en cas d'éviction	89
De la garantie des défauts de la chose vendue	91
Chap. III. Des obligations de l'acheteur	95
Chap. IV. De quelques espèces de vente particulières	96
De la vente sur échantillon	96
De la vente à l'essai ou à l'examen	97
Chap. V. De l'échange	98
Titre huitième. Du louage des choses	98
Chap. I. Du bail à loyer	98
Chap. II. Du bail à ferme	104
Titre neuvième. Du prêt à l'usage ou commodat	110
Titre dixième. Du prêt de consommation ou simple prêt	111
Titre onzième. Du louage de services	113

	Page.
Titre douzième. Du louage d'ouvrage par suite de devis ou de marché	116
Titre treizième. Du contrat d'édition	122
Titre quatorzième. Du mandat	127
Chap. I. Du mandat proprement dit	127
Chap. II. De l'assignation ou délégation	130
Chap. III. De la lettre de crédit	132
Chap. IV. De l'ordre de crédit	133
Titre quinzième. Des fondés de procuration, des représentants ou mandataires commerciaux et des voyageurs de commerce	134
Titre seizième. Du contrat de commission	136
Titre dix-septième. Du contrat de transport, ou des voituriers par terre et par eau	141
Titre dix-huitième. de la gestion d'affaires	146
Titre dix-neuvième. Du dépôt	147
Titre vingtième. Du cautionnement	150
Chap. I. De la nature et de la forme du cautionnement; de ses diverses espèces	150
Chap. II. Des effets du cautionnement	152
Chap. III. De l'extinction du cautionnement	153
Chap. IV. Du recours de la caution	154
Titre vingt-et-unième. Du jeu et du pari	156
Titre vingt-deuxième. Du contrat de rente viagère	157
Titre vingt-troisième. De la société simple	158
Chap. I. De la nature de la société simple	158
Chap. II. Des rapports des associés entre eux	159
Chap. III. Des rapports des associés avec les tiers	162
Chap. IV. De la dissolution de la société	163
Titre vingt-quatrième. De la société en nom collectif	166
Chap. I. De la nature et de la formation de la société	166
Chap. II. Des rapports des associés entre eux	167
Chap. III. Des rapports de la société avec les tiers	168

	Page.
Chap. IV. De la dissolution de la société et de la retraite de quelques-uns des associés	171
Chap. V. De la liquidation de la société	173
Chap. VI. De la prescription des actions contre les associés	174
Titre vingt-cinquième. De la société en commandite	176
Chap. I. De la nature et de la formation de la société	176
Chap. II. Des rapports des associés entre eux	177
Chap. III. Des rapports de la société avec les tiers	178
Chap. IV. Dissolution et liquidation de la société; pres- cription des actions	181
Titre vingt-sixième. De la société anonyme ou société par actions	182
Chap. I. Dispositions générales	182
Chap. II. Des droits et obligations des actionnaires	189
Chap. III. Des organes et pouvoirs de la société anonyme	194
De l'assemblée générale	194
De l'administration	196
Du contrôle	199
Chap. IV. De la dissolution de la société	200
Chap. V. De la responsabilité	203
Chap. VI. Des sociétés en commandite par actions	204
Titre vingt-septième. Des associations	206
Chap. I. De la formation des associations	206
Chap. II. Des droits et des obligations des sociétaires	207
Chap. III. Des organes et pouvoirs de l'association	210
Chap. IV. De la dissolution et de la liquidation	213
Titre vingt-huitième. Des autres sociétés	216
Titre vingt-neuvième. De la lettre de change	217
Chap. I. De la capacité de s'obliger par lettre de change	217
Chap. II. De la forme de la lettre de change	218
Chap. III. Des obligations du tireur	220
Chap. IV. De l'endossement	220
Chap. V. De la présentation à l'acceptation	222
Chap. VI. De l'acceptation	223
Chap. VII. Du recours pour obtenir une sûreté	225

	Page.
Du recours à défaut d'acceptation	225
Du recours à raison de la solvabilité insuffisante de l'accepteur	226
Chap. VIII. De l'exécution des obligations résultant de la lettre de change	228
De l'échéance	228
Du paiement	230
Chap. IX. Du recours faute de paiement	232
Chap. X. De l'intervention	235
De l'acceptation par intervention (par honneur)	235
Du paiement par intervention (par honneur)	237
Chap. XI. Des duplicata et copies de lettres de change	238
Des duplicata	238
Des copies	239
Chap. XII. De la perte des lettres de change	240
Chap. XIII. Des faux et des altérations en matière de lettre de change	242
Chap. XIV. De la prescription en matière de lettre de change	243
Chap. XV. Des actions résultant de la lettre de change	245
Chap. XVI. Du protêt	247
Chap. XVII. Du lieu et du temps où doivent se faire la présentation et les autres actes relatifs à la lettre de change	248
Chap. XVIII. Des signatures défectueuses	249
Chap. XIX. De l'application des lois étrangères	249
Chap. XX. Du billet de change	250
Titre trentième. Du chèque	254
Titre trente-et-unième. Des autres billets et mandats à ordre	256
Chap. I. Des billets et délégations à ordre analogues aux effets de change	256
Chap. II. Des autres titres transmissibles par endosse- ment	257
Titre trente-deuxième. Des titres au porteur	258
Titre trente-troisième. Du registre du commerce, des raisons de commerce et autres, et des livres de comptabilité	262

	Page.
Chap. I. Du registre du commerce	262
Chap. II. Des raisons de commerce et autres	263
Chap. III. Des livres de comptabilité	266
Titre trente-quatrième. Dispositions transitoires	267



TABLE DES MATIÈRES DES ANNEXES

LOIS FÉDÉRALES.

	Page.
Extraits de la Constitution fédérale	3
Loi sur l'état civil et le mariage du 24 Décembre 1874	8
Loi sur la naturalisation du 3 Juillet 1876	31
Loi sur la capacité civile	274
Loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour du 25 Juin 1891	278

LOIS CANTONALES.

	Page.
Concordat sur les vices redhibitoires du bétail du 27 No- vembre 1866	289
Extrait de la loi sur l'heimatlosat du 3 Juin 1870	294
Modifications au Code civil, loi du 19 Novembre 1870	295
Extraits du Décret du 2 Décembre 1875, sur l'exécution de la loi sur le mariage	303
Loi sur la chasse du 28 Mai 1877.	307

	Page.
Loi du 28 Mai 1880 — Modifications au Code civil	308
Loi du 30 Novembre 1887 sur l'usure	310
Extraits de la loi du 26 Mai 1891, en exécution de la loi sur les poursuites	313
Décret du 28 Mai 1892, en exécution de la loi fédérale du 25 Juin 1891	316
Loi du 25 Novembre 1892 sur la radiation des inscriptions hypothécaires	319
Loi du 2 Décembre 1892, modifiant l'article 1885 du Code civil	323
Loi du 27 Mai 1861	325



